

L'Hellénisme

ORGANE MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ "L'HELLENISMOS"

ABONNEMENTS :

France. UN AN 6 FR.
Union Postale 8 FR.

DIRECTION A PARIS

42, Rue de Grenelle (VII^e Arrondis.)

Le bureau de l'HELLÉNISME

est ouvert les Lundi, Mercredi et Vendredi
de 10 heures à midi.

SOMMAIRE

A propos de la Crète.
En Macédoine, par M. MICHEL VAILLARÉS.
Un nouveau programme, par M. MICHEL KEBEDGY.
La Nouvelle richesse de la Grèce, *Interview de M. Edmond Théry*, par M. CH. CHRISTOVASSILIS.
La question crétoise, par M. GEORGES CLÉMENÇEAU (*L'Aurore*).
L'Hellénisme, par M. PIERRE DE COUBERTIN (*Le Figaro*).
Le Premier Congrès international d'Archéologie à Athènes.
En Chypre.
La Fête nationale grecque à Paris.
Chez les insurgés de Crète, par M^{me} MARIE GARENAUX (*Le Figaro*).
En Macédoine : Grecs et Bulgares, par M. MICHEL VAILLARÉS (*La Lanterne*).
Les écoles chrétiennes en Macédoine (*Revue générale du droit international public*).
Le mouvement annexionniste crétois.
L'Affaire de Zagoritiani. — Le mouvement antigrec en Bulgarie.
Les derniers crimes bulgares.
Revue de la Presse.

A propos de la Crète

La question crétoise vient d'entrer dans une phase extrêmement critique. Après les manifestations des hommes politiques de la Crète, après la prise d'armes de la population, voici maintenant que l'Assemblée Nationale, la plus importante des corps constitués, proclame solennellement, à l'unanimité, la réunion de l'île à la Grèce.

Nous publions plus loin, dans notre *Revue de la Presse*, des extraits de certains organes de la presse européenne, concernant cette question : ils concluent tous à l'urgence de l'union.

Nous nous contentons, pour notre part, d'exprimer notre entière confiance en l'action du gouvernement hellénique qui saura sans doute maintenir intacts les droits de la nation grecque, tant en Crète qu'en Macédoine, et établir aux yeux des puissances que la solution à intervenir pour la première ne saurait nullement entraîner une diminution des titres imprescriptibles que nous possédons dans la seconde.

Nous ajouterons que bien qu'il y ait une différence fondamentale évidente entre la situation créée en Crète depuis l'intervention émancipatrice des puissances en 1897, et les conditions encore indéfinies de la Macédoine, il serait vivement à souhaiter que les puissances s'accordassent à déclarer à son occasion, comme elles viennent de le faire pour la Crète, qu'elles répudient

d'avance toute idée d'annexion à l'une d'entre elles d'une partie quelconque de la Turquie d'Europe.

EN MACÉDOINE

Le Cœur est Grec!

Beaucoup de publicistes anglais et français, qui poussent de leurs plumes turcophobes à la constitution d'une grande et puissante Bulgarie, les uns avec la certitude de servir les desseins panslavistes de nos amis et alliés, les autres avec l'espoir, au contraire, d'opposer une digue balkanique à la descente de l'ours moscovite sur les bords azurés de la Méditerranée, tous les bulgarophiles qui ont exalté, par je ne sais quelle perversion de jugement, les forfaits les plus monstrueux des forbans les plus lâches, tous les mishellènes, enfin, de Paris et de Londres, las d'entendre chanter les beautés antiques de l'immortelle Athènes, ont voulu implanter en Europe cette grossière et tendancieuse erreur que presque tous les Macédoniens sont et veulent être Bulgares parce qu'ils parlent bulgare...

Et d'abord est-il bien établi que le slave de Macédoine est du bulgare? Quelques-uns, et non des moins compétents, soutiennent que cette langue est du pur serbe. D'autres se permettent d'émettre cette modeste opinion qu'elle n'est exclusivement ni serbe, ni bulgare, mais un mélange des deux, dosé de grec, d'albanais, de turc, de valaque. Ce patois macédonien a des nuances bulgares du côté des frontières de la principauté et des nuances serbes au centre et à l'ouest, à partir de Guevgueli et de Vodena.

Les gens de Doïran comprennent assez facilement un habitant de Belgrade. M. Steeg reconnaît, dans un rapport adressé à M. Delcassé que, dans le vilayet de Salonique, c'est-à-dire dans la province qui longe au nord la Bulgarie, il est très difficile de tracer une démarcation nette entre Bulgares et Serbes.

Les Macédoniens qui s'expriment généralement et de préférence en slave doivent, par conséquent, être appelés des slavophones et non des bulgarophones ou des serbophones. Dans le flux et le reflux des invasions, les langues se sont enchevêtrées au point de devenir méconnaissables; chacune a été défigurée et amputée dans le heurt des races.

Et maintenant, comment classer ces slavophones au point de vue politique? A quelle nation les rattacher?

Un cancre de nos collèges ou même de nos écoles primaires serait capable d'écrire une brillante thèse sur ce thème facile et banal : la langue n'est pas une base solide pour déterminer le caractère ethnologique des individus ni pour fixer leur nationalité. Il trouverait cent exemples lumineux, en regardant simplement autour de lui, pour étayer sa démonstration d'une manière irréfutable.

Chaque province, en France, a son patois qui n'est certes pas du français, mais du celtique, de l'espagnol, de l'italien, etc.

Moi-même, je suis né dans les Alpes-Maritimes, où l'on parle le niçois, et j'ai passé mon adolescence dans les Pyrénées-Orientales, où il y a toute une littérature catalane. Je connais des centaines de paysans pour qui la langue nationale est du chinois. Le Breton, le Provençal, le Catalan, le Basque, le Corse, ne sont-ils pas considérés comme de bons Français? Faut-il rappeler l'exemple de la Suisse et de l'Espagne, qui sont partagés en trois langues? En Belgique n'y a-t-il pas le flamand à côté de notre langue? « Ces différences n'influent pas sur l'idée de patrie; aussi les gouvernements ne s'occupent pas de les faire disparaître. (V. Seignobos, les nationalités et les langues.) En France, en Belgique, en Suisse, en Espagne, il n'y a qu'une conscience nationale dans la diversité des langues. En Turquie d'Asie, nous voyons un million de Grecs qui ne parlent que le turc. Par contre, en Crète, en Thessalie, dans la Macédoine du Sud, les Turcs parlent grec. Dans le Rhodope, les Pomacs, ottomans fanatiques, parlent bulgare. A Monastir, « les champions les plus déterminés de l'Hellénisme » (1) parlent valaque. Des milliers de Macédoniens s'expriment en serbe pour déclarer qu'ils sont bulgares : *Ja sam Bougarin*. « Arméniens, Juifs, Turcs et Francs, sans être Hellènes, parlent grec, à Smyrne, à Constantinople, à Salonique. » (2).

Combien d'Européens, nés au Levant, qui connaissent à peine leur langue! Ainsi, ma femme a des parents, français, qui ne parlent à peu près que le grec.

En Orient, plus que partout ailleurs, il faut se garder de conclure sur un signe particulier. La règle, c'est l'exception, et l'exception, c'est la règle.

Le sentiment national des Macédoniens se manifeste clairement à l'église et à l'école. Voici, entre autres choses, ce qu'écrivait en 1883, à M. de Freycinet, président du Conseil et ministre des

(1) Rapport de M. Steeg, consul général de France, à Salonique, à M. Delcassé.

(2) *La Turquie et l'Hellénisme contemporain*, V. Bernard.

affaires étrangères, M. Gustave Laffon, consul de France à Andrinople, un des orientalistes les mieux informés et les plus instruits.

« Dans les pays civilisés et constitués politiquement depuis longtemps, la religion pratiquée par chacun des habitants ne peut servir de critérium pour établir sa nationalité! Mais il se passera probablement bien des années avant que la Macédoine puisse entrer dans cette catégorie. Lorsque... le schisme fut proclamé, en 1872, entre les deux races (Grecs et Bulgares), le peuple bulgare le vit d'un mauvais œil et crut que sa foi allait courir de grands dangers. Mais le travail persévérant des comités slaves d'une part, et les victoires des Russes de l'autre, finirent par dissiper peu à peu ses scrupules et par l'attacher à sa nouvelle église nationale... Les Bulgares dissidents ont eu le temps de tranquilliser leur conscience. Ils se considèrent actuellement comme d'aussi bons orthodoxes que leurs adversaires grecs. La propagande religieuse et politique a si bien travaillé les esprits en Bulgarie, dans la Roumélie Orientale et en Macédoine, qu'il ne reste plus, à mon avis, un seul Bulgare ignorant que le schisme a pour but d'établir plutôt une barrière politique et ethnologique entre les deux races qu'une distinction de croyance religieuse. ... Jusqu'à preuve du contraire, les chrétiens bulgarophones restés attachés au patriarcat grec de Constantinople entendent par là manifester leur volonté d'être Grecs et non Bulgares. Si ce critérium doit être vrai en règle générale, ne paraît-il pas infaillible lorsqu'il s'applique à des groupes parlant le grec et le bulgare à la fois? Ne doit-il pas être considéré comme une base sûre de classification ethnologique, quand dans un même village on trouve deux camps qui se combattent avec acharnement? Ceux qui luttent pour le patriarcat grec ne doivent-ils pas être considérés comme voulant être Grecs?... A Haskeuy même, gros bourg de la Roumélie Orientale, sur 1.000 familles qui forment sa population, il y en a une centaine qui n'ont jamais été amenés à se détacher du Phanar. Elles se disent grecques et restent grecques, malgré l'énorme pression qui pèse sur elles de tous côtés. Si donc, dans la Roumélie Orientale, où l'élément bulgare domine et gouverne d'une manière si énergique, il y a des centaines de familles bulgarophones qui se disent et veulent être grecques, n'est-il pas tout à fait rationnel de conclure, par analogie, que les populations bulgarophones qui, en Macédoine, sont rattachées à l'église grecque, entendent par là manifester également leur sentiment national.

D'autre part, « le plus grand nombre des écoles grecques sont suivies par des enfants bulgarophones, dont les parents contribuent à les entretenir. Qui oserait dire, après cette imposante manifestation, que ceux qui la font n'ont pas conscience de leurs aspirations nationales? Quand une population veut faire d'une langue et d'une littérature l'instrument et la nourriture de sa pensée comment oser dire à cette population : tu n'as rien de commun avec la race qui a parlé et pensé comme tu voudrais parler et penser. »

Donc, « on peut légitimement conclure que les Bulgarophones, qui vont à la fois à l'église et à l'école grecques, veulent être Grecs et doivent être reconnus comme tels. Ce qui s'applique aux Macédoniens bulgarophones doit s'appliquer, à plus forte raison, aux Helléno-Bulgarophones, c'est-à-dire à ceux qui parlent grec et bulgare ».

M. Gustave Laffon délimitait ensuite la partie

de la Macédoine, sur laquelle les Grecs peuvent justifier des prétentions que, selon toute probabilité, un plébiscite ne manquerait pas de réaliser. La zone en question serait déterminée par une ligne qui commence vers l'ouest, au mont Sablanica, se dirige à l'est en longeant les ramifications orientales de cette montagne à travers les sommets 1551, 1276, la carte de l'Etat-major autrichien n'indiquant que la hauteur des montagnes dont les noms sont inconnus. La ligne grecque passe ensuite par le village de Pletke et atteint vers l'Est les villages de Kudredin, de Lapatica et de Béranci. De là, elle descend vers la plaine pour remonter vers Nospal.

Elle tourne vers le nord en suivant toujours le mont Selca, elle fléchit vers l'est, puis légèrement vers le nord, arrive aux monts Radobil et Grabonica, puis au mont Tital. Elle passe par Demir-Capou, atteint le mont Kiries-Tepe, aboutit au mont Kéni, traverse les villages Sgralicta, Turkdyan et Recica, se heurte à la chaîne nord du Perim-Dag, se prolonge au sud à travers les sommets 1034 et 1435, fléchit vers l'est, non loin du village Pasil, et arrive au mont Sragai-Dag. Elle suit de là la direction sud-est et atteint sur le sommet Bez-Dag le sommet 1.500, d'où elle se dirige vers les villages Hotzalas et Chidin, rencontre le fleuve Nestus et continue désormais à s'avancer vers le nord, jusqu'à Rouscowa, après quoi elle remonte la ramification sud du mont Rhodope. De là elle s'avance toujours vers le nord jusqu'aux sommets du Knussova-Dag et de Echek-Koulakli-Daz, d'où elle aboutit au sommet de Sorsondija-Tepe, sur les frontières de la Roumélie orientale.

En résumé, la zone grecque comprendrait l'ouest, le centre, le sud et l'est de la Macédoine.

Je ne pèserai pas ici la valeur scientifique de cette délimitation. Mais je puis affirmer, après les multiples enquêtes que j'ai poursuivies moi-même dans les trois vilayets, qu'à vingt ans de distance l'argumentation de M. Laffon a conservé toute sa force; elle est encore plus probante, car « la propagande par la persuasion et par la terreur » (Steeg) des comités bulgares a eu le temps de se développer avec ampleur. Il n'y a pas aujourd'hui, sur les rives du Vardar ou sur les cimes du Perim, un seul Macédonien qui ne sache qu'adhérer à l'exarchat, c'est faire acte de bulgarisme, et que rester fidèle au patriarcat et à l'école helléniques, c'est crier bien haut l'union indissoluble avec la Grèce. Voilà pourquoi les comitadjis massacrent, torturent, mutilent féroce-ment les prêtres et les instituteurs patriarchistes. Toutes les victimes que j'ai vues tomber de mes yeux épouvantés, sous les poignards révolutionnaires, étaient des Bulgarophones qui avaient refusé de faire une profession de foi bulgare. La famille Traïko Sterio de Gradobor, qui subit le supplice le plus effroyable, parlait slave, mais s'affirmait grecque hautement et défendait l'Hellénisme contre toutes les attaques. A Ghirzista, où les bandes venaient de brûler vives sept personnes, dont une jeune institutrice de vingt ans et deux enfants (de 7 à 9 ans), j'ai posé cette question précise aux habitants rassemblés devant les cadavres et les ruines, en présence du colonel russe Svirsky, de son drogman, du juge d'instruction, du substitut du procureur, du capitaine de gendarmerie, du mouktar, etc. « Y a-t-il des Bulgares au village? — Pas un, me fut-il répondu. Nous sommes tous Grecs, et entendons rester Grecs. — Et cependant le village est slavophone. Et les statistiques de Sofia le citent comme bulgare. Il

vous apparaîtra certainement que les Macédoniens qui meurent pour l'idée grecque doivent être en toute impartialité attribués à l'Hellénisme. Qu'importe la langue qu'ils parlent? Ils sont Grecs de sentiment; leur patriotisme mis à l'épreuve décisive des poignards, des balles et du feu, mérite que l'Europe lui rende justice lors du règlement de la question macédonienne. Les ignorants et les gens de mauvaise foi peuvent seuls s'étonner que des Hellènes, en Macédoine, parlent slave.

— La bouche est bulgare, peut-être, me confiait un vieillard bulgarophone de Vodéna, mais le cœur est grec!

MICHEL PAILLARÈS.

Un Nouveau Programme

Dans son article-programme « Pour la Macédoine réformée », M. G. Gaulis, rédacteur en chef, avait écrit :

« Comprenez bien que personne ne vous demande de renoncer à votre idéal patriotique. Travaillez à mettre tout d'abord votre pays au niveau de l'Europe. Que l'ordre et la liberté règnent. Ensuite, naîtra le conflit des idées... »

Par la suite, M. Gaulis nous invitait à contribuer à l'amélioration de la situation présente de la Macédoine en « réservant l'avenir ».

Nous le primes au mot. Nous avons commencé justement par réserver formellement l'avenir et par expliquer qu'un avenir durable ne peut être établi que par une solution rationnelle du problème macédonien et que cette solution ne peut consister que dans un partage équitable.

Nous avons, en outre, fixé certains points préliminaires, pour empêcher toute équivoque, et nous nous proposons de commencer la discussion de la solution provisoire préconisée, en serrant les questions de près, ainsi qu'il convient lorsqu'on désire sincèrement aboutir à une entente.

Dans « La Macédoine », du 20 avril, M. Gaulis répondant à notre premier article, écrit :

« Nous ne saurions faire qu'un très petit bout de chemin ensemble. J'avoue que le parcours m'en serait tout particulièrement agréable... Mais nous arriverions bientôt à un carrefour et ne manquerions pas de vouloir prendre chacun d'un côté du poteau ».

Pourquoi cela? Tout simplement parce que nous ne pouvons considérer que comme provisoire et transitoire la solution de l'autonomie qui nous est proposée, tandis que M. Gaulis la voudrait définitive. Il espère du moins, qu'avec le temps, les idées se modifieront et qu'on se souviendra « que l'on a créé la France avec les débris de vingt peuples qui n'avaient pas les cheveux de la même nuance ». Ce qui revient à dire : Nous ne vous demandons pas de renoncer à votre idéal patriotique, mais la solution que nous vous proposons implique cette renonciation!

Dans ces conditions, il y a au moins un point, sur lequel nous sommes d'accord avec M. Gaulis, c'est qu'il ne saurait y avoir de discussion utile là où une divergence aussi fondamentale se produit.

Aussi, nous bornerons-nous ici à relever quelques points touchés par M. Gaulis dans son second article.

Tout d'abord, l'idéal de M. Gaulis est la constitution d'une Macédoine autonome. Point de partage, ni maintenant, ni jamais. « Lorsque des jeunes Macédoniens, écrit-il, sont venus me demander de fonder la Macédoine, il a été convenu entre eux et moi que ce mot (partage) ne serait jamais prononcé dans cette maison, tant que j'eusse conser-

verai ma place ». Il est donc entendu que M. Gaulis, personnellement, est du nombre des théoriciens qui s'imaginent pouvoir constituer artificiellement et arbitrairement un Etat indépendant, au mépris des aspirations nationales des populations qui l'habitent. De la part de quelqu'un qui est originaire de la Suisse, pays de liberté où l'on a respect des sentiments individuels, cela ne manque pas à coup sûr d'originalité; mais passons. Le malheur est que l'entreprise de M. Gaulis a le tort d'arriver trop tard et dans des conditions qui ne sont point de nature à lui faciliter la tâche.

D'abord, que sont les « jeunes Macédoniens » dont il parle? Est-il difficile de deviner que ce sont des Bulgares? La *Macédoine* n'est-elle pas la résurrection du *Mouvement macédonien*, organe des « autonomistes » bulgares? Le projet panslaviste de reprendre par la ruse ce que le Congrès de Berlin leur avait formellement refusé, trouverait ainsi un appui dans le nom et l'ardeur de M. Gaulis, malgré la bonne foi personnelle de ce dernier. Son secrétaire de rédaction signe Vladimir Doline, et, ce qu'il y a de plus caractéristique encore, c'est le contraste frappant entre les belles promesses de son programme et le texte même du journal, et cela dès le premier numéro (5 février 1905). Qu'un Bulgare soit victime de la moindre molestation, le fait y sera soigneusement consigné. Quant aux crimes sauvages, systématiquement perpétrés par les Bulgares contre les Grecs ou les parents des Grecs qui se sont refusés à adhérer à la cause bulgare, ils seront tout simplement ignorés! Que devient dès lors l'impartialité, le désir de conciliation et le sous-titre de *La Macédoine* « organe de revendications légales pour tous les Macédoniens »? Ces revendications comprennent, même les simples vexations subies par des Bulgares; par contre, les assassinats et les nombreux actes de violence commis par eux contre les Grecs en sont exclus. C'est déjà un avant-goût de « l'autonomie ».

Si nous constatons cela, ce n'est point pour nous attarder à des récriminations, mais pour montrer objectivement les divers écueils auxquels se heurte l'entreprise du rédacteur en chef de la *Macédoine*. C'est cette pensée qui inspire uniquement ces lignes.

* *

Il nous reproche de commencer « par user de la grosse habileté qui consiste à faire une Macédoine géographique à l'usage de la propagande hellénique », et de « déplacer des frontières, afin de laisser, au delà, des Bulgares authentiques et de ne garder, en deça, que des Grecs de pur sang ».

Tout d'abord, il n'y a là aucune habileté. Tous ceux qui ont eu l'occasion d'étudier attentivement le problème macédonien, avec le sincère désir de concilier les divers intérêts en présence, n'ont pas tardé de s'apercevoir de la nécessité qu'il y a à délimiter d'abord exactement les régions dont on parle, et de faire cette délimitation de manière à tenir compte des limites historiques et en même temps des groupements se rapprochant d'une certaine homogénéité ethnique. Nous ne pouvons nous étendre ici sur ce point et nous renvoyons M. Gaulis à l'étude que nous avons déjà citée. Il est vrai qu'il nous dit qu'il ne l'a « pas bien en mémoire »; mais, nous la lui avons envoyée et il nous en a accusé réception.

Une telle délimitation serait la seule base d'une conciliation équitable des diverses compétitions en présence, en vue de la préparation du partage ultérieur. Si elle dérange le plan de M. Gaulis, nous n'y pourrions rien. Pourquoi ses amis Bulgares n'en veulent pas tenir compte? Tout simplement parce que, dans la Macédoine ainsi délimitée, ils sont en minorité, tandis qu'en y joignant la Vieille-Serbie, ils espèrent constituer une majorité slave et

imposer leur domination aux populations de la Macédoine proprement dite, dont la grande majorité n'est point slave et ne veut point de domination slave. La « grosse habileté » est ainsi du côté des panslavistes, qui veulent ressusciter l'Etat artificiellement créé par le traité de San Stefano. L'artifice est aujourd'hui percé à jour et on ne peut plus tromper personne. Nous le répétons pour la dernière fois : ou bien, vous voulez l'application intégrale de l'art. 23 du traité de Berlin, et alors vous devez réclamer les réformes pour les six provinces de la Turquie d'Europe; ou bien, vous ne voulez vous intéresser qu'à la Macédoine seule, et alors vous devez vous borner aux seules provinces de Salonique et de Monastir.

* *

Nous n'avons jamais considéré M. Gaulis « comme un homme qui n'aurait ni voyagé, ni observé, ni réfléchi ». Mais, il n'est pas le seul à l'avoir fait. La question macédonienne a été étudiée attentivement, bien avant nous, par toute une lignée d'hommes qui ne sont pas les premiers venus, indigènes ou étrangers, et ce sont leurs données, vérifiées et complétées, qui servent aujourd'hui à notre examen. Pour ce qui nous concerne, nous avons toujours eu pour point de départ un désir sincère de conciliation équitable et nous sommes attaché, à cet effet, au *minimum* des revendications des Hellènes. Nous avons été, avec nos amis, constamment en butte aux récriminations des « nationalistes étroits », que dénonce avec raison M. Gaulis, et qui nous accusent de trahison et nous reprochent de faire trop de concessions aux Slaves. Ces attaques, accompagnées parfois de menaces, ne nous ont point troublés, rassurés que nous étions, en premier lieu, par la justesse intrinsèque du point de vue que nous défendons, et, en second lieu, par l'heureuse rencontre de Slaves, Serbes ou Bulgares, qui étaient des esprits modérés et conciliants et qui devaient par là même nous démontrer, une fois de plus, la possibilité d'arriver à une entente et à une conciliation, mais sur un terrain autre que celui malencontreusement choisi par M. Gaulis. Si cet adjectif chagrine ce dernier, nous allons le lui expliquer, en résumant ici les raisons pour lesquelles sa tentative autonomiste ne peut point réussir.

D'abord, parce qu'elle a la prétention étrange, pour ne pas dire plus, de méconnaître la conscience nationale des populations intéressées, et, n'en vouloir tenir aucun compte et de prétendre lorsque celles-ci revendiquent par exemple, le droit de conserver leurs aspirations helléniques et de se rattacher un jour à leur mère-patrie, la Grèce, de leur imposer, pour les besoins de la cause, une conscience nationale artificielle, celle de « Macédonien », qui n'existe que dans l'imagination des théoriciens ou de ceux qui ont une arrière-pensée politique. La comparaison entre la Confédération suisse et la Macédoine est justement fallacieuse, en ce qu'il existe bien une conscience nationale suisse, puisqu'il n'y a guère de Suisses désireux de se rattacher à un des grands Etats voisins, tandis que c'est diamétralement le contraire qui est vrai en Macédoine. Nous serions bien curieux d'apprendre de M. Gaulis, en vertu de quel droit il peut méconnaître la volonté d'une population, lorsqu'elle manifeste le désir d'être et de rester hellène? Pour l'en dissuader, les comitadjis ont dû commettre des actes de violence des plus abominables.

* Nous ne pensons pas que les « autonomistes » en arrivent là; et, cependant, ils y seraient logiquement conduits si les intéressés s'obstinaient à ne point vouloir entendre leur chanson. On peut en juger par ce qui s'est passé en fait. Sans doute, les théoriciens de l'autonomie sont des pacifistes. Mais il n'est pas nécessaire de chercher longtemps pour voir ce qu'on été dans la pratique, leurs amis et protégés.

La formule fallacieuse : La Macédoine aux Macédoniens! a déjà servi de prétexte pour tuer tous ceux qui ne voulaient pas s'y rallier et qu'on qualifiait de « traîtres ».

C'est encore par là que précisément pêche la théorie de M. Gaulis. Il se sert d'une formule qui n'a déjà que trop servi, qui est usée, discréditée. Il y a eu les Bulgares et des Panslavistes, qui n'ont pas caché leur intention de faire de la Macédoine une seconde Roumélie Orientale. Pour eux, le mot d'ordre : *La Macédoine aux Macédoniens!* était destiné à masquer leur véritable but : *La Macédoine aux Bulgares!* Sans doute, il est des autonomistes, qui regrettent comme une faute l'annexion de la Roumélie Orientale à la Bulgarie en 1885; mais, en admettant même que ces regrets soient sincères, les faits n'en subsistent pas moins. L'attention et la méfiance des intéressés non-bulgares se trouvent éveillées et constitueront toujours un obstacle considérable à toute entreprise autonomiste.

Enfin, M. Gaulis ne paraît pas tenir suffisamment compte de l'état de fait créé dans ces dernières années par les partisans de la propagande bulgare ou « autonomiste ». Trop de sang a coulé pour qu'on puisse espérer qu'il serait si facile de passer l'éponge sur le passé. Une première condition à la réconciliation serait, de la part des Bulgares, le désaveu formel de tous les crimes commis pour servir leur cause, en même temps qu'une renonciation à toute velléité d'extension ultérieure sur des contrées où ils sont en minorité.

Cela nous amène à répondre à une question par laquelle M. Gaulis croit nous embarrasser. Il écrit : « Que dites-vous, M. Kebedgy, qui avez tant de fois — et pas toujours sans raison — tonné contre le brigandage macédonien, que dites-vous de ces brigands (de Zagoritchani) qui sont de vos amis? ».

Nous sommes d'autant plus à l'aise pour répondre à cette question, qu'il nous semble qu'à la place des amis de M. Gaulis nous lui reprocherions de l'avoir soulevée. Qu'allait-il faire dans cette galère! C'est, en effet, lui-même qui nous fournira la réponse. Oyez plutôt : dans le *Journal de Genève* du 27 avril 1905, M. Georges Gaulis écrit entre autres, sous le titre : « Coup d'œil sur l'Europe orientale », ceci : *L'insurrection, le brigandage ont été bulgares pendant plusieurs années. Ils ne le sont plus, et le gouvernement de Sofia n'est plus responsable de l'anarchie macédonienne. Il a abdiqué entre les mains des puissances réformatrices.* Il y aurait beaucoup à dire sur cette phrase. Nous ne l'avons citée que pour constater que notre contradicteur avoue un fait, sur lequel les ignorants ou les hommes de mauvaise foi étaient seuls à épiloguer depuis trois ans, à savoir que les Bulgares sont les premiers auteurs responsables de l'anarchie macédonienne. Ce sont eux qui ont commencé à perpétrer tous ces crimes, dignes de sauvages, pour contraindre les habitants de la Macédoine à soutenir leur mouvement nationaliste. Les Grecs, qui y constituent l'élément le plus nombreux et le plus considérable, ont le plus souffert de cette propagande doublement criminelle, où le crime servait à violenter leur conscience nationale. Après avoir vainement espéré la protection des autorités locales ou celle des grandes puissances, ils ont fini par se résoudre à se défendre eux-mêmes. Or, si grande que puisse être la sympathie de M. Gaulis pour ses amis bulgares, nous ne pensons pas qu'elle puisse l'amener à contester le droit de légitime défense. Les Grecs ont enfin fini par voir que le seul argument que puissent comprendre leurs agresseurs est celui de la force, et le plus grand reproche qu'on puisse leur faire c'est de n'avoir pas agi plus tôt. C'est ainsi qu'aux actes de violence il a été répondu par des actes de violence. Personnellement, nous avons toujours déploré un tel état de choses. Mais cela ne nous empêche pas de chercher à démêler les responsabi-

lités. Or, outre les auteurs directs des crimes bulgares, nous n'avons cessé de répéter depuis trois ans, que ceux des publicistes étrangers qui se complaisaient à voir dans de vulgaires malfaiteurs des « héros » et à parler d'eux avec sympathie, assumaient la responsabilité de tout ce qui allait suivre. Nous leur avons rappelé que le sang appelle le sang et, s'ils s'étaient donné la peine de penser que « quand on sème le vent on récolte la tempête », ils mettraient aujourd'hui une sourdine à leur sainte indignation. En tout cas, leurs cris et leurs protestations ne peuvent plus aujourd'hui tromper personne. Les Bulgares et leurs amis ont, pendant longtemps, trouvé naturel que les bandits de la propagande révolutionnaire massacrent impitoyablement les Grecs, qualifiés de traîtres uniquement parce qu'ils ne voulaient pas adhérer à une cause : qui était celle de leurs adversaires. On a même été jusqu'à qualifier la patience et la longanimité des Grecs de pusillanimité et de lâcheté, comme on l'avait fait naguère pour les malheureux Arméniens.

Aujourd'hui que les Grecs, attaqués chez eux par des malfaiteurs et des intrus, entendent se défendre, qu'à la violence ils répondent par la violence, — bien que les actes commis en vue de leur défense soient encore loin d'atteindre le nombre et le caractère de ceux commis par les Bulgares dans le but de subjuguier et d'affaiblir la majorité hellène, — on essaie de renverser les rôles et de qualifier les Grecs de bourreaux et les Bulgares de victimes. Heureusement, la vérité est aujourd'hui mieux connue et les spectateurs désintéressés ont meilleure mémoire que ceux qui sont dans la

Nous croyons avoir, par ces quelques lignes, répondu à la question de M. Gaulis.

Nous devons nous arrêter. Il eût été pour nous non moins agréable de continuer une discussion objective avec M. Gaulis et de joindre même nos efforts aux siens pour défendre les intéressés contre les convoitises de certaines grandes puissances. Malheureusement, nous ne pouvons soutenir un système, qui se base sur le sacrifice des aspirations nationales les plus certaines. Libre à M. Gaulis de faire, s'il le veut, le jeu de la propagande panslaviste en Macédoine. Nous ne pouvons que constater la stérilité de ses efforts et regretter sincèrement que, voulant faire le bien, il n'ait pas choisi des moyens plus équitables et plus pratiques pour réaliser cette excellente intention. Pour notre part, nous maintiendrons notre devise : *Suum cuique!*

MICHEL KEBEDGY.

La nouvelle richesse de la Grèce

Interview de M. Edmond Théry.

On nous écrit d'Athènes :

M. Edmond Théry, le distingué directeur de *l'Economiste Européen*, se trouve depuis quelques jours dans notre ville, chargé par le ministère des finances de France, d'étudier l'état économique de la Grèce, comme il l'a déjà fait pour la Turquie, la Serbie, la Bulgarie et la Roumanie.

L'éminent économiste, qui est un des membres les plus dévoués de la nouvelle *Ligue pour la défense des droits de l'hellénisme*, en même temps que son trésorier, s'entretenant avec M. Kasasis, président de l'Hellénismos — chez qui j'ai eu l'occasion de le rencontrer — lui indiquait où se trouve, à son avis, la bonne source de la richesse de la Grèce, dont une exploitation intelligente pourrait résoudre en peu de temps le problème économique du pays.

Voici, résumée en quelques lignes, l'opinion de M. Théry :

La situation économique et financière de la Grèce, que je suis venu étudier sur place — comme je l'ai déjà fait pour les autres pays balkaniques : Turquie, Roumanie, Serbie, Bulgarie — ne se présente pas, sous l'aspect favorable, que tout ami sincère de votre beau pays voudrait lui trouver. En effet, à l'époque, où nous vivons, un pays quelconque ne peut prétendre exercer une action extérieure que si son régime économique intérieur est solidement établi; c'est-à-dire, s'il peut vivre par ses propres moyens, et s'il peut organiser sa défense nationale avec ses ressources normales.

A ce point de vue particulier, je dois vous le dire en toute sincérité, la Grèce se trouve en état d'infériorité à l'égard de ses deux rivales immédiates : la Serbie et la Bulgarie, parce que ces deux Etats ont des ressources d'ordre agricole que la Grèce est loin d'avoir, et qu'étant de formation plus récente, ils n'ont pas à subir le poids écrasant de votre passé.

Tout le monde connaît la Grèce par vos antiquités. Elle a été le berceau de la civilisation européenne, la créatrice des sciences, des lumières et des arts pour toute l'humanité. Elle a donné de grands hommes, de puissants cerveaux : réformateurs, philosophes, artistes, généraux, etc... Mais, au point de vue agricole, et malgré la protection spéciale de Démetre, elle est toujours restée à un niveau médiocre. Les travaux agraires ne l'ont jamais intéressée, car la culture du sol, dans l'antiquité, était uniquement pratiquée par les ilotes de Sparte et les esclaves d'Athènes; et aujourd'hui même, les centres ruraux du Péloponèse et de la Grèce continentale se dépeuplent et les habitants émigrent vers les villes maritimes, et surtout à l'étranger.

Le sol de la Grèce ne suffit pas à l'alimentation de ses habitants : voilà un fait navrant; et cependant la densité de sa population n'est que de 37 habitants par kilomètre carré — une des plus faibles de l'Europe — et il suffirait de mettre en culture le tiers des terres arabes laissées en friche en Thessalie, pour combler le déficit de blé que vous devez chaque année importer de l'étranger. Or, j'ai calculé que depuis 25 ans vous avez payé de ce chef à la Russie, à la Turquie et à vos voisins balkaniques, une somme supérieure à votre dette publique tout entière.

A l'heure actuelle, la Grèce n'équilibre ses dépenses d'ordre extérieur, qu'à l'aide des capitaux que les Hellènes, établis à l'étranger envoient dans la mère-patrie. C'est l'Hellade errante qui est aujourd'hui la grande Hellade, car elle compte cinq ou six millions d'individus, tandis que la population sédentaire du royaume, y compris les îles, atteint à peine 2.600.000 citoyens. C'est dans l'Hellade extérieure que se trouvent les grands banquiers, les grands industriels, les grands commerçants, les grands chefs d'exploitations; c'est elle qui nourrit en partie la Grèce intérieure, mais cette puissance financière de l'hellénisme constitue en même temps sa grande faiblesse, en ce sens qu'elle provoque une émigration permanente, proportionnellement plus importante en Grèce, que partout ail-

leurs, et que cette émigration, qui va incessamment grossir l'effectif de l'Hellade errante, diminue, par cela même, le nombre des Grecs susceptibles de mettre en valeur le sol de la patrie et de la défendre contre les adversaires de l'hellénisme.

Et ce que je viens de dire pour l'agriculture est également vrai pour l'industrie manufacturière. La Grèce ne peut jamais être un pays de grande industrie d'abord, parce qu'elle n'a pas assez de main-d'œuvre à cause de sa grande émigration; ensuite parce que la nature ne lui a donné ni houille, ni force motrice quelconque.

Tous les établissements industriels de la Grèce travaillent avec du charbon anglais, ce qui rend l'emploi des machines deux ou trois fois plus onéreux qu'il ne l'est dans les nations du nord de l'Europe.

Est-ce à dire que la Grèce doit renoncer absolument à l'agriculture et à l'industrie? Non assurément! Le gouvernement et le peuple helléniques doivent faire tous les efforts pour tirer le meilleur parti possible des éléments qui sont à leur disposition. Par le développement des communications, qui sont encore si défectueuses dans certaines contrées du royaume, par des mesures pratiques destinées à améliorer les procédés de culture et à provoquer la création de nouvelles industries, on pourra sans doute obtenir que la Grèce suffise sinon à la totalité, du moins à la majeure partie de ses besoins: Mais cette transformation mettra, peut-être, de longues années à se réaliser, et en attendant qu'elle puisse donner des résultats appréciables, la Grèce continuera à subir le déplorable régime économique et financier qui altère ses qualités morales, qui affaiblit de jour en jour sa puissance extérieure.

La France, après les désastres qu'elle a subis avec la guerre du Mexique et la guerre franco-allemande, a pu se relever et reprendre sa place dans le monde parce qu'elle a trouvé chez elle des ressources considérables que l'énergie de ses nationaux ont merveilleusement développées. Grâce à ces ressources, toutes d'ordre intérieur, la France a rapidement rétabli son équilibre économique et elle peut aujourd'hui supporter, sans s'appauvrir, le poids d'une dette d'environ 30 milliards de francs, et un budget annuel de dépenses publiques de 3 milliards 600.000.000! Il faut donc à tout prix pour la Grèce et pour l'humanité, à laquelle l'existence de l'hellénisme est nécessaire, que votre pays trouve le plus rapidement possible des ressources permanentes et nouvelles, qui lui permettent de racheter l'insuffisance de son agriculture et de son industrie, et de se dégager du collier de misère financière, qui l'étrangle depuis de trop longues années.

Quand j'ai quitté Paris, mon ami Georges Clémenceau, qui suit avec un intérêt passionné tout ce qui se fait dans votre beau pays, m'a dit :

— « Au point de vue intellectuel, la Grèce est en pleine expansion et ses progrès sont indéniables; mais comme Etat, la Grèce souffre et sa situation n'est pas en voie d'amélioration. »

M. Clémenceau avait absolument raison! Bien que notre illustre ami ne soit pas venu ici

pour faire une étude économique et financière, mais simplement pour admirer les monuments sacrés de la Grèce antique, il a parfaitement jugé la Grèce moderne et sa conception mérite d'être retenue. Je lui ai expliqué mes idées sur cette situation et la possibilité d'y porter remède, et il m'a répondu :

— « Bravo ! C'est une solution doublement « heureuse, mais c'est à mon ami Kasasis qu'il « faut aller l'exposer. »

Me voici donc auprès de vous et après cette trop longue préface, permettez-moi d'aborder le sujet.

Depuis une trentaine d'années, et pour des raisons que tout le monde connaît, la fortune publique s'accroît en Europe et en Amérique avec une rapidité extraordinaire. Cet accroissement, qui favorise surtout les classes moyennes, ajouté au développement de plus en plus rapide des moyens de communications et à la connaissance de plus en plus parfaite de ce qui se passe au dehors, a provoqué dans tous les pays du monde civilisé, un goût de voyages qui se généralise de jour en jour.

Il y a une cinquantaine d'années il n'y avait guère chaque année que quelque milliers d'individus, qui osaient affronter les risques d'un voyage à l'étranger, et qui avaient les moyens de l'effectuer dans de bonnes conditions matérielles. Aujourd'hui les voyageurs se comptent par centaines de mille et dans quelques années, ils se compteront par millions.

Ces voyageurs riches, habitués chez eux à une vie confortable, vont à l'étranger pour se distraire et pour s'instruire en même temps. Ils commencent d'abord par les pays les plus rapprochés de leur lieu d'origine ; puis ayant été satisfaits d'un premier voyage, ils veulent voir d'autres contrées et vont plus loin.

Leurs récits, leurs descriptions, incitent leurs parents et leurs amis à imiter leur exemple et alors que jadis les voyages d'agrément en pays étrangers étaient de rares exceptions, ces voyages ont aujourd'hui une tendance à devenir une règle commune à tous les gens riches.

Déjà plusieurs nations de l'Europe ont mis à profit cette tendance pour organiser cette industrie toute nouvelle, qu'on peut désigner sous le nom d'*industrie des étrangers*. La France l'exerce sur une vaste échelle et avec elle la Suisse, l'Italie et le Tyrol autrichien.

Nous avons calculé que les voyageurs étrangers laissent chaque année plus de 2 milliards de francs sur le territoire français ; que sans l'exploitation de ses glaciers et de ses montagnes, c'est-à-dire sans les touristes qui viennent lui apporter 200-250 millions de francs par an, la Suisse serait un des pays les plus pauvres de l'Europe ; et que, grâce aux dépenses annuelles que ces mêmes voyageurs étrangers effectuent en Italie et qui ne sont pas inférieures à 600 millions de francs, ce pays a pu rétablir son équilibre financier et se libérer peu à peu de la majeure partie de sa dette extérieure.

Enfin, un exemple plus récent mérite encore d'être cité : Depuis une dizaine d'années les Anglais se sont mis à exploiter les Pyramides, les cataractes du Nil et les quelques ruines de l'antiquité égyptienne. En 1904 on a

compté plus de 20.000 touristes en Egypte, et on peut sans crainte d'erreur attribuer l'extraordinaire prospérité qui se manifeste aujourd'hui au Caire et à Alexandrie, à l'affluence toujours croissante des visiteurs étrangers.

Mais s'il existe dans l'univers un pays susceptible d'attirer et de retenir ces visiteurs, c'est assurément la Grèce et pourtant, sauf les professionnels de l'archéologie, la Grèce n'est guère plus visitée aujourd'hui que la Serbie et la Bulgarie et tout en faisant une exception pour Athènes et le Pirée, on peut affirmer que le Péloponèse, l'Attique, la Phocide, la Béotie, l'Eubée, l'Acarnanie, l'Étolie et la Thessalie elle-même, rayonnée par le chemin de fer, sont aujourd'hui des contrées aussi complètement inconnues des voyageurs qu'à l'époque de Chateaubriand et d'Edmond About. Et cependant il n'y a d'homme au monde si peu instruit qu'il soit, qui ne rêve de fouler le sol de la Grèce, le berceau de la civilisation, l'antique foyer des lumières, la patrie des grands hommes de l'antiquité, et qui ne désire admirer, au moins une fois, les magnifiques, les incomparables monuments de sa grandeur passée. Pourquoi cette différence entre le rêve et la réalité ? Parce que la Grèce est isolée comme une île lointaine, parce qu'en dehors de sa capitale et de ses environs immédiats, la vie y est pénible et les communications presque impossibles.

Dans votre beau pays au ciel d'azur on ne rencontre donc que des archéologues et des commis-voyageurs. Les archéologues ont évidemment rendu d'immenses services à la Grèce, en la tirant du sépulcre dans lequel la chute de ses dieux et la domination ottomane l'avaient plongée, en exhumant ses temples, ses statues, en écrivant son histoire, mieux que ne l'avaient fait ses premiers historiens, mais les archéologues se nourrissent de pierres et d'inscriptions, et s'ils ont été capables de ressusciter la Grèce antique, ils sont hors d'état de faire vivre la Grèce moderne.

Mais dans dix ans, dans trois ans au plus, par la ligne du Pirée-Larisse à la frontière turque, la Grèce peut être reliée aux réseaux européens et Athènes se trouver à seulement 60 heures de Paris et de Bruxelles, à trois jours de Saint-Petersbourg, à 50 heures de Berlin, à 45 heures de Munich, à 37 de Vienne, à 31 heures de Budapest. A partir de ce moment la Grèce cessera d'être une île lointaine et le courant des voyageurs, qui enrichit et transforme les pays fortunés, vers lesquels il se dirige, se tournera vers votre patrie... mais à la condition essentielle que le gouvernement sous la poussée de l'opinion publique hellénique, s'occupe de rendre accessibles et habitables les ruines, les lieux historiques, les sites les plus intéressants de votre idéale patrie.

Il faut que les touristes, qui viendront en Grèce, ne se contentent pas de visiter les merveilles d'Athènes, Phalère, le Pirée, Eleusis et de faire simplement l'ascension du Lycabète, ce qui n'est qu'une question de trois ou quatre jours ! Il faut qu'ils y séjournent plusieurs semaines, qu'ils aillent non seulement à Corinthe, à Mycènes, à Tirynthe, à Nauplie, à Epidaure, à Tripolis, à Sparte et à Olympie, mais aussi à Calavryta, à Mantinée, à Thèbes, à Chalcis, qu'ils visitent l'Eubée, Livadia, Delphes, Thermopyles ; qu'ils fassent l'ascen-

sion du Parnasse, qu'ils sillonnent le golfe de Lepante, comme on sillonne le lac de Genève ; qu'ils se rendent en Thessalie, qu'ils aillent saluer le Pélion et l'Ossa, qu'ils gravissent les flancs raciés de l'Olympe et qu'ils rapportent d'un court séjour aux Météores un souvenir ineffaçable. Mais, pour cela, il faut créer des moyens de communication rapides, bâtir des hôtels, sinon luxueux, du moins propres et suffisamment confortables ; assurer, en un mot, une existence facile et agréable à des gens qui ont l'habitude du bien-être, et qui reviendront volontiers en Grèce, et qui y amèneront d'autres visiteurs, si au point de vue matériel ils ne souffrirent pas trop.

La question des communications intérieures et celle du gîte, sont les deux questions capitales. Car aujourd'hui, Athènes et ses environs, Mycènes et Olympie, sont les seuls endroits que l'étranger est à même de visiter commodément. Les autres lieux célèbres de la Grèce sont encore des fruits défendus ; pour visiter Delphes, par exemple, qui n'est qu'à 125 kilomètres d'Athènes, à vol d'oiseau, il faut au moins quatre jours, et aucun service régulier n'est organisé. Tandis qu'on peut visiter Olympie, qui est à 342 kilomètres, en quarante-huit heures, et le monde des voyageurs allant à Olympie augmente de jour en jour, parce qu'il y existe déjà deux bons hôtels et que, dans deux ou trois ans d'ici, il y en aura cinq ou six.

Cette entreprise nationale doit être l'œuvre de l'État ; l'initiative privée seule ne suffirait pas à résoudre le problème, et je vous assure que pour lui trouver une solution heureuse, l'État n'aura besoin ni de contracter d'emprunt onéreux, ni d'augmenter les impôts qui pèsent sur les contribuables grecs.

Un programme d'organisation très étudié par un comité supérieur, résidant à Athènes, quelques dons spontanés des riches Hellènes habitant l'étranger ou au besoin, quelques centaines de mille drachmes inscrites chaque année au budget pour dépenses de premier établissement et, une fois l'impulsion donnée, l'intérêt privé fera le reste.

Alors des riches touristes, dont le nombre augmentera d'année en année, comme cela se produit en France, en Italie, en Suisse, en Egypte, vous arriveront de tous les coins de l'Europe et de toutes les contrées de l'Amérique, et avec eux des millions et des millions, se répandront par mille canaux dans tout l'intérieur du pays : Sociétés de transport, hôteliers, communicants, industriels, cochers, bateliers, guides, etc. Là où s'établira un hôtel, se créeront des cultures potagères et fruitières, et toute la série des petites industries qui vivent des voyageurs. Alors les recettes publiques augmenteront progressivement et alors enfin le malaise économique et financier, qui pèse si lourdement sur les destinées de l'hellénisme se résoudra tout naturellement, car l'Hellade intérieure devenant riche et puissante par ses propres moyens, s'affranchira et se lèvera comme s'est affranchie et relevée la France après ses désastres en 1870-71.

Mais le problème dont j'envisage ici les éléments, n'est plus seulement un problème matériel, comme on pourrait le supposer. Il a une haute portée morale, non seulement parce que sa solution apportera plus de bien-être aux classes laborieuses de la Grèce, et

qu'elle contribuera ainsi à retourner sur le sol de la patrie une fraction plus ou moins grande de l'émigration qui dépeuple ses campagnes, mais pour que tous les étrangers qui visiteront annuellement votre agréable pays, et dont le cœur battra devant les chefs-d'œuvres de votre antiquité, dont l'âme s'élèvera à l'aspect de ces horizons admirablement beaux, qui ont été témoins de si grandes choses, deviendront des amis résolus de la Grèce, des propagateurs ardents des droits de l'hellénisme... et l'Hellade devenant cette fois la grande, la plus grande Hellade, n'aura plus rien à craindre de ses ennemis.

CH. CHRISTOVASSILIS.

LA QUESTION CRÉTOISE

Georges Clemenceau y consacre un article de tête dans l'*Aurore* du 26 avril :

Une dépêche de Rome nous apprend que, sous la présidence de M. Tittoni, ministre des Affaires étrangères, les ambassadeurs de France, d'Angleterre et de Russie, puissances protectrices de la Crète, se sont réunis à la *Consulta* pour délibérer sur les affaires crétoises. Je souhaite vivement qu'il sorte de cette conférence une pacification de l'île. Mais nos diplomates, de peur que la tâche ne leur fût trop aisée, se sont donné pour mission de rechercher la paix mais d'en repousser les conditions. C'est ce qui m'inspire des doutes sur le résultat de cet ingrat labeur.

Je crois bien que jamais question ne fut si simple, jamais problème plus aisé à résoudre. Les Crétois sont des gens qui veulent s'unir à la Grèce. Qu'on les laisse libres demain et l'union sera faite sans une voix discordante. Jamais peuple n'a plus bravement ni plus obstinément défendu sa nationalité. Toute l'histoire crétoise, depuis les temps de la domination romaine, n'est qu'une succession de révoltes contre l'envahisseur. Contre les musulmans, contre les Byzantins, contre les Francs, les Vénitiens, le peuple crétois est demeuré en armes. Point de possession tranquille pour le conquérant étranger, impuissant à déloger les patriotes des forteresses naturelles de *Sphakia*, ou des *Montagnes Blanches*. La seule insurrection de 1212 contre Venise a duré dix-huit ans, pour recommencer avant qu'un siècle fût écoulé. Le signal de la guerre pour l'indépendance de la Grèce fut donné par les Sphakiotes en 1821. On peut dire que depuis ce jour la lutte contre le Turc n'a cessé ni un jour ni une heure dans toute l'étendue de l'île. Partout où se plante la bêche, où se promène la charrue, il y a une volonté que rien n'a pu vaincre dans les siècles passés, que rien ne pourra désarmer dans l'avenir.

On sait comment les derniers massacres des Turcs amenèrent le soulèvement général de toute la population crétoise. Si les soldats turcs n'avaient égorgé que des Crétois, l'Europe peut-être leur eût pardonné. Mais ils assassinèrent des soldats anglais : la riposte ne se fit pas attendre. Un colonel de l'armée hellénique s'était jeté dans l'île avec une petite troupe de braves et l'on pense bien que son premier acte avait été de proclamer l'annexion à la Grèce. C'était compter sans les puissances protectrices qui prièrent le colonel de reprendre le chemin d'Athènes, mais, en fin de compte, débarrassèrent la Crète du musulman. On m'a raconté à Candie le départ des soldats du sultan, tête basse, sous les coups de crosse des Anglais, sous les huées des femmes, des enfants. Ils sont partis et ne reviendront plus : voilà qui est assuré. Sur un rocher de la baie de la Sude flotte encore l'étendard du sul-

tan, dernier vestige d'une puissance disparue, où le peuple voit plutôt une dérision qu'un hommage. Le joug musulman est pour jamais brisé. Mais ce n'est là, pour le Crétois, que le premier résultat d'un séculaire effort. La libération de la Crète ne peut être achevée que par sa rentrée dans la patrie hellénique. On chercherait en vain dans tout le territoire un seul Crétois qui ne fût prêt à tous les sacrifices pour cette grande cause.

Je n'ai pas à refaire l'histoire de l'occupation de l'île par les Anglais, les Français, les Russes, les Italiens. Je me garderai même d'entrer dans les secrets desseins de cette égoïste coalition de bienfaisances. Que fait la Russie là? pourrait-on demander. M. Delcassé lui-même la classerait difficilement comme puissance méditerranéenne, puisqu'il concourt même à lui interdire l'entrée de cette mer par la voie que la nature lui a tracée. Cependant, elle prend part à l'occupation de la Crète et ne manifeste aucun empressement à y renoncer. L'Angleterre, l'Italie, la France, la Russie, ont chassé le sultan de l'île, pour s'y installer à titre provisoire, non dans une pensée de conquête (au moins rien n'autorise à le croire), mais pour maintenir l'ordre jusqu'au jour où un régime définitif — qui ne peut être que le retour à la Grèce, — sera, d'un commun accord, établi. Quand viendra ce jour, voilà de quoi les quatre puissances ne se préoccupent guère. Quelles sont les conditions de la prospérité de la Crète, sous leur domination passagère, elles ne s'embarrassent pas davantage de ce problème. Toute leur politique est de dire aux Crétois : « Patientez », sans s'inquiéter de leur fournir autre chose que des raisons de s'impatienter.

On a choisi le fils cadet du roi de Grèce pour gouverner la Crète au nom des quatre puissances. Quel plus sûr moyen d'encourager les espérances de l'hellénisme crétois? Et quelle folie, après avoir fomenté ces espérances, de leur refuser même un commencement de satisfaction? J'entends beaucoup dénigrer le prince Georges depuis quelques semaines. Il peut avoir commis des fautes, mais en quelle absurde situation les puissances occupantes l'ont-elles placé? Chaque année, il fait sa tournée d'Europe, demandant la libération de la Crète. Chaque année il emporta la même réponse : « L'heure n'est pas encore venue. Dites à votre peuple d'attendre ». Quand « l'heure » viendra-t-elle? A quoi reconnaîtra-t-on qu'elle est venue? Aucune indication à cet égard. Voilà le programme d'action qu'il est chargé de faire accepter aux Crétois. Qui donc s'étonnera de l'insuccès de ses efforts? A vrai dire, le prince lui-même est le premier représentant de l'hellénisme en Crète. Personne n'en est plus convaincu que les Crétois. C'est pour cela précisément que, voyant échouer le prince grec, dont le patriotisme hellénique est au-dessus de tout soupçon, ils ont entrepris de l'aider à leur manière.

Or, ces braves gens n'ont traditionnellement qu'une manière, c'est de se mettre en insurrection. Je vous ai déjà dit qu'on les avait désarmés. C'est là le moindre de leurs soucis. Ils ont sans regret abandonné de vieux tromblons hors d'usage pour se procurer en contrebande des fusils à tir rapide du dernier modèle. Tous les villages sont encore organisés militairement et le premier personnage est moins le *démarche* officiel que le *capitaine*, un bon paysan moustachu, inoffensif d'aspect, au premier signe de qui tous les hommes seraient debout. Chacun d'avance à sa consigne. La seule difficulté, dans les circonstances actuelles, est de savoir où est l'ennemi. Plus de gouverneurs turcs, plus de soldats du sultan. On ne rencontre devant soi qu'une gendarmerie crétoise de frères et amis qui ne demandent qu'à s'employer au service de la cause. Le prince lui-même ne peut pas être tenu pour un adversaire. Et quant aux forces internationales, il n'y aurait de raisons pour échanger avec elles des coups de feu que si elles se lançaient à l'attaque des retranchements crétois, ce qu'elles n'ont nulle envie de faire.

C'est ainsi que nous avons le spectacle de « l'insurrection » la plus paisible que le monde ait vue. Les « insurgés » sont bien de vrais « insurgés », puisqu'ils le proclament. Ils sont bien en révolte contre le gouvernement du prince Georges puisqu'ils décrètent, comme toujours le Parlement crétois lui-même, la réunion à la Grèce. Mais que peut faire contre leur « insurrection » un prince grec qui est en pleine communion d'idées avec eux et ne pourrait combattre l'idée hellénique qu'en portant le coup de mort à la dynastie dont il est le représentant? Vous comprenez que dans ces conditions la « révolte » se soit généralisée pacifiquement au point d'être maîtresse — en fait — de toute l'île et que le prince et ses ministres, et l'Europe elle-même, se trouvent impuissants.

Je n'ai rien dit de la situation économique, qui voudrait de longs développements. Les Capitulations, toujours en vigueur, puisque le sultan est encore le souverain *théorique* de l'île, s'opposent au relèvement des droits de douanes — seul moyen de constituer un budget. Point de travaux publics, bien que ce soit le premier besoin de la Crète. La misère dans un pays naturellement riche, par la prolongation du régime turc sous un gouvernement chrétien. Absurde paradoxe maintenu d'un commun accord par la diplomatie de l'occupation.

Mais pourquoi ne pas faire l'ordre et la pacification définitive en réalisant enfin les vœux si naturels du peuple crétois qui, au prix d'une lourde aggravation d'impôts, réclame le retour de la Crète à la mère-patrie? Hélas! C'est alors la question macédonienne qui se pose. La Russie, avec ses Bulgares, rêve de chasser les Grecs des vilayets de Macédoine où ils sont en majorité et, pour faciliter la spoliation éventuelle de l'hellénisme, sa politique est de réserver la Crète comme matière d'échange. Mais est-ce bien à nous de faire obstacle aux aspirations helléniques qui nous sont amies. Tout autrement que les congrégations de M. Delcassé, les écoles grecques du Levant, qui ne nous coûtent rien, sont des meilleurs agents de diffusion de notre langue. Le temps n'est-il donc pas venu, pour nos diplomates, de donner le pas aux intérêts de la France sur les intérêts de la Russie?

L'Hellénisme

M. Pierre de Coubertin, l'ardent ami de la Grèce, qui a si souvent mis sa parole et sa plume au service de notre cause, signe dans le *Figaro* du 10 avril, le brillant article que voici :

Or donc, on a créé récemment à Paris une association philhellène. J'en sais quelque chose, car les aimables fondateurs m'avaient réservé, selon leur flatteuse expression, le poste de « cheville ouvrière ». Si je n'ai pas cru pouvoir l'accepter, c'est par impossibilité matérielle de le remplir et non par défaut d'enthousiasme. Peut-être, du reste, aurais-je été une cheville mauvaise ouvrière par suite du radicalisme de mes aspirations et de la véhémence de ma propagande. J'ai eu déjà bien des occasions de le dire, l'Hellénisme m'apparaît comme le grand principe rénovateur de l'Orient, la flamme claire et chaude autour de laquelle la civilisation balkanique pourrait reprendre, après le long entr'acte turc, sa marche originale vers des destins progressistes.

Savez-vous, lecteurs, ce que signifie ce terme d'hellénisme que nous employons volontiers, mais dont notre esprit n'est point curieux de sonder la forte signification? Vieux mot qui fut à la mode et que l'on répète d'instinct, il résume les souve-

nirs attendrissants de la lutte héroïque de 1821. Voilà pourquoi nous ne le prononçons qu'avec une sorte d'intonation sympathique, même lorsqu'il s'agit de desservir l'idée qui s'incarne en lui. Mais, direz-vous, l'hellénisme, est-ce donc autre chose que le serbisme ou le bulgarisme? est-ce mieux ou plus que l'ambition — naturelle d'ailleurs et compréhensible — de voir la Grèce s'agrandir et s'enrichir autant que faire se pourra? Annexion de la Crète, extension de territoires en Macédoine, situation privilégiée à Constantinople, ce sont là, n'est-il pas vrai, les revendications qui se dissimulent sous la rubrique d'hellénisme? Et si ces revendications reposent pour une part sur des droits incontestables, ne heurtent-elles point d'autres droits également certains et qu'il faut respecter?

Non, ce n'est là qu'un aspect de la question. L'hellénisme constitue quelque chose de plus. C'est une formule d'humanité et l'une des plus harmonieuses, des mieux proportionnées, des plus parfaites qui aient été inventées. L'Eglise, la cité, l'intérêt personnel, voilà le grand trépied sur lequel, qu'on le veuille ou non, reposent les sociétés — et les sociétés modernes comme les anciennes. Or l'aplomb s'établit difficilement parce que le sol n'est pas uni et que le trépied est inégal. Tantôt la tyrannie du moi nuit à la collectivité, tantôt celle-ci opprime l'individu. Tantôt le culte est envahissant et tantôt sans action. Tantôt la production de la richesse se trouve paralysée par une hypertrophie du patriotisme et tantôt sa fonction est dévoyée par une exagération du sentiment religieux. Surtout le dosage de l'idéal et du réel s'opère mal; leurs exigences n'arrivent point à se concilier. Au lieu qu'ils s'entraident et collaborent à la même œuvre, il leur advient de se contrarier jusqu'à s'annihiler. Voyez l'Angleterre d'aujourd'hui, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Hongrie, la France surtout, notre France qui, par tant de côtés, ressemble à l'Hellade! Partout la formule humaine apparaît embarrassée, inquiète, mobile. En Grèce pourtant elle s'affirme robuste, éclairée, durable. C'est là, n'en doutez pas, ce qui a soutenu les Grecs à travers des angoisses prodigieuses et leur a permis d'entrevoir enfin l'aurore dont ils n'avaient jamais désespéré.

Nous ignorons profondément l'Eglise grecque. Elle n'est ni une servante ni une associée de l'Eglise russe. Elle possède une autonomie philosophique complète. Sa particularité essentielle est d'opérer, à l'autel, la surnaturalisation du prêtre, si l'on peut employer une pareille expression, sans menacer par là l'indépendance d'esprit des fidèles. Avec ses pompes extérieures, son hiératisme souverain, ses rites nombreux elle n'en constitue pas moins une sorte d'éloquent intermédiaire entre le catholicisme et le protestantisme. Rien dans ses origines ni dans son dogme ne l'orientait vers une pareille voie. C'est le génie grec qui l'a faite ainsi, à l'image de sa propre complexité bienfaisante et de ses préoccupations diverses: génie de lumière et de tradition, respectueux des formes antiques et avide de nouveautés.

La cité! combien puissante est, en Grèce, son empreinte sur le citoyen, et combien pourtant il sait lui échapper! Un lien souple et rude, doux et résistant les retient l'un à l'autre. Il y a des despotismes que, là-bas, nulle loi n'oserait proclamer et des anarchies que nulle conscience ne rêverait d'établir. La cité romaine ne fut jamais qu'un ensemble, solide et magnifique, mais non point un organisme vivant comme l'ancienne cité grecque. De même que dans l'organisme vit la cellule, tel dans cette cité vivait l'individu à la fois autonome

et associé, ne pouvant réussir, quand même on le lui demandait, ni à abliquer complètement son indépendance ni à supprimer totalement son instinct de solidarité.

C'est ainsi que s'est développée chez l'Hellène une personnalité tour à tour ondoyante et volontaire, capricieuse et persévérante, mais qui ne s'absente et ne s'efface jamais. Prompt à se dévouer à la chose publique, il ne sacrifie pas pour cela son intérêt privé; il ne perd pas de vue l'urgence de son propre progrès et de ses avantages personnels. Il fait la part de Dieu, la part de la patrie; il les fait vastes, mais tout le reste est pour lui. Et parce qu'après tout il y a en nous de l'ange et de l'animal, on ne saurait nier que cette façon d'envisager l'existence ne soit normale et saine.

Cet hellénisme-là se trouve en germe dans la foule et s'épanouit au sein d'une élite que les circonstances adverses avaient empêché jusqu'ici d'être nombreuse et qui va s'accroissant de jour en jour. On le craint. A constater ce qu'il a pu dans le passé on devine ce dont il serait capable dans l'avenir et les fougueuses coalitions qui se nouent pour lui faire obstacle prennent toute leur raison d'être. On redoute sa présence et son contact parce qu'on sent en lui un de ces conquérants qui s'installent à jamais. De fait le monde a vu les républiques grecques se débâter, et plus tard s'écrouler l'empire grec. Il a vu jusqu'au nom de la terre grecque disparaître de la géographie. Mais où sont les reculs de l'hellénisme? Forcé d'interrompre son travail, l'hellénisme le reprend au bout d'un siècle au point où s'est faite l'interruption. Il sommeille et ne meurt pas; il dure et ne vieillit pas. C'est un voisin terrible qui lasse tous les efforts et annule l'un des pires ennemis de l'homme, le temps. Sur lui le temps n'a aucune prise.

Ces choses sont vraies. Convenons-en pourtant, l'Europe n'aime pas les entendre. Elle préfère qu'on quémande sa sympathie et qu'on sollicite ses bons offices au nom des chefs-d'œuvre qu'épellent ses écoliers, au nom des monuments qu'exhument ses archéologues, au nom de ces vieux pans de mur dont la beauté nous confond et dont les secrets techniques nous échappent, de ces pans de mur le long desquels, au soleil couchant, Renan venait faire sa prière...

LE PREMIER CONGRÈS INTERNATIONAL D'ARCHÉOLOGIE

Athènes, 16 avril :

Pour célébrer son investiture, le premier Congrès international d'Archéologie ne pouvait mieux choisir que l'antique décor de la cité de Pallas Athénée: c'est bien ainsi, parmi la gloire du génie grec, qu'il convenait de saluer une science à laquelle nous devons aujourd'hui d'en connaître tant de beautés nouvelles.

L'afflux des adhésions au Congrès a été considérable; on y est venu de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, de Russie, d'Amérique: les deux mondes étaient représentés à ces grandes assises de l'Archéologie.

La science française occupait une belle place: l'Institut, l'Université de France y avaient délégué plusieurs de leurs membres.

Plus de cinq cents étrangers assistaient à la réception qui, précédant l'inauguration officielle du Congrès, fut donnée, à l'Université dans la grande salle à colonnes ioniques et palmettes pompéiennes, par le recteur, M. Lam-

pros, dont le discours de bienvenue fut très applaudi.

Cette première réception fut des plus brillantes. La famille royale y assistait. Le roi, la reine, les princes et les princesses s'entretenaient avec chacun des invités.

Le lendemain, vendredi 25 mars (7 avril), jour anniversaire de l'indépendance hellénique eut lieu l'inauguration du Congrès. Athènes se réveille au bruit des orphéons et des fanfares militaires. La ville est pavoisée. Une foule joyeuse parcourt les rues. Dans la matinée, *Te Deum* à la Métropole, où le ministre de l'Instruction publique, M. Carapanos, reçoit les nombreux arrivants: habits noirs, uniformes multicolores, toilettes élégantes. Le roi y est présent et toute la famille royale; le métropolitain d'Athènes officie.

C'est dans l'après-midi, que l'on inaugure le Congrès, sur l'Acropole, au cœur même du « miracle grec », dans cette enceinte du Parthénon, où Renan conçut l'absolue Beauté, sous l'égide et le regard bleu de la Déesse, mère de toute sagesse. Point de décorations inutiles, d'écussons polychromes, de mâts à bannières: pour unique décoration le soleil attique sur les marbres dorés, le magnifique panorama des montagnes, et au loin, la splendeur ceruléenne de la mer. Point de chaises dans le temple de l'auguste déesse: sur deux blocs de marbre, un fût de colonne: c'est la tribune.

L'Acropole est assaillie par la foule immense: sur les flancs de la colline, le long des murs de la cella ruinée, des grappes humaines s'accrochent. Au centre, sur le dallage surchauffé, s'agite et s'impatiente la foule des invités. Ils arrivent processionnellement et, avec eux, les ministres, le corps diplomatique, les directeurs des instituts étrangers, les ministres, les hauts fonctionnaires, enfin, le prince héritier, le roi, la reine, les autres princes et princesses de la famille royale, défilant tous devant l'inévitable kodak. Le cortège contourne le temple en suivant le péristyle nord.

En quelques mots, au nom d'Athéné, déesse de toute science, le prince Constantin salue en grec les congressistes.

Sur le rocher sacré de l'Acropole, auquel l'Hellade affranchie a rendu, après bien des siècles, la sérénité qui convient aux œuvres immortelles de l'art, parmi les ruines augustes de ce temple d'Athéna, déesse de toute science, vous êtes venus, pèlerins d'un noble et pieux pèlerinage, apporter aujourd'hui de tous les points du monde votre tribut d'admiration à la gloire et à la beauté de la Grèce antique.

Au nom de la Grèce moderne, je vous remercie, messieurs, d'avoir répondu avec empressement à l'invitation qu'elle vous a faite de visiter le pays où vivent les grands souvenirs d'un passé plein de gloire et de collaborer à l'étude des monuments que nous a laissés le monde ancien.

Nous avons le sentiment que, dans la mesure de nos forces, nous avons accompli le devoir qui nous incombait de conserver et de sauver, de rendre au jour et de relever les monuments de notre passé national, et nous n'avons épargné aucun effort pour que notre patrie se révélât comme un foyer d'études antiques, mais nous avons également la conviction que le patrimoine laissé par nos ancêtres est un trésor commun pour tous les peuples civilisés. C'est pourquoi nous avons toujours mis le plus grand libéralisme à accorder à toutes les nations notre autorisation et

notre concours, afin qu'elles pussent prendre part, sur le sol hellénique et avec les Hellènes, à un généreux combat pour la science.

Vous pouvez voir un effet de cette collaboration cordiale entre les nations dans la convocation même de ce Congrès. Il n'a pas d'autre but que de faire servir aux progrès de la science archéologique le concours et l'accord du monde civilisé. Aussi est-ce avec confiance que nous avons vu venir cette journée, sachant bien que nous pouvions compter sur la bonne volonté et l'enthousiasme de tous pour une œuvre dont nous avons osé prendre l'initiative, nous Hellènes modernes, fils et héritiers des anciens Hellènes.

La ville d'Athènes s'honore de votre présence. Le peuple hellène se félicite avec moi d'accueillir en vous les représentants éminents de tant de nations puissantes et de tant de corps savants, et les maîtres incontestés de la science archéologique. Et, en vous tendant la main en signe d'hospitalité, je vous adresse du fond du cœur le salut de bienvenue.

Au milieu des chefs-d'œuvre de l'art antique, qui ont en eux « comme un souffle d'éternelle jeunesse et une vie toujours jeune », au milieu d'un peuple qui pratique avec amour la religion de son passé, et qui poursuit sa marche en avant, confiant dans ses destinées, mettez-vous allègrement à l'œuvre, serviteurs diligents des Muses antiques, et soyez sûrs que le monde civilisé que vous représentez, applaudira à votre noble émulation, si précieuse à une science qui est l'honneur de l'esprit humain.

Au nom du Roi des Hellènes, Georges I, je proclame l'ouverture du premier Congrès international d'archéologie.

A Son Altesse succède sur la tribune, le ministre de l'Instruction publique, M. Carapanos :

S. A. R. le Prince Héritier dont la haute direction a puissamment contribué au succès de notre réunion, vous a expliqué d'une voix autorisée les remerciements de la Grèce. Je n'ai qu'à répéter de la part du Gouvernement Hellénique et de notre pays ces remerciements pour l'honneur que vous tous, Messieurs, avez bien voulu nous faire en vous rendant à notre invitation afin de constituer le congrès international d'Archéologie. Vous connaissez mieux que moi les progrès que la science archéologique a faits pendant le dernier siècle et surtout pendant sa dernière moitié. Je ne saurais ici entrer dans les détails des grandes découvertes archéologiques, ce serait trop long. Mais vous me permettrez de jeter un regard sur l'histoire de la science qui fait l'objet de notre réunion.

L'archéologie, qui consiste dans l'étude des monuments antiques, n'était pas tout à fait inconnue des anciens. Nous trouvons beaucoup d'amateurs et de collectionneurs d'objets antiques parmi les anciens Grecs et Romains. Mais comme science, elle appartient au monde moderne car l'étude des monuments Grecs a formé son premier et principal fondement. Elle fait son apparition à l'époque de la Renaissance quand les grands maîtres de l'art en Italie, Léonard de Vinci, Michel Ange, Raphaël et tant d'autres s'inspirent des monuments de l'antiquité pour créer ces chefs-d'œuvre que nous admirons toujours et qui sont la source de l'art moderne. Mais à cette époque on n'étudiait pas les monuments antiques au point de vue historique ou scientifique. C'était seulement leur beauté qui attirait vers eux l'attention des artistes.

Plus tard, vers le seizième siècle, s'ouvre une seconde période dans l'histoire de l'archéologie. Des savants et des voyageurs, tels que Spon, Wheler et autres se sont occupés d'étudier les monuments antiques, non seulement au point de vue du beau, mais aussi au point de vue scientifique en les reliant à la géographie et à l'histoire ancienne. Leurs études pourtant n'étaient pas guidées par une méthode scientifique, elles avaient plutôt le caractère de recherches indépendantes nées de la curiosité de savants dilettantes. C'est vers le milieu du dix-huitième siècle que l'archéologie, entrant dans sa troisième période, prend sa forme scientifique. C'est Winckelmann qui présida à cette nouvelle période en expliquant le lien qui unit l'archéologie à l'histoire, aux arts et à toute la vie des anciens. C'est sur les bases posées par Winckelmann que de nombreux savants ont édifié la science archéologique en lui donnant pour but l'étude du développement de la civilisation dans les siècles passés, sous tous ses aspects.

Je n'ai point en vous parlant ainsi, Messieurs, la prétention de vous rien apprendre de nouveau. Ce sont des choses que vous connaissez mieux que moi. Mais j'ai cru nécessaire de jeter un regard rétrospectif sur l'histoire de la science archéologique afin de mieux faire entendre ma pensée sur les résultats probables des congrès internationaux d'archéologie. Je crois que par leur action nous entrons dans une quatrième période de la science archéologique. Celle où les études relatives à cette science prendront une extension universelle. Des savants venus de tous les points du monde civilisé, en se rencontrant et en échangeant entre eux les résultats de leurs travaux, contribueront à étendre le domaine de l'archéologie, qui comprendra de plus en plus tout ce qui concerne la vie des anciens.

L'extension que les fouilles archéologiques ont prise dans ces dernières années et les nombreux et les précieux monuments qui ont été découverts de toutes parts, rendent nécessaire cette coopération des archéologues de tous les pays, sans laquelle il n'est guère possible d'instituer des études coopératives entre les résultats de recherches si diverses. Un examen, fait en commun, de tous les monuments que les anciens ont transmis à la postérité, par des congrès internationaux, éclaircira les questions relatives à l'histoire politique et militaire des anciennes nations. Il fera connaître d'une manière plus complète, leur vie intime, pourra servir aussi à résoudre des questions ayant trait à des sciences et à des études positives. Il y a eu en Europe plusieurs congrès d'Anthropologie et d'Histoire dans lesquels des questions d'archéologie ont été traitées accidentellement. Mais ce congrès est le premier qui ait l'archéologie pour objet spécial et unique.

Ne soyez pas surpris, Messieurs, si votre présence et le lieu où se réunit notre congrès m'inspirent l'idée, peut-être hardie, que la science archéologique, grâce à des assemblées de cette sorte, peut entrer, à partir de ce jour dans une nouvelle période de développement et de progrès. Vous représentez ici le monde civilisé tout entier et le lieu où nous sommes assemblés est le monument qui représente non seulement ce que le génie de l'homme a produit de plus parfait, mais qui symbolise aussi l'union des deux civilisations reconnues unanimement supérieures à toutes les autres : la civilisation hellénique et la civilisation chrétienne. Le Parthénon est le temple illustre d'Athénée, la déesse de la Sagesse. Quand l'hellénisme a développé et perfectionné l'idée judaïque et la religion divine du Christ, et quand avec les autres dieux du paganisme, Athénée a quitté la terre, son temple a été consacré au culte de la Mère de Dieu ou, selon l'opinion la plus probable, il a continué d'être la demeure de la Sagesse en devenant le sanctuaire de Sainte Sophie, la Sagesse chrétienne.

Si la force brutale n'a pas respecté la saine demeure de la Sagesse et si nous nous trouvons aujourd'hui dans ses restes en ruines, ni la valeur

artistique, ni la valeur morale du Parthénon n'en sont en rien amoindries.

Comme ministre hellène et comme ayant servi à mes heures l'archéologie, il me sera permis de former le vœu et de nourrir l'espoir qu'une nouvelle période de progrès pour l'archéologie soit inaugurée par le présent congrès. Puisse ce vœu trouver dès aujourd'hui sa réalisation dans les travaux que vous allez entreprendre !

La Grèce qui, après des siècles de dissolution a pu en partie seulement, se reconstituer en nation libre, sent tout le poids de la responsabilité que lui imposent son passé et les monuments de ce passé dont elle a la garde. Elle sera heureuse toutes les fois qu'elle pourra contribuer, fut-ce pour une faible part, au développement de la civilisation moderne, dont les fondements ont été jetés par les travaux de son ancienne civilisation.

Elle sera fière et vous sera reconnaissante si notre congrès lui donne cette satisfaction d'aider au progrès de la science archéologique qui, intimement liée à l'histoire de l'humanité, est un puissant auxiliaire de la civilisation.

M. Cavvadias, éphore général des antiquités grecques, prend ensuite la parole et salue les « Panhellènes », ces savants étrangers « qui tous appartiennent à la Grèce, patrie de tout homme éclairé et mère de la science ». M. Cavvadias insiste surtout sur le rôle de la Société d'Archéologie d'Athènes et sur les services qu'elle a rendus à la science.

M. Doerpfeld, directeur de l'École allemande, prononce une courte allocution, en langue allemande, rendant compte des travaux de cette institution. Il termine par ces mots : « Dans le présent aussi bien que dans l'avenir, nous autres, bons Allemands et philhellèmes fidèles, de toutes nos forces nous travaillerons dans l'intérêt de la Grèce antique et de la Grèce moderne. »

Après M. Doerpfeld, prennent successivement la parole : MM. Bouzanquet et Hermans, directeurs d'Instituts anglais et américains ; en anglais, ils expriment les sentiments de gratitude qu'inspire la terre hellène aux étrangers ; enfin, c'est M. Holleaux, le jeune et savant directeur de l'École française, qui monte à la tribune ; son vibrant discours est chaleureusement applaudi : « Le monde civilisé, dit-il en terminant, doit à la Grèce de pouvoir, ainsi que l'a dit le plus hellène des poètes français :

*Se baigner dans la source féconde
Où la divine Hellas trouva la vérité.*

L'illustre philologue Wilamowitz-Mollendorf, délégué du royaume de Prusse, se penché à l'oreille du diadoque : « M. Holleaux, dit-il, a trouvé le ton qu'il fallait. » Ce délicat hommage, qu'on se chuchote, fait le tour de l'Assemblée,

Enfin le diadoque monte une seconde fois à la tribune. Il lit les noms des présidents des sept sections.

1. *Archéologie classique.* M. Max Collignon.
2. *Archéologie préhistorique et orientale.* M. G. Maspéro.
3. *Fouilles et musées, conservation des monuments.* M. Waldstein.
4. *Epigraphie et numismatique.* M. von Wilamowitz-Mollendorf.
5. *Géographie et topographie.* M. Pigorini.
6. *Archéologie byzantine.* M. Ouspenski.
7. *Enseignement de l'archéologie.* M. Conze.

A 4 heures, la cérémonie prend fin. La foule s'écoule et lentement redescend l'escalier des Propylées, tandis que la police, débordée, laisse monter sur les degrés du temple, le peuple assemblé alentour.

Les travaux proprement dits du Congrès ont commencé le 8 avril : séance plus solennelle que laborieuse, ouverte dans la grande salle de l'Université par le recteur, M. Lambros.

M. Max Collignon, qui parle au nom des Académies étrangères, dit que le Congrès est comme un symbole vivant d'unité entre les institutions scientifiques du monde entier. Il consacre l'union entre la Grèce et les corps savants de l'étranger.

A. M. Collignon, succèdent M. Percy Gardner, délégué de l'Université d'Oxford et M. A. Diomède Kyriakos, représentant des Patriarches de Constantinople, d'Alexandrie et de Jérusalem. M. Gardner expose les espérances qu'a données le Congrès au monde archéologique. M. Kyriakos apporte les bénédictions et les vœux des chefs spirituels du monde orthodoxe.

Le soir banquet de gala.

Puis, suivirent les séances du Congrès.

Vous n'attendez pas que j'en donne ici le compte rendu détaillé. On y fit, comme bien vous le pensez, de savantes communications. On s'y occupa de la question du Parthénon, on institua une commission internationale de byzantinologues, chargée de nombreux travaux, notamment de la publication d'un album iconographique des empereurs de Byzance. En un mot, on y prit, scientifiques ou pratiques, les décisions les plus utiles : les musées possédant plusieurs copies de la même pièce devront échanger entre eux les doubles de ces pièces ; les directeurs de musées s'entendront pour former une sorte de ligue contre les faussaires ; ils se signaleront mutuellement toute pièce fautive qui leur serait présentée ; de même si un vol était commis, tous les musées seraient immédiatement prévenus afin que la pièce pût être reprise si le voleur offrait à un autre musée de l'acheter ; les monnaies précieuses que possèdent les musées seront moulées pour les cas d'accident ou de vol.

Le 13 avril, séance publique de clôture, à l'Université, devant une salle comble. M. Homolle, secrétaire du Congrès, remercie, au nom des congressistes, la Grèce qui a contribué aux résultats heureux du Congrès.

Il énumère ensuite les vœux formulés et les décisions prises pendant le Congrès. L'une de ces décisions convoque le prochain Congrès au Caire, avec un programme identique à celui du Congrès d'Athènes. D'après d'autres décisions, les congrès archéologiques se réuniront à l'avenir tous les deux ans.

Comme le Congrès travaillait beaucoup pendant le jour, il se reposait la nuit dans les fêtes. Les Athéniens se montrèrent très hospitaliers, les invités pleins de belle humeur. Instituts, légations et ministres donnèrent des réceptions : soirée à l'Hôtel de Ville, soirée au cercle du Parnasse, réception chez M. Carapanos. A l'École française, à la Légation de France, dîners suivis de bals. Ce furent les plus brillants. La fête de l'École française prit les proportions d'un événement. Le concours de Silvain, de Truffier et de Mme Silvain, a permis de lui donner un véritable caractère littéraire et artistique. La « prière sur l'Acropole » a été dite par Mme Silvain avec un art exquis. Deux à-propos, l'un de M. G. Radet, doyen de la Faculté des lettres de Bordeaux, qui a salué en vers ingénieux « la patrie athénienne », l'autre de M. E. Blémont, qui a mis en présence Phidias (Silvain), un visiteur du xx^e siècle (Truffier) et la déesse Athéna, sculpturalement figurée par Mme Silvain. Les applaudissements qui ont accueilli les auteurs et leurs interprètes

n'étaient pas seulement dus à la courtoisie, et le prince héritier en a donné le signal avec beaucoup de bonne grâce et de spontanéité.

Arrêtons-nous un instant à cette représentation d'*Antigone*, de Sophocle, dont on a beaucoup parlé. Cette représentation, qu'on peut qualifier de « première », ou, si vous préférez, de reprise, puisque depuis vingt-cinq siècles la tragédie de Sophocle n'avait pas été jouée dans sa forme primitive, eut lieu au Stade.

Cette immense arène, allongée en ellipse ouverte à un bout, n'est pas un théâtre, mais le fond en forme un, tout naturellement. Il a suffi de poser, vers le foyer de l'ellipse, un portique de palais, à la manière antique, formant le fond de la scène.

Cette scène, de plain-pied, était le sol même, sablé, du Stade. C'est une question de savoir si la scène antique se confondait ainsi avec l'orchestre, ou si elle était surélevée avec un escalier de communication au milieu, comme on croit l'observer au théâtre de Dionysos. On a beaucoup discuté là-dessus. Toujours est-il que la disposition adoptée au Stade n'a présenté aucun des inconvénients dont les partisans de la scène distincte de l'orchestre se font d'ordinaire un argument. Au contraire, il paraît assez naturel que les acteurs et le chœur soient ensemble, puisqu'ils jouent ensemble et que les répliques du chœur constituent une partie importante du dialogue. Le chœur encadre les acteurs, il fait galerie.

Bien entendu, nous sommes en plein air, au grand soleil, dont les réverbérations sur les gradins de marbre sont un peu aveuglantes. Heureusement, l'œil se repose sur les jardins en pente du Zappeion, formant l'horizon derrière la scène.

Il y a d'ailleurs une légère brise dont le souffle caressant anime avantageusement les draperies du costume antique. Les acteurs ne sont pas des professionnels, la « Société pour la représentation des drames anciens » étant composée de gens du monde, de lettrés, d'étudiants, parmi lesquels se recrutent les interprètes. Ils jouent avec feu. Mme Théone Pappa (*Antigone*), M. Kyparissis (*Créon*) et Zénon (le messager) ont été excellents. Les autres interprètes, la douce Ismène, la reine Eurydice, le généreux Hémon, l'aveugle Teresias ont aussi eu leur part des applaudissements. Le rôle d'*Antigone*, en particulier a été très bien rendu. Sans doute, il était plus facile, étant plus sympathique ; la scène fameuse où *Antigone* oppose les lois divines et impérissables aux volontés arbitraires et faillibles des hommes a été parfaite. Mais ce sont surtout les adieux d'*Antigone* à la vie, à la sainte clarté du soleil, aux douceurs de l'hymen, aux joies de la maternité, qui ont fait passer dans l'auditoire le frisson du chef-d'œuvre. La troupe des vieillards chenues, couronnés de feuillages, drapés des robes aux claires couleurs, a chanté très sûrement les chœurs. Je crois aussi que la simplicité et le bon goût du décor, les costumes, la musique de M. Sakellaridis ont produit une bonne impression.

En un mot, la représentation a réussi au delà de ce qu'on avait pu espérer.

Le Congrès terminé, les congressistes s'en vont visiter l'Hellade et ses chantiers de fouilles. Ils verront Mycènes la polychryse, Tirynthe où régna l'époux d'Alcmène, Argos, Epidaure et l'*Hieron* d'Asclépios, Corinthe la voluptueuse, Olympie, Leucade, Ithaque, Delos, Delphes la fatidique. D'autres pousseront jusqu'en Asie, à Ephèse et la cité de Priam. Et sur les bateaux, mis à la disposition de nos hôtes, aux savants austères se

mèlent des écrivains, des artistes, des simples dilettanti, tous épris de l'éternelle beauté grecque.

CHYPRE

On nous écrit de Paphos, en date du 15 avril :

La Chambre chypriote est en session depuis un mois. Ses travaux se poursuivent normalement, grâce à la bonne volonté dont fait preuve le nouveau Haut-Commissaire, et aux efforts qu'il déploie pour établir une administration soucieuse des intérêts de l'île, contrairement à son prédécesseur dont le souvenir restera parmi nous aussi odieux que celui qui laissa jadis aux îles Ioniennes le fameux Mailand, de sinistre mémoire. Entre la façon dont l'ex-représentant de la Grande-Bretagne a foulé aux pieds le sentiment national chypriote, son mishellénisme et sa dictature et les dispositions si conciliantes de sir Charles King, le contraste s'affirme chaque jour.

C'est avec la plus grande courtoisie que le Haut-Commissaire a entendu, debout, la réponse du Corps Législatif. Cette réponse fut opportune, modérée, rationnelle. Elle se terminait par le vœu de l'union à la Grèce, événement qui honorerait hautement le gouvernement et le peuple britanniques : dans cette adresse, nous relevons pourtant un point qui reste sombre ; c'est celui concernant les velléités du gouvernement de s'immiscer dans nos affaires ecclésiastiques, en procédant à la solution de la question, pendante depuis cinq ans, de l'épiscopat chypriote.

C'est d'abord le projet de loi sur l'enseignement qui fut soumis au vote de l'Assemblée. Rejeté pendant cinq ans, il fut cette fois voté. Il n'a qu'un avantage : c'est de se préoccuper de l'enseignement secondaire.

Malheureusement, il ne modifie nullement la situation des instituteurs. Ceux-ci restent, comme devant, dans une condition matérielle déplorable. Leurs honoraires sont des plus dérisoires.

L'Assemblée procéda ensuite à la discussion du budget. Un certain nombre de députés chrétiens opinent pour le rejet du budget proposé, en guise de suprême protestation contre le régime anglais qui laisse peser sur un peuple déjà si éprouvé, l'odieuse tribut de vassalité. C'est Chypre qui rembourse aujourd'hui l'emprunt turc de 1855.

Tant qu'elle sera soumise à ce tribut, l'île ne pourra connaître de jours meilleurs : c'est là le principal obstacle au développement industriel et agricole de l'île. Nous ne cesserons jamais de protester contre une mesure aussi épouvantablement inique, et qui a été déjà pour notre pays une source de maux incalculables.

Répondant aux députés qui proposaient le rejet du projet de budget, sir Charles Harman a dit :

« ... Je désire, messieurs, que l'on sache que le gouvernement pourrait autrement — par ratification royale — s'assurer les crédits demandés. Nous devons comprendre le désir des membres chrétiens de l'Assemblée demandant suppression ou diminution du tribut. Mais

nous devons comprendre également le loyalisme des membres musulmans à l'égard de l'autorité du Sultan. Quel avantage pratique, messieurs, pourriez-vous retirer du rejet? Vous ne feriez qu'entraver l'action gouvernementale et vous enlever par là l'occasion de discuter sur des questions où vous avez le droit d'apporter telles ou telles modifications. »

Du moins, ces paroles de sir Charles trahissent, chez cet homme de bien, des sentiments conciliants. Puisse-t-il s'inspirer d'un vrai souci des intérêts de notre pays et faire comprendre en haut lieu que l'unique solution de la question chypriote serait dans l'union de l'île à la mère-patrie.

A. PH.

La fête nationale grecque

Dans la matinée du 25 mars/7 avril, les étudiants hellènes de Paris et un certain nombre de membres de la colonie, se rendirent, selon la pieuse coutume, au cimetière Montparnasse et déposèrent une couronne sur la tombe de Coray.

C'est à M. Coryllos, président de l'Association des Etudiants, qu'a incombé l'honneur de prononcer le discours d'usage. Après avoir retracé les grandes étapes de la carrière de notre illustre compatriote, et indiqué l'influence qu'il exerça sur les destinées de notre langue et de notre race, M. Coryllos, en une belle péroraison, engagea ses compatriotes à imiter l'exemple de Coray en travaillant au salut de la patrie.

M. Grégoire Triantaphyllidis, en quelques paroles émues, rendit hommage à la mémoire d'un ancien élève de l'École de médecine, le jeune A. Philadelpheus, un des principaux membres fondateurs de l'Association, dont il fut en même temps un généreux donateur, mort en 1897, en Grèce.

A 11 heures, *Te Deum* à l'église grecque de la rue Bizet, auquel assistaient M. Delyannis, ministre de Grèce, le personnel de la légation et la colonie grecque.

Dans la soirée, un banquet réunissait, au Palais d'Orsay, l'Association des Etudiants hellènes et un grand nombre de représentants de la colonie grecque de Paris, sous la présidence de M. Edouard Lockroy, vice-président de la Chambre des députés.

A la table d'honneur, autour du président, avaient pris place : M. Delyannis, ministre de Grèce, et M. Coryllos, président de l'Association, MM. Henry Houssaye, l'archimandrite Germanos Vassilakis, Aulard, Fougères, Grimanelli, Gaston Deschamps, Diehl, Cleiftie, Mellon, Magne, d'Eichstal, L. Havet, A. Bertrand, Mounet-Sully, Lechmann, consul général de Grèce à Amsterdam, N. Xydakis, Caradja, de la Légation de Grèce, le capitaine Contoyannis, attaché militaire de la Légation de Grèce à Constantinople, etc., etc.

Sur les tables, de jolis menus, représentant des scènes de la vie grecque, où sont annoncés l'« agneau à la Klephte », un « gâteau crétois », une « glace olympienne ». A la cantonnade, un orchestre excellent, la musique du 28^e de ligne, mise gracieusement à la disposition de l'Association par le général commandant la place de Paris. On l'acclamera tout à l'heure, quand jailliront de ses cuivres, après les toasts, la *Marseillaise* et l'*Hymne grec*.

La série des toasts est ouverte par une allocution de M. Coryllos, étudiant en médecine qui, après avoir rappelé la part qu'avait prise la France à l'émancipation de la Grèce, but à la tra-

ditionnelle amitié des deux pays. On applaudit aux cris prolongés de « Vive la France! » M. Edouard Lockroy remercia les étudiants hellènes de l'avoir associé à la célébration de leur fête annuelle, et la *Ligue française pour la défense des droits de l'hellénisme*, de l'avoir désigné parmi les membres du Comité de direction.

Après avoir relevé l'importance de la Ligue, l'orateur rappelle en termes tour à tour spirituels et chaleureux, que la France reste toujours le pays classique du philhellénisme, et par quels liens de sympathie fraternelle sa patrie demeure unie à la nôtre.

« Nous aimons la Grèce moderne, a dit M. Lockroy, et la confondons avec la Grèce antique; quand vous retourneriez dans votre pays, dites-le clairement à vos compatriotes : nous l'aimons pour les sentiments de gratitude qu'elle nous témoigne, nous l'aimons encore pour son amour de l'indépendance, pour son culte pour l'idée de patrie, nous l'aimons enfin parce qu'elle constitue la sentinelle avancée de la civilisation en Orient. Le philhellénisme est une des formes de l'amour de la civilisation. »

M. Lockroy rappelle que le philhellénisme ne fut pas dans l'histoire de France un mouvement passager, mais bien la suite d'une longue tradition inaugurée bien avant le XIX^e siècle, et dont des hommes comme Chateaubriand, Gambetta, Victor Hugo, ont recueilli le noble héritage.

« Si Victor Hugo était vivant, il eût été ici, à cette table, parmi nous, il eût partagé vos aspirations et soutenu vos revendications, il eût été sans doute un des premiers fondateurs de cette Ligue philhellène. Les Grecs ont raison de s'adresser à la France pour demander la reconnaissance de ses droits, car nul plus que nous ne connaît l'amertume des provinces perdues... »

Parlant des efforts des Hellènes, en vue de la réalisation de leur idéal national, l'orateur se fait l'écho de « cette clameur qui se lève, dans la Méditerranée, d'un peuple qui veut vivre dans le sein de la mère-patrie ».

M. Lockroy exprime l'espoir de voir ce vœu réalisé, il espère en la « justice immanente de l'Europe » et porte la santé du roi de Grèce.

Chacune de ces phrases est coupée de bravos, d'acclamations chaleureuses. L'orchestre entonne la *Marseillaise*. Les assistants, debout, applaudissent, aux cris de « Vive la France! »

M. Delyannis, ministre de Grèce, porte la santé du Président de la République et boit à la gloire de la France.

Puis, c'est notre compatriote, M. Michel Kébedgy, professeur de droit international à l'Université de Berne, qui prend la parole. En sa qualité d'ancien membre fondateur de l'Association des étudiants hellènes de Paris, il expose le but, l'utilité de l'Association et l'idée qui a présidé à sa création :

C'est la raison pour laquelle nous sommes toujours très heureux de ces rencontres amicales, au succès desquelles vous voulez bien contribuer par votre présence. Cette année surtout, nous nous réjouissons tout particulièrement d'avoir à saluer parmi nous d'éminents représentants de la nation française, au lendemain du jour où ils viennent de nous donner un témoignage de sympathie pour notre patrie, témoignage dont nous leur sommes profondément reconnaissants.

Vous avez bien voulu, Messieurs les Français, connaissant très bien quel facteur important pour la civilisation et le bien-être général constitue l'hellénisme, former une Ligue pour la défense de ses droits, avec un programme extrêmement libéral, correspondant aux aspirations généreuses des Hellènes du monde entier.

Ceux-ci, en faisant abstraction de certains écarts chauvinistes, qui existent en tous pays, ne demandent qu'à vivre tranquillement et à se développer, en réunissant dans la patrie commune tous ceux qui possèdent et entendent conserver la conscience nationale hellénique (ce qui est aussi légitime et naturel, qu'il l'a été pour d'autres peuples). Ils se sont montrés résolus — ce qui était incontestablement leur droit et leur devoir — à repousser

toute attaque violente de la part de ceux qui paraissent attacher plus de prix au droit de la force qu'à la force du droit. Mais, ils ne sont pas moins disposés à reconnaître les droits des autres, et notamment de leurs voisins, à condition que les droits de la nationalité hellène soient à leur tour respectés.

Cette ligne de conduite, fondée sur le : *Suum cuique!* est, certes, digne des sympathies des libéraux de tous pays. Vous l'avez démontré, Messieurs, en fondant la Ligue, dont nous souhaitons tous de voir se développer la bienfaisante action.

Le pays, où un tel fait a pu se produire, a donné par là la meilleure preuve de la vitalité persistante chez lui, des idées élevées, généreuses, libérales et bienfaisantes. Vous représentez, Messieurs, ce beau pays. C'est à vous que je porte mon toast. Vivent nos hôtes français!

M. Edouard Lockroy se lève et propose l'envoi d'un télégramme au prince héritier de Grèce, président du Congrès d'archéologie :

« A l'occasion de leur fête nationale, les Hellènes, réunis au banquet organisé par l'Association des Etudiants, sous la présidence de M. Edouard Lockroy, vice-président de la Chambre des députés, souhaitent au Congrès plein succès de ses travaux et se félicitent de voir que les savants du monde entier, réunis à cette occasion dans la capitale de l'hellénisme, pourront constater que le peuple grec se rend de plus en plus digne de son glorieux passé. »

Un concert termine la soirée. La colonie grecque s'y était donné rendez-vous; y assistaient également beaucoup de dames étrangères.

Une ovation salue Mounet-Sully, qui veut bien dire des vers. Mlle Caponsachi, une charmante espagnole, 1^{er} prix du Conservatoire, et Mlle Mancini sont très applaudies dans la *Fileuse*, de M. T. Spathis, dans *Amoureux*, de Massenet, et le *Nil*, de X. Leroux. Mlle M. Dupont dit des vers grecs : *Il y a des moments*, accompagnée par M. Spathis; Mlle H. Stylianidis chante délicieusement des chansons populaires grecques. Anémoyanni se fait entendre dans la *Légende*, de Weniawski et dans sa *Mazurka*. F. Galipaux, toujours désopilant, dit *L'Existence* et la *Visite à l'Abbaye*.

C'est à une adorable petite Grecque de sept ans, Mlle Marie Valsamaki, que vont les applaudissements les plus chaleureux, les acclamations les plus méritées. Cette enfant prodigieuse, un drapeau grec à la main, nous dit en grec le *Drapeau de Polemis*, et en français l'*Enfant grec*, de Victor Hugo, avec l'assurance, l'aplomb — et le talent — d'une artiste de premier ordre.

La soirée a pris fin à 1 heure du matin.

CHEZ LES INSURGÉS DE CRÈTE

Une « voyageuse intrépide », dit le *Figaro* (24 avril), Mme Marie Garénaux, a visité le quartier général des insurgés à Thérissos, et envoie à ce journal un récit des impressions qu'elle en a rapportées. En voici un extrait :

L'excursion est vite décidée. Deux mules, un guide crétois, connaissant admirablement la montagne, et en route pour Thérissos, petit village perdu au fond des montagnes blanches! — une position presque inaccessible et imprenable, d'où une poignée d'hommes tinrent en échec 50,000 Turcs, lors d'une précédente insurrection.

Partis par un temps incertain, nous étions à peine à mi-chemin qu'un orage éclate. On eût dit que les Cyclopes déchaînaient toutes leurs fureurs sur la montagne. Pas le plus petit toit de chaume, pas le moindre rocher où l'on puisse s'abriter, et pendant des heures qui semblent bien longues, sous la pluie, la grêle, parfois envelop-

pés de nuages, nous dévalons de roches en rochers, de ravins en précipices, traversant, Dieu sait comment! des ruisseaux transformés en torrents, nous abandonnant complètement à la merveilleuse habileté de nos vaillantes bêtes.

Rien ne saurait dépeindre la beauté tragique de la montagne, à cette heure superbe d'horreur et d'épouvante.

Après six heures de marche invraisemblable, nous arrivons à Thérisso. Pas d'auberge. A peine installés dans la hutte d'un pâtre, quatre insurgés, armés jusqu'aux dents, cueillent mon guide, comme suspect, le gardent à vue, après l'avoir « cuisiné » pour essayer d'obtenir quelques renseignements sur l'extérieur. On ne me l'a rendu qu'au moment de mon départ, le lendemain matin. Ce pauvre diable, mouillé jusqu'aux os, est resté toute la nuit, sans une couverture, sans un morceau de pain, rien autre que quatre fusils au bout de son nez...

Je me rends auprès des chefs insurgés, réunis en assemblée. Ils sont là une trentaine. Les deux grands chefs, MM. Véliselos et Manos, hommes du monde, d'une parfaite distinction, huit médecins, quelques avocats, fils de famille, négociants aisés, en un mot tout ce que la Crète compte, de ce qu'il est convenu d'appeler, en bon langage parisien, de gens « comme il faut », instruits, parlant admirablement le français, sachant ce qu'ils veulent, calmes mais fermement résolus à mener jusqu'au bout leurs revendications, soutenus en cela par la sympathie du peuple crétois, qui leur a fourni environ trois mille hommes, bien équipés, bien armés, bien disciplinés, soldats dans l'âme, superbes.

Une armée entière leur serait tombée sur la tête que leur étonnement n'aurait pas été plus grand que de voir une jeune Parisienne leur arriver par un temps aussi affreux. Quant à moi, j'étais aussi étonnée qu'eux, mais dans un tout autre sens.

Partie avec la pensée de me trouver en face d'insurgés d'opérette et, soyons franche, quelque peu canailles, j'étais bien surprise de trouver cette assemblée d'intellectuels.

La conversation s'engage. Ces messieurs se mettent en mesure de m'interroger, comme tout à l'heure mon guide. A ce moment précis, je pense à une carte de presse parfaitement en règle, que j'ai là dans ma poche. Je la montre à ces messieurs, qui l'examinent, en leur disant :

— Mais il me semble, messieurs, que je suis venue pour vous interviewer et non pour l'être!

Ils se mettent à rire, et la bonne humeur aidant, M. Véliselos commence d'une voix forte à m'exposer les revendications des insurgés :

— Madame, me dit-il (textuel), vous êtes Française, du peuple qui a fait la Révolution de 1789, aussi vous comprendrez les principes de liberté que nous réclamons, et nous demandons à la femme qui a eu le courage de venir jusqu'à nous, d'avoir aussi celui de porter notre cause devant l'opinion du grand public français.

« Nous avons épuisé tous les moyens légaux de faire aboutir nos revendications. N'ayant pas réussi, nous avons été obligés de nous mettre hors la loi, et nous avons tous fait serment de mourir plutôt que d'abandonner nos revendications qui n'ont rien d'exagéré. On peut nous tuer, mais non nos idées, impérissables parce qu'elles sont justes.

« Nous avons exposé, le 12/25 mars dernier, nos désirs aux puissances protectrices par une lettre adressée à MM. les consuls généraux. »

En résumé, les principaux desiderata des insurgés sont :

1° L'annexion à la Grèce, parce que, disent-ils, leur langue, leurs mœurs, leurs coutumes, en un mot leur âme est grecque. Et l'île est trop petite et trop pauvre pour vivre seule, supporter les frais d'un gouvernement qui leur coûte très cher. Une fois l'annexion faite, ils pensent que des capitaux seront amenés dans l'île, que l'on y fera des tra-

voux qui contribueront à la prospérité, de la Crète :

2° La liberté de la presse ;

3° L'élection des conseillers municipaux ;

4° Le retour à la Constitution telle qu'elle a été donnée à la Crète par les puissances.

Avant de prendre congé de l'assemblée, je fais entrevoir la possibilité de l'arrivée à Thérisso des troupes internationales, chose dont tout le monde parlait à La Canée, au moment de mon départ. D'abord, ils ne veulent pas y croire. Devant mon affirmation, c'est une indignation, une émotion indescriptibles. Il n'est pas possible, disent-ils, que les troupes internationales fassent œuvre de police. Et dans la crainte d'un conflit possible, ils me proposent de m'en retourner cette nuit même. Je demande à partir le lendemain matin seulement, car le voyage ayant été si pénible de jour je pense avec angoisse ce qu'il pourra être la nuit.

Devant l'émotion de l'assemblée, je crus bien faire en disant que je pensais que les chefs militaires arriveraient certainement avec l'arrière-pensée, le désir que tout se passe pour le mieux, sans effusion de sang. Ils me répondirent :

— Alors nous les accueillerons à bras ouverts, espérant les amener à penser à notre cause.

La conversation était terminée. Je pris congé de l'assemblée et je retournai au logis du pâtre qui m'avait offert l'hospitalité.

Telle l'étable de Jésus de Nazareth, l'humble chaume ne possédait pour tout mobilier qu'un âne, quelques brebis, une crèche, un lit de feuilles sèches... Sur l'aire de terre battue, dans un coin, on avait allumé un feu de branchages. Pas de cheminée, un simple trou au toit, sur lequel on avait mis une pierre pour empêcher la pluie de tomber sur le feu. La fumée s'échappait comme elle pouvait, par la porte restée ouverte, par l'unique lucarne vierge de toute vitre. Un quinquet fumeux pour luminaire.

Une douzaine de femmes, les plus importantes du village, m'attendaient là.

Vêtues de loques, la tête drapée, toutes ces femmes aux dents éblouissantes, aux lignes très belles, avaient des gestes d'une dignité et d'une noblesse émouvantes.

Elles m'attendaient... Et comme le veut la tradition biblique à l'arrivée du noble étranger, l'une m'offrit un siège, modeste escabeau de bois rustique, l'autre le bassin et l'eau fraîche, du lait bien frais, du fromage, des œufs et du pain noir, l'unique nourriture de ces pauvres bergers. Lorsque je fus rassasiée, les unes et les autres me déshabillèrent, me couchèrent avec des attentions touchantes, tandis qu'un autre groupe de femmes tenaient avec soin mes habits devant le feu pour les faire sécher.

Je commençais à m'endormir, quand je sens une des femmes se glisser à côté de moi, puis, à droite et à gauche, deux insurgés, superbes gailards, mais armés jusqu'aux dents! Bon, me dis-je, me voici gardé tout comme un personnage d'importance. Le lendemain matin, au petit jour, tout ce monde ronflait, je m'habille en sourdine et monte par une échelle invraisemblable sur le toit d'une maison voisine pour connaître le paysage, que je n'avais pu voir la veille, sous la pluie torrentielle.

A peine étais-je là, que mes deux gendarmes s'aperçoivent de mon départ et pensent à une fuite. Ils ne prennent pas le temps de s'habiller et sont à mes trousses dans le plus simple appareil; mais, comme j'étais une personne dangereuse, ils avaient d'une main le fusil, de l'autre la cartoucière.

Je vous laisse à penser mon fou rire devant ces costumes, ces figures effarées de gendarmes pensant avoir perdu leur prisonnier de marque.

Deux heures après, je quittais Thérisso, sous les yeux de la population juchée sur les toits plats

de leurs maisons. Les femmes m'embrassent, les enfants me baisent les mains, les chefs insurgés viennent me saluer, tandis qu'un groupe des leurs vient m'accompagner en dehors du village et je m'éloigne sur une dernière vision, celle des insurgés qui, l'arme au poing, font double haie sur mon passage.

EN MACÉDOINE

M. Michel Paillarès continue dans la *Lanterne* la vigoureuse campagne qu'il a entreprise « pour mettre les choses au point ».

Décidément, dit-il (la *Lanterne*, 16 avril), c'est une tâche ardue que d'écrire l'histoire, non seulement des événements passés, mais encore des événements présents.

Le *Temps*, au cours d'une enquête qu'il a entreprise sur la Macédoine, a mis sous les yeux de ses lecteurs les thèses qui lui ont été exposées, avec chiffres à l'appui, par les ministres de Grèce, de Roumanie, de Serbie et par l'agent diplomatique de Bulgarie, accrédités auprès du gouvernement français. (Le *Temps* donne à tort à M. Zolotovitz le titre de ministre). M. G. Villiers, l'enquêteur, sera bien embarrassé, je pense, pour formuler une conclusion conforme à la vérité! Sur quoi se fonderait-il pour fixer un choix entre les déclarations violemment contradictoires qu'il a recueillies? Etant dans l'obligation d'être strictement impartial, il ne pourra que constater une fois de plus — ce que nul n'ignore — la diversité des propagandes qui déchirent et bouleversent la Macédoine. Mais il sera impuissant à dégager la sincérité des uns et l'erreur des autres. Pour se former un jugement sûr et définitif, il eût dû se rendre là-bas, sur les lieux du litige, interroger l'habitant, celui-là même que chacun se dispute et revendique comme un membre de sa famille.

Cependant, à suivre de près le réquisitoire de M. Lubomir Zolotovitz, représentant du prince Ferdinand, M. Georges Villiers aura remarqué qu'il y a dans l'âme bulgare trop d'âpreté et trop de fiel. M. Zolotovitz est trop agressif pour avoir raison. Que si j'interroge, selon le désir de ce diplomate, « ceux qui, sans aliéner leur liberté entre les mains des autorités turques, ont, depuis deux ans, fait en Macédoine, des enquêtes dignes de ce nom », en un mot, si je fais appel à mon propre témoignage, eh bien, je découvre dans la thèse bulgare un amas d'inexactitudes et de fausses interprétations.

M. Zolotovitz a le don d'observation. C'est pourquoi il a constaté que les Français sont de parfaits gogos à qui l'on fait avaler aisément les canards les plus grossiers, sans même se donner la peine de varier l'assaisonnement. Et il ne se gêne pas pour rééditer cette audacieuse affirmation, que « c'est à la suppression des Bulgares comme race que l'on travaille ouvertement. » Les lecteurs de la *Lanterne* savent au contraire que tous les efforts sont tendus vers l'extermination des Hellènes et des Serbes et vers la bulgarisation des plaines du Vardar.

L'auteur donne une liste de crimes dont il a été le témoin attristé et qu'il nous a déjà signalés dans de précédents articles. « Tous ces faits, ajoute-t-il, ne seront pas démentis. Le colonel russe Svirsky, le correspondant du *Lokal Anzeiger*, M. Von Tzyska et plusieurs agents consulaires les ont contrôlés avec moi, sur place. »

M. Paillarès invoque encore le témoignage du *Blue-Book*, celui de lord Percy et du colo-

nel Véraud, chef de la mission française en Macédoine.

Dans un deuxième article (la *Lanterne* du 18 avril), M. Paillarès, après avoir donné la lugubre série des derniers forfaits perpétrés par les comitadjis contre l'hellénisme, ajoute :

Je voudrais pouvoir douter moi-même de tant de lâcheté, mais j'ai vu de mes yeux, j'ai compté de mes mains, j'ai arrosé de mes larmes les affreuses et hallucinantes plaies de vingt victimes. Non, il n'est pas permis de se réfugier dans le doute, et toute dénégation est impossible.

Les comitadjis bulgares ne sont pas des révolutionnaires qui luttent contre la tyrannie, ce sont bien, comme le proclamait déjà, il y a près d'un an, le colonel Véraud, « de misérables bandits qui ne méritent pas nos sympathies ». Ils ont dépassé les massacreurs d'Arménie. Ce sont les Koungousses d'Europe. Ce sont des barbares que tout homme de cœur et de conscience doit clouer au pilori.

N'est-il pas déconcertant, après cela, d'entendre M. Zolotovitz accuser les Hellènes? Les victimes seraient les bourreaux et les bourreaux seraient les victimes. Etrange confusion des mots et des idées! L'audace, en vérité, confine ici au cynisme.

De 1897 à 1904, un millier de Grecs ont été exécutés à droite et à gauche sans qu'une voix humanitaire s'élevât dans les consulats européens pour obtenir des autorités ottomanes des mesures de protection et de répression. Hier encore, à Monastir, ou dans les environs de cette ville, plusieurs victimes sont tombées sous les poignards des brigands, mais personne n'a fait un geste pour qu'on recherche et qu'on poursuive les assassins. Personne ne s'est ému de la détresse des veuves et des orphelins. Pourquoi? Oh! C'est qu'il s'agissait de s'intéresser à des chiens de Grecs.

Le lendemain, au contraire, des obsèques de G. Thomas, le docteur bulgare Vladichessine a essuyé plusieurs coups de feu, sans être même atteint; aussitôt, le vice-consul de Russie, M. Kochmansky, se précipite, affolé de douleur et d'indignation, chez le médecin pour lui offrir ses services. Ils sortent ensemble, bras-dessus, bras-dessous, ostensiblement, narguant les Grecs de la ville. Puis, aidés du consul d'Autriche, on exige du gouverneur général des arrestations en masse, qui sont opérées par la police turque au hasard, parmi les Grecs, toujours! Ceux-ci sont massacrés, mutilés, torturés et... emprisonnés.

Alors, quelle est cette comédie qui se joue derrière l'accord austro-russe et derrière les revendications sonores? Pourquoi ces trésors d'indulgence envers les pillards, les incendiaires, les égorgés et les buveurs de sang de cette infortunée Macédoine?

Dans la *Lanterne* du 25 avril, M. Paillarès s'attache particulièrement à réfuter la spécieuse argumentation sur laquelle M. Zolotovitz, agent de Bulgarie, à Paris, dans une interview publiée par le *Temps*, a voulu étayer le point de vue bulgare dans la question macédonienne, en calomniant principalement les Grecs.

C'était, tout d'abord, on s'en souvient, la ridicule accusation d'une alliance gréco-turque :

Cette alliance paraît singulièrement paradoxale à tous ceux qui connaissent l'histoire. Et nous sommes nombreux en France qui avons admiré les héros de l'indépendance et des insurrections crétoises. Je dis à nouveau que le sultan, depuis 1897, honore les Grecs d'une haine toute spéciale. Il ne laisse échapper aucune occasion de leur faire sentir sa rancune et sa main pesante. Je maintiens ce que j'ai déjà affirmé dans une de mes

correspondances, à savoir que Hilmi Pacha a reçu des instructions précises pour favoriser la propagande roumaine, qui tend à détacher les Koutzo-Valaques de l'hellénisme. Que l'on m'explique l'incident de Smyrne dont j'ai suivi toutes les phases et sur lequel j'ai interviewé, sur place, Kiamil Pacha, gouverneur général du vilayet d'Aidin, M. Blanc, consul général de France, ainsi que MM. Antonopoulos, consul général de Grèce et son attaché, Delyanni, qui furent victimes des brutalités policières turques. Que l'on m'explique l'attitude du prince Georges, qui s'en va de capitale en capitale réclamer l'annexion de la Crète au royaume hellénique. N'est-il pas étrange que deux peuples amis, deux alliés, se mordent et se combattent à outrance, sans merci, sur tous les points où ils sont en contact?

Tandis que les Grecs se sont montrés les ennemis irrécyclables de l'Islam, toujours, depuis des siècles, les Bulgares ne se sont révoltés contre les Turcs que dans les dernières années. Ils ont secoué le joug ottoman, bien après la Serbie, la Grèce et la Roumanie. Encore furent-ils poussés à la révolte, par les suggestions, les encouragements et l'appui des Russes. Même dans les affaires de Macédoine, ils sont armés et soutenus, les uns par la Russie, les autres par l'Autriche.

Les arguments de fait, les preuves fournies par M. Zolotovitz, pour étayer son accusation, sont extrêmement fragiles et s'évanouissent au moindre examen, quelques-uns sont ridiculement enfantins.

Le prince Christophor nous annonce-t-il, a visité Constantinople. Eh bien! après? Le grave indice que voilà d'une complicité gréco-hamidiennne! Mais, monsieur Zolotovitz, le prince était un adolescent, vous le savez. Il n'avait aucun caractère officiel, il n'était revêtu d'aucune autorité diplomatique, aucune mission ne lui avait été confiée. Il traverse Stamboul, comme tant d'autres l'ont fait, le font et le feront, mais il est tout naturel il est même nécessaire qu'il remplisse un devoir d'élémentaire politesse en présentant ses respects au maître des lieux. Pour un diplomate, monsieur l'agent, permettez-moi de vous dire que vous n'êtes guère habile. Bien pis, vous êtes un gaffeur. Vous tirez de l'oubli d'autres voyages, d'autres visites, autrement suggestifs et compromettants. Il m'est pénible de vous rappeler que le prince Ferdinand fit plusieurs apparitions sur les rives du Bosphore. Et dans quel appareil? Ne fut-il pas obligé de coiffer le fez, oui, le fez, monsieur Zolotovitz, pâlisiez d'humiliation, le fez écarlate, le fez symbolique, pour avoir l'honneur de faire agréer ses hommages au seigneur suzerain de Yldiz-Kiosk. Il endossa un uniforme orné des aiguillettes d'aide de camp de Sa Majesté Impériale Abd-ul-Hamid. Et cela, à pareille époque? Au lendemain des massacres d'Arménie. Et les fréquentes démarches de M. Natchevich qui sollicitait une entente avec la Sublime Porte? Oh! soyez tranquille, je ne remonterai pas jusqu'aux démonstrations amicales que prodigua au sultan feu le dictateur Stambouloff. Est-ce à dire que je blâme en tout ceci les hommes d'Etat bulgares? Loin de là ma pensée. J'estime que, puisqu'il y a une Turquie qui traite et négocie avec toutes les puissances du monde, puisqu'il y a à Constantinople des ambassadeurs européens, j'estime que c'est le droit et même le devoir pour les gouvernements balkaniques d'entretenir avec le sultan les relations les meilleures et les plus... profitables. En politique, hélas! chacun doit rechercher les combinaisons les plus avantageuses.

Au moment où l'insurrection battait son plein dans les trois vilayets de Roumélie, Abd-ul-Hamid, nous informe encore M. Zolotovitz, envoya une mission à Athènes, chargée de décorations et de cadeaux à l'adresse du roi Georges et de la famille royale de Grèce. Mais il oublie — est-ce un oubli? — d'ajouter que l'envoi de cette ambassade succédait à la signature d'un traité de

commerce, et qu'il est d'un usage constant que des décorations soient échangées en de pareilles circonstances entre deux chancelleries qui n'ont pas d'autre moyen de se féliciter l'une l'autre d'avoir mené à bien de délicates négociations, M. Loubet lui-même a reçu les grands cordons turcs, avec beaucoup de diamants, j'imagine, et le sultan lui envoya, maintes fois, de superbes chevaux.

Je serais très étonné d'apprendre que le prince Ferdinand a repoussé d'un geste de dédain les insignes de l'Osmanieh ou du Medjidieh. Ce sont amabilités courantes et quotidiennes. Tous les chefs d'Etat, tous les ministres ont été décorés par le *sultan rouge*. Allons, M. Zolotovitz, montrez-nous votre boutonnière. Y a-t-il du vert? Y a-t-il du rouge? Si vous portez les couleurs ottomanes, je vous livre au mépris public!

Quant à l'incident Calerghis, il établit lumineusement tout le contraire de ce qu'entend démontrer M. Zolotovitz. M. Calerghis était consul de Grèce à Monastir. Je l'ai connu cet été, et tous ses collègues se plaisaient à vanter son intelligence, sa distinction et sa courtoisie. M. Calerghis connaît les Turcs, pour les avoir vus de très près à Constantinople. Il estimait que les Grecs ne seraient défendus efficacement contre les poignards bulgares que par leurs propres armes et leurs propres bras. Il encouragea donc en secret, *parait-il*, la formation des bandes gréco-macédoniennes. Malheureusement, une lettre fut interceptée et remise aux autorités ottomanes, lettre qui dévoilait son action. Aussitôt, la Porte engagea avec le cabinet Théotoki une conversation dénuée de toute aménité. Elle exigea sur le champ le rappel du consul de Monastir. Et celui-ci n'est plus retourné à Monastir.

La conclusion à tirer, quelle est-elle? C'est que la Turquie est inquiète du mouvement gréco-macédonien qui menace d'aggraver l'anarchie dans les provinces, à réformer, et qu'elle l'entrave par tout ce qui est en son pouvoir. Du reste, les bandes grecques sont traquées impitoyablement par les troupes du sultan. J'ajoute qu'on les poursuit beaucoup plus activement que les bandes bulgares. La fin tragique de l'officier Mélas répond avec éloquence aux accusations de M. Zolotovitz. Et c'est ainsi que le sang des héros et des martyrs n'est jamais versé en vain.

L'agent diplomatique de Bulgarie s'indigne que les Grecs aient osé organiser la sauvegarde de leurs droits. Il eût préféré, certes, que les agneaux tendissent le cou, dociles et ingénus, aux couteaux des comitadjis. La bulgarisation de la Macédoine serait une entreprise moins périlleuse et moins ardue.

Si une alliance est possible entre Turcs et chrétiens, voici d'après l'agent de Bulgarie à Monastir, dans quelles circonstances elle aura lieu.

— Lorsque l'Autriche voudra descendre à Salonique, elle sera contrainte de se frayer un passage à travers les baïonnettes turques. Et, derrière les baïonnettes turques, elle se heurtera aux jeunes bataillons bulgares... Oui, nous nous battons à côté des Turcs.

Et pour ma part, j'approuverai une entente balkanique plus vaste, cherchant à rompre le cercle austro-russe qui enserré tout l'Orient. On doit toujours courir au plus pressé, dans les suprêmes conjonctures. Vous devriez changer de méthode, M. Zolotovitz. Votre thèse, telle qu'elle a été exposée et développée dans les colonnes du *Temps*, ne repose que sur des calomnies. Dites à ceux qui l'ont rédigée dans l'ombre discrète du bureau de la presse, au ministère des affaires étrangères de Sofia, qu'il est urgent de trouver autre chose, du solide et du neuf, car les moyens dont on s'est servi pour discréditer l'Hellénisme, sont usés jusqu'à la corde.

Nous sommes rassasiés, en France, des mêmes mensonges. L'opinion européenne est lasse d'être empoisonnée.

LES Écoles Chrétiennes de Macédoine

Nous trouvons dans le dernier numéro de la *Revue générale de droit international public*, la remarquable étude que voici :

Dans l'âpre conflit des races qui se poursuit depuis de longues années dans les provinces de la Turquie d'Europe, il est très difficile de se faire une idée exacte et impartiale de la valeur numérique et morale des divers éléments en présence. Les statistiques sont mensongères ou trompeuses. Dressées au gré du désir ou de la fantaisie de leur auteur, elles enflent à tel point les chiffres qu'au total, la population de la Macédoine passe de deux à près de cinq millions (1). Il est d'ailleurs impossible d'arriver à des évaluations même approximativement exactes, car dans plusieurs districts ruraux, la conscience nationale s'éveille à peine et nombre de paysans seraient eux-mêmes fort en peine de dire à quelle race ils appartiennent. Dans cette incertitude, le critérium de la langue ne saurait être d'un grand secours. Outre que l'idiome parlé ne peut servir d'indice certain de la nationalité, outre que la langue usitée est souvent en opposition avec les sentiments de ceux qui s'en servent, il n'est pas toujours possible de discerner avec précision à quelle langue ethnique se rattache le dialecte obscur et compliqué dont on fait usage : ainsi, on a constaté que le dialecte macédonien du centre se rapproche du serbe, par la construction grammaticale, et du grec, par la variété de son vocabulaire (2). On peut en dire autant du critérium de la religion. Pendant longtemps, tous les chrétiens de Macédoine ont relevé de l'église grecque. Aujourd'hui, il y a à côté d'elle une église bulgare. Ni l'une ni l'autre ne correspondent à des divisions ethniques ; le patriarcat grec comprend encore des Serbes, des Koutzo-Valaques, voire des Bulgares ; et l'exarcat bulgare, malgré son caractère plus strictement national, comprend des milliers de Serbes.

Le seul critérium national est celui de l'école. L'école est un élément d'appréciation extrêmement important dans un pays où l'instruction relève uniquement de l'initiative privée et où elle n'est pas obligatoire. La construction d'un établissement scolaire et la fréquentation d'une école de préférence à une autre sont, comme on l'a très bien dit, des manifestations de foi nationale. De plus, le souci et le progrès de l'instruction dénotent la valeur morale et civilisatrice d'une race. C'est pourquoi, en connaissant le nombre et l'importance des écoles chrétiennes de Macédoine, on peut se rendre compte avec une parfaite exactitude de la force matérielle et intellectuelle respective des diverses races concurrentes.

La statistique de ces écoles vient d'être dressée de la manière la plus minutieuse et la plus détaillée. Elle indique village par village, pour les deux vilayets de Salonique et de Monastir, le nombre des écoles, avec l'importance, pour chacune d'elles, de ses élèves et de son personnel enseignant. Une carte soigneusement dessinée rend cette statistique particulièrement saisissante, en montrant par des points en couleurs, suivant les nationalités, et proportionnés à l'importance de leur clientèle, les nombreux établissements scolaires, répandus sur tout le territoire de la Macédoine du Sud et du Centre (3). A la différence des statistiques basées sur la population, la langue ou la religion, la sta-

tistique des écoles doit être prise en sérieuse considération, parce que les renseignements qu'elle fournit sont facilement contrôlables. C'est un véritable document scientifique et, à ce titre, elle mérite d'être analysée.

I. Dans le vilayet de Salonique, qui comprend vingt-six arrondissements (ou cazas), en y comptant celui de l'Aghion Oros, composé des couvents du mont Athos, il y a, en tout, 871 établissements scolaires (écoles secondaires, primaires et de jeunes filles), avec 1.360 instituteurs et institutrices et 42.993 élèves. Ils se répartissent entre les quatre races chrétiennes : grecque, bulgare, serbe et roumaine, de la manière suivante :

Etablissements :			
Grecs.....	521 avec	787 maîtres et	32.534 élèves.
Bulgares..	319 "	493 "	9.544 "
Serbes....	21 "	52 "	532 "
Roumains.	10 "	28 "	383 "
Total.....	871 avec	1.360 maîtres et	42.993 élèves.

Les établissements grecs se répartissent sur 23 arrondissements ; les bulgares, sur 17 ; les serbes, sur 6 ; et les roumains, sur 4. De sorte que, si on laisse de côté l'arrondissement de l'Aghion Oros, sur 25 arrondissements, les écoles grecques ne font défaut que dans deux seulement : Kavadar et Raslik, où il n'y a que des écoles bulgares. Par contre celles-ci font défaut dans huit arrondissements, où il n'y a que des écoles grecques, sauf dans ceux de Veria et de Katerina, où il y a, en outre, quatre écoles roumaines.

Dans le vilayet de Monastir, qui comprend quinze arrondissements, il y a, en tout, 790 établissements scolaires, avec 1.233 instituteurs et institutrices et 38.634 élèves. Ils se répartissent, par nationalité, comme suit :

Etablissements :			
Grecs.....	477 avec	676 maîtres et	27.106 élèves.
Bulgares..	242 "	380 "	8.767 "
Roumains.	39 "	117 "	1.619 "
Serbes....	32 "	60 "	1.142 "
Total.....	790 avec	1.233 maîtres et	38.634 élèves.

Les établissements grecs se répartissent sur tous les arrondissements sauf un : celui de Kicevo, où il y a 21 écoles bulgares et 10 écoles serbes. Les établissements bulgares font défaut dans 7 arrondissements sur 15, où il n'y a que des écoles grecques, sauf dans ceux de Karytza et de Crévèna, où il y a, en outre, respectivement, six et cinq écoles roumaines.

Si l'on prend les chefs-lieux des vilayets, on constate une disproportion analogue. A Monastir il y a :

Etablissements :			
Grecs.....	11 avec	42 maîtres et	1.695 élèves.
Bulgares..	11 "	39 "	1.113 "
Serbes....	5 "	21 "	293 "
Roumains.	4 "	29 "	327 "

A Salonique, la disproportion est encore plus grande :

Etablissements :			
Grecs.....	12 avec	60 maîtres et	2.166 élèves.
Bulgares..	5 "	34 "	683 "
Serbes....	4 "	20 "	235 "
Roumains.	2 "	14 "	69 "

Enfin si l'on additionne les chiffres qui viennent d'être indiqués, on a pour les deux vilayets sur lesquels porte la statistique les totaux suivants :

Ecoles :			
Grecques..	998 avec	1.463 maîtres et	59.640 élèves.
Bulgares..	561 "	873 "	18.311 "
Roumaines	49 "	145 "	2.002 "
Serbes....	53 "	112 "	1.674 "
Total.....	1.661 avec	2.593 maîtres et	81.627 élèves.

II. L'éloquence de cette statistique est puissamment grande. Il en résulte, tout d'abord, la prépondérance numérique des écoles grecques, qui,

représentant les six dixièmes de l'ensemble des établissements chrétiens, sont de beaucoup supérieures à toutes les autres écoles réunies et presque doubles des écoles bulgares. A cette prépondérance numérique s'ajoute, en second lieu, une grande supériorité quant à l'importance de la clientèle respective des écoles. En effet, près des trois quarts du contingent scolaire des communautés chrétiennes sont la clientèle des établissements grecs, alors que les écoles bulgares partagent avec les établissements serbes et roumains le dernier quart du contingent.

Mais ce n'est pas tout. La valeur réelle des chiffres ressort mieux encore si l'on recherche les conditions d'existence et de fonctionnement des diverses écoles chrétiennes.

Les écoles bulgares, serbes et roumaines, instruments de propagandes nationales, sont créées et secourues presque uniquement par les ressources officielles des gouvernements intéressés. Le consul général anglais à Salonique, M. Blount, écrivait, il y a quelques années : « L'importance de la plupart des écoles bulgares est diminuée, à mon sens, par l'importance des sommes envoyées de Bulgarie, de Roumélie-Orientale, peut-être même de Russie, pour leur entretien » (1). Instruments de propagande officielle, elles n'ont qu'une clientèle factice, recrutée à grand renfort de bourses et de subsides. On a comparé les écoles serbes à un arbre planté dans le sable. Un publiciste bulgare écrivait récemment : « Chaque école (serbe) comprend un internat, car les élèves étudient aux frais de la propagande ; j'ai visité les collèges serbes de Salonique et de Monastir, ainsi que les écoles d'Ochrida et de Vodéna ; il est impossible de trouver dans ces villes une seule famille serbe » (2). De son côté, M. Bérard affirme que « les deux cents internes du lycée serbe de Salonique sont tous boursiers, tous entretenus, vêtus et transportés aux frais du consulat » (3). On peut en dire autant des écoles roumaines et bulgares et plus particulièrement du lycée bulgare de Salonique (4). Tous ces établissements sont artificiels ; ils n'ont pas de racines macédoniennes.

Tout autre est la condition des écoles grecques. Elles sont dues à l'initiative privée et elles se peuplent librement, sans aucune pression pécuniaire, morale ou physique. Les écrivains les plus obstinément bulgrophiles sont forcés de le reconnaître. « Pour apprécier, dit M. Bérard, toute la valeur de l'effort, il faut tenir compte des véritables auteurs de la propagande. Le gouvernement grec et le patriarcat y ont contribué sans doute pour une part, mais une faible part. Ce sont les communautés indigènes qui le plus souvent ont appelé et entretenu les maîtres d'école d'Athènes. Surtout ce sont les Macédoniens enrichis par le commerce et établis à Constantinople, Alexandrie, Odessa ou Marseille, dans tout le monde méditerranéen, qui de leur argent ont travaillé au réveil, à l'éclairage (c'est le mot courant) de leurs compatriotes » (5). Le goût de l'instruction est une des caractéristiques de la race grecque. Et c'est au sujet de la Macédoine du Sud qu'un observateur avisé a récemment répété que « les riches commerçants grecs, une fois leur fortune faite, s'intéressent singulièrement au progrès de l'instruction » et que « même émigré, le riche Grec se souvient des écoles de son pays, ou plutôt des villes qui n'ont pas d'écoles. De généreux subsides permettent à celles-ci de prospérer » (6). Fondées par des ressources privées, les écoles grecques fonctionnent et prospèrent unique-

(1) Livre bleu, *Turkey*, n° 3 (1889).

(2) Daskalarof, dans la *Velcherna Posta* du 1^{er} juillet 1904. Comp. le *Bulletin d'Orient* du 8 juillet 1904.

(3) *La Macédoine*, p. 183.

(4) Bérard, *La Turquie et l'hellénisme contemporain*, p. 197 ; *La Macédoine*, p. 179 et suiv.

(5) *La Turquie et l'hellénisme contemporain*, p. 320.

(6) Gabriel d'Azambuja, *Le conflit des races en Macédoine d'après une observation monographique* (extrait de la *Science sociale*, février 1904), p. 54-55.

(1) Maurice Gardolphe, *La Crise macédonienne*, enquête dans les vilayets insurgés (septembre-décembre 1903), Paris, 1904, Perrin, p. 120-121.

(2) Stanford, *Carte ethnologique de la Turquie d'Europe*.

(3) Cette carte, dressée au 1/400.000, a été gravée et imprimée par la maison Erhard Frères, 35 bis, rue Denfert-Rochereau, à Paris.

ment grâce à la sollicitude et le libre concours des familles grecques. « Ce sont les pères de famille qui, d'accord avec les bienfaiteurs de l'école, élisent les instituteurs » (1). Ce sont les enfants de ces mêmes familles qui constituent la clientèle de ces établissements. En l'absence de bourses et de subsides étrangers, les écoles grecques ne peuvent pas comprendre des élèves venus de loin. Elles ne peuvent pas non plus constituer en pays non grecs des centres helléniques artificiels. D'où cette conclusion importante qu'autour de toute école grecque existe une population hellénique proportionnée au nombre des élèves.

Les différences qui viennent d'être relevées entre les diverses écoles chrétiennes de Macédoine ne sont pas seulement intéressantes au point de vue ethnologique, elles le sont encore au point de vue sociologique.

Le fonctionnement artificiel des écoles bulgares, serbes et roumaines a pour effet de créer un véritable prolétariat intellectuel. Les élèves qui en sortent, après avoir été instruits, grâce à des bourses et à des subsides, sont des déclassés qui ne trouvent pas des moyens d'existence en Macédoine : il leur faut aller vivre dans le pays qui en a fait ses clients. Dans les écoles grecques, au contraire, où le recrutement est libre et les aptitudes spontanées, seuls les jeunes gens aisés et ceux qui se sentent véritablement capables de faire des études supérieures deviennent bacheliers. Et lorsqu'après des études poursuivies en France, en Autriche et surtout à Athènes, ils ont acquis un diplôme universitaire, ils reviennent en Macédoine où ils ne rencontrent que peu de rivaux. C'est ce qui explique comment, dans les districts du Centre, sur 86 médecins, 82 sont grecs et 4 bulgares et sur 33 avocats, 30 sont grecs et 3 bulgares.

Il est impossible de n'être pas frappé de cette supériorité scolaire de la race grecque. Elle dénote une valeur et une activité intellectuelles que les races concurrentes sont loin de posséder au même degré. Envisagée comme arme de combat dans la lutte des nationalités en Macédoine, elle augure bien de l'avenir de l'Hellénisme, et, dans les circonstances présentes, elle fournit au monde civilisé un consolant exemple de ce que peuvent l'intelligence et la raison contre la force et la brutalité.

Le Mouvement annexionniste crétois

Le peuple crétois semble de plus en plus fermement résolu à en finir avec une situation qui, pendant bientôt huit ans, a contrarié ses aspirations nationales les plus légitimes et dont le caractère transitoire a, au plus grand détriment matériel d'un pays déjà si cruellement éprouvé, retardé le progrès qui devait assurer son entier affranchissement.

Aussi longtemps qu'on n'avait affaire qu'aux manifestants de Thérissos, on pouvait espérer que la déclaration des puissances concernant l'adoption de leur part des mesures administratives et financières à elles vainement soumises par le Haut-Commissaire dès l'année 1900, pût ramener une période d'accalmie. Mais ce bon vouloir des puissances semble à l'heure qu'il est, plutôt tardif. Les événements se sont précipités, et, notamment depuis l'entrée en scène de M. Sphakianakis, le grand patriote qui, en se joignant à M. Venizelos et à ses amis, a vaincu les hésitations des esprits les plus modérés, la Crète tout entière, entraînée dans le mouvement, réclame son union à la Grèce.

Aujourd'hui, on ne peut plus se dissimuler que la volonté des Crétois d'y aboutir est de plus en plus marquée. Et l'on craint à tout instant une catastrophe qui pourrait forcer la Grèce à prendre position — quelque pacifiques que soient à cet égard les intentions du gouvernement hellénique.

(1) G. d'Azambuja, *op. cit.*, p. 74.

En effet répondant à une interpellation (21 avril) de M. Dragoumis, député de l'Attique, M. Delyannis, président du conseil, a déclaré que des personnages politiques crétois demandèrent l'appui du gouvernement pour obtenir l'union et transformer le régime intérieur actuel ; il leur répondit que l'union était un désir panhellénique connu et commun à tous les Grecs, mais qu'il estimait qu'il était inutile de faire une nouvelle manifestation à ce sujet et qu'il refusait catégoriquement d'appuyer ou d'encourager toute action ayant pour but de modifier le régime intérieur, de pareils procédés tendant à l'annulation des décisions des puissances. Il leur répéta qu'il ne pouvait pas coopérer au changement de l'état de choses que réglèrent les puissances bienfaitrices de l'île.

M. Delyannis estime que si les lois de la Constitution de la Crète renferment certaines dispositions reconnues nuisibles, on pourrait facilement les modifier par voie légale ; il suffirait que la Chambre crétoise légale proposât les modifications, et il y a lieu d'espérer qu'elles seraient sanctionnées ; mais il faut éviter également les coups d'Etat toujours pernicieux. Conséquemment, il est préférable que la Crète traverse normalement la période transitoire de l'autonomie, en attendant la fin du délai qui lui permettra de réaliser les vœux ardents de l'hellénisme, ce que nous souhaitons aussi, ajoute le ministre, dans le temps le plus court.

La troisième session de l'Assemblée crétoise a adopté, le 20 avril, l'ordre du jour suivant :

Au nom de Dieu tout-puissant, l'Assemblée crétoise, réunie en séance régulière, exprimant avec fidélité le vœu ardent longtemps nourri et la ferme décision de tout le peuple crétois dont de puissants Etats européens ont reconnu les droits, proclame l'union de la Crète avec sa mère la Grèce afin qu'elle en fasse à jamais partie sous le sceptre constitutionnel de Georges, roi des Hellènes ; et prie le prince, dans lequel les représentants de l'île expriment une confiance absolue, de transmettre cet ordre du jour aux gouvernements des quatre grandes puissances protectrices.

Le président de la Chambre a soumis ensuite immédiatement au prince l'ordre du jour en question.

Cependant, à la suite de la conférence de Rome, les représentants ont fait connaître le 23 courant au Haut-Commissaire, la réponse des quatre puissances, au décret de l'Assemblée proclamant l'Union. Elles déclarent qu'il est impossible dans les conditions présentes de modifier le statu quo politique de l'île et, pour unique remède à la situation actuelle, elles font allusion aux réformes dont elles ont antérieurement reconnu l'utilité.

Cette réponse communiquée à l'Assemblée a soulevé de vives protestations et a amené les représentants du peuple à s'entendre avec les manifestants de Thérissos, qui ont résolu de ne pas désarmer tant que les puissances continueront à contrarier ainsi les vœux du peuple crétois.

Ils ont déclaré, d'autre part, qu'aussitôt l'annexion reconnue, le gouvernement provisoire abandonnerait le pouvoir qu'il a assumé dans l'intérêt de la population.

Depuis que l'annexion à la Grèce a été votée par l'Assemblée législative, les droits de douane sont perçus au port de Rethymo au nom du roi des Hellènes. Le drapeau grec a été arboré partout, malgré la présence des troupes internationales. Celles-ci ayant voulu s'y opposer, à Rethymo, le colonel Horbanovitch, commandant le détachement russe, a donné contre-ordre et autorisé le déploiement des couleurs helléniques en déclarant qu'il ne se reconnaissait pas le droit d'aller à l'encontre des décisions annexionnistes de la Chambre crétoise.

Au contraire, les consuls des puissances protec-

trices ont présenté au gouvernement une note le priant de faire enlever le pavillon grec arboré sur les bâtiments et de le remplacer par le drapeau crétois, sinon les troupes internationales recevront l'ordre d'effectuer elles-mêmes la substitution.

En effet, le lendemain, les détachements étrangers remplaçaient par le pavillon crétois le drapeau grec, tant à La Canée qu'à Candie.

A la suite de cette mesure, une grande réunion a eu lieu dans l'après-midi, dans le square public de La Canée.

Le député Papayamakis a engagé ses auditeurs à organiser une démonstration qui se rendrait auprès des consuls étrangers pour leur faire connaître les revendications crétoises.

La foule, obéissant à cette suggestion, a visité différents consulats ; ensuite les manifestants, précédés du drapeau grec, sont retournés au square où une résolution demandant à la Chambre des députés de coopérer avec le comité de Thérissos à la cause de la mère patrie a été adoptée.

Les organisateurs de la réunion adressent aux principaux organes de la presse européenne l'appel que voici :

Ce jourd'hui le peuple crétois, blessé dans ses sentiments les plus sacrés par l'abaissement du drapeau hellénique par les troupes internationales, fait appel à une manifestation solennelle envers les nations libérales et la presse d'Europe, en les suppliant de plaider en sa faveur auprès des grandes puissances, pour l'accomplissement de ses droits légitimes et séculaires.

L'AFFAIRE DE ZAGORITCHANI

Tant que les Hellènes Macédoniens se laissaient massacrer par les Bulgares, les amis de ces derniers se contentaient de taxer les victimes de trahison, ajoutant d'ailleurs que, pour se laisser faire ainsi, l'élément grec de Macédoine se trouvait dans une incontestable infériorité numérique. Aujourd'hui, que nos compatriotes, las des vaines promesses turques et européennes ont pris les armes pour se défendre, on les qualifie simplement de boureaux.

Nous ne nous lasserons pas de le répéter : les Grecs ne tuent pas pour affaiblir leurs adversaires, pas même pour user de représailles, mais uniquement pour se défendre, ce dont ils ont le droit et même le devoir.

Certes, dans cette guerre que les Bulgares leur ont déclarée et que les Grecs ont dû fatalement accepter, il peut se faire que des violences répondent à des violences, mais de cela, les Bulgares n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. C'est ce qui s'est passé dans l'affaire de Zagoritchani.

Voici la version exacte, telle qu'elle est confirmée par les rapports des agents civils et des autorités turques.

Zagoritchani, village du district de Castoria, était devenu un véritable repaire de bandes bulgares, opérant dans la région de Castoria, dont l'élément hellène a été longtemps et si cruellement éprouvé. Les comitadjis y avaient concentré une grande quantité d'armes et de munitions et la place passait pour être inexpugnable.

Dernièrement, leurs méfaits avaient mis le comble à l'exaspération des Grecs. Outre les innombrables meurtres commis sur des Hellènes, les comitadjis avaient, dans un intervalle de trois semaines, complètement détruit les trois couvents grecs de la région : celui de Saint-Nicolas, à Sliveni et ceux de Tseriloyon et de Zigovitsa.

Là-dessus, il se forma une forte bande gréco-macédonienne qui résolut de mettre fin à cet état de choses, en frappant un grand coup. Le 7 avril, à l'aube, elle cerna le village, défendu par les comitadjis, et, après une lutte acharnée s'en empara. 80 Bulgares furent tués, 40 capturés. Parmi

les Grecs, il y eut aussi un certain nombre de victimes.

« Le chiffre élevé, dit une dépêche Havas (27 avril), des pertes dans cette rencontre, provient surtout de l'explosion d'un dépôt de munitions que les Bulgares avaient caché dans le village ».

Et la dépêche ajoute que, l'agitation des Bulgares et leur ressentiment contre les Grecs ont surtout pour cause la résistance armée que les Macédoniens patriarhistes (les Grecs) opposent, pour la première fois depuis quelque temps, aux bandes qui, agissant sous la direction des comités bulgares, dont le plan est la bulgarisation de la Macédoine, forcent les Macédoniens à se soumettre à l'Exarchat.

Naturellement, indignation générale en Bulgarie. A Sofia, à Philippopolis, à Bourgas, à Stenimacho, Zirnovo, Borisograd, Helena, Tatar-Pazartzig, dans toutes les villes de Bulgarie où résident des Hellènes, meetings de protestations, menaces et violences.

C'est à Philippopolis que le mouvement anti-hellénique s'est particulièrement distingué par sa violence. Plus de 2.000 personnes s'étaient rassemblées place Boris, pour entendre les discours enflammés des orateurs bulgares. Durant trois quarts d'heure on pérorait. Après quoi, deux cents individus qui s'étaient armés, de gourdins, qui, de coutelas et même de haches, parcoururent les rues, vociférant et proférant des menaces contre les Grecs. Impunément, sous les yeux bienveillants de la police, ils assaillirent : l'établissement « Tserven Rak », des frères Dodoxopoulou et Zournidès, dont ils détruisirent le matériel ; le café « Acropolis », tenu par un Hellène ; l'hôtel Métropole, dont la clientèle est grecque principalement, et qu'ils saccagèrent ; le pensionnat grec, dont ils détruisirent le mobilier et brisèrent les vitres ; ils firent encore irruption dans les bureaux du journal grec *Eidissis tou Aemou*, qu'ils mirent à sac.

Des familles grecques furent molestées ; dans les rues, des Grecs furent attaqués et blessés. Durant trois heures, la terreur régna dans la ville. Sur les énergiques protestations de notre consul, la police, vers le tard, se décida enfin à arrêter le mouvement renforcé par un escadron de cavalerie, elle dispersa les manifestants. Mais les dégâts commis par ceux-ci sont considérables.

LES DERNIERS CRIMES BULGARES

Le chef de bande Tané Stoitsouf, ayant envahi le village grec de Gornitsovon (Florina), a fait comparaître devant lui les quatre prêtres de l'endroit, dont l'un Papa-Stoitsis, est centenaire, et leur a ordonné, sous peine de mort, de lui apporter tous les livres religieux. Ces ouvrages une fois réunis, Stoitsouf y mit le feu, non sans avoir préalablement enlevé les reliures en argent des évangiles. Il ordonna ensuite aux prêtres d'officier en bulgare et leur annonça qu'il enverrait un instituteur bulgare pour leur enseigner cette langue ; enfin il est entré dans le presbytère et, ayant fait enlever le portrait du patriarche œcuménique, il l'a remplacé par celui de l'exarque.

Le 22 mars courant une forte bande bulgare a envahi le couvent de Saint-Nicolas-de-Sliveni, sis à deux heures de Castoria. L'attaque eut lieu dans la nuit du 21 mars par les bandes réunies de Mitro Vlachou et Nicolas de Dobrolisti. Il y eut d'abord pillage : tous les vases sacrés, les icônes et les objets précieux, furent enlevés. Les Bulgares se sont ensuite saisis du supérieur, l'archimandrite Anthimos et, après l'avoir martyrisé pour le forcer à indiquer la cachette du couvent, ils se sont acharnés à coups de bayonnette sur son corps, sur

lequel on a compté jusqu'à 75 blessures. Les orbites des yeux ont été vidées, la bouche fut remplie d'excréments et l'oreille coupée en signe de victoire. Le frère Damianos fut mutilé de même.

Le couvent fut pillé et incendié ; il est complètement détruit.

Le 3 avril, dans le faubourg Bair de la ville de Monastir des Bulgares ont attaqué deux jeunes Grecs : ils leur reprochaient de les avoir salués en grec. L'un d'eux, frappé de trois coups de couteau, est resté mort sur place ; l'autre a été grièvement blessé.

Mais le comité s'en prend même aux Bulgares ; en effet, le 7 avril dans la soirée une tentative d'assassinat a eu lieu sur un hôtelier bulgare qui ne payait pas régulièrement leurs gages à des organes du comité employés chez lui. Et le lendemain, c'était le Bulgare Naoum Christof des environs de Florina qui était attaqué pour avoir mécontenté certains membres du comité.

Quatre Grecs du village de Savjak, situé à peu de distance de Demir-Hissar, étaient allés faire du charbon dans un bois, près de Topolnitsa, sur la route de Demir-Hissar à Pétritsi. Ils rentraient chez eux, quand, dans la nuit du 4 au 5 avril, ils furent attaqués. Trois villageois ont disparu ainsi qu'un mulet. Le quatrième paysan, qui put s'échapper et rentrer au village, prétend que les agresseurs sont des Albanais ; mais tout semble prouver que ce sont des partisans bulgares. A l'appui de la seconde hypothèse on peut noter la disparition des trois villageois, la situation du village de Savjak, très patriarhiste, que le comité cherche depuis longtemps à terroriser, le refus des paysans de dire le nom des disparus par crainte de représailles : on connaît seulement le nom de l'un d'entre eux, Jean Keradjis, âgé de 20 ans, fils d'un des principaux notables du village.

Les autorités n'ont encore rien fait pour retrouver les coupables. D'autre part, si on remarque que des hommes ont risqué leur vie et perdu trois jours pour gagner chacun environ 10 piastres, on se fera une idée de la misère où les événements actuels ont plongé les villages grecs, autrefois si prospères dans ces régions.

Le 24 mars quatre partisans du comité, ayant pillé un moulin, situé près l'Efkaron, pénétrèrent dans ce village pour y passer la nuit ; ils s'étaient cachés dans une maison inhabitée. Les autorités, avisées de leur présence, leur donnèrent la chasse et parvinrent à tuer l'un d'eux ; celui-ci fut reconnu pour être un Bulgare originaire du village de Kourokoulo.

Des agents du comité ont envahi l'église grecque de Prisenid ; après avoir vidé le tronc des pauvres, ils firent main basse sur les vases sacrés et autres objets de prix.

Les consuls de Russie et d'Autriche-Hongrie, avisés du fait, ont fait des démarches pour l'envoi d'un détachement chargé de garder l'église pillée.

Dans le village de Dren (caza de Perlépe), l'armée a attaqué une bande bulgare de six hommes qui escortaient un convoi d'armes et de munitions. Trois partisans ont été tués ; les Bulgares ont abandonné 12 fusils Mannlicher, 1 Mauser, 1 Martini, 2 Gras, une bombe, plusieurs milliers de cartouches Mannlicher ainsi que deux sacs qui contiennent des documents et des médicaments.

D'autre part, entre Vladovo et Messiméri, le 6 avril, a eu lieu une rencontre entre une bande gréco-macédonienne et une bande bulgare. Deux compagnies de l'armée turque ont été envoyées sur les lieux. Elles n'ont cependant pas pu joindre les

combattants. On a trouvé huit cadavres de Bulgares sur le lieu du combat.

Dans la nuit du 15 avril on a placé des blocs de pierre sur la ligne du chemin de fer entre Mustapha-Pacha et Andrinople. Il a fallu arrêter le train près de Mustapha-Pacha pour débayer la voie. On a trouvé le gardien ligoté et étranglé dans sa cabine.

Salonique, 10 avril, 8 h. 30.

La situation devient de plus en plus troublée ; les rencontres entre bandes exarchistes et les troupes turques sont presque quotidiennes ; Grecs et Turcs s'entretuent.

On annonce comme prochain le départ de l'inspecteur Hilmi pacha pour Uskub. Il va, dit-on, organiser dans ce vilayet le nouveau système de perception des dîmes.

M. de Muller, agent civil autrichien, va prendre un long congé. On dit qu'il souhaiterait ne plus revenir en Macédoine. Il laisserait même entendre qu'il en faudra venir à placer cette contrée sous un contrôle européen.

(Le Temps.)

REVUE DE LA PRESSE

LE VOTE DU PARLEMENT CRÉTOIS

Le *Temps* du 22 avril publie l'article de fond suivant :

L'Assemblée crétoise a inauguré hier sa troisième session par un coup d'éclat. Après avoir entendu le discours du prince Georges, plein de conseils modérés et apaisants, elle a voté un ordre du jour proclamant « l'union de la Crète avec sa mère la Grèce afin qu'elle en fasse à jamais partie sous le sceptre constitutionnel de Georges, roi des Hellènes ». Après quoi les députés ont prêté serment à la Constitution hellénique. Si les puissances s'étaient flattées d'éviter cet événement, les voilà déçues.

Depuis des mois, on peut lire dans les journaux qu'inspirent les chancelleries européennes que la campagne d'union menée en Crète est purement artificielle ; qu'elle a été surtout un moyen de soustraire l'île à la domination turque ; que depuis l'autonomie, cette campagne avait perdu son meilleur argument. Le vote d'hier oppose à cette thèse officielle une réponse qui se passe de commentaires. Mais il aurait suffi, pour ne s'y point aventurer, de jeter un regard sur l'histoire de la Crète et d'y apprendre que, suivant l'excellente formule de son plus récent historien, M. Victor Bérard, « si les Grecs, toujours, ont compté sur la Crète, toujours la Crète s'est appuyée sur les Grecs, que toutes les insurrections crétoises ont reçu du secours d'Athènes et que toutes se sont couvertes du drapeau hellénique ».

Remontez au début du dix-neuvième siècle : en 1822, les Crétois envoient des représentants à la Chambre panhellénique, et le serment civique est ainsi conçu : « Nous jurons devant Dieu et devant les hommes d'être fidèles à la patrie, d'observer la loi qu'a décrétée l'Assemblée d'Epidaure et d'obéir au gouvernement légal de la Grèce. » En droit et en fait, ils font partie de l'Etat naissant et, d'un mouvement spontané, ils ont voulu se rattacher à lui.

Sept ans se passent. Nous sommes en 1830 et la diplomatie européenne, qui professe encore sur le droit qu'ont les peuples de s'appartenir à eux-mêmes les doctrines de la Sainte-Alliance, remet la Crète à l'Égypte. Aussitôt une protestation unanime s'élève et on réclame l'union immuable et éternelle « avec les Hellènes, avec lesquels les

Crétois ont combattu avec lesquels ils forment aujourd'hui encore une seule nation, dont ils ne se sépareront jamais ». En 1856, en 1866, en 1878, en 1889, même vœu chaque jour plus vibrant, même rappel de la lutte commune menée avec les Grecs en 1821, de l'arrêt des puissances qui, malgré cette communauté de lutte, a réduit les Crétois « à traîner le cœur brisé leur existence tantôt sous la souveraineté du pacha d'Égypte, tantôt sous celle de S. M. le sultan » ; même aspiration à l'unité nationale, « unanime et inimitable désir ». Et ne sait-on pas au surplus que chaque insurrection crétoise devient en Grèce l'occasion d'un mouvement populaire ?

Les chancelleries, qui veulent aujourd'hui ne point voir et ne point entendre, n'ont pas toujours pensé de même. Et c'est le prince Gortschakow qui, le 4 mars 1867, écrivait : « Candie a des droits qui datent de la lutte pour l'indépendance grecque. Ils ont été méconnus dans le temps par l'Europe... » A cette époque, c'est l'Angleterre et la France qui refusaient d'entendre ces conseils. Il semble maintenant que toutes les puissances soient unanimes et que l'avis adopté par elles ne soit pas celui du prince Gortschakow. Elles ont, il est vrai, un argument qui lui manquait : c'est qu'elles ont donné à l'île l'autonomie et mis fin au despotisme turc. Mais n'est-ce point là un argument à deux tranchants ? Et l'autonomie ne put-elle pas, à bon droit, être tenue par les Crétois comme la préface de l'union ?

Sans doute, à l'heure présente, le gouvernement grec et une partie de l'opinion craignent que des incidents violents en Crète ne compromettent l'avenir de l'union ; on redoute surtout qu'un succès de l'hellénisme en Crète ne vienne augmenter les prétentions slaves en Macédoine. Depuis 1889 cette tendance est particulièrement visible. Et si en 1897 la Grèce est intervenue, brièvement d'ailleurs et sans ardeur, dans l'affaire crétoise, on a pu dire que la politique personnelle du roi et de la famille royale eurent plus de part à cette intervention que l'opinion gouvernementale. Cette fois encore, M. Delyanni est visiblement partisan, comme dans ses précédents ministères, de la patience. Mais c'est la Crète qui s'impatiente. Et voilà donc bon gré mal gré les puissances forcées d'étudier la question que, depuis si longtemps, elles s'obstinaient à ajourner.

Il est certain que dans l'ordre administratif, des réformes sont nécessaires et que le prince Georges a besoin d'être encouragé et guidé dans cette voie. Il n'en est pas moins vrai que toute l'histoire de l'île aboutit à la conclusion que le Parlement crétois inscrivait hier dans son vote. Et l'avis qu'exprimait en 1866 la chancellerie russe est toujours vrai : « Si les puissances veulent sortir des expédients et des palliatifs qui jusqu'ici n'ont fait que grever l'avenir des difficultés du présent, nous ne voyons qu'une issue possible, c'est l'annexion de Candie au royaume de Grèce. »

LA GRÈCE ET LA CRÈTE

De M. Eugène Lautier, dans le *Figaro* du 24 avril :

Il y a quelques jours, l'Assemblée crétoise — inaugurant sa troisième session — adoptait un vœu pour la réunion de la Crète « à sa mère » la Grèce. Ce vœu résume toutes les manifestations qui ont eu lieu en Crète, le mois dernier. Il en est la conséquence naturelle et la forme réfléchie. Depuis ce vote, un membre de la Chambre des députés d'Athènes a interrogé M. Delyannis, le chef du gouvernement hellénique.

M. Delyannis a répondu par un discours tout à la fois patriote et talmant. Il a dit que « l'union était un désir connu et commun à tous les Grecs, mais qu'il ne lui semblait pas utile de faire une manifestation nouvelle à ce sujet. » M. Delyannis ne pouvait ni dire autre chose, ni prendre une

autre attitude. Ce n'est pas son rôle, en effet, de jeter de l'huile sur le feu, et de mécontenter les puissances. Et ce n'est pas le moment de provoquer la Turquie, lorsque la Russie est si fort occupée pour son propre compte.

Je vois, comme tout le monde le voit, le caractère obligatoire du langage de M. Delyannis ; je tiens néanmoins ce langage pour très sincère. On ne peut oublier qu'en ce qui touche spécialement la question de la Crète, M. Delyannis a montré naguère une prudence avisée et donné des conseils que l'on n'a pas tous suivis. Enfin, le chef du gouvernement hellénique doit redouter à coup sûr que toute démarche imprudente ne retarde la réalisation des vœux communs à la Crète et à la Grèce.

L'union de la Crète « à sa mère » paraît inévitable parce qu'elle est dans l'ordre des choses et que les Crétois la veulent fortement. Il est certain que les puissances la croyaient encore très lointaine ; mais les événements ont marché. Soit sous la forme de vœux adoptés par l'Assemblée crétoise, soit par l'agitation insurrectionnelle, la Crète rappellera désormais de temps en temps à l'Europe qu'elle existe. Il faudra bien finir par l'entendre. D'ailleurs, le régime actuel d'autonomie, sous l'autorité du prince Georges de Grèce, n'est-il pas, de façon très visible, un régime provisoire et une transition encourageante pour les espérances helléniques ?

Seulement, l'heure n'est pas trop favorable, et la Grèce n'a pas toutes ses ambitions en Crète. Elle en a aussi en Macédoine ; et elle pourrait compromettre ceci si elle essaye d'acquiescer trop tôt cela. Qu'advient-il si des mouvements dans les populations slaves de la Turquie répondaient à la réunion brusquée de la Crète à la Grèce ? Comment l'Europe interviendrait-elle ? Et qui donc en Europe, présentement, reste en dispositions morales et matérielles pour intervenir ? Il saute aux yeux que l'Autriche-Hongrie est, pour ainsi dire, à pied d'œuvre, et qu'elle y est seule. Ce qu'elle pourrait faire ou tenter là-bas, dans sa poussée vers Salonique, n'a rien de bien agréable en perspective pour les Grecs ni pour les autres. Il est même bien fâcheux pour l'Autriche-Hongrie que son alliée l'Allemagne soit tellement l'amie de l'empire ottoman qu'elle ne lui donne pas, en ce moment la permission de marcher. Mais cette circonstance, un peu dérisoire, du point de vue de la Triple Alliance, est heureuse pour la paix.

LES CRIMES BULGARES

Le *Matin* du 18 avril publie une lettre de Salonique sur les crimes, de plus en plus nombreux, commis par les comitatdjis :

Il devient de plus en plus manifeste que l'*Organisation intérieure macédonienne* a juré de rendre impossibles toutes les réformes qu'elle a été la première à réclamer à cor et à cris au monde civilisé, et qui ont été imposées à la Sublime Porte par l'accord austro-russe de Muerztteg.

Les comités bulgares se soucient fort peu d'obtenir pour la Macédoine une administration plus régulière, plus équitable, plus humaine. Ce n'est ni l'ordre, ni le progrès, ni la justice qu'ils tendent à organiser, mais le désordre, l'anarchie, la terreur.

L'Europe, lasse un jour d'intervenir vainement en toutes circonstances, ne laissera-t-elle pas échapper des lèvres de ses diplomates cette sentence de découragement : « Eh bien ! soit, que la Roumélie soit libre désormais, puisque la Turquie est impuissante à la pacifier et à la rendre heureuse ! » Mais, pour que les trois provinces libérées du joug ottoman tombent dans les serres des Bulgares, il importe, n'est-ce pas, de faire tomber des centaines et des centaines de têtes grecques, et turques. Il importe que tous les chrétiens tremblent et se soumettent. Il faut que les villes et les villages se proclament hautement exarchistes. L'hellénisme ne sera plus qu'un souvenir, une vieille

chanson. C'est le Bulgare qui régnera jusqu'à Salonique. Descendre jusqu'à la mer Bleue, prendre rang parmi les puissances méditerranéennes, réaliser ce que n'a jamais pu le grand colosse du Nord, quel rêve, quel triomphe et quelle gloire !

Je vous ai donné, dans mes précédentes correspondances, une série de meurtres et d'attentats commis par les Bulgares, qui fêtaient ainsi le retour du printemps. Ce n'était qu'un pâle essai, une manière de répétition générale. Maintenant, nous sommes en pleine action. Les poignards et les bombes, qui avaient étudié consciencieusement leur rôle pendant les neiges et les frimas, jouent le premier acte de la pièce nouvelle avec une maîtrise qui recueillera sans nul doute les applaudissements enthousiastes des turcophobes des deux hémisphères, assoiffés d'idéal.

Les chefs de l'*Organisation intérieure* des districts de Melnick, Petritch et Djuma-Bala, entre autres Parthénief et Zandanski, ont été appelés en Bulgarie, pour y donner leur avis et recevoir des ordres touchant le plan de campagne qui doit être réalisé cette année. Tous les comités se sont concertés en vue de frapper de grands coups ; de nombreuses bandes, fortement armées à Sofia et solidement constituées avec des cadres expérimentés, par les soins du général Tchontcheff, se préparent à franchir la frontière. Déjà deux cents partisans ont pénétré en territoire turc. Trois capitaines de l'armée du prince commanderont une troupe de cent vingt hommes. D'autre part, trois autres bandes très importantes, commandées par les chefs Yankoff, Devitko et Peltéki, ont fait leur apparition dans le caza de Djuma-Bala. Elles se dirigent à marche rapide vers l'intérieur du pays. Une quatrième a été signalée à Karchi-Yaka, dans le district de Petritch, ayant à sa tête, le fameux capitaine Stoyanoff, qui avait pris une part active, il y a trois ans, à l'insurrection de Kresna. Elle menaçait Salonique. Ainsi toutes les forces de l'*Organisation intérieure* vont être mises en mouvement, sous les yeux des agents civils et des officiers européens qui sont venus ici pour soulager les misères de cette pauvre Macédoine.

Suit la nomenclature des crimes qu'accompagnent deux photographies des victimes du drame de Syri.

LA FRANCE AU LEVANT

Dans l'*Aurore* du 30 avril, M. M. Paillares publie les résultats d'une enquête qu'il a faite à Smyrne, sur le mouvement scolaire, et termine par cette conclusion :

Il ressort de ces tableaux que les Grecs, à Smyrne, sont supérieurs par le nombre seulement à tous les autres chrétiens, mais encore aux Turcs proprement dits. A eux seuls, ils constituent la moitié de la ville. Sans compter qu'ils prétendent former un bloc bien plus important encore : ils atteindraient, à les en croire, le chiffre de cent cinquante mille.

J'ajoute, tout de suite, que l'enquête la plus superficielle indique nettement qu'ils sont aussi, et de beaucoup, les plus influents, les plus riches, les plus instruits, les plus intelligents et... les plus Français. Ils sont les plus Français, par l'esprit, par le cœur, par les goûts, par les tendances. Si l'on aime la France, à Smyrne, si l'on y pavoise, si l'on y chante, si l'on y danse, si l'on y acclame la République au 14 juillet, c'est aux Grecs qu'on le doit. L'hellénisme y est le plus puissant véhicule de nos idées, de toutes nos idées.

Nos consuls ont-ils su apprécier cette force ? Ont-ils su la canaliser, suivant ses propres désirs, au profit de la politique française ? C'est ce que nous examinerons dans la suite.

Le Gérant : L. ESPARVIER.

Levallois-Perret. — Imprimerie WELLOFF et ROCHE 55, rue Fromont.

L'Hellénisme

ORGANE MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ "L'HELLENISMOS"

ABONNEMENTS :

France. UN AN 6 FR.
Union Postale — 8 FR.

DIRECTION A PARIS

42, Rue de Grenelle (7^e Arrondis.)

Le bureau de L'HELLENISME

est ouvert les Lundi, Mercredi et Vendredi
de 10 heures à midi.

SOMMAIRE

Une solution possible.
Le Congrès d'Archéologie et la question du Parthénon, par M. H.-A. VASNIER.
Le dernier Blue Book. — I.
M. Steeg, ex-consul de France à Salonique, et les Bulgares.
La question macédonienne à l'Université d'Oxford (Conférence de M. A. ANDREADÈS).
La Roumanie et la Porte.
Protestation des Thraces contre les crimes bulgares.
La question crétoise (à la Chambre crétoise; à la Chambre grecque; à la Chambre italienne).
Un Sauveur et son Système, par M. MICHEL KEBEDGY.
L'Enseignement du français à Smyrne (En rapport avec les différents groupes de la population depuis les Capitulations jusqu'à nos jours), par M. J. DELAROCHE, professeur à l'Alliance française. — I.
Bulgares de Macédoine et Grecs de Bulgarie (lettres de Varna et de Philippoli).
Nouvelles (en Macédoine, l'Italie et l'Autriche dans les Balkans. — Drang Nach Osten. — La reine d'Angleterre à Athènes. — Rapprochement turco-bulgare. — Le budget grec — La Conférence Alfred Croiset.
Les derniers crimes bulgares (Les bandes grecques, serbes bulgares).
Bibliographie (le Bluff macédonien; la Macédoine et sa population chrétienne; Macédonia; la Vérité sur la question macédonienne).
Revue de la Presse (Une protestation des étudiants Serbes et Grecs de Genève; la Tribune de Genève; Une lettre de M. le Ministre de Grèce à Paris; Le Temps; Statistiques macédoniennes; La Lanterne; La Mission française en Macédoine; Nouvelle Revue; La question Crétoise; la France au Levant, etc.

CENSURE BULGARE

Nous lisons dans Le Temps du 30 mai :

Le gouvernement bulgare a interdit à tous les journaux grecs ainsi qu'aux journaux suivants : Bulletin d'Orient d'Athènes, le Messenger d'Athènes, l'Hellénisme de Paris, l'Entrée en Bulgarie, et donne pour motif de cette interdiction que ces journaux dénaturent systématiquement les nouvelles qu'ils donnent de Bulgarie ou de Macédoine, si bien qu'on peut craindre que ce procédé n'irrite la population grecque de Bulgarie contre la population bulgare.

Il est piquant de constater que la principauté bulgare, affranchie depuis un quart de siècle de la domination ottomane, et dotée d'une constitution et d'un gouvernement qui se proclame libéral, use, à l'égard des organes de la presse grecque, des procédés habituellement mis en honneur par la censure du sultan. Or, jusqu'ici, notre organe tout au moins, n'a pas été interdit en Turquie, bien que nous ayons apporté à l'égard de l'administration ottomane la même sincérité d'appréciation que nous gardons vis-à-vis de la politique bulgare.

Décidément, les ministres du prince Ferdinand sont plus chatouilleux que ceux du Padischah.

Quant au motif de sécurité nationale invoqué par le gouvernement de Sofia, son invention est

visiblement des plus maladroites. En effet, bien que des stipulations formelles de la Convention de Berlin aient voulu garantir les Hellènes demeurés sur le territoire de la principauté contre tout arbitraire de la part des autorités bulgares, il n'est malheureusement que trop avéré qu'ils ont à souffrir de plus en plus de vexations, voire même de violences de toute nature, destinées à entraîner leur fusion dans la masse bulgare. Nous avons eu maintes occasions d'en parler, et nous ne pouvons que dire, plus loin, une correspondance où des faits de ce genre nous sont à nouveau signalés.

On ne saurait trop admirer la sollicitude dont le cabinet de Sofia fait montre à l'égard de ses pacifiques sujets, puisqu'il craint pour eux l'irritation de l'infime minorité hellène.

Mais c'est ailleurs qu'il faut chercher le motif véritable de la mesure rigoureuse prise à l'égard de la presse grecque : la Bulgarie tente évidemment de fortifier ses frontières contre l'invincible invasion de la vérité, et croit nous causer préjudice en nous mettant à l'index. Des procédés de ce genre ne sauraient nous étonner de la part d'une race qui a donné, en Macédoine, d'autres preuves de son énergie et de son nationalisme.

Une Solution Possible

Les nouvelles de Macédoine — assez contradictoires chaque fois qu'il s'agit d'établir les responsabilités dans les nombreux crimes qui s'y commettent et les représailles ou les mesures de défense qu'ils déterminent — s'accroissent toutes pour dépeindre la situation sous les couleurs les plus sombres. Elle va s'aggravant sans cesse : les haines de races — et non de religion, comme le prétendent certaines dépêches avec naïveté, à moins que ce ne soit intentionnellement — se sont envenimées au point que l'anarchie et la sourde guerre civile qu'elle a entraînée, menacent de prendre dans le pays le caractère d'un mal endémique. Bulgares, Turcs, Grecs, sans parler des bandes serbes qui, périodiquement font parler d'elles, s'entre-tuent sans que ni les officiers européens, ni MM. les agents civils, ni les représentants du pouvoir ottoman veuillent ou puissent réprimer ces violences.

Tout au contraire, il semble que certaine politique étrangère tend à exercer de plus en plus son action dissolvante, en introduisant dans le débat de nouveaux éléments de discordance entre les races rivales. Rien ne serait plus dangereux que de laisser se perpétuer cet état de choses en se reposant plus longtemps sur les belles promesses du programme de Muersztteg, dont l'opinion impartiale a,

d'ailleurs, par la voie d'orateurs autorisés, d'organes indépendants, dénoncé l'insuffisance et les funestes résultats.

Il y a à l'imbroglie macédonien, un autre remède que ceux qu'on nous a jusqu'ici recommandés. Ce remède il ne faut pas le chercher dans la formule : « la Macédoine aux Macédoniens », que certains mauvais plaisants s'efforcent d'accréditer uniquement parce que les Bulgares, trop peu sûrs de leurs forces pour souhaiter un départ entre les leurs et celles de leurs adversaires dans la Macédoine proprement dite — Salonique et Monastir — espèrent trouver dans un Etat autonome englobant la Vieille-Serbie, une majorité slave (bulgare-serbe) dont le bulgarisme se rendrait maître, après en avoir drainé les éléments vitaux.

Il y a, à l'imbroglie macédonien, envisagé à l'unique point de vue auquel on doit aujourd'hui se placer, celui des compositions des races rivales y intéressées — une solution ou, si l'on préfère, un commencement de solution plus claire et plus facilement réalisable : ce serait un recensement des diverses populations macédoniennes, mais un recensement au grand jour, un recensement rigoureusement exact, basé sur un examen sincère du sentiment national des Macédoniens, examen dûment contrôlé et entouré de toutes les garanties d'impartialité désirable et qui commencerait par évaluer les diverses forces ethniques, par établir les droits de chacun et de tous.

C'est ce que proposait l'autre jour le Temps (23 mai), dans son article de fond :

Personne ne sait, personne ne peut dire ce que représentent exactement, dans la concurrence présente et pour la conciliation future, ces Serbes, ces Roumains, ces Bulgares et ces Grecs, dont les revendications se croisent et se heurtent.

... Il faut faire pour la Macédoine ce qu'on a fait naguère pour la Roumélie orientale : c'est qu'une commission européenne d'enquête autonome, libre de ses mouvements et de ses décisions, au lieu d'être, comme les agents civils russe et autrichien, rivée à la personne et livrée à l'influence de Hilmi pacha, doit aller sur place contrôler les prétentions rivales, établir ce que l'on pourrait appeler le cadastre ethnique de la Macédoine. Ce travail n'empêche pas de continuer celui dont le plan a été tracé à Muersztteg et complété depuis le début de l'année. Et l'un et l'autre gagneront à être menés de front. Mais l'enquête sur les races est le seul moyen d'arriver à un résultat et de mettre fin à une confusion dont la Turquie, habile à se créer en Europe des appuis officieux et rompue à toutes les feintes de l'escrime diplomatique, est seule à tirer un réel bénéfice.

On ne saurait mieux dire ni mieux chercher à apporter de la bonne foi et mettre un peu de limpidité dans un débat que l'on n'a pas tou-

jours, et de tous côtés, voulu diriger vers la clarté.

L'idée que le *Temps* a lancée ne peut qu'être favorablement accueillie par tous ceux qui ne cherchent pas à travestir la vérité. C'est l'idée de tous les esprits qu'aucun parti pris, qu'aucune arrière-pensée n'animent. M. Michel Paillarès, qui, dans son enquête sur la question macédonienne, ne s'est pas contenté d'aller se documenter auprès de certains consuls, mais a poussé ses investigations jusque dans les villages, interrogeant directement les habitants sur les besoins qu'ils ressentent, les griefs qu'ils ont à formuler et les aspirations nationales qu'ils nourrissent, sachant dès lors admirablement combien la question de nationalités est difficile à résoudre autrement que par une enquête sur place, proposait lui aussi, dans la *Lanterne* du 14 mai, une consultation ethnique des populations macédoniennes.

Un plébiscite, dit-il, seul auquel présiderait une commission européenne impartiale et désintéressée pourrait se prononcer sur la valeur des statistiques macédoniennes qui ont été dressées jusqu'ici par les Turcs, les Bulgares, les Grecs, les Roumains, les Serbes, etc. Le conflit des races et des ambitions est si violent sur les rives du Vardar, que certaines propagandes, mettant astucieusement à profit le désordre administratif qui écarte tout contrôle sincère et tout démenti autorisé, en arrivent à forger, de toutes pièces, sans aucun scrupule de conscience, de formidables colonnes de chiffres, pour imposer à l'Europe une croyance dogmatique en leur supériorité numérique. Qui se chargera d'aller vérifier de village en village le sentiment intime de chaque habitant?

Nous autres Hellènes ne demandons pas autre chose.

Nous ne demandons que ce plébiscite.

Sans doute, rien n'est moins assuré que l'acquiescement à ce projet de certaines puissances que la folle et criminelle politique bulgare a amenées à s'immiscer dans les affaires de Macédoine. Tout au contraire, il est à craindre qu'en dépit du paragraphe III de la note austro-russe qui prévoit « un nouveau groupement des nationalités par districts administratifs », réforme qui ne pourrait et ne devrait s'effectuer qu'après une enquête minutieuse et impartiale sur les aspirations des divers Macédoniens — il est à craindre, disons-nous, que malgré cette juste clause imposée à la Turquie on n'ait garde de soulever une question dont la solution projeterait trop de lumière sur le débat macédonien. Raison de plus pour que tous ceux qui sont directement engagés dans le conflit — les Turcs, les Grecs, les Bulgares et autres compétiteurs — s'efforcent de faire pénétrer cette idée dans les esprits. Si nos rivaux sont aussi sûrs de leur supériorité que nous le sommes de la nôtre, voici une excellente occasion qui s'offre à eux de montrer leur bonne foi. Qu'ils s'unissent à nous pour réclamer que l'on procède à cette enquête — sous réserve bien entendu, des conditions que la réalisation d'un tel projet doit comporter.

Nous en voyons notamment deux qui seraient indispensables pour rendre une opération de ce genre légitime, efficace et définitive. Ce serait la participation de tous les intéressés et le choix d'un critérium ethnique infaillible.

En effet, il ne suffirait pas d'instituer une commission composée des seuls représentants des grandes puissances. Les communautés religieuses auxquelles les diverses populations ressortissent — le Patriarcat et l'Exarchat —

les Etats limitrophes ayant voix au chapitre, enfin la Porte ottomane devraient être représentés au sein de cette commission consultative.

Dans le passage de l'article du *Temps* que l'on a pu lire plus haut, on cite le précédent de la Roumélie Orientale. Or, dans cette province, la commission européenne n'avait nullement consulté les populations, ni procédé à leur recensement. Toute la tâche de cette commission consista en la délimitation des circonscriptions électorales qui, sous l'influence de l'action russe et grâce à la présence de ses armées, furent, par un savant sectionnement de la province, établies de telle manière que les Grecs aussi bien que les Musulmans, n'ont été représentés à la Chambre rouméliote que dans des proportions aucunement en rapport avec leur nombre respectif.

Or, à supposer qu'on arrive à appliquer le plébiscite en Macédoine, il faudrait précisément se prémunir contre le renouvellement de semblables iniquités. Seule une commission internationale et intercommunautaire, offrant de sérieuses garanties d'indépendance, pourrait à ce sujet inspirer confiance à tous les intéressés.

Ce n'est pas tout de procéder à un recensement. Encore faudrait-il s'entendre sur une base solide d'évaluation. Quelle sera la caractéristique de la nationalité, quelle l'étiquette qui permettra aux enquêteurs de déterminer le groupe ethnique auquel appartiennent une famille, un village, une région? C'est là le point essentiel de la question.

Quoi qu'en disent les Bulgares, en Macédoine, nous avons pour nous le nombre; et notre supériorité est incontestable sur le terrain scolaire et ecclésiastique. Mais, — pour écarter précisément toute cause de contestation — mettons que ni l'Eglise ni l'Ecole ne peuvent plus servir de critérium. Reste l'unique moyen, celui-là d'une infaillibilité absolue : la conscience nationale de chaque individu. C'est à sa conscience nationale qu'il faudra s'adresser, sans user de moyens d'intimidation ou, de questions insidieuses, comme le dit excellemment, dans la lettre que l'on peut lire plus loin, notre ami M. Paillarès. Des correspondances de Macédoine nous signalèrent — et la lettre précitée confirme le fait — le cas d'officiers russes, par exemple, visitant des villages grecs du Centre-Macédonien et interrogeant les paysans sur leur sentiment national : « N'est-ce pas que vous êtes Bulgares? » leur demandait-on avec une insistance qui semblait commander la réponse.

Il arrivait que les villageois, intimidés, hésitaient de répondre par la négative, craignant de mécontenter ces officiers étrangers qui tenaient leur sort entre leurs mains. Aussitôt et sans autres formes de procès, tout un village était inscrit à l'actif du bulgarisme, et ses habitants, classés Bulgares, n'avaient d'autre moyen de protestation que d'aller rapporter le fait aux autorités ecclésiastiques grecques. Ce n'est certes pas de semblables moyens que l'on doit employer si l'on veut éclaircir la question. Pour fixer la nationalité d'un individu, il suffit, croyons-nous, de lui demander ce qu'il est. Et pour contrôler ces diverses déclarations, ne serait-il pas juste que les intéressés fussent représentés à cette consultation?

A ces deux conditions près, ce n'est pas nous qui regretterions qu'on s'expliquât loyalement.

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Michel Paillarès, qui vient en confirmation de la thèse que nous défendons plus haut :

Paris, 27 mai.

Mon cher ami,

Votre lettre au *Temps* d'hier délimite excellemment le problème du plébiscite macédonien.

En effet, s'il est vrai que le plébiscite seul peut jeter une clarté décisive sur la valeur des revendications bulgares, grecques, roumaines, serbes et turques qui se contredisent si violemment, il n'en convient pas moins d'entourer cette consultation de toutes les garanties d'impartialité. La lumière qui s'en dégagera doit aveugler les yeux les plus prévenus. Il ne faut pas, par exemple, que la commission qui sera chargée d'enregistrer les sentiments intimes de chaque individu, pose cette question insidieuse : « N'est-ce pas que vous êtes Bulgare? » Ainsi procèdent, actuellement, la plupart des officiers européens de la gendarmerie de Muerszeg pour arriver à « connaître les tendances politiques » des Macédoniens. J'ai assisté moi-même à ces sortes d'interrogatoires et je n'ai pas manqué de faire observer à ces messieurs combien leur méthode est peu scientifique.

J'estime, quant à moi, que le plébiscite doit être organisé par les grandes puissances qui n'ont aucune visée en Macédoine, avec la faculté d'admettre au contrôle les Etats balkaniques directement intéressés.

Bien le vôtre,

MICHEL PAILLARÈS.

Le 1^{er} Congrès International d'Archéologie

ET

LA QUESTION DU PARTHÉNON

Peu de congrès ont fait d'aussi utile besogne que le premier congrès international d'archéologie, et il est à souhaiter que l'exemple donné ainsi à Athènes soit suivi lors des autres réunions.

Les questions pratiques relatives aux échanges entre les Musées, à une ligue contre les faussaires et les voleurs, au moulage des monnaies précieuses, etc., ont généralement été très bien étudiées et les solutions adoptées ne paraissent pas avoir soulevé d'objections importantes ni au sein du congrès, ni dans la presse.

Il n'en est pas de même de la plus délicate des questions traitées, celle de la reconstitution du Parthénon au sujet de laquelle les discussions les plus vives ont eu lieu avant, pendant et depuis le Congrès.

Ainsi le numéro du 1^{er} avril de l'*Hellenisme* contient un résumé des opinions contradictoires de M. Clémenceau et Roujon et de l'avis émis par M. Lucien Magne; et le journal le *Musée* a publié plusieurs séries de consultations dont beaucoup, à commencer par celle émanant de son rédacteur, M. Toudouze, expriment des idées qui sont la conséquence absolue des doctrines de M. Roujon, mais que celui-ci trouverait peut-être parfois exagérées.

D'autre part, des archéologues, surtout parmi ce que je demanderai la permission d'appeler les nations boréales, ont émis des idées tendant non plus simplement à une reconstitution, comme l'admettent M. Clémenceau et (dans une certaine mesure) M. Lucien Magne, mais à une restauration dans le

genre de celles longtemps en honneur un peu partout jusqu'au commencement du siècle dernier, et contre lesquelles la réaction, commencée à cette époque en ce qui concerne la sculpture, s'étend de plus en plus à l'architecture.

S'il s'agissait d'un édifice continuant à servir à l'usage auquel il a été destiné, ou à un usage analogue comme la plupart des cathédrales, cette manière de voir serait discutable.

Je regrette l'édification de la façade ajoutée récemment à la cathédrale de Florence, mais c'est surtout parce que je la trouve mauvaise, comme je trouve mauvais beaucoup d'édifices récemment construits.

Et je comprends aussi que l'on n'aimât pas le mur remplacé par cette façade, mur dont l'aspect lamentable jurait absolument avec le surplus du monument, et que l'on ne blâme pas les artistes, dont plusieurs ont compté parmi les maîtres les plus renommés, qui, pensant qu'il serait bon de terminer Santa Maria del Fiore, ont étudié les projets conservés à l'Opera del Duomo.

Mais je m'empresse de dire que si des travaux d'achèvement d'un édifice ou de réfection de portions anciennes disparues peuvent être admis lorsque cet édifice a une destination utilitaire, je n'admets pas qu'il en soit de même pour une œuvre d'art, architecture, sculpture ou peinture, qui n'est plus conservée que comme œuvre d'art.

L'achèvement ou le complément ne peuvent alors avoir pour but que d'essayer de donner une idée complète de ce qu'était ou aurait été l'œuvre dans son intégrité et, indépendamment d'autres motifs, la certitude à peu près absolue que l'on n'arrivera jamais à ce résultat me paraît suffire pour faire condamner une pareille tentative.

En ce qui concerne le Parthénon, je pense, comme M. Clémenceau, qu'il faudrait enfermer à double tour, dans une forteresse bien gardée, celui qui voudrait le restaurer complètement.

En faut-il conclure que lorsque, par le fait d'un tremblement de terre, de la brutalité d'inconscients ou de vandales tels que Morosini ou le briseur du célèbre vase François, ou même le désir relativement excusable de rapporter en son pays des chefs-d'œuvre exposés à toutes les dévastations (comme l'avait projeté le marquis de Nointel pour les frontons du Parthénon avant l'explosion de la poudrière turque), diverses parties d'un monument ont été enlevées ou sont tombées à terre, on doit considérer ces faits comme un arrêt inéluctable du Destin; et déclarer qu'il soit criminel (artistiquement parlant), d'essayer de rassembler et replacer exactement les morceaux du monument?

Je suis de ceux qui répondent négativement.

Je vais essayer de démontrer la justesse de cette thèse en ce qui concerne le Parthénon, et je vais d'abord, à cet effet, exposer brièvement quelques exemples (dont un a déjà été cité par M. Clémenceau).

A-t-on eu tort de remettre l'un sur l'autre les deux morceaux de la Vénus de Milo?

M. Milani a-t-il eu tort de faire reconstituer le vase François?

Martin Wagner et Thorvaldsen ont-ils eu

tort, non seulement de compléter, mais de rassembler et reconstituer aussi exactement que possible les fragments des frontons d'Egine?

M. et Mme Dieulafoy ont-ils eu tort de reconstituer les frises des lions et des archers comme ils l'ont fait avec une partie des briques par eux rapportées de la Susiane?

Ross, Schaubert, et Hansen ont-ils eu tort de reconstituer sur l'Acropole le temple de la Victoire aptère?

M. Homolle a-t-il eu tort de reconstituer le Trésor des Athéniens à Delphes?

Lors de la mise en place des deux morceaux de la Vénus de Milo le calage avait d'abord été mal fait. Il a été rectifié, je ne crois pas que personne blâme cette rectification, et en tout cas, personne n'a demandé que l'on enlevât le morceau supérieur pour le mettre à côté de l'autre.

J'ai eu le plaisir de constater la parfaite réussite de la reconstitution du vase François, j'en ai bien sincèrement complimenté M. Milani et l'habile ouvrier qu'il m'a présenté, je ne crois pas que personne soutienne que l'on eût mieux fait de se borner à en ramasser ou en balayer les 638 morceaux.

La reconstitution des marbres d'Egine a été blâmée par M. Toudouze.

S'il avait seulement blâmé les compléments faits par Thorvaldsen, ou sous sa direction, nous serions complètement d'accord.

S'il avait critiqué la façon dont les morceaux anciens ont été rapprochés, certaines de ces critiques pourraient être admises.

Mais si ce rapprochement n'avait pas eu lieu, si par conséquent on avait laissé les fragments tels qu'ils étaient au pied du temple, nous ne connaîtrions pas et nous ne pourrions pas connaître ces œuvres admirables.

Je veux croire que M. Toudouze ne s'est pas rendu compte de ce fait matériel, car autrement ce serait déclarer qu'il eût trouvé préférable que l'on ne fit pas connaître de pareils chefs-d'œuvre par ce sentiment pharisaïque que leur reconstitution ne serait pas à l'abri de toute critique.

Si je blâme l'œuvre de complément, je suis très reconnaissant à Martin Wagner et Thorvaldsen de l'œuvre de reconstitution, malgré les critiques qu'elle peut soulever, mais dans lesquelles il faut tenir compte de ce qu'ils n'avaient pas, comme M. Milani, pour le vase François (grâce à l'ouvrage de M. Furtwängler) des reproductions très exactes; ni même, comme pour les frontons du Parthénon, les très mauvais dessins attribués à Jacques Carrey.

Les études que j'ai faites en Asie sur les édifices d'architecture persane m'ont conduit à critiquer sur un point important la reconstitution des frises de la Susiane, je n'en suis pas moins profondément reconnaissant à M. et Mme Dieulafoy, pour leur dévouement, leur science, leur sentiment artistique, leur ingéniosité dans le travail sans lequel nous ne connaîtrions pas cette superbe architecture céramique.

Je ne sache pas que la reconstitution du temple de la Victoire aptère ait soulevé des critiques sérieuses et, comme le dit M. Clémenceau, M. Roujon lui-même ne demande pas qu'on le redémolisse, afin qu'il ne soit

plus connu dans son admirable ensemble que par les photographies ou dessins faits depuis cette reconstitution.

Le Trésor des Athéniens à Delphes estime des édifices les plus remarquables de la Grèce.

Comme architecture et comme sculpture ORNEMENTALE, ce petit bâtiment, antérieur au Parthénon, lui est égal par la beauté du style, le choix et l'emploi des matériaux, la perfection de l'exécution.

Lorsque j'ai visité Delphes, j'ai vivement félicité M. Homolle de son projet de reconstituer ce chef-d'œuvre dont j'avais examiné les fragments, et de le faire connaître ainsi mieux et plus complètement que par les dessins (si intéressants et si exacts qu'ils pussent être) préparés alors par M. Tournaire.

Je ne sais si la reconstitution était déjà opérée lors du voyage en Grèce de M. Chaumié, alors ministre, et M. Roujon, alors directeur des Beaux-Arts, en tout cas elle était projetée et je les félicite de ne pas s'y être opposés.

Je dois dire que plusieurs personnes, au nombre desquelles j'ai trouvé un de mes plus éminents collègues de l'Association des Etudes grecques et de la Société nationale des Antiquaires, acceptent la reconstitution de tous les monuments que je viens de citer (et de beaucoup d'autres), mais n'en protestent pas moins contre celle du Parthénon.

Ils se joignent à M. Roujon pour dire :

« Le Parthénon, c'est le Parthénon, il ne faut pas y toucher. »

Que le Parthénon soit le Parthénon, c'est-à-dire la plus parfaite, la plus souverainement belle, la plus grandiose et la plus complète expression du génie de ce peuple qui a inspiré à Renan son appellation si caractéristique de *miracle grec* et son admirable prière sur l'Acropole, et à Viollet-Leduc ces paroles si justes :

« Voici un peuple artiste... Ce peuple exista une fois depuis que le monde se connaît, dans un coin de notre Europe orientale... Ses orateurs, ses poètes, ses philosophes, ses architectes, ses sculpteurs sont restés au-dessus de ce que les temps les plus civilisés, nous compris, ont pu produire. »

Que malgré les comparaisons avec d'autres merveilles telles que l'Erechtheion, les Propylées, le Trésor des Athéniens à Delphes, il reste dans son ensemble comme dans ses détails, dans la perfection de la conception comme dans celle de l'exécution, le chef-d'œuvre des chefs-d'œuvre; je n'en disconviens certes pas.

Mais en conclure qu'il ne faut pas y toucher, c'est le traiter comme le roi d'Espagne, que par respect pour l'étiquette on laissait mourir asphyxié par un brasero, et je ne suis pas partisan de ce genre de respect.

Je passe à une autre phrase de M. Roujon (1) :

« Il ne faut rien relever. Il ne faut toucher à rien. Autrement il n'y aurait plus moyen de s'arrêter dans cette voie et ce serait très dangereux. »

Cet argument, qui ne me semble pas digne

(1) Je n'ai nullement l'intention de prendre spécialement à partie M. Roujon, mais justement à cause du poids et de la valeur qui s'attachent à son opinion et ne pouvant pas ennuyer mes lecteurs par des réponses à tous les adversaires de la cause que je soutiens, je m'attache aux arguments par lui exposés dans l'« Hellénisme », considérant d'ailleurs que s'il y en avait de meilleurs il les aurait trouvés et présentés.

de M. Roujon, est celui si souvent employé par les adversaires absolus de réformes dont ils ne peuvent contester la justesse et la nécessité et que, faute de pouvoir les attaquer, directement, ils sont réduits à représenter comme devant constituer *ce premier pas dans la voie dangereuse après lequel il n'y a plus moyen de s'arrêter.*

On aurait tout aussi bien pu l'employer pour s'opposer à la remise en place (*l'un sur l'autre*) des deux morceaux de la Vénus de Milo, en faisant valoir qu'il n'y aurait plus moyen de s'arrêter dans cette voie et que ce serait très dangereux, car on serait forcément conduit, comme pour la Vénus de Médicis, à la réfection des deux bras.

Ne nous laissons donc pas influencer par la crainte de voir MM. Cawadias, Homolle, Clémenceau, etc., fatalement entraînés à refaire le Parthénon et voyons si ce qu'ils proposent et qui est excellent pour tant d'autres monuments, serait néfaste pour le Parthénon.

« D'abord, dit M. Roujon, vous ne savez pas ce que vous allez trouver par terre, vos mensurations seront toujours forcément approximatives, incertaines. »

Les beaux travaux de Paccard et d'autres architectes français qui n'ont pas été publiés et sont littéralement enfouis dans les greniers de l'école des Beaux-Arts, sont presque ignorés, mais les relevés publiés par MM. Michaelis, Pennethorne, Penrose, etc., sont bien connus et M. Roujon connaît aussi certainement ceux publiés par M. Lucien Magne, en exécution de deux missions dont il a été chargé (par M. Roujon lui-même, si mes souvenirs sur ce point sont exacts).

Il suffit de s'y reporter pour se convaincre que non seulement les mensurations ne seront pas forcément approximatives et incertaines, mais que les dimensions, les courbes, les inclinaisons, déterminées avec la plus grande précision, les mesures prises en millimètres, permettent de se rendre compte de l'emplacement qu'occupaient les assises des colonnes, entablements, etc., sur chaque façade.

Et ce qui rendait possibles ces mesurages, d'une exactitude minutieuse et scrupuleuse c'est qu'une des perfections les plus extraordinaires et les plus exceptionnelles du Parthénon, consiste dans le tracé géométrique si merveilleusement calculé et exécuté dans toutes ses parties.

On peut discuter sa beauté, on peut lui préférer tel ou tel autre édifice; sa supériorité artistique ne peut se démontrer matériellement; mais ce qui est mathématiquement démontrable, c'est cette perfection absolue dans la combinaison et l'exécution du tracé géométrique, cette alliance admirable de la science la plus étendue et du génie artistique le plus élevé, qui n'ont été atteintes au même degré dans aucun autre édifice d'une égale importance.

Toute personne connaissant un peu l'architecture grecque et ayant seulement visité l'Acropole comme je l'ai fait en 1894, avec l'aimable concours personnel de l'éphore, sait (d'une façon générale) ce que l'on va trouver par terre.

Il n'est pas très difficile de discerner dans les innombrables débris épars sur l'Acropole ce qui provient du Parthénon.

Ces débris ne sont certes pas, hélas, complets et en parfait état.

Des destructions et détériorations ont été causées non seulement par l'explosion de la poudrière et les dévastations brutales de Morosini et d'Elgin, mais par les dégradations résultant des promenades des visiteurs et des déprédations des touristes qui tiennent à emporter un souvenir du Parthénon (dégradations et déprédations que le relèvement des débris rendra impossibles, ou tout au moins beaucoup plus difficiles).

Le travail d'identification demandera beaucoup de soins, mais il n'est certes pas impossible.

Dans un rapport par lui dressé en mars 1875, M. Lucien Magne, que l'on ne peut accuser d'un trop grand optimisme en pareille matière, s'exprimait ainsi :

« S'il ne peut être question de rétablir à neuf les monuments anciens, on pourrait assurément relever et rétablir à leur ancien emplacement les tambours de colonnes, les chapiteaux, peut-être même les parties d'entablements qui jonchent le sol de l'Acropole autour du Parthénon, de l'Erechteion et des Propylées. »

L'opinion par lui émise dans la récente conférence résumée dans le numéro du 1^{er} avril de *L'Hellénisme*, peut sembler un peu différente, mais ne me paraît pas inconciliable avec la phrase que je viens de citer textuellement.

M. Magne n'a certes pas voulu dire, par cette phrase, que l'on retrouverait tous les tambours et surtout qu'on les retrouverait tous en état d'être simplement replacés les uns sur les autres avec les dispositions calculées par Ictinos.

En disant que l'on pourrait assurément relever et rétablir à leur ancien emplacement les tambours, il a entendu parler des tambours existant encore, et il ne se dissimulait pas plus alors qu'aujourd'hui la nécessité où l'on serait, si on voulait les utiliser tous, de refaire un nombre (plus ou moins grand, dirai-je) de morceaux.

De même en disant qu'il n'approuve pas la réfection d'un grand nombre de morceaux neufs, je pense que M. Magne a entendu parler d'une réfection trop étendue, car il a non seulement admis dans son étude sur le Parthénon la réfection de quelques morceaux, mais cette réfection indispensable pour la consolidation de l'ensemble a été effectuée d'après ses indications.

Il y a donc là une question de mesure, et je crois que M. Roujon exagère en disant :

« A supposer que l'on arrive à relever une ou deux colonnes, on ne pourra jamais arriver à assortir tous les tambours d'une même colonne. »

« J'ai dit : je crois. »

En effet, je n'ai pas fait personnellement et je ne sais pas si l'on a déjà fait complètement le travail d'identification de tous les fragments qui, je le répète, est difficile, délicat, mais certainement possible.

C'est seulement grâce à ce travail d'identification que l'on sera exactement renseigné et que l'on pourra déterminer en détail, comment le remplacement des tambours, etc., devra être opéré.

Ainsi, pour ne pas multiplier les exemples, prenons ceux d'une colonne correspondant à une partie d'entablement retrouvée à laquelle il manquera un tambour ou une portion de tambour ; et d'une colonne dont un seul tambour subsistera et qui ne correspondra pas à une partie d'entablement retrouvée.

Je serais d'avis que l'on remplace le tambour ou la portion de tambour manquant pour compléter la colonne et replacer l'entablement.

Je crois qu'il n'y aurait pas lieu de refaire pour un seul tambour une colonne entière qui ne supporterait rien.

Il est important de remarquer que, si les tambours des colonnes du Panthéon ont été exécutés comme tout le monument, avec une perfection absolue ; cette perfection qui serait décourageante pour la reproduction de beaucoup de parties de l'édifice ne l'est pas pour celle-ci. Il s'agit, en somme, de tailler exactement un bloc de marbre pentélique, suivant de simples lignes droites et courbes, dont on a tous les éléments absolument précis et certains, et il n'y a pas besoin d'être un architecte de génie et un tailleur de pierre incomparable pour en dresser l'épure et l'exécuter.

Il va de soi que l'on ne referait aucune partie sculptée et, afin de donner satisfaction à un scrupule qui à son côté légitime, on pourrait adopter pour les pièces rapportées, une disposition comme celle indiquée au Congrès par le représentant de la section d'architecture de l'Académie des Beaux-Arts, M. Bernier.

Ce que j'indique ainsi laisse place à quelques aléas, cela tient à ce que je n'ai pas la prétention de dresser moi-même un projet complet et définitif de reconstitution du Parthénon.

Avant tout travail, ce projet devra être dressé et approuvé (comme on l'a proposé et comme cela a eu lieu déjà lors de la consolidation effectuée d'après les indications de M. Magne), par une commission internationale.

Un dernier point me reste à traiter, celui de l'aspect que présenteront le Parthénon et l'Acropole après la reconstitution du Parthénon.

J'ai toujours vu et revu avec plaisir des paysages tels que ceux de Norvège et des Alpes et des ruines pittoresques comme celles si bien décrites par Hugo dans ses lettres sur le Rhin.

Mais j'éprouve pour la Grèce le sentiment exprimé par E. Reclus.

« Ce qui ravit l'artiste dans le paysage des golfes d'Athènes et d'Argos ce n'est pas seulement le bleu de la mer, les sourires infinis des flots, la transparence du ciel, la perspective fuyante des rivages, la brusque saillie des promontoires, c'est aussi le profil si pur et si net des montagnes aux assises de calcaire et de marbre. On dirait des masses architecturales et maint temple qui les couronne ne paraît qu'en résumer la forme. »

Et si les ruines de certains édifices comme les burgs du Rhin peuvent sembler parfois aussi intéressantes et d'un aussi bel aspect que

pouvait être l'édifice entier, il n'en est certes pas de même pour les monuments grecs.

Tout y est si admirablement combiné pour la beauté parfaite, tout y est si bien à sa place que l'on n'y peut rien ôter sans gâter quelque chose, non seulement à l'édifice, mais au paysage.

Lorsque, après avoir traversé les Propylées, on aperçoit d'un seul coup d'œil deux des façades du Parthénon; je ne puis pas arriver à comprendre comment on peut soutenir qu'il est préférable d'en voir une en partie détruite et que l'aspect serait moins beau si l'explosion (dont il faudrait alors se féliciter) n'avait pas renversé plusieurs colonnes de la face latérale.

On peut préférer la conception et l'exécution du Balzac de M. Rodin à celles de la Vénus de Milo, mais il me paraît impossible de soutenir sérieusement que cette dernière statue aurait un moins bel aspect si on retrouvait et remplaçait ses bras, et ce qui est certain c'est que, si on les retrouvait, on se conformerait au sentiment de l'artiste qui les a sculptés en les remettant en place.

Or, qu'il s'agisse d'Ictinos, de Phidias, de M. Rodin, ou de tout autre artiste, le sentiment de l'auteur d'une œuvre sur cette œuvre est, certes, loin d'être une quantité négligeable.

Et je ne crois pas que personne puisse sérieusement soutenir que l'on ne suivra pas le sentiment des Grecs anciens en préférant l'aspect d'un édifice grec dans son intégrité à celui du même édifice à l'état de ruine pittoresque.

Les Grecs modernes ont généralement suivi dans cette question les idées de leurs ancêtres. Je les en félicite, je sais que l'on peut compter notamment sur l'éphore général des antiquités qui a déjà très suffisamment montré le sentiment de la juste mesure, sentiment essentiellement grec, pour ne rien outrer; et j'espère que, quand la reconstitution du Parthénon, effectuée avec les réserves qu'elle comporte, sera achevée, les sincères admirateurs de l'art grec, au nombre desquels se trouvent plusieurs de mes adversaires, seront tous heureux d'en applaudir le résultat.

H.-A. VASNIER.

LE DERNIER BLUE-BOOK

Fidèle à sa méthode d'éclairer le Parlement et l'opinion publique par des documents précis et sûrs, le Foreign Office vient de publier un *Blue-Book*, quatrième de la série « Turkey 1904 », relatif aux affaires de Macédoine, de Vieille-Serbie, de Thrace et d'Albanie, et comprenant la période allant du 16 août 1904 au 16 janvier 1905.

Ce nouveau *Blue-Book* contient de nombreuses dépêches relatives à la réorganisation de la gendarmerie, à l'œuvre des prétendues réformes, des notes adressées à la Porte, et en général des rapports sur la situation en Macédoine. La plus grande partie des documents de cette dernière catégorie nous parlent des combats gréco-bulgaro-turcs, et des crimes bulgares. C'est la première fois qu'il est question dans un livre diplomatique des bandes grecques qui se sont formées pour défendre les Hellènes et tenter de mettre un terme à ces meurtres qui, depuis des années, se succèdent en un cercle horrible et ont fini par créer un funeste enchaînement de représailles meurtrières.

Dans quelques-unes des dépêches que nous trouvons et que nous ne manquerons pas de mettre sous les yeux de nos lecteurs, les consuls d'Angleterre à Salonique et à Monastir, se font l'écho du mécontentement qu'éprouvent les autorités turques et les consuls eux-mêmes du fait de l'apparition des bandes défensives grecques. Mais ni les lieutenants du Sultan, ni les représentants des puissances, pas plus, sans doute, que les comitadjis, ne sont fondés à s'en plaindre. Ils ont tous et tour à tour, officiellement et officieusement, à plusieurs reprises, été avertis que si les violences exercées contre les nôtres n'étaient pas arrêtées, ce sont eux-mêmes qui se chargeraient d'y mettre bon ordre. C'est ainsi que, par exemple, le mémoire que les manifestants grecs de Salonique avaient remis aux consuls le 6 mars 1904, se terminait par ces mots :

« La prolongation de cette situation serait de nature à réveiller l'instinct de conservation qui pousse les hommes à se faire justice eux-mêmes. »

En octobre 1904, nouvel avertissement — que nous avons publié dans notre numéro de novembre et qu'une grande partie de la presse avait reproduit — émanant celui-là du comité de défense siégeant en Macédoine et qui, après avoir exposé les griefs des Hellènes, l'incurie des Turcs, l'inefficacité des réformes concluait en ces termes :

« ... Fait connaître aux gouvernements des puissances et au public européen, qu'il a dû arrêter les mesures qu'il juge utiles à la protection des Hellènes macédoniens contre les sauvages agressions de leurs adversaires. »

Les avertissements n'ont pas manqué. Mais on n'en a point tenu compte. Les Grecs se devaient de tenir promesse : ils l'ont fait.

Autrefois, nos adversaires et leurs défenseurs nous disaient que pour nous laisser si facilement décimer par les Bulgares en Macédoine, c'est donc que nous étions en minorité; que dès lors cette minorité grecque devait suivre la majorité bulgare dans le mouvement libérateur, et que faute de ce faire, les comitadjis n'avaient pas tort d'occire les récalcitrants. Aujourd'hui, ils chantent une autre antienne. Comme les Grecs se sont armés, quoique en hâte et tardivement, et qu'ils attaquent leurs agresseurs, de lâches victimes que nous étions, nous voici devenus, aux yeux de ces bons pacifistes, d'infâmes bourreaux.

N° 11. — Le Consul général gérant du Vallon à Sir N. O'Conor (1).
Salonique 30 août 1904.

Sir,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que dans la nuit du 28 courant, une bande bulgare envahit le village de Gradobor, à deux heures de distance de Salonique, y tua trois notables patriarchistes, blessa trois autres personnes et incendia une maison et deux granges. Ces crimes avaient probablement la vengeance pour mobile, les patriarchistes de Gradobor ayant, dit-on, donné des informations qui ont amené la destruction d'une bande bulgare en juin 1903.

J'ai l'honneur, etc.

Signé: H. C. DE J. DU VALLON

Chaque fois que les Bulgares assassinent les nôtres, ils ne manquent pas de mettre leur crime sur le compte d'une trahison. Mais, à supposer que les Patriarchistes, c'est-à-dire les Grecs, eussent signalé aux autorités la bande bulgare chargée de les terroriser et de violenter leur conscience nationale, ils avaient bien fait, tout simplement. Les griefs formulés par le ministre des Affaires étrangères au ministre d'Angleterre, à Athènes, et consignés dans la dépêche suivante, justifieraient amplement cette attitude, dictée aussi bien par la criminalité bulgare que par l'insouciance turque :

N° 15. — Sir F. Elliot, au marquis de Lansdown (2).

Athènes, 16 septembre 1904.

Mylord,

Lors de ma dernière entrevue avec M. Romanos, avant-hier, il m'a dit que les dernières nouvelles de Macé-

(1) *Blue-Book*, incontinuation of « Turkey N° 4 (1904) ». Page 9.
(2) Page 12.

doine étaient relatives à un nouveau meurtre, commis par une bande bulgare sur la personne d'un prêtre grec, à Ekschi-Sou.

Son Excellence se plaignit en même temps de ce que, alors que d'une part les Grecs s'abstenant de se joindre au mouvement bulgare étaient dès lors persécutés par les Bulgares, le gouvernement hellénique, d'autre part, se trouvait dans l'impossibilité de faire prendre en considération, par la Porte, les questions l'intéressant. Aussi les rapports des deux pays n'étaient-ils pas des meilleurs. J'ai l'honneur, etc.

Signé: F. ELLIOT.

N° 22. — Le Consul gérant Shippley, à Sir O'Conor (1).

Monastir, 20 septembre 1904.

Sir,

J'ai l'honneur d'informer votre Excellence qu'un certain M. Théodore Modis, un des membres de la communauté grecque de Monastir, a été mortellement blessé par un Bulgare, nommé Vardar qui a tiré sur lui, dans l'après-midi de jeudi dernier, 15 du courant, pendant que Modis se tenait dans son bureau, situé non loin de la place du Marché.

Vardar réussit à prendre la fuite, bien que deux autres individus, bulgares également, ayant assisté au crime, aient été arrêtés par la police.

Cet événement, cela va sans dire, a créé une vive surexcitation parmi la communauté grecque de Monastir, dont M. Modis était un des membres les plus estimés, et ainsi que j'ai été informé, il avait été tout d'abord décidé que les obsèques de la victime fourniraient l'occasion d'une contre démonstration à l'égard des Bulgares. Cependant, grâce aux précautions exceptionnelles prises par Hilmî pacha et à la grande prudence dont fit preuve mon collègue grec, M. Calerghi qui refusa de faire acte de présence (aux funérailles) avant de s'être assuré que des discours ne seraient pas prononcés, soit à l'église, soit sur la tombe, les choses se sont tranquillement passées, sans trouble aucun. Ce qui prouve que les mesures prises par les autorités ottomanes en vue de maintenir l'ordre, n'étaient pas superflues, c'est le fait que les plus irritables d'entre les Hellènes avaient déjà, la veille de l'enterrement, attaqué en guise de représailles, un des membres de la communauté bulgare, sans sérieux résultat heureusement pour la sécurité publique.

Il ne saurait y avoir de doute que M. Modis est tombé victime de son dévouement à la cause grecque. — Du côté des Bulgares, il était considéré comme dénonciateur, — bien que je ne puisse dire dans quelle mesure ceci fût exact —, alors que, j'apprends de source grecque qu'il était connu comme un des plus actifs et des plus intransigeants adversaires de la propagande bulgare, allant jusqu'à fournir des revolvers à ceux des paysans qui sollicitaient son assistance contre la pression dont ils étaient l'objet de la part des divers comités révolutionnaires afin de passer à l'Exarchat.

J'ajouterais que le fait que la police turque n'ait pas arrêté Vardar est, de la part des Grecs, l'objet d'après commentaires. Pourtant et pour être juste pour celle-là, je signalerai à Votre Excellence ce fait, que si un criminel de nationalité bulgare parvient à s'échapper de la ville, les recherches ultérieures demeurent pratiquement sans espoir, grâce à la possibilité pour le coupable de disparaître parmi la population bulgare des environs.

J'ai l'honneur, etc.

Signé: H. S. SHIPPLEY.

L'excuse invoquée par M. Shippley à la décharge de la police turque, nous paraît plutôt faible. Mais passons.

N° 24. — Le Consul général gérant Du Vallon à Sir N. O'Conor (1).

Salonique, 29 septembre 1904.

Sir,

J'ai l'honneur de rapporter que les sentiments d'hostilité, existant toujours entre Grecs et Bulgares se sont, ces derniers temps, à tel point envenimés, que les Grecs eux-mêmes qui jusqu'ici étaient du côté de l'ordre et s'abstenaient autant que possible d'user de représailles, ont, en plusieurs circonstances, eu recours à des mesures qu'avec énergie ils avaient réprochées chez leurs adversaires.

Parbleu! il fallait bien que les Grecs se défendissent, puisqu'on leur en laissait le soin, et, pour se défendre, qu'ils employassent, contre leurs agresseurs, les mêmes armes et les mêmes moyens. Ils n'ont eu qu'un tort : c'est de n'avoir pas commencé plus tôt.

M. Du Vallon continue :

Il existe actuellement plusieurs bandes grecques parcourant le pays et qui franchissent la frontière il y a à peu près quinze jours. A Yalovo, une bande grecque commandée par Antoine Broussa, a tué un notable bul-

(1) Page 17.
(1) Page 18.

gare nommé Hadji Pavlo. Les autorités ont réussi à arrêter deux des meurtriers.

Décidément, la police turque se montre, parfois, plus adroite : c'est quand il s'agit de l'arrestation des Grecs. Et dire qu'on accuse les bandes grecques d'être au service de la Porte !

Les Bulgares sont aussi activement engagés dans la lutte. Le fameux brigand Apostol a à tel point troublé la région de Guevgueli que les autorités y ont expédié un bataillon pour protéger les patriarchistes. A Salonique, les Bulgares ont vivement irrité la communauté grecque en prévenant l'archevêque de leur intention de l'assassiner.

J'ai l'honneur, M.

Signé : H. C. DE J. DU VALLON.

Une preuve de l'« alliance infâme » entre Grecs et Turcs, nous est fournie par la dépêche suivante :

N° 25. — *Le Consul gérant Shippley*

à Sir N. O'Conor (1).

Monastir, 24 septembre 1904.

J'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que j'ai été informé hier par Kiazim bey, gouverneur général du vilayet, qu'une bande grecque composée de neuf individus et ayant récemment franchi la frontière, dans le district d'Elassona, a été cernée et capturée par les troupes turques dans le caza de Kastoria. D'après les renseignements, continue Son Excellence, que les membres de la bande ont eux-mêmes donnés au cours de l'interrogatoire, il paraît qu'ils s'étaient assemblés et munis de fusils à Larissa, et que leur but était d'assister leurs camarades patriarchistes dans leur résistance aux empiétements bulgares.

Or, Hilmi Pacha désapprouve cette façon d'agir, tout en ne faisant rien pour garantir les Grecs, sujets de la Porte, des agressions bulgares, il entend qu'ils se croisent les bras et se laissent décimer. En effet voici ce que rapporte par la suite M. Du Vallon :

Son Excellence m'a dit qu'elle ne saurait trop énergiquement condamner les attentats commis par les Grecs pour combattre par la force la propagande bulgare. Non seulement ces attentats étaient voués à l'insuccès, en raison de certaines conditions des districts méridionaux du vilayet (?) mais encore, en obligeant les autorités turques à distraire une partie des forces employées contre les Bulgares, ils favorisaient actuellement la cause de ces derniers. Au surplus, ajouta Son Excellence, les Grecs se montraient d'autant moins bien avisés que l'attitude que lui, Hilmi pacha, sans doute inspiré en cela uniquement par son devoir vis-à-vis du Gouvernement impérial, avait gardée vis-à-vis des Grecs, était plutôt favorable à ceux-ci. Par exemple, les nombreuses pétitions présentées par des communautés pour être reconnues comme exarchistes, avaient été uniformément mises à l'écart par lui. Ces pétitions, continua Son Excellence, avaient été, on le savait parfaitement, — extorquées par les menaces ; aussi, les reconnaître équivaldrait à sanctionner un état d'illégalité auquel le gouvernement impérial ne se pouvait point prêter. On pouvait donc voir combien peu il méritait le reproche que les Grecs lui firent de favoriser indûment les Bulgares, au détriment de ceux-là.

Voici un autre document sur l'entente cordiale que l'hellénisme contracta avec le Gouvernement de Yildiz et qui démontre assez combien est erronée la façon dont Hilmi Pacha envisage l'attitude des Grecs :

N° 28. — *Sir Elliot au marquis de Lansdown (1).*

Athènes, 3 octobre 1905.

Mylord,

Sir Nicolas O'Conor ayant été assez aimable pour m'envoyer une copie de la dépêche de M. le consul-gérant Shippley, en date du 20 septembre, annonçant l'assassinat de M. Modis, notable grec, par un Bulgare à Monastir, je l'ai fait voir ce matin à M. Romanos, le ministre grec des Affaires étrangères.

Son Excellence dit que ce cas avait attiré l'attention comme s'étant produit dans le chef-lieu d'un vilayet, mais que, si triste fût-il, il n'était en somme qu'un des nombreux crimes (commis par les Bulgares). Des meurtres semblables étaient journellement perpétrés dans la contrée, la situation de la population grecque ne faisant qu'empirer de jour en jour.

Les chargés d'affaires de Turquie, d'Autriche et de Russie avaient tout dernièrement attiré l'attention du gouvernement grec sur le fait que des bandes grecques armées, franchissaient la frontière. Et bien que le nombre qu'en donne le gouvernement ottoman, — affirmant qu'il s'agit de corps composés de 400 à 500 hommes, — soit exagéré et qu'il soit peu correct de les qualifier de « bandes », à proprement parler, il n'en était pas moins indubitable que des individus armés étaient parvenus à tromper la vigilance des autorités de la frontière grecque. Pouvait-on s'attendre à moins ? Il y a en Thessalie nombre de Grecs Macédoniens, et il n'était que trop naturel que ceux-ci tentassent de se porter au secours de leurs parents établis dans leur pays qui n'ont pas d'armes pour se défendre contre les attaques des Bulgares et au sujet desquels Hilmi pacha lui-même a reconnu l'impossibilité où il était de les protéger dûment.

Le gouvernement grec s'était déjà exposé à des reproches, pour avoir conseillé aux Grecs Macédoniens de garder une attitude passive et pour avoir pris et continué à prendre des mesures énergiques afin d'empêcher le passage d'hommes et d'armes. Cette attitude correcte justifiait l'appel aux puissances, sollicitant qu'un terme soit mis aux persécutions et aux conversions forcées dont souffraient les Grecs de la part des Bulgares et qui, si elles venaient à continuer, entraîneraient l'affaiblissement de l'hellénisme et de son influence.

Sauf pour le secteur britannique, dont l'organisation avait été la plus facile, il était à regretter que partout ailleurs, la réorganisation de la gendarmerie ait donné des résultats peu satisfaisants, très probablement en raison de l'insuffisance du nombre des officiers étrangers, des Italiens, notamment. M. Romanos, espère, néanmoins, qu'ils seront bientôt renforcés ou que les puissances suppléeront par de nouvelles mesures à l'insuffisance des réformes appliquées.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : F. ELLIOT.

N° 30. — *Le marquis de Lansdown, à Sir F. Elliot (1).*

Foreign Office, 13 octobre 1904.

Sir, le ministre de Grèce s'est aujourd'hui rendu ici et m'a remis un message relatif à une communication de son gouvernement touchant les violences dont sont l'objet les Grecs de Macédoine et l'attitude de la presse indépendante grecque qui, parlant de cette question pousse le Gouvernement à permettre à des bandes grecques de franchir la frontière.

M. Métaças dit que l'attaché militaire de Grèce à Constantinople rapporte que le général Degiorgis lui a déclaré que c'était aux troupes turques de réprimer les désordres et que la gendarmerie n'étant pas encore organisée, était incapable de le faire.

Aussi le Gouvernement grec a-t-il suggéré l'opportunité pour les grandes puissances d'engager les adjoints de faire pression sur Hilmi pacha afin de lui faire prendre des mesures plus énergiques dans la répression des violences.

Je suis, etc.

Signé : LANSDOWN.

N° 48. — *Le Consul gérant Shippley*

à Sir N. O'Conor (2).

Monastir, 9 octobre 1904.

Sir, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de votre Excellence que la tranquillité relative dont le vilayet de Monastir a joui, durant les deux derniers mois, a été troublée pendant les sept ou huit derniers jours par deux rencontres entre Grecs et Bulgares, à Ochtima et Neret, deux villages situés à brève distance l'un de l'autre, et respectivement dans les cazas de Kastoria et de Florina.

La première de ces rencontres qui eut lieu le 1^{er} octobre, fut, paraît-il, provoquée par une bande grecque, composée d'environ trente personnes et commandée par un certain Pavlos, afin de surprendre le leader bulgare Mitro-Vlacho (3), au sujet duquel j'ai adressé un rapport à M. Graves, le 14 juillet dernier et qu'on savait être à Ochtima avec plusieurs de ses partisans.

Après un combat de quelques heures, au cours duquel les pertes, — quoique exagérées au début de façon alarmante, — se trouvèrent réduites à un Bulgare et à une femme, celle-ci tuée accidentellement, Mitro-Vlacho parvint à prendre la fuite.

A Neret, où la seconde des rencontres précitées eut lieu, trois jours plus tard, entre la même bande grecque et un certain nombre de Bulgares accourus des villages des districts de Prespa et de Resna pour porter secours à leurs camarades d'Ochtima, le combat fut arrêté par l'apparition quelque peu tardive de la gendarmerie turque, la seule victime fut un Grec, du nom de Philippe Capetanopoulo, établi précédemment pharmacien à Monastir et qui avait rejoint Pavlos comme volontaire.

(1) Page 30.

(2) Page 32.

(3) Un des bandits les plus malfaisants que le bulgarisme ait stipendiés pour attaquer les Grecs. — N.D.L.R.

En même temps ou à peu près que ces événements se passaient, quelques combats sporadiques avaient lieu dans le district de Porechka, entre partisans Serbes et Bulgares, respectivement commandés par le chef Mitsko et le chef révolutionnaire bulgare bien connu, Sougarof. Les détails relatifs aux résultats de ces engagements paraissent maigres et contradictoires, mais il semble que, s'il n'y eut point de perte au cours du premier combat, celui du 1^{er} du mois à Tapolnitsa, les Bulgares tuèrent trois hommes dans le second, qui eut lieu quelques jours plus tard, à Platina, tout à fait au nord du vilayet.

J'ajouterai que suivant les dernières nouvelles, Pavlos et sa bande n'ont pas été dispersés : ils occupent actuellement les districts montagneux de Florina.

J'ai l'honneur etc.

Signé : H. S. SHIPPLEY.

On voit, et d'autres documents du *Blue-Book* l'attestent, que les Grecs ne sont pas seuls à souffrir de la criminalité bulgare et à comprendre la nécessité de se défendre, ainsi d'ailleurs que le disent excellemment les étudiants serbes de Genève dans la protestation que par ailleurs on peut lire.

Voici un nouveau crime, dont furent victimes des patriarchistes slavophones et non bulgares, comme le dit M. Shippley. On n'est point Bulgare du moment qu'on est patriarchiste et qu'on se fait tuer plutôt que de passer à l'Exarchat.

Oyez, messieurs les défenseurs des comitadjis bulgares :

N° 49. — *Le Consul-gérant Shippley, à Sir O'Conor.*

Monastir, 12 octobre 1904 (1).

Sir, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'un crime, dont un prêtre patriarchiste bulgare, Stoyan, et sa femme, ainsi que deux notables, les nommés Velyan et Kocha, furent victimes, a été commis par une bande de révolutionnaires bulgares, dimanche passé, 9, du courant, à Brod, village patriarchiste bulgare, situé au pied des montagnes Mourihovo, à trois heures et demie de distance de Monastir. D'après les informations fournies sur place, par les villageois eux-mêmes, à MM. Prochaska et Kall, mes collègues autrichien et russe, les détails relatifs à cette affaire sont les suivants :

Ce jour-là, tôt dans la matinée, le village en question, fut cerné par une bande d'hommes, évalués par les villageois à soixante-dix ou quatre-vingts ; une trentaine d'entre eux se dirigèrent sur l'église, les autres ayant été chargés de garder les abords du village. Comme l'heure de l'office approchait, un grand nombre d'habitants était déjà assemblé aux environs de l'église, qui, sous menaces, furent sommés par les révolutionnaires de demeurer passifs, pendant que ceux-ci pénétraient dans l'église où se trouvaient le prêtre Stoyan, ainsi que Velyan et Kocha.

Après un court intervalle, au cours duquel on entendit des coups de fusils tirés dans l'église, on vit Kocha sortir, traîné de force par les révolutionnaires qui se dirigeaient vers la maison du prêtre Stoyan où habitaient sa femme, sa mère et ses deux enfants. Ces trois dernières personnes furent épargnées, mais la femme de Stoyan fut, paraît-il, fusillée dans sa maison même par les révolutionnaires, qui y mirent le feu, après avoir vu dire des villageois, recouvert de paille le corps. Ce dernier détail a son importance, car, suivant la première version de l'affaire donnée à Monastir, la femme de Stoyan aurait été brûlée vive dans la maison après avoir été empêchée par les révolutionnaires de se sauver.

Ceux-ci, après avoir quatre heures durant occupé le village, se retirèrent dans la direction des montagnes voisines de Mourihovo, emmenant Kocha dont le corps fut trouvé plus tard par les villageois, portant les traces de plusieurs coups de couteau.

En pénétrant, une fois les révolutionnaires partis, dans l'église, les villageois découvrirent Stoyan et Velyan gisant par terre et, tout comme le cadavre de Kocha, terriblement défigurés par des coups de couteau et de hache. Pourtant, comme on savait que le prêtre Stoyan portait, ce jour-là, sur lui, son revolver, les villageois croient qu'il a pu se donner la mort.

Tels sont les principaux détails, qui m'ont été donnés, d'une affaire qui, il est à peine nécessaire de le dire, produit une profonde impression sur toutes les classes de Monastir.

Il faut être stupide ou de la plus insigne mauvaise foi, pour ne pas comprendre, en lisant ce lugubre compte rendu d'un crime comme il s'en produit chaque jour, que les Bulgares ne cherchent qu'une chose : nous arracher les populations qui ne veulent ni de la prétendue liberté qu'ils viennent

(1), Page 33.

leur offrir, le poignard à la main, ni du salut de leur âme, selon la doctrine exarchiste.

Stoyan et ses amis, comme tous les villageois de Brod, étaient des Grecs slavophones, se disant Grecs, voulant demeurer Grecs et dès lors fidèles au patriarcat de Constantinople. Non point, leur disent les Bulgares, vous devez reconnaître l'Exarchat, sinon vous serez exterminés. M. Shippley, qui, d'ailleurs si impartial soit-il dans ses rapports, y laisser pourtant percer comme un soupçon de bulgarophilie, va nous le dire, mais il essaiera auparavant d'atténuer la gravité des charges pesant sur les Bulgares. Voici ce qu'il rapporte dans la suite de sa dépêche :

Le parti bulgare sans essayer d'atténuer ou d'excuser le caractère barbare de violences telles que celles qui ont marqué le crime de Brod, indique néanmoins que les meurtriers avaient été provoqués par ce fait que quelque temps auparavant, un certain Panto connu comme un adhérent actif de la cause bulgare avait été, non loin de Brod, ainsi que le prêtre exarchiste Nicola et le maître d'école Costa, à Prekopana, près Florina, tués indubitablement par des émissaires affiliés à la bande grecque dont j'avais signalé l'irruption dans les cazas de Kastoria et de Florina par ma dernière dépêche, celle du 9 courant.

Il n'est point douteux qu'il y a une part de vérité dans l'affirmation du parti bulgare, il n'y a pas de raison de croire que les Grecs se montreraient à l'occasion beaucoup plus scrupuleux dans leurs méthodes que leurs adversaires. Pourtant, pour tous ceux qui ont suivi de près les récents événements de Macédoine, l'opinion prévaut que le vrai motif du crime qui constitue l'objet de cette dépêche doit être recherché dans le passé historique de Brod lui-même. Car, par suite des événements de l'an dernier, les habitants du village passèrent à l'Exarchat et durant quelque temps, furent connus comme y appartenant. Cependant, au printemps dernier, avec le consentement des autorités, ils revinrent à leur premier état, celui de patriarhistes, assurant que leur conversion leur avait été imposée par des menaces.

Le voilà, le vrai motif. Menaces de mort, si on ne passe pas à l'Exarchat, au bulgarisme. Que si on y adhère, on reste en paix. Mais gare à ceux qui oseront résister, surtout si, pour écarter le danger de cette folie homicide des comitadjis, on feint d'accepter momentanément leur joug.

Le prêtre Stoyan, continue M. Shippley, les notables Velyan et Kocho et quatre autres dont les révolutionnaires recherchaient la mort, mais qui étaient parvenus à s'échapper de Monastir, étaient, paraît-il, les principaux instigateurs de ce retour des villageois à la foi patriarhistique. Et c'est à croire que cette circonstance, en même temps que l'attachement du village de Brod au Patriarcat devait être attribué à l'influence du prêtre Stoyan et de ses compagnons, les avait depuis quelque temps désignés à la vengeance de l'organisation révolutionnaire.

Je dois ajouter que toute cette affaire prête peu de crédit aux autorités turques.

D'autre part, il n'est pas douteux que les villageois de chaque parti ont d'excellentes raisons pour être peu disposés, même quand ils le peuvent, à fournir des renseignements sur les événements.

Le fait qu'une bande de révolutionnaires de cette importance a pu prendre, quatre heures durant, possession complète d'un village si peu éloigné du chef-lieu du vilayet, prouve le lamentable état d'insuffisance du système de surveillance turc. Les autorités déploient maintenant beaucoup d'énergie de ce côté. Mais, ainsi qu'il arrive trop souvent, ces mesures ne sont prises que lorsque le mal est déjà consommé.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : H.-S. SHIPPLEY.

On voit donc quelle guerre féroce les Bulgares ont déclarée aux Hellènes de Macédoine et à leurs partisans, ces Slavophones qui, malgré tout, restent attachés à leur nationalité.

De deux choses l'une : ou ces Slavophones ne sont pas Bulgares, comme nous l'affirmons, et, dès lors, les émissaires de Sofia sont deux fois coupables de vouloir violenter leur conscience nationale et de tenter de le faire par des moyens si cruels ou bien, ils sont vraiment Bulgares, auquel cas, les Bulgares ne sont pas moins mal fondés de vouloir nous les arracher, puisque ces Slavophones ont choisi l'hellénisme comme nationalité d'adoption. L'Exarchat n'a été créé par le Slavisme que pour séparer les impures brebis grecques d'avec les brebis du bon Dieu bulgare. Après trente-cinq ans

de propagande féroce, s'il est des Bulgares qui se laissent tuer plutôt que de se faire appeler Bulgares, c'est donc qu'ils sont attachés à l'hellénisme. De toutes façons, nos adversaires défendent une mauvaise cause et la défendent par les arguments les plus odieux. C'est ce qui explique que les nôtres exaspérés, soient entrés en scène. M. Shippley nous dit qu'à l'occasion, ils ne sont pas plus scrupuleux sur le choix des moyens. D'abord nous ne trouvons dans aucun *Blue-Book* quoi que ce soit qui prouve que la défensive grecque soit aussi féroce que l'offensive bulgare. Mais à supposer que cela soit, une fois encore les Hellènes ne sauraient être coupables de chercher à combattre leurs ennemis par les mêmes armes que celles employées par ces derniers. Et puis, enfin, lequel des deux a commencé, du bulgarisme ou de l'hellénisme? Et combien de temps encore eussions-nous dû attendre les bras croisés? Voici, par exemple, ce que disent à ce propos les notables des villages grecs de Ghevgheli et de Bogdanza dans une pétition remise aux consuls des puissances :

(TEXTE FRANÇAIS)

(1) Salonique, le 3 (16) décembre, 1904.

Excellence,

NOUS, Soussignés, Grecs Orthodoxes, représentants des habitants de Ghevgheli, avons l'honneur d'exposer à votre Excellence ce qui suit :

Depuis que le Comité Bulgare a commencé à agir par des bandes armées, pour s'imposer à nous et nous engager par la force armée à devenir schismatiques, nous avons perdu notre repos, notre tranquillité, nous voyons la ruine nous menacer de plus en plus terrible. Nous sommes Grecs, d'origine, de traditions, de conscience, et appartenons à l'Église Orthodoxe.

Les Comitadjis, voyant notre horreur à changer de nationalité et à devenir Bulgares, ne pouvant pas persuader d'abjurer notre foi, commettent depuis dix ans contre nous toutes les sauvageries possibles et les crimes les plus abjects, les plus inhumains, pour nous soumettre.

Des bandes Bulgares armées circulent librement en plein jour dans les villages Grecs Orthodoxes, les obligent à signer des pétitions préparées par elles en faveur du schisme. Elles chassent les maîtres d'école Grecs et privent ainsi d'instruction les villages. Elles brûlent et assassinent affreusement, sans épargner même les femmes, même les enfants, tous ceux qui résistent à leurs propositions. Nous ne pouvons aller cultiver nos champs pour nourrir nos pauvres familles sans courir le danger de tomber entre les mains des affiliés aux Comitadjis, qui nous guettent pour nous massacrer et nous mutiler.

Aucun jour ne se passe sans qu'on assassine les nôtres.

Nous pouvions faire une longue liste de pareils crimes ; elle serait longue et impressionnante. Mais ce serait trop vous fatiguer en exposant nos terribles malheurs. Depuis que nous nous sommes concertés pour venir ici vous soumettre nos doléances et exprimer notre horreur contre les Bulgares, il s'est à peine passé une semaine. Eh Dieu ! voici la liste des victimes Grecques pendant ces huit jours :

La bande de Jovan de Carassouli a tué, le 8 décembre, le nommé Dimitri Stoyannos, Mouchtar du village Mouine, et son neveu Lazare, ainsi que le meunier Tossio. Le même jour a été trouvé tué près de Bogdanza le nommé Dimitri Samoladas, originaire de Ghirtsista. Le même jour a été blessé, par les gardiens Bulgares de Bogdanza, le nommé Guiké Samaras. Le 13 décembre ont été tués sur la route de Ghevgheli à Bogdanza en plein midi les nommés Christo Kretzovalis, son fils Methodios, âgé de 15 ans, et Leonidas Sionidis.

(1) Page 100.

Tout ceci s'est passé en une seule semaine aux environs de notre ville.

Les assassinats se multiplient de jour en jour. Ne pouvant supporter cette vie, être exposés nuit et jour à la merci de ces bandits, nous avons l'honneur de prier votre Excellence de vouloir bien faire les démarches nécessaires auprès qui de droit, afin que notre vie et notre fortune soient protégées.

Veuillez, etc.

(Signé par trente-deux habitants de Ghevgheli.)

Nous, habitants de Bogdanza, nous nous joignons à ceux de Ghevgheli et adressons les mêmes prières, afin de remédier à un état de choses intenable. Nous protestons de toutes nos forces contre la terreur que les Bulgares ont établie dans notre district afin de nous faire abjurer notre foi et notre conscience, qui sont foncièrement Grecques.

(Signé par quatre habitants de Bogdanza.)

Tous les villages grecs-macédoniens, pourraient en dire autant. Voilà comment les Bulgares entendent grossir leurs rangs et atteindre à cette majorité qu'ils prétendent détenir.

(A suivre.)

M. STEEG ET LES BULGARES

Nous avons, dans un de nos précédents numéros, fait allusion aux circonstances qui ont amené le ministère des Affaires étrangères, à déplacer le consul général de France, à Salonique, M. Steeg, circonstances auxquelles certains indices d'excessive bulgarophilie, de la part de cet agent consulaire, semblent n'avoir pas été étrangères.

Bien qu'ayant été pourvu d'un poste nullement inférieur à ses fonctions antérieures — celui de secrétaire général de la Résidence, à Tunis — M. Steeg persiste, paraît-il, à voir dans ce transfert une disgrâce du sort, disgrâce qui lui inspire d'amères réflexions et un dépit à peine dissimulé.

Il y voit non seulement un mécompte personnel, mais encore je ne sais quelle maladresse à l'actif de ses chefs auxquels il reprocherait d'avoir, par une mesure inopportune, privé la diplomatie française d'un agent indispensable en Macédoine.

Une légende habilement répandue par les Bulgares et leurs amis, prêtait en effet à M. Steeg une compétence particulière en matière de politique macédonienne. Sans doute ce fonctionnaire n'était pas étranger à la question, qu'en sa qualité de consul à Salonique il put suivre dans ses phases successives d'évolution. Mais, loin d'être irremplaçable, il mérite d'autant plus d'être éloigné de Salonique qu'il mettait toute sa compétence à présenter la situation sous son jour à lui — qui n'est pas le vrai — induisant souvent en erreur le Gouvernement qu'il était chargé de renseigner.

Les précieux rapports que M. Steeg rédigeait à l'intention de son ministre, on peut se faire une idée de leur véracité quand on saura — comme tout le monde le sait à Salonique — combien large fut la part de collaboration qui revient à son collègue bulgare — qui était en même temps son voisin et ami — M. Chopof.

D'ailleurs, non content de dénaturer la vérité dans ses rapports, il se faisait l'informateur bienveillant et empressé de tout publiciste ou simple voyageur français, débarquant à Salonique, et il n'est pas surprenant que bon nombre de correspondants de journaux, voire même d'hommes politiques français, soient revenus de Macédoine, proclamant partout la force, la supériorité de la race bulgare, l'incontestable légitimité de ses revendications, de toutes ses revendications. Lorsque M. Messimy, député de la Seine, traversa l'an dernier la Macédoine, ce ne fut qu'en compagnie et sous la vigilance ininterrompue de M. Steeg ; les journalistes

trouvaient également en lui une source inépuisable de renseignements qui n'étaient pas tous toujours exacts. Et si d'aventure, l'étranger en quête de la vérité, flairant la partialité de son consul, s'avisait de s'affranchir de sa tutelle, il n'est point de raileries dont il ne fût l'objet dans les cercles consulaires de Salonique.

L'intérêt que M. Steeg portait à la cause des comitadjis allait si loin que cet agent consulaire n'hésitait pas à se prêter personnellement à toute manœuvre, si peu avouable fût-elle, qui pût servir ses protégés!

Toujours est-il qu'il sympathisait si complètement avec les comitadjis qu'il applaudissait — lui et les siens — à leurs succès... Par contre, ce n'était que regrets, si par hasard, du camp bulgare, on annonçait une triste antienne.

C'est ainsi que quelqu'un, dont nous ne saurions mettre en doute la bonne foi, a entendu une personne tenant de très près à M. Steeg, déplorer en présence de ce dernier, qu'eussent échoué l'attentat dirigé contre le *Guadalquivir*, paquebot français et celui commis à proximité de Salonique, contre un train — sur lequel d'ailleurs, nous précisons, se trouvait le propre frère de M. Vernazza, vice-consul de France. — « Pas de chance! » disait-on avec amertume.

Qu'ayant séjourné à Philippopoli, où il avait rempli les fonctions de consul, avant d'être nommé à Salonique, M. Steeg — et les siens — nourrissent des sympathies bulgares, c'était leur droit. Que ces sympathies engageassent M. Steeg à renseigner comme il l'entendait, certains représentants de la presse parisienne, c'était encore là un fait explicable, bien que peu conforme à la règle d'impartialité dont doit s'inspirer l'attitude d'un agent diplomatique ou consulaire français en Macédoine. Mais qu'un consul de France aille jusqu'à inciter au crime ou tout au moins, jusqu'à permettre aux siens de s'indigner en sa présence, qu'une tentative criminelle — dirigée d'ailleurs contre un bateau français — ait échoué, voilà qui, à coup sûr, est plus grave.

M. Steeg nous disait quelqu'un — qui n'est pas grec — représentait en Macédoine les intérêts bulgares bien plus que ceux de son pays.

Or il semble que ce précieux concours n'était pas entièrement désintéressé. Nous croyons ne rien exagérer en disant que depuis plus de deux ans il y avait partie liée entre l'ex-consul général de France à Salonique et les comitadjis bulgares.

Mais il y a bien mieux.

Lorsque M. Steeg, consul à Philippopoli, fut promu au poste de Salonique, les Bulgares, gens avisés, s'emparèrent de lui, cultivèrent soigneusement une amitié qui leur était déjà acquise, et finirent par faire de lui leur homme. Petit à petit, non sans quelque habileté, ils lui suggérèrent cette idée qu'en travaillant pour une Macédoine autonome, il pourrait bien après tout travailler pour lui-même, puisque sa compétence, la connaissance qu'il avait des besoins de ces provinces, enfin sa qualité de Français — de citoyen d'un pays n'ayant pas des intérêts politiques immédiats à revendiquer en Macédoine — le désignaient tout naturellement au choix des puissances pour le poste de gouverneur général de cette Macédoine autonome. Bref, on lui persuada que les Bulgares n'avaient pas, ne pouvaient pas avoir d'autre candidat...

S'étant ainsi laissé circonvenir, M. Steeg n'eut plus d'autre idée en tête. Il mit tout son zèle, toute son activité au service de la cause prétendue autonomiste et chercha par tous les moyens à faire accroire que les Bulgares ne visaient nullement à l'annexion, qu'ils entendaient uniquement travailler à l'affranchissement de la Macédoine. Vous voyez ça d'ici : les Bulgares versant leur sang par pur humanitarisme!

Après tout, M. Steeg en était peut-être convaincu. Il l'avait tellement répété, qu'il n'est pas impossible qu'il ait fini par le croire lui-même. En tout

cas, on peut s'imaginer combien peu il tenait à lâcher ce consulat de Salonique qui devait lui servir de tremplin pour les hautes fonctions qu'il brigait. Il en était là de son rêve, lorsqu'une première fois, l'an dernier, il fut, à son passage à Paris, pressenti pour le poste de sous-directeur des affaires commerciales, offre qu'il s'empressa naturellement de décliner, expliquant, à son retour à Salonique, qu'il tenait à y rester « jusqu'à la solution de la question macédonienne », qui l'intéressait vivement...

Or, cette fois, on le transféra à Tunis, sans le consulter, paraît-il. Nous reconnaitrons que c'est là un fait très fâcheux pour M. Steeg. Quant à nous, nous ne saurions partager tous ses regrets.

A. A.

LA QUESTION MACÉDONIENNE à l'Université d'Oxford

Conférence de M. Andréadès

Depuis quelque temps, on constate dans tout l'Occident un revirement de l'opinion touchant les affaires de Macédoine. On arrive à se demander comment il se fait que les Comités dits macédoniens, ont rencontré des sympathies partout, sauf en Macédoine. On se demande aussi pourquoi les comités, dans l'application de leur devise : *La Macédoine aux Macédoniens*, ont jugé nécessaire d'exterminer un si grand nombre de ces derniers. Enfin, les protestations unanimes de l'hellénisme et la vigoureuse campagne du professeur Kasasis ont amené petit à petit l'opinion publique à suspecter la violence de la propagande bulgare et à chercher à démêler la vérité.

Après s'être réveillé en France, voici que ce sentiment de justice commence à gagner l'Angleterre, pays où la haine du Turc avait un peu trop brusquement créé un courant irréflecti de bulgarophilie excessive, notamment dans les milieux libéraux.

On a commencé à sentir, de l'autre côté de la Manche, la nécessité de se renseigner, mieux qu'on ne l'avait fait jusqu'ici, sur une question qui, de plus en plus, appelait certains éclaircissements. Et c'est dans ces conditions, que le D^r Monro, l'illustre helléniste qui occupe la charge de *prévôt* à l'Oriel College d'Oxford, profitant de la présence en cette ville de M. A. Andréadès, professeur agrégé à l'Université d'Athènes et directeur du *Bulletin d'Orient*, l'a invité à développer devant un auditoire choisi, les points sur lesquels il était le plus urgent d'appeler l'attention publique.

Le jeudi 25 mai, un meeting réunissait dans une des salles d'Oriel-College, les prévôts et les recteurs des principaux collèges d'Oxford, de nombreux hellénistes de marque, parmi lesquels M. Percy Gardner, ainsi que d'autres illustrations de l'antique Université.

La conférence de M. A. Andréadès a duré environ une heure. L'orateur, qui parlait en anglais et sans le secours d'aucune note, a déclaré qu'il n'entendait pas traiter devant un pareil auditoire de la question macédonienne en général. Ce serait s'exposer à des répétitions inutiles et fastidieuses. Il préférait attirer l'attention de ses auditeurs sur quatre aspects de la question essentiellement importants. Sur les deux premiers points : politique extérieure de la Grèce et action des comités en Macédoine, on n'avait pas tout dit. Il était nécessaire de remettre les choses au point, de dissiper un grand nombre de malentendus, et de faire justice de certaines légendes calomnieuses.

Les deux autres aspects de la question, à savoir : le droit des populations macédoniennes de

choisir une patrie selon leur conscience nationale et la situation des populations grecques soumises présentement à la domination bulgare, avaient été jusqu'ici volontairement négligées. Il convenait de les mettre en lumière.

Voici un résumé de l'argumentation de M. Andréadès.

I. — *Rapports de la Grèce avec la Turquie et les autres Etats balkaniques.*

M. Andréadès constate le bruit mené autour d'une prétendue alliance gréco-turque. L'indignation qu'il suscita, avait été assez vive — détail piquant — particulièrement dans les pays qui avaient été les alliés les plus anciens et les plus fidèles de la Turquie. Mais n'oublions pas que cette alliance gréco-turque fut inventée et dénoncée tout d'abord à l'Europe par les Bulgares : il y a quelques mois à peine, M. Zolotovitz, agent de Bulgarie à Paris, dans une interview accordée au *Temps*, en parlait comme d'un fait constant.

Or, il est facile de remarquer qu'aucune preuve n'a jamais été apportée à l'appui d'une pareille assertion. D'ailleurs, les événements ont infligé aux calomniateurs le démenti le plus éclatant.

Les Turcs, en effet, non seulement n'ont pas défendu les paysans gréco-macédoniens contre les violences des comités, mais ils se sont aussi abstenus de punir les auteurs des crimes commis par centaines sur les Grecs. En outre, dans leur répression des désordres de l'automne 1903, les troupes turques n'ont pas épargné les villages grecs qui, pourtant, s'étaient tenus à l'écart du mouvement. Il n'est pas exagéré de dire qu'à cet égard, les souffrances des populations grecques ont été plus grandes que celles des populations bulgares. Cela tient en partie au fait que les comités n'ont occupé que des villes grecques (Crushovon, Clissoura, Néveska), ce qui leur a permis : 1° de lever des contributions de guerre sur les orthodoxes; 2° de provoquer des actes de cruauté de la part des troupes turques, et d'exciter l'indignation de l'Europe contre l'Osmanli sans grand dommage pour leurs propres coreligionnaires. Exemple, le massacre turc de Crushovon, après le pillage bulgare (1).

Les Turcs, non contents de ne pas protéger les Grecs, les ont traités de la façon la plus barbare. Se seraient-ils conduits ainsi envers des alliés? Auraient-ils contre un peuple ami soulevé l'incident Antonopoulos de Smyrne ou l'incident Callergis de Monastir?

La vérité est que la Grèce, à tort ou à raison, a poursuivi toujours et uniquement, une entente avec les Etats chrétiens des Balkans. Ses ouvertures ont été tantôt repoussées et tantôt trahies. Ces faits sont reconnus, dans une étude récente, par un auteur peu sympathique aux Hellènes, M. Bourchier. « Les ouvertures de la Grèce, dit celui-ci (2), furent accueillies avec faveur à Belgrade; mais elles furent repoussées à Sofia et Stamboulof alla jusqu'à les dénoncer au Sultan obtenant en échange des concessions en Macédoine. »

Pour finir avec la question d'une alliance turque, M. Andréadès déclare qu'il estime, quant à lui, que les Etats de la péninsule illyrique ont le droit de poursuivre une pareille alliance, si tel est leur intérêt, mais il ajoute que si l'on veut considérer cette alliance comme un crime, il faut reconnaître qu'un pareil acte n'est imputable qu'à la seule Bulgarie. A preuve, l'alliance défensive et offensive de 1886; toute la politique de Stamboulof; la neutralité, peu désintéressée, de la principauté pendant la guerre de 1897, enfin l'arrangement Natchévitch de mars 1904.

(1) Blue-Book, Turkey N° 1, 1903.

(2) *The Balkan Question*, édité by L. Villari, p. 88.

II. — Action des comités bulgares en Macédoine.

L'orateur constate que la fallacieuse devise des comités : *La Macédoine aux Macédoniens*, leur a valu beaucoup de sympathies dans les milieux libéraux de l'Occident. En réalité, c'était là une formule d'exportation, un pavillon destiné à couvrir des marchandises suspectes. L'on sait aujourd'hui qu'en Macédoine les comités ont poursuivi dès l'abord, moins une politique d'émancipation qu'une politique de bulgarisation qui, depuis l'accord Natchévitch, est même leur unique préoccupation. Ce qui pis est, ils ont toujours usé des moyens les plus barbares. On a essayé, il est vrai, d'expliquer ces hécatombes de prêtres, d'instituteurs et de notables grecs par le fait que les victimes avaient été des traîtres, des dénonciateurs.

Mais pour percer à jour cette pauvre excuse, il suffit de rappeler qu'avant d'être frappées par le poignard des comitadjis, les victimes étaient mises en demeure d'adhérer à l'Exarchat; c'est seulement dans le cas de refus d'abandonner l'hellénisme et l'orthodoxie, que les comités prononçaient leurs arrêts de mort. Le grand nombre des crimes commis, témoigne de la fidélité des Macédoniens à la foi nationale. Le fait qu'ils n'ont jamais été punis, prouve que les victimes n'étaient pas au service de la Porte, car en pareille occurrence, la Turquie n'eût pas laissé se répéter des crimes qui l'eussent privée de ses organes.

La politique de bulgarisation se poursuivait de la façon la plus systématique. On avait recours, non seulement au meurtre, mais aussi au boycottage : boycottage d'individus et de localités ; exemple, le boycottage des marchés hebdomadaires de Mejenikon et de Yennitsa. De plus, là où un crime ne suffisait pas, on récidivait ; les successeurs des prêtres, des instituteurs ou des mouktars assassinés avaient le choix entre la mort ou l'adhésion au schisme. Dans ces conditions, des centaines de personnes furent obligées de chercher le salut dans la fuite. Parfois, on assassinait non seulement le proscrit récalcitrant, mais aussi ses protecteurs. C'est ainsi qu'à Gritsista, on brûla vive l'institutrice grecque du village et toute la famille qui lui avait donné l'hospitalité.

Une politique semblable ne pouvait avoir qu'un résultat : pousser les Grecs à prendre les armes. C'est ce qu'ils firent après s'être vainement adressés pendant deux ans à l'Europe. Les rapides succès qui ont marqué leur apparition, sont une preuve éclatante que le pays est avec eux. On peut aujourd'hui voir ceux qui reprochaient aux Grecs une attitude passive, les accuser avec indignation d'empêcher le fonctionnement des réformes, — ce qui, entre parenthèses, — donne la mesure de la bonne foi de certains écrivains.

La sévérité avec laquelle les autorités ottomanes poursuivent les bandes grecques, dit assez ce qu'il faut penser des bruits répandus par les Bulgares et leurs amis et d'après lesquels les victoires des bandes grecques seraient dûes au prétendu concours des Turcs.

III. — Les populations macédoniennes et le principe des nationalités.

Le conférencier, abordant ce troisième point de son sujet, constate que la supériorité de l'influence hellénique en Macédoine, n'est contestée par personne, pas même par les Bulgares. Mais cette supériorité, ils veulent paraître ne pas en tenir compte, sous le prétexte que la plupart des Grecs macédoniens seraient d'origine bulgare et que, dès lors, ils devraient, en vertu du principe des nationalités, être considérés, non comme des Grecs, mais comme des Bulgares.

L'orateur se demande alors ce que c'est qu'une nation. Il rappelle la belle définition de Renan : « Un groupe d'hommes unis par des souvenirs communs et des espérances communes ; ayant la conscience d'avoir fait jadis de grandes choses ensemble, et la volonté d'en faire encore. » Il montre combien cette définition s'applique aux Hellènes macédoniens, aussi bien aux 400,000 qui parlent uniquement le grec, qu'aux 200,000 autres qui, généralement bilingues, parlent aussi le patois kontzo-valaque ou le patois macédonien du centre.

Ces derniers, il est vrai, sont couramment traités de *Bulgarophones* ; mais, M. Andréadès montre combien ce qualificatif est inexact : non seulement leur langue, loin d'être du bulgare pur, est un mélange confus de slave, d'albanais et de grec, avec, notamment, une énorme quantité de mots grecs anciens, mais encore par les éléments slaves que ce patois renferme, il se rapproche (surtout grammaticalement), du serbe bien plus que du bulgare.

L'argument de la langue se tourne donc aisément contre la thèse bulgare qui l'invoque. D'ailleurs, M. Andréadès convient que le critérium de la langue, surtout en Orient, n'a pas grande importance, et conclut qu'il faut s'attacher à la conscience nationale des individus. Cette conscience n'est d'ailleurs pas aveugle, et elle correspond toujours à des traditions locales ou familiales, à des sympathies ethnologiques, à des traits de caractères, etc., etc.

Pour finir, M. Andréadès examine :

IV. — L'état des populations grecques soumises à la domination bulgare.

Ces populations sont particulièrement nombreuses en Roumélie Orientale et sur le littoral de la mer Noire. Leur importance numérique et, mieux encore, leur supériorité intellectuelle et sociale, ont, dès le traité de Berlin, attiré l'attention de l'Europe, et des privilèges spéciaux leur ont été attribués par des actes internationaux.

Ces privilèges, surtout depuis l'incorporation de la Roumélie Orientale à la Bulgarie, le gouvernement de la Principauté s'efforce de les supprimer un par un. Les églises et les écoles grecques sont soumises à une persécution systématique, et de riches domaines ecclésiastiques ont été confisqués.

Il y a mieux : le gouvernement bulgare poursuit à l'égard de ces populations, une politique de bulgarisation tellement rigoureuse, qu'en fait, elles n'ont le choix qu'entre l'abandon de leur nationalité et l'exil. Elles se décident généralement pour cette seconde alternative. Sur les côtes de la mer Noire, les Grecs écrasés d'impôts spéciaux, sujets à des vexations de toute espèce, quittent en masse le pays. Dans les villes grecques d'Anchialos, Messimvria, Sozoupolis, etc., il est rare de trouver un homme adulte. Le même fait se reproduit, sur une moins large échelle, à l'intérieur.

Ce plan bulgarisateur est poussé jusqu'au ridicule : c'est ainsi que Philippoupolis est baptisée *Plovdiv*, Sténimachos, *Assénograd*, etc.

Dans ces derniers temps, les Bulgares se sont vengés de leurs échecs en Macédoine, en pillant les boutiques grecques de Philippoupolis et en assommant des Hellènes désarmés.

De façon générale, la situation des Hellènes de Bulgarie est donc aujourd'hui plus précaire que sous le régime turc. Ceci jette peu de lustre sur l'esprit politique des hommes politiques de Sofia, mais explique surabondamment certaines appréhensions des populations macédoniennes.

M. Andréadès résume sa conférence, en disant que les Grecs, loin de repousser l'introduction de

réformes en Macédoine, les ont toujours ardemment souhaitées. Ils les réclament aujourd'hui, plus instamment que jamais, mais, dans l'intérêt bien entendu du pays, ils demandent à ce qu'elles soient de nature à garantir les populations macédoniennes aussi bien du fonctionnaire et du bachi-bozouk turcs que du comitadjis bulgare.

Après une discussion générale, au cours de laquelle le *Regius Professor* de droit civil et d'autres notabilités présentes, ont demandé à l'orateur diverses explications supplémentaires, la séance a été levée.

Des remerciements et des félicitations, votés à l'unanimité, ont été transmis au conférencier.

La Roumanie et la Porte

La diplomatie roumaine, appuyée principalement par l'Autriche et l'Italie, vient d'obtenir de la Porte les principaux avantages qu'elle réclamait en Turquie d'Europe : introduction de la langue roumaine dans les églises fondées en Macédoine et en Epire par la Roumanie ; ouverture d'écoles roumaines et nomination dans ces écoles et, dans celles déjà existant, d'inspecteurs et de professeurs spéciaux ; constitution de communes roumaines avec leur propre bourgmestre ; le droit pour les Roumains d'envoyer des délégués dans les conseils administratifs des vilayets.

Ce n'est pas sans peine que ces avantages ont été extorqués. Durant quinze jours, il y eut même force tiraillements entre Constantinople et Bucharest.

A la cordialité traditionnelle qui caractérise les rapports des deux pays, avait brusquement succédé une crise qui, à un moment donné, prit une tournure assez sérieuse, par suite de l'incident de Jannina et de la résistance de la Porte aux demandes de la Roumanie.

Le 16 mai, le cabinet de Bucharest adressait à ce sujet à la Porte une note quelque peu vive, qui avait toutes les apparences d'un ultimatum. La note demandait une réponse pour le 23 mai, au plus tard, faute de quoi, la Roumanie menaçait de rompre ses rapports diplomatiques avec la Porte.

Le 22, la Turquie faisait connaître sa réponse. Elle était favorable aux réclamations roumaines. Le 25, le ministre des affaires étrangères annonçait officiellement à la Chambre de Bucharest ce succès, ajoutant que la Roumanie devait des remerciements au Sultan pour sa bonne volonté à son égard et aux puissances pour l'appui qu'elles lui avaient prêté : l'enthousiasme fut considérable ce jour-là au Parlement roumain. Les puissances qui, en cette occurrence, ont prêté leurs bons offices au gouvernement du roi Carol sont : l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie.

Bientôt après, à l'occasion de l'inauguration du câble de Constantza. Sa Majesté, dans son discours, prodiguait les éloges au sultan Hamid, en qui il s'honorait de voir « un ami », et c'est sans doute pour mieux marquer leur gratitude envers le Commandeur des Croyants, qu'à Bucharest on vient d'affecter un crédit considérable à l'érection d'une mosquée à Constantza — ce qu'on n'a jamais, jusqu'ici, songé à faire pour les musulmans de la Dobroudja.

Ainsi donc, tout est pour le mieux dans les rapports entre les deux gouvernements. Reste à savoir quelles seront les consé-

quences, quelle la portée des concessions accordées aux Roumains.

Nous disons : les *Roumains* et non point : les *Koutzo-Valaques*. Sur une population de 120.000 Koutzo-Valaques que compte la Turquie d'Europe, c'est à peine si 30.000 ont adhéré à la propagande roumaine : à ce sujet, il suffit de se référer à la dernière statistique établie par les soins de Hilmi pacha, peu suspect — loin de là — de roumanophilie, et publiée dans la *Correspondance politique* du 13 mars. La grande majorité des Koutzo-Valaques se dit et entend rester attachée à l'hellénisme.

C'est dans l'espoir de nous les arracher que la Roumanie a demandé et obtenu les avantages ci-dessus énumérés, c'est dans ce but qu'elle travaille depuis des années et que, d'ailleurs, elle a rétabli, l'année dernière, le crédit de 600.000 francs alloué à sa propagande. Mais, de ce côté, nous n'éprouvons nulle inquiétude : nous connaissons trop bien les sentiments hellènes des Koutzo-Valaques, et l'inefficacité de cette propagande qui, après tant d'années de travail, n'a abouti, en somme, qu'à créer des consulats qui n'ont pas grand'chose à faire et des écoles où, selon l'expression de M. Haret, lui-même, ancien ministre de l'Instruction publique de Roumanie, il y a « plus de professeurs que d'élèves ». Nous ne nous alarmons donc pas de ses récents succès. Et si, d'une part, nous regrettons que la Roumanie ait obtenu des avantages qui vont à l'encontre du principe fondamental du Patriarcat œcuménique, nous pouvons nous en consoler en pensant que ce sera précisément là pour nous une occasion de séparer l'ivraie d'avec le bon grain. Rien mieux que la reconnaissance d'une nationalité roumaine ne saurait prouver l'inexistence de cette nationalité. Car, comme le disait excellemment sir Francis Elliot, ministre d'Angleterre à Athènes, dans une dépêche qu'il adressait au marquis de Lansdown, au sortir d'une visite qu'il avait rendue à M. Romanos, alors ministre des affaires étrangères (1) :

« Les Koutzo-Valaques se sont toujours considérés Grecs et les défenseurs de la cause grecque, tels Kofettis, le leader révolutionnaire, et le baron Sina, le riche bienfaiteur d'Athènes. Cependant, ces dernières années, le gouvernement de Bucharest les a réclamés comme Roumains, alléguant une théorie d'origine commune, et poussant énergiquement à cette idée à l'aide de subsides aux écoles et aux églises. Les Roumains sont allés jusqu'à prétendre qu'il n'y avait pas de Grecs, même en Epire, province des plus grecques, par la langue comme par les aspirations de ses habitants, tout comme si elle faisait partie du royaume. Ils étaient actuellement entrain d'insister auprès du Patriarcat de Constantinople, le menaçant de schisme (!) afin de lui faire accorder l'usage de la langue roumaine dans les églises, et cette demande a été fortement appuyée par le gouvernement turc, mais le Patriarcat se montrait ferme dans son refus, et il était à espérer qu'il s'en tiendrait là ! »

Ce n'est pas parce qu'elle aura le droit de fonder des communautés que la minorité roumanisante pourra grossir ses maigres effectifs.

L'heureuse intervention de la Roumanie en Turquie d'Europe aura un autre résultat.

Il n'existe pas en Turquie de communauté chrétienne représentée auprès du gouvernement ottoman par une autorité autre que

celle de l'église à laquelle chaque communauté se rattache. Les Koutzo-Valaques hellénisants ou roumanisants relèvent du Patriarcat œcuménique. En s'arrogeant — ou, si l'on préfère, — en obtenant le droit, qui n'a jamais été réclamé par aucun des gouvernements des Etats balkaniques, ni reconnu à aucun d'entre eux, de parler en leur nom, ou plutôt au nom de la minorité dissidente, le cabinet de Bucharest a rendu un réel service aux Etats limitrophes : elle a créé un précédent. Aussi, la Porte, qui lui a reconnu ce droit, ne devrait-elle pas s'étonner que demain un quelconque des gouvernements intéressés au problème balkanique, vienne l'invoquer, en réclamant, par exemple, le droit de nommer des inspecteurs dans les écoles que leurs véritables congénères entretiennent dans le pays.

L'INCIDENT DE JANNINA

Il y a quelque temps, deux inspecteurs des écoles roumaines vinrent de Monastir à Jannina, afin de travailler à obtenir un résultat appréciable en Epire, où, malgré l'argent distribué, la propagande roumaine a tout à fait échoué.

Osman-pacha, gouverneur général de Jannina, remarqua que les nouveaux inspecteurs se trouvaient constamment au consulat de Roumanie, s'entendant avec M. Padéano sur les moyens les plus propres à faire réussir leur mission. Le gouverneur leur recommanda de ne pas oublier qu'ils étaient sujets ottomans et, comme ils ne semblaient pas se soucier de ces avertissements, à l'approche de Pâques, l'inspecteur turc des écoles vint leur rappeler les ordres précédemment donnés. Le consul de Roumanie entra dans une violente colère et se rendit auprès du Vali pour protester. Osman-pacha, très calme, fit remarquer à M. Padéano qu'il ne lui reconnaissait pas le droit d'intervenir entre l'autorité et les sujets ottomans. Le consul de Roumanie répliqua que c'était son gouvernement qui payait les professeurs et qui entretenait les écoles, que les inspecteurs dépendaient du consul de Roumanie et que les autorités locales n'avaient pas le droit de se mêler des relations du consulat avec le personnel enseignant roumain.

A la suite de cet entretien, le Vali donna l'ordre de faire des recherches dans les maisons des deux inspecteurs ; on y saisit leurs livres et leur correspondance. Celle-ci démontra que les inspecteurs poussaient les quelques fidèles de la propagande roumaine de Vavousi et de Fourka, gagnés à prix d'argent, à susciter des troubles dans les églises grecques pendant les fêtes de Pâques, ce qui eut réellement lieu dans l'église de Vavousi.

Pourtant, à la suite de la tournure que prirent les événements, non seulement les inspecteurs furent relaxés, mais encore le Vali reçut l'ordre de présenter ses excuses à M. Padéano.

Protestation des Thraces

CONTRE LES CRIMES BULGARES

Athènes, 10 mai.

La criminelle attitude de la propagande bulgare, qui est la même en Thrace qu'en Macédoine et en Vieille-Serbie, a amené l'hellénisme de Thrace à arrêter toutes les mesures propres à sa défense.

Son attention a été attirée non seulement par les meurtres commis au grand jour, mais

encore et surtout par les sourdes menées du bulgarisme cherchant à créer à Andrinople une communauté, en y fondant des écoles, dont on fait venir les élèves de Bulgarie, et en pensionnant quelques familles pauvres, moyennant la déclaration qu'elles sont bulgares.

Jusqu'ici la concentration d'une masse bulgare à Andrinople n'y a point réussi : ils sont 800 à peine contre 35.000 Grecs.

Notre force est, d'ailleurs, trop considérable pour que, de ce côté, nous n'envisagions pas l'avenir avec confiance. Peu nous importe qu'ils brandissent leurs statistiques imaginaires. Laissons-les se payer de mots et de chiffres. Mais nous entendons empêcher les assassins de poursuivre leur besogne homicide.

Ce qui ne pouvait qu'exciter l'indignation des Hellènes de Thrace, c'est le sort lamentable qui est fait à nos congénères résidant en Bulgarie, et tout récemment encore, les odieux attentats dirigés contre eux, à la suite de cette affaire de Zagoritchani qui, du reste, constitue une des meilleures mesures de prophylaxie que les Macédoniens aient prises contre le banditisme bulgare.

Ces faits, et d'une façon plus générale, la persécution dont les Hellènes de Bulgarie sont l'objet, dans l'usage de leur langue, l'entretien de leurs écoles, l'attachement à leur nationalité, ont provoqué une grande réunion du *Sylogue des Thraces d'Athènes*, qui s'est tenue dans les bureaux de l'Association l'*Hellénismos*, sous la présidence du professeur Kasasis.

C'est devant une salle comble que M. Spyridis, président du Sylogue, a pris la parole pour flétrir ces attentats et faire entendre que les mesures étaient arrêtées qui, en Thrace (vilayet d'Andrinople) tout au moins, devaient refréner la folie criminelle des Bulgares. D'autres orateurs ont également pris la parole, parmi lesquels, M. Voutyras, le distingué journaliste, l'excellent patriote dont le nom fait autorité en matière de politique orientale. Après avoir énuméré les méfaits des bandits-libérateurs et signalé la flagrante et révoltante injustice dont le monde civilisé a, durant de longs mois, fait montre à l'égard de l'hellénisme, en demeurant sourd à la voix que la Grèce libre élevait en faveur de ses fils massacrés, et aux protestations indignées d'un peuple qui n'entendait pas se laisser décimer, M. Voutyras a insisté sur les récents événements de Philippoli et la nécessité pour tous les Hellènes de s'unir pour défendre leurs frères de Macédoine. La patience a des bornes, a-t-il dit, et si le découragement est parfois un mauvais conseiller, il est des circonstances où il détermine les actes les plus énergiques et les plus efficaces.

La motion suivante, présentée par MM. Spyridis, Voutyras et Passoglou (de Philippoli), a été votée par l'assistance :

Aujourd'hui, mercredi, 20 avril, sur l'invitation du Sylogue patriotique Thrace, se sont réunis dans les bureaux de l'Hellénismos tous les Thraces d'Athènes et du Pirée à l'effet de protester devant le gouvernement hellénique et le monde civilisé contre les cruautés et violences qui ont eu lieu à Philippoli contre les Grecs de cette ville, qui se trouvent par là privés du plus élémentaire des droits de l'homme dans un pays qui est leur patrie et a été celle de leurs ancêtres, ayant, pendant des siècles, défendu la liberté et la civilisation de l'Europe contre les barbares.

(1) *Bluc-Boak*, 1905, N° 29. Dépêche en date du 7 octobre 1904.

C'est par humanité surtout que l'Europe consentit au sectionnement de la Thrace, dont elle retrancha la Roumélie Orientale. Mais ce fut à la condition expresse, nettement formulée par le Congrès de Berlin et développée par la Commission internationale dans le Règlement organique de la Roumélie Orientale, que la province privilégiée n'aurait pas de qualification ethnique et que les droits de tous ses habitants seraient également respectés.

Et cependant les Hellènes, qui constituent la plus laborieuse et la plus obéissante aux lois des populations de la Roumélie Orientale, sont mis hors la loi et subissent de cruelles persécutions de la part de ceux qui, après avoir ensanglanté la Macédoine, ne tolèrent pas l'hellénisme dans ses propres et antiques foyers.

Mais les puissances qui ont reconnu l'émancipation politique des Bulgares et leur progrès en civilisation, au point de leur permettre de s'annexer la Roumélie Orientale, habillée par de nombreux Hellènes, au mépris des traités, daigneront examiner les actes inouïs d'arbitraire et de violence de Philippopoli, indiquant que les Bulgares sont en retard dans la voie de la civilisation et pouvant avoir de graves conséquences pour les nôtres.

Une commission est chargée de remettre au gouvernement hellénique et aux ministres des grandes puissances, avec prière de la transmettre à leurs gouvernements respectifs, copie de la présente résolution. Athènes, le 20 avril (v. s.) 1905.

LA QUESTION CRÉTOISE

La Bulgarie vient, paraît-il, de faire savoir aux puissances qu'elle considère la question de Crète comme étant tout à fait indépendante de celle de Macédoine et que dès lors la solution de l'une ne sera pas de nature à influencer sur celle de l'autre.

On se demande à quelle considération a obéi le gouvernement du prince Ferdinand en faisant cette déclaration. Nous nous abstenons, quant à présent, de formuler à cet égard l'explication que nous croyons pouvoir donner de cette démarche inattendue du cabinet de Sofia. Mais nous l'enregistrons avec d'autant plus d'empressement que certains amis des Bulgares et la diplomatie européenne elle-même, par la voix de M. Tittoni, ont exprimé l'appréhension que l'union de la Crète à la Grèce n'entraînât des complications dans les Balkans et ne rendit les Bulgares plus exigeants dans les affaires de Macédoine.

M. Skouzès, ministre des Affaires étrangères de Grèce, a d'ailleurs, l'autre jour, du haut de la tribune de la Chambre, d'autant mieux fait justice de cet argument, qu'il a rappelé que l'annexion de la Roumélie Orientale, qui pourtant intéressait directement la Grèce, n'entraîna aucune compensation en faveur de cette puissance. Nous ne voyons pas en quoi la Bulgarie se mêlerait de la question crétoise où elle n'a rien à voir. A ce titre, la déclaration qu'on lui prête nous semble lui avoir été dictée par le plus élémentaire bon sens.

Le 7 mai, les ambassadeurs de France, d'Angleterre et de Russie à Rome se sont réunis à la Consulta, sous la présidence de M. Tittoni, pour examiner la question.

C'est le résultat de cette délibération, qui n'a pas duré moins de deux heures, que les consuls des puissances ont transmis au peuple crétois sous la forme d'une note remise au prince Georges le 12 mai et où, rappelant leurs déclarations antérieures, les puissances disent qu'en présence de l'agitation qui se manifeste dans l'île en faveur de l'annexion à la Grèce, elles se considèrent comme obligées d'écarter, par la proclamation actuelle, toute idée d'un changement dans la situation politique.

Tout en communiquant cette décision catégorique, les puissances annoncent qu'elles seront disposées, aussitôt que les insurgés auront posé les armes à introduire telles réformes administratives et financières qui pourraient être nécessaires pour le bien de l'île. Les puissances espèrent qu'en présence de cette nouvelle preuve de leur sollicitude la tranquillité, qui a été momentanément troublée, sera rétablie. Si cependant les factieux, ne se rendant pas compte de l'intérêt public et des lois de la raison, persistaient dans leur attitude séditieuse, les puissances sont fermement résolues à prendre telles mesures militaires et navales qu'elles pourraient juger nécessaires pour faire respecter leurs décisions et rétablir l'ordre.

Répondant du tac au tac, l'Assemblée crétoise a, dans sa séance du 28, adopté l'ordre du jour suivant :

Attendu que l'union avec la Grèce est la seule solution naturelle, précise et juste de la question après nos longues lutttes et nos sacrifices; que la situation politique actuelle ne saurait manifestement se prolonger; que la question crétoise étant vieille d'un siècle ne saurait avoir aucun rapport avec celle des Etats balkaniques qui n'existait même pas à cette époque-là et que toute tentative d'obtenir un règlement national par les armes serait dangereuse et préjudiciable;

Cette Assemblée déclare regretter profondément que les puissances aient refusé d'approuver ses ordres du jour antérieurs et insiste pour l'établissement de l'union que demandaient ses proclamations.

L'assemblée prie instamment les puissances protectrices de compléter leur œuvre noble et civilisatrice qui consiste à mettre fin aux maux du peuple crétois; exprime une vive reconnaissance envers ces puissances pour les réformes promises qui signifient pour l'assemblée un progrès vers l'union et invite les Crétois en armes à mettre bas les armes. Se réservant le droit pendant la session actuelle de convoquer l'Assemblée pour faire progresser la question nationale après le rétablissement de l'ordre, elle termine pour le moment ses séances.

L'Assemblée vient d'affirmer à nouveau sa volonté par le vote suivant :

La Chambre crétoise exprime ses regrets de la non-ratification par les puissances de son vote prononçant l'annexion de la Crète à la Grèce. Elle persiste dans ce vote d'annexion, expression des vœux du peuple crétois tout entier.

En prévision d'une tentative des puissances pour réprimer l'insurrection par la force, les

insurgés établissent des fortifications sur les hauteurs dominant la Canée.

Ils continuent, d'ailleurs, à s'avancer autour de la ville où l'agitation croît de jour en jour. Jusqu'ici, les troupes internationales n'ont pas attaqué les insurgés, mais il est à craindre que d'un moment à l'autre n'éclate le conflit. Les Crétois se montrent de plus en plus irrités. La vue de ces navires étrangers qui, de forts contingents d'infanterie de marine à bord et les canons braqués sur eux, semblent les défier. Les Anglais, les Italiens sont déjà là. Les navires français la *Tourmente* et le *Chevalier* sont en route pour rejoindre le Kléber.

Cependant, les Crétois ne désarment pas; et ils ne désarmeront pas, c'est certain, il faut mal les connaître pour croire qu'ils reculeront devant les troupes des puissances. Les gendarmes eux-mêmes fraternisent avec les insurgés et s'enrôlent souvent dans leurs rangs.

Et MM. les diplomates croient pouvoir étouffer par des notes diplomatiques et des préparatifs guerriers le cri de tout un peuple, réclamant son union à la mère patrie d'un peuple qui se bat depuis un siècle pour réaliser son idéal national.

Mais ce n'est pas seulement affaire de patriotisme. La situation économique de l'île commande impérieusement l'union, c'est-à-dire le dégrèvement des charges, seule mesure qui puisse mettre un terme au marasme dont souffre le pays. Le peuple paye des impôts écrasants et ne bénéficie d'aucun progrès. Tout s'en va en traitements de fonctionnaires. Ceux-ci payés, il reste annuellement sur un budget de 4 millions à peine 100,000 francs pour les travaux publics: construction de routes et réparations de ports. Bref, la Crète est à peu près aujourd'hui dans le même état économique qu'en 1897.

EN GRÈCE

En Grèce, on suit avec une vive émotion les phases de la question.

Le gouvernement se montre modéré et engage le public au calme.

Le 21 mai, est venue en discussion à la Chambre, une interpellation de députés opposants, demandant au gouvernement des explications à propos des récentes déclarations de M. Tittoni à la Chambre italienne au sujet de la question crétoise, et notamment de l'apostrophe adressée au député Galli: « Vous êtes plus philhellène que le gouvernement hellénique qui a reconnu loyalement la situation actuelle. »

M. Skousés, ministre des affaires étrangères, a répondu qu'il n'a pas le compte rendu officiel des déclarations de M. Tittoni. Il a ajouté qu'à son avis, la seule solution logique et pratique est l'union de la Crète à la Grèce; que les craintes que cette union aient une répercussion dans les Balkans ne sont pas fondées comme en 1885, quand une autre solution intervint dans les affaires des Balkans, contraire à celle que les puissances avaient donnée, et que cette solution n'influença pas la question crétoise alors en suspens comme aujourd'hui.

M. Delyannis, président du Conseil, de son côté, a fait les déclarations suivantes :

Lorsque le régime actuel fut établi, dit

M. Delyannis, il n'eut pas mon approbation ; cependant, l'Europe insista et nous dûmes nous incliner. Les puissances ont déclaré d'ailleurs que ce régime devait avoir un caractère provisoire. Nous devons cependant avouer qu'il ne sert pas les intérêts des Crétois. C'est pourquoi nous voudrions y voir mettre fin. Cela, toutefois, ne dépend pas de nous, mais bien de la volonté des puissances. Quant à nous, il nous importe d'avoir de la patience et de travailler à obtenir que l'on fasse droit aux vœux des Crétois, tout en conseillant à ces derniers de s'abstenir d'actes de violence qui ne pourraient que compromettre leur cause.

Je conseille à tous, notamment aux impatients qui sont partisans de mesures violentes, d'avoir confiance dans le gouvernement hellénique et de lui laisser le soin de traiter de la question dans cette conviction que le gouvernement est aussi patriote que n'importe qui et qu'il est en mesure d'apprécier mieux que personne la situation et les événements.

Le prince Georges représente pour la Crète une promesse et une garantie que l'union aura lieu. S'il se produisait un changement, la situation de la Crète empirerait et nous aurions à déplorer une diminution des probabilités actuelles de l'union. Je crois que les conditions se seraient améliorées en Crète si le mouvement de Thérissos, que j'ai toujours désapprouvé, ne s'était pas produit. J'ai tout lieu d'espérer que l'on abandonnera toute mesure extraordinaire et, certainement, nous ne sommes pas disposés à approuver les mesures que les puissances se proposent d'inaugurer en Crète pour l'amélioration des finances et de l'administration.

Nous avons fait tout ce qui est en notre faible pouvoir pour écarter un tel danger et nous espérons qu'il pourra être évité.

D'autre part, je n'ai pas lieu de désespérer de voir apporter par l'Europe une solution favorable à la question, lorsque les circonstances le permettront. D'aucuns voudraient voir associer la question crétoise à d'autres questions. La Crète est isolée et intéresse uniquement la Méditerranée. Il est impossible qu'elle subisse le même sort que la Macédoine où il y a conflit de nationalité. J'espère que l'Europe se rendra compte de cette situation exceptionnelle.

Faisant ensuite allusion à la réponse que M. Tittoni, ministre des affaires étrangères italien, a faite à M. Galli, le président du conseil dit :

J'ignore si le compte rendu de son discours, tel que la presse le donne, est exact ; mais j'invite la Chambre à ne montrer, dans une déclaration officielle du gouvernement, aucun acte ou phrase de nature à laisser supposer que le gouvernement s'est montré moins philhellénique que le député italien Galli.

L'ITALIE ET LA CRÈTE

Au cours de la discussion du budget à la Consulta, M. Galli a posé une question à M. Tittoni, ministre des affaires étrangères, relativement aux affaires de Crète. L'honorable député a exprimé le vœu que le gouvernement italien n'envoie pas des soldats dans l'île pour étouffer les sentiments patriotiques des Crétois. D'autre part, ajouta-t-il, la question crétoise est étroitement liée à la question de la Méditerranée, comme l'a montrée la récente intervention de Guillaume II.

M. Tittoni a répondu en ces termes :

L'union que l'on demande encore de la Crète à la Grèce est actuellement impossible surtout à cause de la répercussion qu'elle aurait dans les Balkans. Les Crétois oublient trop légèrement la reconnaissance qu'ils doivent aux puissances qui leur ont donné autonomie et liberté pour leur créer en ce moment des sujets d'inquiétude.

L'honorable M. Galli ne voudra pas, je l'espère, être plus philhellène que le gouvernement hellénique lui-même qui a équitablement reconnu que pour le moment l'union de l'île à la Grèce est impossible et dangereuse. D'ailleurs je crois que la question de l'union a été fomentée par des mécontentements qui existaient depuis quelque temps à l'état latent dans l'île. Il serait opportun d'assurer aux Crétois de sérieuses réformes financières et administratives. Je crois que les puissances et le prince Georges doivent poursuivre la réalisation de ces réformes. L'Italie ne peut cependant procéder à une action isolée qui ne serait pas conforme à celle de la France, de l'Angleterre et de la Russie.

Les négociations encore en suspens entre les puissances ne me permettent pas d'être plus explicite.

L'envoi de deux cuirassés dans les eaux crétoises tend à renforcer notre armée en Crète, qui est plus faible que celle des autres nations et à la protection des officiers italiens qui servent dans la gendarmerie crétoise.

M. Delyannis, président du Conseil, interviewé, à propos des déclarations de M. Tittoni, par un rédacteur du journal *Athènes*, a dit :

D'après M. Tittoni nous ne serions plus Hellènes mais philhellènes. Il est heureux pour nous que l'italien M. Galli soit moins philhellène que nous ci-devant Hellènes, philhellènes.

Nous ne voulons pas l'union ? C'est M. le ministre des affaires étrangères d'Italie qui le dit ? Et sur quelles déclarations se base-t-il pour l'affirmer ? Est-ce que nous avons fait des déclarations lui donnant droit de nous qualifier de philhellènes repoussant l'union ? Il y a d'autres déclarations de notre part que celles du désir de l'union.

L'attitude du gouvernement hellénique ne pouvait être différente de ce qu'elle est. Il ne pouvait s'opposer à la volonté des puissances protectrices sachant que la solution de la question crétoise est dans l'unanimité des puissances, unanimité qui ne paraît pas exister actuellement. Pouvons-nous violenter les puissances par l'agitation ? Cela n'exclut pas notre désir d'union et nul ne saurait nous reprocher de le repousser en gardant l'attitude que nous avons prise. (Sur la demande que les choses auraient pu changer si le gouvernement hellénique soutenait le mouvement unioniste, M. Delyannis répondit) :

Il n'a rien empêché, le gouvernement. D'autre part, il a des obligations. Ceux de Thérissos nous ont fait savoir au début qu'ils nous rendaient responsables du sang versé si nous ne convainquions les autres partis crétois de se ranger sous le drapeau de l'insurrection. Voyez-vous la trace de responsabilité pour le gouvernement hellénique ? Est-ce que nous pouvions agir sur ces partis qui refusaient de s'allier aux insurgés ? Je vous répète que le gouvernement hellénique a des obligations qu'il ne peut enfreindre en adoptant l'agitation malgré les aspirations générales vers l'union.

Pour ce qui concerne la solution de la question crétoise, je vous ai déjà dit qu'il n'y avait pas unanimité entre les puissances. Mais cela ne suffirait pas. Il faudrait aussi un réel désintéressement de leur part. Ce désintéressement n'a pas existé et n'existe pas aujourd'hui les puissances regardant la Crète comme une belle et désirable fiancée.

C'est ce qui fait qu'en 1878, au Congrès de Berlin, à l'insu du roi et du gouvernement, je me suis adressé à lord Russel pour lui représenter la nécessité de la cession de la Crète à la Grèce. Ne lui ai-je pas montré alors qu'il était de l'intérêt de l'Angleterre que l'île fût unie à la Grèce en cas de conflit des puissances dans la Méditerranée ? Il m'a dit que l'Angleterre ne s'opposait pas, sans dire qu'elle acceptait. Sur ces données et sachant que, pour le moment, les puissances repoussent l'union, pouvions-nous abonder dans le sens de ceux de Thérissos et soutenir l'agitation en l'encourageant ?

Si tout cela, conclut M. Delyannis, est de nature à convaincre M. Tittoni que nous repoussons l'union c'est lui et pas nous que cela concerne.

D'autre part, l'*Acropolis* publie une interview du ministre d'Italie à Athènes qui peut se résumer ainsi :

Toutes les puissances sont inspirées d'une très sincère sympathie pour la Crète et pour la Grèce. Mais, à l'heure actuelle, elles ne peuvent avoir d'autre attitude envers l'agitation de Thérissos. Elles se conduisent d'ailleurs ainsi dans l'intérêt de la Grèce.

Selon des renseignements de Belgrade et de Sofia tout changement en Crète serait préjudiciable aux intérêts de l'hellénisme en Macédoine. Le ministre d'Italie ne doute pas du patriotisme de ceux de Thérissos, mais il assure qu'ils rendent de mauvais services à leur pays. Il lui semble que c'est aussi l'opinion des hommes politiques grecs. Il est temps de chercher à consolider les sympathies de l'Europe pour les Crétois...

Or, la déclaration que vient de faire le gouvernement bulgare, aux termes de laquelle il ne voit, pour sa part, aucun rapport entre les affaires de Crète et celles de Macédoine, infirme la thèse que le diplomate a soutenue.

Le vrai motif de la résistance qu'opposent les quatre puissances dites protectrices, il faut plutôt le chercher ailleurs. C'est M. Delyannis qui nous l'a donné.

UN SAUVEUR & SON SYSTÈME

Parmi les différents sauveurs qu'a fait apparaître le problème macédonien, le rédacteur en chef de l'organe bulgare *La Macédoine* a, sans conteste, droit à une place à part. On connaît son système ; il se confond avec celui des « autonomistes » bulgares, qui, pour arriver plus facilement à l'accapement d'une contrée convoitée, ont trouvé habile de mettre en avant la formule fallacieuse de l'*autonomie*, qui heureusement aujourd'hui, ne trompe plus que ceux qui veulent être trompés. Nous avons précédemment montré l'inanité des efforts de notre nouveau sauveur, faisant fausse route, et avons regretté que ses talents ne fussent employés à la cause de la pacification d'une manière plus pratique. Il n'y aurait plus lieu de revenir sur cette tentative mort-née. Nous n'aurions pas non plus voulu troubler le cours de douces mais dangereuses rêveries, s'il n'avait pas fallu montrer comment les hommes de parti pris savent écrire l'histoire. Au lieu de s'efforcer de pénétrer attentivement et d'exposer objectivement les faits, ils trouvent plus commode de penser et de parler conformément aux exigences de leur système, de telle sorte que, au lieu d'adapter fidèlement leur système aux faits, ce sont les faits que l'on s'efforce de ramener au *Système*. Les preuves à l'appui abondent, hélas ! Avant d'en présenter les plus récentes, rappelons d'abord succinctement les traits caractéristiques du *Système*. Cela nous montrera en même temps comment notre Sauveur a pu se tromper et induire aussi d'autres en erreur ; nous pourrons du même coup comprendre son obstination à lutter contre l'évidence.

Il a d'abord voyagé en Orient, ce qui lui assure déjà un certain prestige aux yeux de ceux qui n'y ont jamais été. En second lieu, il a soulevé des renseignements sur les choses d'Orient, dont la plupart exacts. Ensuite, étant « né en deça du dixième degré de longitude » — comme il l'a écrit lui-même — il profite de cette circonstance auprès de ceux qui n'ayant pas trop de temps pour réfléchir à ces questions, se figurent qu'il suffit d'être étranger à un pays pour être nécessairement impartial.

Ces braves gens, qui n'ont généralement qu'une idée assez sommaire des choses d'Orient, n'ont pas pensé qu'il n'y a pas lieu d'accorder une confiance illimitée aux allégations de notre Sauveur, parce que, malgré les qualités sus-indiquées, il voit et expose les choses à travers le prisme de ses *idées préconçues*.

Nous connaissons plusieurs catégories d'étrangers qui, pour des motifs divers, parlent des choses d'Orient dans un sens assez éloigné de l'exacte réalité. Notre Sauveur s'y reconnaîtra où il veut ; mais il ne trouvera pas offensant que nous le rangions, en tout cas, dans la catégorie de ceux qui ont fait fausse route par suite d'idées préconçues.

Quelles sont ces idées ? En voici les principales ; ce qui n'empêche qu'il y en ait aussi d'autres, qui nous peuvent échapper.

Il y a certains publicistes étrangers qui ont été en Macédoine et qui, au lieu de se donner la peine d'étudier attentivement les sentiments et de comprendre la volonté réelle de ses habitants, se sont simplement attachés à quelques signes extérieurs, tel celui de la langue. Et parce qu'ils ont rencontré un certain nombre de gens parlant un idiome slave, ils les ont vite catalogués en conséquence dans leur savante enquête. C'est un procédé tout juste aussi sérieux que celui d'un voyageur américain qui irait dans la Suisse française, par exemple, et qui, en y entendant parler français en conclurait sentencieusement que ses habitants parlant le français, sont Français et doivent revenir à la France.

Ceux-ci auraient beau protester d'une conscience nationale indépendante de leur langue, notre voyageur ne s'obstinerait pas moins à colporter doctement sa découverte dans son pays, et ses compatriotes seraient naturellement enclins à le croire, puisqu'il a été dans le pays dont il parle et qu'y étant étranger, il doit pouvoir juger de ses affaires et les comprendre mieux que les intéressés immédiats. En Macédoine c'est même encore mieux, le langage parlé n'étant pas toujours le bulgare pur. Première cause de méprise et d'idée préconçue. Elle n'est pas la seule.

Nous avons expliqué l'intérêt des Bulgares qui nourrissent l'arrière-pensée d'accaparer la Macédoine, à joindre à la Macédoine proprement dite la province presque estériement slave de Kossowo, pour constituer ainsi artificiellement une entité administrative, baptisée arbitrairement de Macédoine, et dans laquelle ils se flattent d'assurer la prédominance de l'élément slave. Celui-ci étant incontestablement en minorité dans la véritable Macédoine (formée, à peu de choses près, par les provinces de Salonique et de Monastir), on se propose ainsi de renverser les proportions et de justifier l'allégation, selon laquelle les Slaves sont en majorité dans la « Macédoine »... de leur fabrication.

Ce procédé vaut exactement celui des pangermanistes, qui voudraient rattacher à la Suisse les Etats de l'Allemagne du Sud pour former ainsi artificiellement un Etat, au sein duquel il y aurait une majorité allemande, afin de pouvoir après soutenir que la majorité de la population de cette « Confédération suisse » de leur cru, a une conscience nationale germanique et des aspirations pangermaniques.

Vous avez remarqué, en effet, que personne n'a encore osé sérieusement soutenir que la majorité de la population de la Macédoine proprement dite sympathise avec les tendances panbulgares des chauvins de Sofia, ou même simplement qu'elle ait une conscience nationale bulgare. C'est que le criterium infaillible de la conscience nationale, qui peut seul servir de base à une solution équitable de la question, gêne les appétits insatiables de ceux qui voudraient étendre leur domination, même sur des populations qui les détestent; tandis qu'en créant leur grande « Macédoine », ils espèrent arriver plus facilement au but.

Lors donc qu'on vient nous affirmer imperturbablement que la « Macédoine » a une majorité de population slave, nous savons ce qu'il faut en penser. Les « observateurs » étrangers qui veulent accréditer cette version parmi les leurs, ressemblent étonnamment au voyageur américain de tout à l'heure, constructeur des théories sur les Suisses français et sur la confédération germano-suisse.

Les résultats de leurs efforts seraient exactement les mêmes. Si notre Américain s'avisait de mettre en pratique ses idées, il soulèverait comme de juste l'hostilité irréductible des Suisses, Français ou Allemands, qui entendent conserver jalousement leur indépendance, même à l'encontre des sophismes de ceux qui divaguent, pour ne pas les avoir assez compris. Les efforts de nos autonomistes, qui croient pouvoir faire aussi facilement bon marché des aspirations nationales les plus respectables, auront le même sort.

Ils ont beau nous dire que ce qu'ils préconisent n'est pas la perte de la nationalité des intéressés, mais la constitution d'une nationalité nouvelle dans une province autonome, prélude d'un Etat indépendant. Ceux qui ne se paient pas de mots, savent très bien ce que cela signifierait en réalité. Le précédent de la « province autonome » de la Roumélie orientale est heureusement là pour le leur rappeler à chaque instant. Par surcroît, les Bulgares n'ont pas toujours eu soin de voiler leurs desseins. Plusieurs d'entre eux, ont crié à qui voulait les entendre, que la Macédoine devrait leur revenir et que l'autonomie serait l'étape transitoire vers

l'annexion, comme elle l'a été pour la Roumélie orientale, puisque actuellement, l'annexion immédiate est radicalement impossible.

De sorte que, l'autonomie de nos Sauveurs et l'annexion à terme à la Bulgarie, c'est bonnet blanc, ou blanc bonnet! Ce qui ne les empêche point d'édifier gravement leur Système, de s'acharner à le représenter comme le remède infaillible et de vouloir tout faire plier devant lui.

Notre Sauveur notamment, n'entend pas qu'il puisse se tromper sur un point quelconque. Si les autres ne peuvent pas être d'accord avec lui sur toute la ligne, ce sont eux qui ont tort. Lui est infaillible! Il est évidemment seul à avoir été en Macédoine et à avoir bien étudié et compris la question. Personne, en dehors de lui et de ceux qui partagent ses idées, n'a su le faire mieux.

C'est ainsi que s'est échafaudé le système de l'autonomie, préconisé par les Sauveurs étrangers de la Macédoine, avec une ardeur d'autant plus enthousiaste qu'elle correspond à une conception superficielle et injuste. Si maintenant on veut bien considérer que les intéressés non Bulgares, sont résolus à opposer la résistance la plus acharnée à toute mesure attentatoire à l'indépendance nationale qu'ils entendent conserver soigneusement, chacun pour son compte, on comprend que nous ayons qualifié la tentative autonomiste de rêverie dangereuse et malfaisante, lorsqu'elle n'est pas une manœuvre intéressée cousue de fil blanc.

ix

Nous en avons dit assez pour exposer le système par lequel on entend assurer le salut de la Macédoine.

Ce système devait se heurter inévitablement à la nature même des choses et aux faits les plus certains. Qu'à cela ne tiennent! On arrangera les faits conformément aux exigences du système et on les... exposera en conséquence. Ce n'est pas plus difficile que cela, comme vous allez voir.

Dans le *Journal de Genève* du 7 mai, notre Sauveur a écrit, entre autres affirmations de son cru, cette phrase qui en dit long: « Le Gouvernement d'Athènes semble affolé de crainte devant les réformes, qui vont mettre tous les Macédoniens sur le pied d'égalité pour les luttes futures et pacifiques du progrès et de la libre concurrence ». Vous pensez bien que les démentis et les protestations n'ont pas tardé d'arriver à la rédaction du journal. Et, en effet, à s'en tenir au sens habituel des mots, cela voudrait dire que la Grèce est opposée aux réformes, par opposition à la Bulgarie, dont notre auteur venait de dire qu'elle avait « pratiqué trop longtemps le brigandage méthodique, mais la voici qui donne tout son appui à l'œuvre des réformes ». Prétendre cela, cependant, c'eût été simplement dire le contraire de la vérité, la Grèce ayant à diverses reprises déclaré qu'elle souhaite et réclame des réformes en Macédoine, réformes qui, en améliorant la situation des habitants, profiteraient à tous et aux Grecs qui y sont les plus nombreux. Et comme on ne peut présumer que le signataire de cette phrase ait voulu dire une contre-vérité force est bien de lui chercher un autre sens. Pour cela, il est bon de préciser d'abord ce qu'il entend par *réformes*. On a entendu par là toutes les mesures destinées à améliorer le sort de la population, et concernant par exemple la sécurité publique, l'administration de la justice, la perception de la dime, le paiement des traitements, etc. Jusqu'ici tout le monde est d'accord, encore qu'on ait vu les Bulgares engagés dans la gendarmerie profiter de leur situation pour favoriser les bandits, leurs congénères. Mais les autonomistes entendent aussi « par réformes », les mesures de nature politique, destinées à favoriser leurs plans et à aider à la compression de l'élément hellénique. Il est naturel que les Grecs soient hostiles à ces mesures, et il n'est pas douteux que notre Sau-

veur à leur place, s'y fût également opposé. Si c'est à cette hostilité qu'il a voulu faire allusion, il aurait dû l'exprimer plus clairement. Seulement alors, c'est son système qui n'aurait pas été satisfait. Celui-ci exige que l'on dénigre la Grèce, qui a l'audace de s'opposer aux manœuvres des autonomistes. Une phrase ambiguë la mettant en mauvaise posture, rejetant sur elle tout l'odieux d'une opposition aux « réformes », remplissait mieux ce but.

Dans la même occasion, après avoir proclamé sa sympathie pour le génie slave — et nous lui savons gré de cette franchise — notre auteur ajoute: « Il y a des brigands bulgares qui infestent encore la Macédoine; j'en suis avec vous indigné. Mais permettez que je maudisse également les brigands grecs et que je ne les envisage pas ainsi que vous le faites comme de providentiels gendarmes. Pour les uns et les autres une corde! »

Ainsi, lorsque les Grecs, dont la patience trop longtemps mise à une dure épreuve, las de réclamer une protection à laquelle ils avaient droit contre les « brigands bulgares qui infestent encore la Macédoine », ont dû se résoudre à défendre enfin leurs, lâchement assassinés et persécutés, le système de notre Sauveur réclame pour eux la pendaison. Il paraît que dans le nouvel Etat, dont il prône l'érection, l'idée de la légitime défense sera bannie et que, d'après sa conception, la victime qui se défend sera mise dans le même sac que le malfaiteur qui l'attaque. C'est sans doute une nouvelle conception de la législation criminelle; mais, puisque le système entier repose sur des théories et des rêveries, il convient d'y comprendre aussi toutes les idées nouvelles.

Si l'on veut maintenant compléter les raisonnements du système, il suffira de lire l'article intitulé *A cœur ouvert!* publié en tête de la *Macédoine* du 20 mai. Ce titre nous avait d'abord fait plaisir, car nous ne demandons pas mieux justement que de discuter à cœur ouvert. Malheureusement, nous avons été vite déçus, en y trouvant des affirmations déjà plusieurs fois ressassées et réfutées. Il est vrai que nous nous sommes d'autre part divertis, en voyant notre infaillible Sauveur faire fausse route, imaginant des choses que nous n'avons ni dites ni même pensées, et contrarié parfois jusqu'à l'indignation, parce que nous avons osé lui montrer l'écueil contre lequel se briseront fatalement ses théories. Et, n'avait été le sang répandu et les ruines accumulées beaucoup moins — il faut bien le dire — par les Turcs que par les prétendus « libérateurs », assassinant ceux qu'ils disaient vouloir libérer, nous aurions pu rire en lui disant: Vous n'y êtes pas du tout, mon ami! Voici quelques échantillons cueillis dans son texte: « En bonne logique, je devrais reconnaître aux peuples le droit de disposer d'eux-mêmes. C'est-à-dire: Je devrais souhaiter que la Macédoine soit donnée à la Grèce, au grand déplaisir de ceux des Bulgares, des Serbes et des Koutzo-Valaques qui l'habitent. » Nous n'avons réclamé aucun privilège pour la Grèce. Nous avons demandé le respect de la conscience nationale, et, éventuellement, le partage futur sur la base de ce respect. Cela aurait sans doute comme conséquence d'attribuer à la Grèce des contrées convoitées par les clients bulgares de notre Sauveur et, réciproquement, à la Bulgarie des contrées que les chauvins grecs nous reprochent de lui abandonner. Le fait que notre transaction équitable est critiquée des deux côtés opposés, nous fait penser que nous sommes plus près de la vérité. Il est vrai, maintenant, que notre solution finale est incompatible avec le Système; ce n'est pas, cependant, une raison suffisante pour nous faire dire ce que nous n'avons même pas pensé.

Plus loin, le Sauveur se plaint de ce que son programme est incompris, et il ajoute: « On cherche à en dénaturer le sens parce qu'il paraît dangereux à des hommes qui ne peuvent voir d'un bon

œil ni la pacification des esprits, ni la neutralisation d'un pays qu'ils vouent aux ambitions de quelque égoïste et prétentieux voisin. » Et l'imprécation contre « les pêcheurs en eau trouble » vient quelques lignes plus loin. Ainsi, parce que nous avons montré que son système — le seul infailliable pour son auteur et ses amis — est irréalisable, nous sommes considérés comme des adversaires de la pacification ! Mais l'auteur, fanatique pour son excellent système, ne veut pas évidemment admettre que l'on puisse poursuivre la pacification définitive par des moyens plus pratiques. Lesquels ? Nous l'avons déjà dit : les réformes sincères, d'abord, à titre de régime provisoire et transitoire ; le partage ensuite.

Nous avons dit que la « conscience nationale macédonienne » n'existe que dans l'imagination des théoriciens de l'autonomie. On nous répond que nous avons peur de tout ce qu'ils pourraient faire *pour en faciliter l'éclosion*. Notre Sauveur admet donc que la condition primordiale pour la réalisation de son système, fait encore défaut. Avons-nous tort de dire qu'il cherche à bâtir sur le sable ? Mais il ne croit sans doute pas beaucoup lui-même au succès de son entreprise, si l'on en juge par cette phrase : « Supposez que nous réussissions aussi complètement que nous le voudrions... » Inutile de nous en donner la peine, car ceux que hante le traité de San Stefano, n'auraient pas la patience d'attendre que le Sauveur ait achevé de façonner la conscience nationale de son rêve.

Mais que dire de ce simple aveu, que s'il travaille à un plan panslaviste destiné à rendre par la ruse aux Bulgares ce que le traité de Berlin leur a refusé, il voit dans l'avertissement qu'on lui en donne une preuve de plus que son plan n'est pas si mauvais « et qu'il peut servir une cause de justice et d'humanité ». A la bonne heure ! Mais avouez-le donc, tout court, sans ambages et sans circonlocutions. La reconstitution de la Grande Bulgarie, c'est-à-dire l'extension du joug d'une domination, qui pour les intéressés serait non moins odieuse que celle des Turcs — qui le serait même bien davantage — sur une population dont la majorité l'exècre, voilà, n'est-il pas vrai, qui n'est pas pour vous déplaire ? Ont-ils donc tort ceux qui vous considèrent comme inféodé au bulgarisme ? C'est sans doute votre droit. Mais, vous ne sauriez compter dès lors sur le concours de tous ceux dont les aspirations nationales, qui sont pour le moins aussi respectables que celles de vos amis, dont vous vous faites l'avocat désintéressé, pèsent si peu dans votre système. Nous nous demandons aussi si le sous-titre de votre journal (organe de revendications légales pour tous les Macédoniens) correspond bien à la vérité ; mais nous oublions que vous avez la ressource d'une restriction mentale : vous entendez bien tous les Macédoniens, mais en vous réservant n'est-ce pas de n'y comprendre que les Macédoniens bon teint, ceux qui partagent les principes de votre système. Vos prédécesseurs, les rédacteurs du *Mouvement macédonien*, ne pensaient pas autrement.

Notre Sauveur proteste qu'il n'a pas avoué que les Bulgares aient été les premiers auteurs responsables de l'anarchie macédonienne ; mais il ajoute aussitôt : « Les premiers auteurs... ce sont les Turcs ou, plutôt, le Gouvernement turc. Ensuite ce sont les Bulgares, soit. Mais je vais dire comme je l'entends et je parlerai à cœur ouvert ».

Rappelons, d'abord, que la discussion était entre Bulgares et Grecs. L'avocat des premiers admet donc que les actes de violence de ses clients ont précédé ceux de leurs victimes. Et d'un. Écoutez maintenant le plaidoyer de notre théoricien : « Les Bulgares ont fait en 1903 un effort révolutionnaire puissant... Alors les Grecs de Macédoine ont appris qu'il était préférable de renoncer à la liberté plutôt que de la partager avec des Bulgares ». Comprenne qui pourra !

Dans le *Journal de Genève* du 7 mai, notre

journaliste se défendait, en s'indignant avec un lecteur suisse contre les « brigands bulgares qui infestent encore la Macédoine ». Dans la *Macédoine* du 20 mai, le même auteur, apparaissant dans son rôle de Sauveur, s'étonne que les Grecs de Macédoine n'aient pas eu la naïveté de faire un accueil fraternel à leurs assassins ! C'est qu'il est sans doute certaines conceptions dont un théoricien seul est capable.

Quant à l'accusation lancée une fois de plus contre les Grecs, par certains théoriciens, soit ignorants, soit de mauvaise foi, elle n'est pas faite pour les émouvoir. Il est aussi faux que ridicule de prétendre qu'ils ont renoncé à la liberté. Seulement, ils ont préféré mille fois la continuation encore pendant quelque temps d'un régime, mauvais sans doute mais destiné à disparaître un jour et avec lequel il y a en attendant certains accommodements possibles, à la prétendue « liberté » qu'entendaient leur imposer leurs assassins et qui n'aurait été que la soumission à un régime plus dur et plus durable, digne émule de son modèle, le régime russe.

Admirez maintenant comment notre théoricien forge des foudres contre les Grecs, qui se sont résolus à se défendre en employant la force, le seul langage compris par leurs persécuteurs : « L'insurrection vaincue, la principauté bulgare revenue à un esprit de sagesse politique... il n'y avait plus en Macédoine que le brigandage des *out-law* dont la Turquie par ses armes, l'Europe par sa gendarmerie internationale (sans doute les gendarmes complices des bandits et les officiers russes bulgarophiles. MK) et la Bulgarie par de prudents conseils seraient finalement venues à bout. »

Il est d'abord curieux que malgré le brevet de sagesse décerné à la Bulgarie « que tout observateur loyal doit reconnaître », les bandes bulgares venant de la Principauté aient continué à pénétrer en Macédoine. Mais en admettant même qu'il en ait été autrement, le fond du raisonnement de notre avocat revient à dire : La Bulgarie (peuple et gouvernement) a favorisé jusqu'ici les innombrables crimes accomplis par ses bandes pour terroriser les Grecs. Les affaiblir, leur extorquer des adhésions fallacieuses à une cause qui n'est pas la leur. Maintenant qu'elle juge opportun de se retirer, les Grecs n'ont ni le droit de se défendre contre les « brigands bulgares qui infestent encore la Macédoine », ni de ranimer les leur ! Cela serait évidemment contraire aux intérêts de la cause bulgare et aux exigences du système de notre Sauveur, ce qui est tout un, comme on l'a vu. De là à faire un crime aux Grecs parce qu'ils osent à leur tour se montrer, et jusqu'ici toujours avec succès, il n'y a qu'un pas, et il a été vite franchi. Les Bulgares et leurs défenseurs s'inspirent en cette occurrence du proverbe oriental, selon lequel le malfaiteur crie pour faire peur à sa victime. Ils crient avec l'espoir de donner le change au monde civilisé, par une interversion des rôles qui représenterait les Grecs comme les agresseurs. Mais leurs grossières malices sont aujourd'hui percées à jour. Le temps est passé où ils pouvaient, en exploitant la turcophobie des libéraux, répandre à profusion les mensonges et les calomnies sur leurs adversaires. Aujourd'hui on les connaît et leurs criailleries ne trompent plus personne.

Il faut tout de même, après cela, être doué d'une rare audace pour écrire que « le monde grec a commencé une campagne de calomnie en Europe ». Encore une de ces vagues accusations que l'on serait sans doute bien embarrassé de justifier, si l'on était obligé d'apporter des faits précis et probants à l'appui. Nous connaissons deux journaux surtout lus en Europe, que le gouvernement bulgare vient, dit-on, d'honorer de l'interdiction d'entrer dans la Principauté parce qu'ils sont favorables aux Hellènes : le *Bulletin d'Orient* et l'*Hellénisme*. Le *Bulletin d'Orient* ne contient que des faits, puisés aux meilleures sources et soigneusement con-

trôlés ; personne n'a encore pu en contester l'exactitude d'une manière sérieuse (car, il n'y a naturellement pas lieu de tenir compte de dénégations vagues). Quant à l'*Hellénisme*, il a montré qu'il a le courage de discuter les affirmations tendancieuses, de mettre toutes choses au point, de dévoiler la calomnie, de dénoncer les malfaiteurs et de flétrir les menteurs. A ces divers titres, il devait naturellement déplaire à tous les pêcheurs en eau trouble, dont il a dérangé les plans, qui n'auraient pu réussir qu'à la faveur d'une confusion. Mais que notre théoricien se faisant le défenseur de ses amis, ose parler d'une campagne de calomnie entreprise par les Grecs contre les Bulgares, cela montre qu'il a une trop grande confiance dans l'ignorance de ses lecteurs.

À l'observation au sujet de la comparaison superficielle et offensante pour les Klephtes de la Révolution hellénique de 1821, avec les malfaiteurs bulgares de la Macédoine. Et il donc nécessaire de rappeler une fois de plus qu'eux ne s'attaquèrent qu'au tyran dont ils voulaient abattre le joug, tandis que les bandits admirés par notre Sauveur persécutèrent avec férocité une partie de la population qu'ils prétendaient affranchir, assassinant des êtres sans défense, pillant, incendiant, violant, détruisant ? Vous avez beau dépenser tous vos trésors d'éloquence dans la *Macédoine* ; vous ne réussirez jamais à rendre dignes d'admiration les êtres abjects qu'un officier étranger de la gendarmerie macédonienne a proclamés dignes d'être pendus et pour lesquels vous-même avez demandé une corde dans le *Journal de Genève*.

Dans le premier numéro de son journal, le Sauveur avait écrit, en essayant de gagner la confiance des Macédoniens : « Vous ne voulez pas entendre parler d'autonomie, de peur qu'un seul peuple en bénéficie aux dépens des autres. Soit, pas d'autonomie. » Aujourd'hui, qu'on lui a démontré que, malgré ses promesses, il ne cherche, en réalité, que l'autonomie si chère aux Bulgares, il se plaint que les Hellènes aient « voué au mépris, sans autre explication, ni raisonnement (?) le nom d'autonomie ». Mais à quoi bon parler de cela, après sa superbe déclaration, ci-dessus rapportée, au sujet de la reconstitution éventuelle de la Grande Bulgarie.

Notre Sauveur s'insurge contre la thèse d'après laquelle « il y a des Macédoniens intéressés et d'autres qui ne le sont pas ». Ayant toujours réclamé une justice égale pour tous, nous ne nous serions pas arrêté à ce grief, s'il ne nous fournissait pas l'occasion de remarquer qu'il est très naturel que le monde civilisé s'intéresse davantage à la situation de ceux qui contribuent aux progrès de la civilisation par leur travail, leur intelligence, la douceur de leurs mœurs et leur activité pacifique, plutôt qu'à la cause de ceux qui veulent étendre leur domination territoriale sur d'autres peuples, en commettant des actes de barbarie qui reportent à plusieurs siècles en arrière. De sorte que, la colère du Sauveur devrait logiquement retomber sur ceux-là mêmes dont il admire l'œuvre et défend la cause.

Car notez bien qu'on a jusqu'ici soigneusement passé sous silence la question précise concernant les actes de violence commis par ses amis ; s'ils ne voulaient que la libération de leur pays, comment expliquez-vous, impartial Sauveur, les persécutions systématiques contre une partie notable de la population, les fausses adhésions au bas desquelles on faisait apposer des signatures extorquées par la violence, les lâches assassinats de femmes, d'enfants, de vieillards, d'instituteurs, de prêtres chrétiens, les déprédations, les incendies et les viols, commis beaucoup plus contre une population qui souffre également de la domination ottomane que contre les Turcs ? N'est-ce pas là une démonstration éclatante, méconnue seulement par ceux qui veulent brèche l'*Hellénisme* en Macédoine ? Et c'est sur les bandits qui ont entrepris cette noble besogne,

que vous vous efforcez d'attirer la commisération du monde civilisé, en les représentant comme des hommes qui ne combattent que pour leur liberté et en essayant de les faire bénéficier d'un rapprochement avec les héros de l'indépendance hellénique.

En terminant, le généreux Sauveur proteste de son impartialité. C'est l'argument par lequel, en désespoir de cause, cherchent toujours à se tirer d'affaire ses pareils, les défenseurs d'une cause véreuse. Comme s'il suffisait d'être étranger à un pays pour être nécessairement impartial. Comme si le fait d'être ressortissant d'un pays empêchait de rester objectif et impartial. « Quant à moi, dit-il, je n'écris ni pour Athènes, ni pour Sofia. Je ne vois ni avec des yeux grecs, ni avec des yeux bulgares. »

Ce n'est pas aux lecteurs de *L'Hellénisme* que nous avons besoin de dire ce qu'ils ont à penser de cette déclaration. Pour simplifier la discussion, nous admettrons cette affirmation à sa juste valeur. Mais nous demanderons alors : Si le fait de l'origine n'est pas toujours nécessairement ni une garantie suffisante d'impartialité, ni un signe certain de partialité, pourquoi le Sauveur ne veut-il pas admettre chez ses adversaires la même impartialité qu'il s'adjuge bruyamment à soi-même ? Il ignore sans doute que de tout temps et surtout ces derniers mois, on nous a reproché du côté grec une trop grande modération envers les Bulgares. On nous a reproché un esprit trop conciliant envers des gens qui ont itérativement montré qu'ils ne comprennent que le langage de la force et de la violence. On nous a fait presque un crime de prêcher une transaction équitable pour tous, et de témoigner ainsi de la confiance à des gens qui ont montré qu'à la première occasion ils n'auraient pas le moindre scrupule pour trahir toute confiance et s'entendre avec les Turcs pour obtenir des avantages à notre détriment. Et c'est avec ces gens-là que vous espérez pouvoir vous entendre ? nous a-t-on dit.

Notre Sauveur peut lire dans une étude qu'il possède, la conclusion sur un ton conciliant, que nous avons formulée au sujet du règlement de la question macédonienne. Ce que nous disions en novembre 1903, nous le pensons encore aujourd'hui. Seulement, nous aimons mieux laisser à d'autres le rôle de Don Quichotte, prêchant en pleine lutte la conciliation entre les assassins et leurs victimes.

Car il est clair que la première condition pour arriver à l'apaisement, c'est, de la part des Bulgares, non seulement la cessation de leurs actes de violence, mais aussi la réprobation formelle du passé et, par-dessus tout, une modération de leurs prétentions, ramenées dans des limites raisonnables. Prêcher la concorde sans se soucier de l'exécution préalable de ces conditions, c'est tout simplement vouloir mettre la charrue avant les bœufs.

Notre Sauveur s'est encore imaginé que si nous nous sommes donné la peine de rectifier ses erreurs ou ses inexacritudes, c'est qu'elles nous *tracassent*. Une fois de plus, il se trompe. Nous avons eu l'occasion de montrer que nous savons conserver le calme, même avec un adversaire qui s'en éloigne. C'était dans une discussion publique, précisément à propos de la question macédonienne, et avec un adversaire agité, un bulgarophile enragé, que ses concitoyens mêmes, considèrent comme détraqué. Cela est du reste très compréhensible ; on est calme quand on a la conscience tranquille. Nous nous intéressons à la question macédonienne, comme nous nous sommes intéressés à la question arménienne, à la question crétoise, à la question finlandaise ; parce que nous y voyons une œuvre de vérité et de justice. Nous voulons la pacification fondée sur la vérité et sur la justice. Tandis que le Sauveur, dont on connaît maintenant le système, se flatte de pouvoir fonder la pacification sur l'équivoque, l'artificiel et le mépris des aspirations nationales. C'est pourquoi nous avons eu le devoir

de dénoncer son entreprise comme malfaisante dans ses résultats.

La longueur de cet article a une excuse, c'est qu'il est sans doute le dernier. Notre Sauveur nous a bien annoncé une suite de son exposé. Mais s'il ne s'agit encore que d'idées tant de fois déjà entendues et réfutées, on nous excusera de ne plus l'y suivre.

MICHEL KEBEDGY.

L'Enseignement du Français à Smyrne

en rapport avec les différents groupes de la population depuis les Capitulations jusqu'à nos jours

M. J. Delaroche, professeur à l'Alliance Française, à Smyrne, nous adresse une étude sur cette importante question, qui touche également aux intérêts de la France dans le Levant et à ceux des Hellènes.

En effet, amis sincères de la France et constituant le meilleur de sa clientèle intellectuelle en Orient, nous sommes tout naturellement les agents les plus actifs de son influence, de sa langue, de ses idées, notamment dans cette Turquie dont les Grecs constituent l'élément chrétien le plus considérable à tous égards. Toutefois, des faits se sont produits — notamment au cours de ces dernières années — qui étaient de nature à nous mettre en garde contre les tendances de ceux auxquels est confié, en grande partie, l'enseignement du français dans le Levant : nous avons nommé les missionnaires qui, animés d'un zèle ardent pour la propagation de la foi catholique, ont fini par inspirer assez de méfiance aux familles hellènes pour que celles-ci, soucieuses de sauvegarder la foi et le sentiment nationaux de notre jeunesse, n'aient pas hésité, et hésitent de moins en moins, à enlever à ces religieux les enfants qu'elles leur avaient confiés en vue de l'étude de la langue française.

Ce n'est là qu'un des aspects de la question que M. Delaroche traitera ici, au cours de l'étude dont nous commençons aujourd'hui la publication, au profit de ceux de nos lecteurs français qu'intéresse l'expansion, dans le Levant, de l'influence de leur pays.

En même temps que son travail, M. Delaroche nous a communiqué un exposé succinct de l'enseignement du français dans les écoles grecques de Smyrne, — exposé dû à un Hellène, une des notabilités de notre communauté à Smyrne, désireuse de garder l'anonymat — et qui peut servir d'introduction à l'étude du distingué professeur de l'Alliance française.

Le français dans les écoles grecques et la propagande catholique.

Pour l'intelligence de la question, il me paraît nécessaire de faire remonter cet exposé à une époque assez lointaine et d'étudier plus particulièrement la situation des écoles. J'ai toujours remarqué qu'à Smyrne, comme dans presque toute la Turquie, un esprit de malveillance régit les rapports entre catholiques et orthodoxes, tandis qu'en Grèce, et plus spécialement aux îles Ioniennes, ces relations sont beaucoup plus cordiales, et même il n'est point rare que les fêtes de Pâques réunissent catholiques et orthodoxes. Mais que ces mêmes catholiques quittent les îles grecques et viennent en Turquie, ils y deviennent bientôt fanatiques. Il y a évidemment à cela une double cause : 1° l'esprit de tolérance religieuse des musulmans, qui restent indifférents à tout ce qui concerne les rapports des communautés chrétiennes entre elles ; 2° ce fait qu'en Grèce, et dans les autres nations de la péninsule, les écoles sont toutes soumises au con-

trôle de l'Etat. Le clergé catholique, en Turquie, a de tout temps puisé une grande force dans l'appui de sa protectrice déclarée, la France, et s'en est trop souvent servi, d'ailleurs, dans un esprit peu pacifique. Mais, pour me faire bien comprendre, il est nécessaire que je relate, aussi succinctement que possible, tous les faits qui sont parvenus à ma connaissance touchant les écoles grecques de Smyrne et d'ailleurs, et en particulier les écoles de jeunes filles.

Il y a soixante-dix ans, la seule école grecque publique digne d'être mentionnée, était l'école grecque *Evangelikè Scholé* pour les jeunes garçons, et il n'existait aucune école de jeunes filles, sauf pourtant quelques pensions privées, où l'on apprenait uniquement à lire et à écrire. Le français n'était enseigné qu'à l'*Evangelikè Scholé*.

Entre 1837 et 1840 fut fondée la première école publique de jeunes filles, en même temps que les sœurs de charité françaises en ouvraient une autre de leur côté. Depuis lors, les écoles grecques tant pour les garçons que pour les filles, se multiplièrent, et en 1860 l'enseignement du français y devint obligatoire. Mais, parmi tous ces établissements, l'*Evangelikè* tenait toujours le premier rang, et ses élèves étaient incontestablement supérieurs, en sciences comme en lettres, à ceux de la Propagande catholique. C'est à l'*Evangelikè* que le célèbre Coray avait fait ses premières études.

Il n'existait donc, au début, qu'une seule école publique de jeunes filles et pourvue d'un programme d'études assez restreint. Quelle qu'elle fût, c'était à cette unique école que devaient recourir les filles de toutes les familles grecques, riches ou pauvres. Aussi, étant donnée cette insuffisance, il n'est pas étonnant que, l'école des sœurs de charité s'étant fondée, beaucoup de Smyrniens y aient envoyé leurs filles, en qualité d'internes ou d'externes, exemple imité bientôt par d'autres familles des villes de l'intérieur et des îles de l'Archipel.

Mais cette école catholique ne répondit qu'imparfaitement à l'attente des Grecs. Si les élèves y apprenaient à la vérité un peu de français, leurs études de langue grecque, d'histoire et de géographie étaient fort négligées, et de plus, elles avaient à subir toutes sortes d'humiliations, comme d'être forcées de s'agenouiller plusieurs fois par jour, pour d'interminables prières, et d'entendre trop souvent des allusions blessantes à leur foi nationale.

On tenta alors de fonder une école grecque privée, où à part la langue maternelle, le français devait être enseigné dans une large mesure ; mais cet essai ne donna point de résultat.

C'est alors que s'établirent à Smyrne les Diaconesses prussiennes, en fondant une grande école de jeunes filles. Ces religieuses allemandes protestantes comprirent bien vite le goût marqué des Smyrniens pour la langue française, et, mettant de côté toute fierté nationale, elles donnèrent le français — et non l'allemand — pour base à leur programme d'études.

La plupart des jeunes filles grecques abandonnèrent alors l'école des sœurs de charité, et affluèrent par centaines dans celles des Diaconesses, attirées aussi par cette absence de prosélytisme religieux qui distingue les protestants. Quelques années de vogue enrichirent ces religieuses allemandes, qui, gâtées par la prospérité, négligèrent l'enseignement, et se départirent même, envers leurs élèves, de cet esprit de tolérance dont elles avaient fait preuve au début.

En 1881, le tremblement de terre qui détruisit les villes de l'île de Chio, et d'autres cités de la côte, fut cause que beaucoup d'enfants restèrent orphelins et sans appui. C'étaient des proies faciles pour les propagandistes, qui ten-

tèrent de les convertir et de leur faire oublier la foi de leurs pères. Mais les habitants de Smyrne s'émurent, et, à cette époque fut fondée la grande école grecque de jeunes filles, avec internat, l'« Homereion ». Dans les années suivantes, d'autres établissements privés se fondèrent, mais l'« Homereion » ayant attiré la clientèle la plus nombreuse et la plus riche, l'école des Diaconesses tomba tout à fait en décadence. Elle n'est plus aujourd'hui qu'une simple pension allemande.

Il est à remarquer qu'à Smyrne, plus que partout ailleurs peut-être, existe un goût très prononcé pour les langues étrangères, et en particulier pour le français. L'éducation d'un enfant n'est point considérée comme parfaite, si elle ne comporte pas la connaissance de cette langue, et l'étude en figure même jusque dans le programme des écoles populaires. Comme l'école des Diaconesses, l'« Homereion » assit en quelque sorte sa prospérité sur cet amour de la langue française, et, sans toutefois porter préjudice au grec, on y consacra beaucoup de place à la pratique du français.

Tout aurait été à merveille, si des rapports inévitables n'avaient tardé à s'établir entre les institutrices françaises attachées à l'« Homereion » et les sœurs de charité rivales ; sous l'influence discrète de ces sœurs, un esprit d'intolérance commença à s'insinuer à l'« Homereion » ; beaucoup d'institutrices, ne voulant plus continuer à enseigner à des « schismatiques », abandonnèrent l'établissement au bout de un ou deux ans, bien qu'elles eussent des engagements triennaux, créant ainsi de nombreuses difficultés à l'administration de l'école, et même au Consulat. Au sortir de l'« Homereion », elles entraient pour la plupart dans des familles catholiques, auprès desquelles les bonnes sœurs les recommandaient avec chaleur.

Mille petits faits témoignent de cette action sourde et continue des sœurs. Une jeune Hongroise, protestante, professeur de piano à l'« Homereion », Mlle A. de H., a été amenée à abjurer sa religion et à se convertir au catholicisme, sans que l'administration du pensionnat y fût naturellement pour quoi que ce soit. Cette année encore, Mlle L. D., institutrice française nouvellement entrée à l'« Homereion », alla rendre visite à une sœur de l'Institut de Notre-Dame-de-Sion, qui lui fit de peu flatteuses remarques sur « l'école de schismatiques », et sur la difficulté de faire son salut dans un pareil établissement. Heureusement que ces paroles insidieuses ne rencontrèrent point d'écho !

Une autre Française, Mlle M. de B., resta pendant quelques jours, pour cause de maladie vraie ou feinte, à l'hôpital français ; à sa sortie, elle entra en qualité d'institutrice dans une famille catholique. Les influences qui ont dû agir en cette circonstance ne sont pas difficiles à déceler.

L'Alliance française de Paris, qui a toujours protégé l'« Homereion » et lui a envoyé maint professeur français, sait combien de fois, à cause des menées des sœurs, l'administration de l'école a demandé de préférence des institutrices israélites ou protestantes. L'intolérance est en effet tout opposée aux idées qui ont cours dans cette maison d'éducation, où l'on donne l'instruction non seulement à des Grecques, mais encore à des Arméniennes, à des israélites, et même à des musulmanes, tant est profond le respect pour la conviction d'autrui.

Smyrne est certainement une ville turque, mais elle est grecque aussi, et la langue que l'on y parle communément est le grec. Les Européens nouvellement débarqués sont forcés de l'apprendre à bref délai, sous peine de n'être compris, ni de leurs serviteurs, ni de leurs employés. C'est la langue des affaires et des transactions

commerciales. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que beaucoup de catholiques aient compris la nécessité de placer leurs fils dans les écoles grecques, pour y apprendre l'idiome indispensable. Mais quelle révolution une décision pareille ne créait-elle pas au sein de la famille ! Prévenu par la mère, le confesseur s'indignait, menaçait de toutes les flammes de l'enfer ; le père pour avoir la paix chez lui, finissait par céder, et l'enfant n'allait point à l'école grecque, ou bien en était brusquement retiré ; tant il est vrai que le clergé catholique reste rude et inflexible dans les petites comme dans les grandes choses.

Il devrait pourtant comprendre que de nos jours les antipathies religieuses sont hors de saison et que c'est un respect réciproque pour les convictions d'autrui qui doit présider aux rapports sociaux. Les occasions n'ont pas manqué où le clergé catholique se soit refusé à honorer par un délégué les obsèques d'un archevêque d'un dogme étranger. A Chypre, il n'y a pas longtemps, le prêtre catholique refusa de rendre les derniers devoirs à un jeune savant protestant, mort dans un éboulement au cours de fouilles archéologiques ; toute la population grecque de la ville protesta en accourant en foule à l'enterrement.

A Mételin, il y a aussi quelques années, autre scandale. Le médecin catholique de la ville, et vice-consul d'Autriche-Hongrie, Théodore Bargigli, venait de mourir. En sa qualité d'ami du défunt, l'archevêque orthodoxe alla voir et consoler la famille, et fut instamment prié par elle d'accompagner le convoi avec les Anciens de la ville. Il y consentit, et le lendemain, jour des obsèques, se rendit à la maison mortuaire. Il y fut, ainsi que les anciens et les primats de la ville, fort bien accueilli par les amis et les parents du mort, qui étaient tous catholiques ; mais le prêtre de ce culte, qui devait naturellement officier et dire les prières d'usage, ne voulut même pas entrer dans la maison mortuaire, souillée à ses yeux par la présence du prélat orthodoxe. Ce fut ce dernier, qui, à la prière de la famille, dut se charger des obsèques. Des milliers de Grecs, accompagnèrent à l'église grecque la dépouille mortelle de Théodore Bargigli. La fille du défunt, profondément émue, et ébranlée dans sa foi, voulait se convertir à l'orthodoxie ; il fallut toute l'autorité de l'archevêque pour lui persuader de rester fidèle à la religion de ses pères.

Cet incident scandaleux fit grand bruit à Mételin, et fut commenté tant par les journaux grecs que par la presse étrangère. Nous en tenons le récit de la bouche même de l'archevêque de Mételin, qui fut plus tard patriarche de Constantinople, Constantin V.

Dans les écoles catholiques, les élèves des deux sexes, appartenant à un culte étranger, sont contraints de s'agenouiller plusieurs fois par jour, pendant les heures de la prière. A Smyrne même, un professeur exigea d'un élève musulman, fils d'un fonctionnaire turc, qu'il enlevât son fez aux heures de classe, alors que la coutume musulmane bien connue est de rester couvert du fez, même à la mosquée.

Enfin, comme couronnement à toutes ces vexations, viennent les abjurations de jeunes filles, qui ont lieu de temps à autre, sous l'influence des sœurs, lesquelles parviennent quelquefois à inspirer à ces malheureux enfants de l'aversion pour leur propre famille, manœuvre qui cache bien souvent un détournement de fortune, une captation d'héritage comme dans l'abjuration de deux sœurs roumaines à Bucarest, une affaire scandaleuse qui, l'an dernier, provoqua des enquêtes, un procès et une condamnation. D'autres fois, la jeune convertie est tenue au secret par les sœurs, de crainte que les parents ne la reprennent, et ainsi ne l'empêchent

de faire son salut. Il y a deux ans, le père de Mlle C., jeune Grecque convertie à l'école de Boudja, village peu éloigné de Smyrne, faillit étrangler, dans sa juste colère, le prêtre catholique qui lui avait ravi sa fille.

Ces faits sont bien connus dans tout le Levant, et l'on peut à bon droit s'étonner que, seul, M. le Consul général de France à Smyrne les ignore, et proteste contre leur existence, ainsi qu'il l'a fait dans un discours prononcé à la séance annuelle des membres de l'Alliance française de Smyrne. A propos de quelques articles parus dans un journal de Samos, qui ne faisaient pas précisément l'éloge des écoles cléricales, M. le Consul a cru devoir, en termes fort vifs, nier ces tentatives de prosélytisme et défendre le clergé catholique. Cette sortie inattendue surprit d'autant plus la population grecque, que M. E. Blanc, hâtons-nous de le dire, a su s'attirer l'estime et la sympathie hellènes. Nous nous plaisons donc à croire que sa bonne foi a été surprise, et qu'il ignore réellement ces scandales, pourtant notoires. Mais n'était-il pas alors de son devoir de se renseigner, et d'ouvrir ses yeux sur cet esprit d'intolérance et de haine dont est animé le clergé catholique ?

La France se rend compte du danger moral que présentent ces établissements cléricaux, puisque, d'un bout à l'autre du pays, on poursuit la laïcisation de l'enseignement. Si, en France, le clergé apprend à détester la République, ici il apprend à détester tout ce qui est Grec. La situation est identique, et le rôle des écoles catholiques est, en définitive, le même partout.

En outre, les Grecs de Smyrne ont été vivement affligés d'une allusion, offensante échappée à M. le Consul, allusion qui paraissait les viser directement. M. Blanc s'en est d'ailleurs justifié par la suite, en alléguant que son observation n'atteignait que les Samiens. Mais, là encore, et en supposant que les agissements du journal de Samos eussent été répréhensibles, n'était-ce point un tort d'en rendre responsables tous les habitants de l'île ?

Quoi qu'il en soit, tout en étant forcé d'avouer que M. Blanc a parlé en cette occurrence d'une façon peu juste, nous sommes persuadé qu'il s'est laissé entraîner par son amour de la France et de la langue française, et nous ne pouvons que rendre hommage à la manière empressée dont il a fourni des explications sur cet incident. Nous croyons néanmoins qu'il est de notre devoir de l'assurer, d'une part, que les Grecs, qu'ils soient Samiens ou Crétois, sujets du roi Georges ou de la Sublime Porte, ou de n'importe quelle puissance, conserveront intact le sentiment de leur unité nationale et de la solidarité qui en résulte ; et d'autre part, qu'ils ne se sont jamais montrés ingrats envers ceux qui les ont soutenus, et en particulier envers la noble nation française.

Smyrne, janvier-mai.

Rarement un fait statistique, de quelque importance et de quelque durée, peut s'expliquer tout entier par lui-même ; c'est dans une suite de faits antérieurs qu'il faut aller en chercher le principe et la cause ; surtout quand il s'agit d'une organisation économique toute spéciale, comme celle qui se manifeste dans ce pays. A Smyrne, grande ville, la seconde de l'Empire Ottoman, où la population est divisée, émiettée pour ainsi dire, en communautés distinctes, en groupes séparés, étrangers les uns aux autres, qui ne relèvent, la plupart du temps, pour leurs intérêts de toute nature, que d'eux-mêmes et de leurs propres ressources : instruction, tribunaux, postes et télégraphes, temples, églises, théâtres, etc., chacun en use un peu à sa guise, selon ses besoins et son bon plaisir.

Etabli depuis quinze ans dans ce pays, nous

avons vainement cherché dans les faits eux-mêmes, à nous rendre compte de cette situation quelque peu anormale, on l'avouera ; et ne trouvant pas dans ce qui se passait sous nos yeux, une explication suffisante, nous sommes allés la demander aux vieilles chroniques et aux traditions locales. Puis, comme il s'agissait bien souvent d'anciens droits et privilèges concédés à la France, et d'un état de choses qu'elle avait tout particulièrement contribué à faire naître, nous avons également consulté son histoire, en ce qui touchait à ses anciens rapports politiques avec la Turquie.

Partant de là, et remontant rapidement le cours des années, nous sommes parvenus, peu à peu, à mieux comprendre et pénétrer les choses dont nous étions témoin et qui, jusqu'à ce moment, étaient restées, en partie, inexplicables pour nous.

Ce travail que nous avons dû faire pour notre propre gouverne, nous en épargnerons l'embaras et la peine à nos lecteurs, en esquissant, à grands traits, sous forme d'introduction, les pages que nous avons dû parcourir, les récits, les traditions que nous avons recueillies. Par ce moyen, on pourra arriver tout naturellement et de plain-pied, dans l'intime du sujet ; on pourra se rendre compte de certains faits qui n'ont été, et pour cause, que légèrement indiqués.

Ainsi l'on saisira mieux l'opportunité de ces lignes, de ce travail, que nous adressons à tous les cœurs sincèrement attachés à la France, à son génie et à l'expansion de sa langue.

I

LES ÉCOLES FRANÇAISES

Le sujet que nous nous proposons de traiter, quoique bien simple, bien limité en apparence, est cependant grave et assez complexe, car, d'un côté, il se rattache à la statistique générale, et, de l'autre, à la politique et au protectorat d'Orient. Grosse question, qui intéresse au plus haut degré la France d'abord, l'Europe ensuite, et dont la presse s'est avidement emparée depuis quelque temps.

S'il s'agissait, ici, d'en venir à des spéculations, à des théories plus ou moins vagues, nous nous garderions bien de toucher à une pareille question ; mais notre but est de l'envisager uniquement à son point de vue pratique et utilitaire : ce sont des faits, ce sont des chiffres qui vont être rapportés et alignés, et dont chacun va pouvoir apprécier l'importance et la valeur.

Mais avant d'entrer *in medias res*, nous établirons succinctement, l'historique du sujet, ainsi que nous l'avons promis en premier lieu ; nous en suivrons les phases principales en commençant par les plus récentes qui vont nous servir d'entrée en matière.

Au cours de l'exercice de 1903, la Chambre française votait, dans l'une de ses séances, une motion « invitant le Gouvernement à laïciser le service des colonies ».

L'expression était assez vague, on l'avouera.

Le 22 mars de l'année suivante, ce desideratum figurait implicitement à l'ordre du jour avec le budget des affaires étrangères ; et se transformait bientôt *en question* ; laquelle fut vivement débattue de part et d'autre, et se termina par une mise en minorité du ministère.

En effet, onze voix de plus avaient été accordées à l'amendement de M. Leygues, ex-ministre de l'Instruction publique.

Ce résultat était bien minime, bien mince, en comparaison des graves intérêts qui se trouvaient en jeu ; néanmoins, il suffisait au maintien du *statu quo*.

Toutefois, on nous accordera sans peine, que ces onze voix qui ont départagé l'opinion de la

Chambre, ne peuvent suffire au tempérament et à l'administration d'un grand pays comme la France. On ne peut concevoir que des intérêts d'une pareille importance puissent rester à l'état indécis de question effleurée. On y reviendra, on y est revenu, on y reviendra encore, jusqu'à ce que la question, au lieu d'être préjugée, soit sérieusement étudiée et dignement tranchée.

Or, en pareille matière, on ne peut arriver à la lumière et prendre une décision vraiment opportune qu'en toute connaissance de cause, c'est-à-dire à l'aide d'une enquête préalable, d'une *enquête parlementaire*... Et la chose en vaut la peine.

On en demande, on en obtient pour des faits personnels, particuliers, et quand il s'agit d'une section importante, d'une administration publique, d'un personnel nombreux (on peut en juger par celui que nous avons ici), quand il s'agit de sommes importantes, de dépenses figurant au budget et de leur mode d'emploi... enfin, quand il est question de soutenir, de développer au dehors l'ascendant national, le génie de la race et la langue qui en est l'organe, le véhicule... on ne prendrait pas la peine de se déranger en venant, sur les lieux mêmes, puiser à des sources indépendantes et sûres, tous les renseignements nécessaires pour que le législateur puisse se prononcer en connaissance de cause?... Cela n'est pas possible ! Une enquête préalable aura donc lieu un moment ou l'autre ; elle s'impose.

Et cette enquête sera faite et conduite non point par l'autorité locale elle-même, qui, trop souvent entourée et circonvenue, n'est pas suffisamment libre dans ses appréciations, mais par une commission spéciale ayant reçu pour mandat de voir par ses yeux, d'entendre par ses oreilles ; en un mot, d'étudier de près et de connaître à fond, ce *service particulier* visé par nos délibérants, de le voir à l'œuvre et de constater les résultats obtenus par son intermédiaire et son prosélytisme... Et cela, comparativement à ce qui se fait et s'obtient par ailleurs, librement et spontanément, sans aucune marque de fabrique. C'est là le point important, le côté le plus intéressant, le plus suggestif de la question que nous avons eu à cœur d'étudier d'une manière spéciale, afin de le mettre en évidence devant l'attention publique. Cette étude a duré six mois et plus.

Certes ! il faut le reconnaître : ce service très ancien et d'une organisation toute particulière pour ce qui concerne l'Orient, vient de loin et part de haut ; et il s'appuie sur les traditions les plus respectables. Longtemps, le vaisseau de l'État s'en est fait gloire ; il ne faudrait donc pas, comme d'aucuns le conseillent, le jeter par-dessus bord dans un moment de mauvaise humeur, de division, de mésintelligence politique.

Or, nous le savons tous, ce service procède des droits et privilèges concédés à la France, par les Capitulations, dont quelques-uns méconnaissent l'esprit et surtout les avantages... que d'autres convoitent.

Cependant, on doit savoir aussi, que, pour son époque, signe des temps nouveaux, ce traité d'alliance, que nous citons plus loin en partie, fut le premier conclu entre un prince chrétien et un prince musulman, le premier aussi qui mit les intérêts réels politiques, au-dessus des intérêts prétendus religieux, les droits de l'État avant ceux de l'Église.

Ainsi, cette convention mémorable accordait à la France seule, la liberté de commerce pour son pavillon ; elle garantissait la juridiction de ses Consuls, l'inviolabilité de ses sujets dans leur personne et dans leurs biens, et lui reconnaissait le droit exclusif de protection sur les églises et les chrétiens d'Orient.

Et ce sont ces pages mémorables, burinées

dans nos annales nationales par le génie de nos grands hommes : rois, ministres, ambassadeurs, qui font ombrage aux néopoliticiens de notre époque, ne voulant y voir comme conséquence, qu'un acte de servilisme religieux !... Pourtant on ne peut ignorer aussi, que ce traité valut à François I^{er} le nom de renégat que lui décernaient, d'un commun accord, le pape Paul III et l'empereur d'Allemagne Charles-Quint. Celui-ci qui posait en champion de la Croix, en défenseur de la chrétienté, fut le premier à dénoncer ce qu'il appelait un pacte impie. C'est que les clauses principales de ce véritable instrument de combat et d'adroite politique, avaient pour premier mobile, l'arrêt de l'expansion toujours grandissante, d'une puissance formidable ; la plus grande qu'ait jamais connue le monde ; et dont l'orgueilleux possesseur se vantait de ne voir jamais le soleil se coucher entièrement sur ses États. Toutefois, après des péripéties inégales de victoires et de défaites, dégoûté du souverain pouvoir qu'il avait excédé, il abdiqua pour se retirer dans la solitude, où, regrettant bientôt de n'avoir plus à régler l'horloge politique universelle, il s'en dédommageait en remontant les pendules de Saint-Just.

Ainsi il fut arrêté dans l'exécution de ses projets ambitieux et « François I^{er}, en combattant sans relâche la puissance de Charles-Quint, servit la cause de l'indépendance française et celle de la liberté des nations européennes ; il a fait œuvre de roi de France, et de fin politique. » (Blanchet.)

Mais ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que le grand Empereur d'Allemagne ne soit pas resté sans successeurs dans ses vastes projets ; il en est qui, de nos jours, rêvent de la restauration du Saint Empire romain, à leur profit, et qui s'y préparent en revendiquant le protectorat des Saints-Lieux et du Maroc...

Le protectorat, dernier vestige du moyen âge ! Il en est de cette institution comme de bien des choses et des meilleures ; il a fait son temps et il est à peu près passé à l'état de souvenir historique. En effet, n'a-t-on pas entendu un premier ministre de France, affirmer du haut de la tribune, non sans raison : « Qu'aujourd'hui toutes les grandes nations se déclarent majeures pour la défense de leurs intérêts et des intérêts de leurs nationaux et protégés ».

Nous en avons eu ces derniers temps des preuves assez évidentes.

Cependant et malgré tout, jamais on ne nous fera comprendre comment il peut se faire que l'on songe à abandonner, d'un cœur léger, n'en restât-il que l'ombre, des droits et privilèges qui ont tant coûté à la France, en négociations et en expéditions glorieuses !... Est-ce que le patriotisme d'autrefois et celui d'aujourd'hui n'ont plus la même marque ?... Ou bien s'agirait-il de renier, tout simplement, les traditions et les ancêtres ? Assurément, aucun de ceux qui parlent d'effacer les capitulations de notre histoire, ne connaît bien l'Orient, n'a séjourné en Orient.

On doit le reconnaître, ce sont bien ces conventions primordiales qui ont contribué à établir, dans ce pays, le prestige politique et populaire du nom français : « Franghi », disent les Orientaux, pour désigner indistinctement tous les Européens. Et de cet ascendant d'une nation à l'attrait et à l'étude de sa langue, au besoin de la connaître et de la pratiquer, il n'y avait qu'un pas : l'enseignement et l'instruction, les facilités et les garanties accordées, les firent bientôt franchir.

Cet enseignement fut, dans les débuts, l'apanage presque exclusif des ordres religieux, à qui les moyens de transport et les subsides de toute nature ne manquèrent point, dans l'accomplissement de leur double tâche d'instruction et d'évangélisation.

Il est vrai aussi, que leur excès de zèle fut plus d'une fois la cause des avanies qu'ils eurent à subir et de l'opposition qu'ils rencontrèrent de la part des populations dissidentes, ainsi que nous le verrons bientôt.

J. DELAROCHE.

(A suivre.)

BULGARES DE MACÉDOINE

et

Grecs de Bulgarie

Un de nos compatriotes résidant à Varna (Bulgarie), nous adresse la lettre suivante :

A parcourir la douloureuse histoire des peuples opprimés d'Orient, on s'aperçoit bien vite que jamais la sollicitude des autres peuples, ceux-là heureux et forts, ne s'est manifestée à l'égard de ces humanités souffrantes qu'au lendemain de quelque catastrophe reëntissante, de quelque monstrueux attentat.

Ces dernières années, et sans parler de la Crète, il a fallu à l'égoïste scepticisme de l'Europe d'innombrables victimes avant qu'elle ne témoignât quelque intérêt au sujet du plus infortuné des peuples, les Arméniens. Ce n'est que quand leur pays a été mis à feu, à sang, que le monde civilisé parut s'indigner et éleva, mais vainement, la voix.

Il semblait qu'après tant de malheurs, l'Arménie eût enfin dû racheter sa liberté. Il n'en fut rien. Les massacres ont seulement achevé de discréditer le régime du sultan.

Le moment était excellent pour les Bulgares d'entrer en scène dans les Balkans. Avant tout, on s'en souvient, ils cherchèrent à profiter du discrédit de l'administration turque en s'attaquant aux musulmans de Macédoine, afin de provoquer des représailles et amener ainsi une intervention européenne, en leur faveur, en Turquie d'Europe, région qui, par sa situation, se trouvait dans des conditions autrement avantageuses que l'Arménie pour être arrachée aux Turcs.

Ambitieux et brutal, le peuple bulgare chercha ainsi, par le scandale, à proclamer ses prétendus droits. Les violences amenèrent des violences, d'autant plus facilement que ces impatients et turbulents patriotes s'apercevaient de plus en plus que leurs ressources étaient insuffisantes à amener un véritable soulèvement. Ne possédant pas les éléments essentiels d'une organisation révolutionnaire efficace, ils voulurent s'en créer, au détriment des droits d'autres peuples qu'ils cherchèrent à entraîner par la terreur dans le mouvement. Cette audacieuse tentative avait quelque chose de nouveau, — et d'attrayant, sans doute ; — c'est peut-être pourquoi elle rencontra dans l'opinion publique, en Occident, des approbateurs enthousiastes. D'ailleurs, aussi habiles qu'audacieux, ces patriotes d'un nouveau genre réussirent à faire accroire que s'ils employaient la hache et le poignard contre les populations qu'ils prétendaient libérer, c'était parce que ces populations, égarées, s'étaient écartées de la voie que l'histoire leur avait tracée, et que leur véritable idéal national leur commandait de suivre. Et l'on vit, dans les pays les plus civilisés du monde, quelques-uns des plus intransigeants parmi les défenseurs des droits de l'homme et des peuples, se laisser séduire par ces étranges théories et ne pas hésiter à se faire les apologistes zélés du plus odieux des attentats, celui dirigé par une

race contre la conscience nationale d'une autre race.

**

Nous assistons actuellement, en Orient, et notamment dans les provinces contestées de la Turquie d'Europe à un des plus étranges classements de nationalités que des compétiteurs impatients aient jamais effectué ! Inlassablement, les populations de ces régions sont passées au crible. Aussitôt que les uns finissent, les autres commencent, cataloguant les villages, les familles, les individus au gré de leur désir, échafaudant les statistiques, prétendant leur avoir donné la valeur de documents scientifiques.

Ce qui, en réalité, distingue les individus composant une nation, c'est l'idée, qui les réunit en un faisceau, en un tout harmonieux. Ce ne sont pas toujours, on le sait, les caractères anthropologiques, souvent assez difficiles à constater, qui caractérisent une nation. Dans ses *Phénomènes généraux en histoire*, M. Charles Seignobos met admirablement en lumière cette vérité, qu'appartiennent à une nation tous ceux qui croient, qui veulent y appartenir. Ceux-là se considèrent et sont d'une même espèce : entre eux, il est des caractères communs ; ces caractères sont visibles, frappants : mœurs, usages, genre de vie, mode d'habitation, — surtout dans les villages, — cérémonies et rites religieux, traditions. C'est à quoi on reconnaît qu'un groupe d'hommes appartient à tel peuple, qu'il en partage les aspirations nationales. Et quand, se basant sur ces indices, ils s'attribuent la même origine, vraie ou fausse, ils expriment cette croyance par la légende des ancêtres.

C'est ainsi que nous voyons aujourd'hui, en Macédoine, des populations entières, des Koutzo-Valaques et des *Slavophones* se dire, se proclamer, vouloir être Grecs. Entre eux et les Hellènes les plus authentiques, ils n'entendent faire aucune distinction. Ils ont été ainsi façonnés depuis des siècles, et, pétris de l'idée hellène, leur conscience nationale est hellène, ils ne veulent connaître d'autre patrie que la patrie hellène.

Ce sont ceux-là, surtout, que les Bulgares cherchent à nous arracher par la violence, afin de se créer cette majorité qu'ils prétendent posséder.

**

Ce n'est pas seulement en Macédoine que la convoitise bulgare s'attaque aux Hellènes et à leurs assimilés volontaires. Chez eux, dans la Principauté même, ils ne font pas autre chose quand, par tous les moyens, ils s'efforcent d'absorber ces populations grecques, dont les droits ont pourtant été solennellement proclamés au Congrès de Berlin.

Ici, les violences sont appliquées avec une brutalité inouïe. A tout prix, ils veulent nous dominer, nous fondre en eux. Désespérant de bulgariser les musulmans, qui constituent près du tiers de la population totale de la Principauté, ils se ruent avec rage sur les Hellènes. Contre eux, sur qui ils peuvent mieux agir, parce qu'ils sont chrétiens, tous les moyens sont bons et ils sont tous mis en œuvre. L'on dirait qu'en se réveillant de la profonde torpeur, où des siècles durant ils avaient été plongés, et oublieux des temps où ils ont vécu côte à côte, en frères avec nous, ils se sont ressouvenu de leurs luttes atroces contre les Byzantins.

Partout où l'élément grec est clairsemé, comme dans les villages et les villes éloignées du littoral, il est impitoyablement frappé. Nos écoles se ferment ; nos églises nous sont enlevées, avec l'assen-

timent du gouvernement fermant paternellement les yeux. Dans les centres où, la population hellène étant plus compacte, des actes d'arbitraire de ce genre rencontreraient moins de chances de succès, la grecophobie bulgare s'exerce moins franchement, mais plus traîtreusement, et tout aussi efficacement. Elle met les Grecs à l'index, si j'ose dire, les exclut des fonctions publiques, bien qu'ils soient sujets de la Principauté, invente, pour entraver leur négoce, mille tracasseries, en un mot leur fait subir des vexations telles qu'ils soient contraints de se livrer, de se bulgariser. C'est sur des principes de ce genre que la politique bulgare règle l'éducation de la jeunesse, afin d'implanter dans le pays la haine du Grec. L'histoire de Bulgarie, telle qu'elle est enseignée dans les écoles du pays, représente les Hellènes comme les destructeurs du bulgarisme. Ces Grecs ne sont que des Vandales ! Ils ont brûlé les riches bibliothèques bulgares, détruit leurs précieux manuscrits ! Les empereurs de Byzance et plus tard les odieux Phanariotes achevèrent de ruiner et de faire disparaître la civilisation bulgare !

Les actes de barbarie, commis au cours du dernier mouvement anti-grec ayant suivi l'affaire de Zajoritchari et dont vous avez parlé dans votre dernier numéro, ne sont rien à côté des avanies et des vexations que les 140.000 Hellènes résidant en Bulgarie subissent depuis trente ans. Ces procédés ont fini par creuser un fossé infranchissable entre les deux races.

Aujourd'hui une implacable haine sépare les Bulgares des Grecs. Mais il en est de nos adversaires comme de ces peuples qui, soumis au joug des Romains, détestaient les conquérants, mais ne pouvaient s'empêcher de les admirer. Ces hommes qui abhorrent notre race, qui cherchent à l'exterminer, recherchent nos filles, et n'ambitionnent d'épouser que des Grecques. Et c'est dans ces unions qu'apparaît dans toute son étendue qui sépare les deux races. Cette perpétuelle antithèse de sentiments, de vues, d'éducation qui caractérise les parents, crée aux enfants issus de ces unions presque monstrueuses, une âme bâtarde et une mentalité anormale. Ils sont pétris de haine, et, avec l'âge, cette haine s'exaspère et dégénère en instinct de brutalité féroce. C'est parmi ces nouveaux Jannisaires que se recrutent les chefs du mouvement de bulgarisation des Grecs de la Principauté. L'admirable ténacité de notre race est le seul obstacle que nous y opposons. C'est beaucoup mais ce n'est pas assez, malheureusement.

On nous écrit de Philippopoli :

La situation des Grecs est devenue intolérable en Bulgarie. De tous côtés, nous sommes persécutés. Dans la presse, c'est une véritable croisade. Dans les rues, des meetings qui dégèrent en violences inouïes contre nous, comme à Philippopoli, la semaine dernière, comme, hier encore, à Kara-Pournar. Les autorités ne prennent même pas la peine de se déranger : elles laissent faire. Aucune sécurité de vie, d'honneur, de biens. Ah ! c'est ici que nous aurions besoin de réformes, autant, si ce n'est plus qu'en Turquie même.

A Philippopoli, pendant quelques jours, ç'a été une véritable terreur. En revanche à Bourgas, où la population grecque est assez nombreuse, les manifestants ont été vite ramenés à la raison, les nôtres, en armes, ayant suivi ces énergumènes dans les diverses manifestations de leur rage.

A Anchialos, l'anarchie est complète ; des Bulgares ayant voulu s'emparer du couvent grec de Saint-George, après avoir invité les paysans à les suivre à l'assaut, des Grecs de la ville ont alors ré-

solu de défendre le monastère, par les armes, et au besoin de le faire sauter; c'est ce qui a un peu calmé l'ardeur de ces forcenés. J'ajouterai que, dans cette circonstance, le gouvernement de Sofia, s'apercevant du danger, a dépêché un bataillon pour empêcher la mise à exécution de leur projet. Mais, en revanche, il a pris une mesure destinée à ruiner la population grecque de la ville, dont la fabrication du sel est la principale ressource; il a diminué le prix de vente de ce condiment au prix de revient. C'est la ruine de l'industrie des Anchiolotes.

Il est beau le sort des Grecs de Bulgarie!

NOUVELLES

Remue-ménage officiel. — Le vali de Salonique est rentré par voie de mer de sa tournée d'inspection qui a duré dix jours. Il a visité Serrès, Drama, Cavalla et le mont Athos, où il a été reçu dans un des principaux monastères russes.

L'inspecteur général Hilma pachia est toujours souffrant.

M. de Muller, agent civil autrichien, est rentré de congé; on dit qu'il se propose, sous peu, d'aller à Monastir et de pousser son excursion jusque vers Okhrida. Dans ce moment, toute cette contrée est absolument tranquille.

Italie et Autriche dans les Balkans. — En dehors des déclarations que M. Tittoni a faites à la Chambre italienne sur les affaires de Crète, le ministre des affaires étrangères, parlant de la question des Balkans, a affirmé que le programme annoncé par lui l'année dernière, et qui garantissait complètement les intérêts italiens dans les Balkans, s'est graduellement déroulé selon les prévisions et les désirs du gouvernement. Toutes les questions ont été discutées à l'amiable avec l'Autriche et résolues.

L'Allemagne avait le seul désir de voir l'accord entre l'Italie et l'Autriche se continuer.

M. Tittoni a ajouté que c'est justement en vue de défendre les intérêts italiens en Orient qu'il a fait son possible pour maintenir de bons rapports avec la Russie dans les moments difficiles qui agitent l'Italie.

Poursuivant la revue des relations cordiales de l'Italie avec les puissances, M. Tittoni a continué:

« Avec l'Angleterre et la France nous avons eu un échange de vues continu et cordial dans la question balkanique. L'Angleterre s'est inspirée de son amitié habituelle et la France de son amitié renouvelée. Notre conduite suivie et claire s'est inspirée de la confiance de la Turquie et de la sympathie des Etats balkaniques. »

La Chambre a pris spécialement intérêt à la partie du discours ministériel qui a trait à la péninsule balkanique. De ce côté, a exposé M. Tittoni, le gouvernement italien a obtenu le contrôle de toutes les puissances dans l'administration financière de la Macédoine, et il a amené l'Autriche-Hongrie à renoncer définitivement à ses visées sur l'Albanie.

Le ministre a été très affirmatif et optimiste sur ce point. Il a rappelé qu'il exposa précédemment combien étaient « précis, positifs et efficaces » les accords de l'Italie avec l'Autriche pour une renonciation réciproque à toute occupation en Albanie. On a remarqué que l'importance de l'Albanie avait beaucoup diminué par la réunion à la Macédoine de quelques districts albanais.

M. Tittoni a ajouté que le comte Goluchowski est pleinement d'accord avec lui pour considérer que lorsqu'en vertu de l'article 3 du programme de Mueztég, on devra procéder à la réorganisation administrative de la Macédoine, les districts où les

Albanais sont en majorité aujourd'hui et qui sont unis à la Macédoine devront être réunis à l'Albanie proprement dite.

Le ministre italien a conclu par ces mots:

« Voilà les résultats de notre politique pacifique, prudente, mais jalouse aussi des intérêts du pays. »

Drang nach osten. — On télégraphie de Constantinople que le baron de Calice, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, rentré de congé plus tôt qu'il ne l'avait projeté, est chargé par son gouvernement de poursuivre les démarches qu'il avait précédemment faites auprès de la Porte en vue de faire accorder à l'Autriche le protectorat sur les catholiques albanais de Macédoine.

Déjà, depuis 1870, mais surtout depuis 1880, l'Autriche a, petit à petit, introduit son influence parmi les catholiques d'Albanie. D'ailleurs, elle a l'art des dons utiles et efficaces: subventions aux écoles, pensions aux prêtres du diocèse d'Uskub, largesses à tout le monde, elle accorde tout sans compter. Les Mirdites eux-mêmes, la tribu catholique albanaise sur qui le Congrès de Berlin a consacré le protectorat de la France ont passé sous celui de l'Autriche. C'est là une des diverses formes que revêt la mainmise autrichienne sur l'*hinterland* européen-oriental des deux rivales de l'Adriatique.

Dans son discours, M. Tittoni a paru oublier ce côté des rapports des deux puissances alliées.

La Reine d'Angleterre à Athènes. — La réception qui a été faite à Sa Majesté, durant le court séjour qu'elle fit à Athènes, vers les premiers jours du mois de mai, a été splendide. La reine, arrivée à bord du *Victoria and Albert*, était accompagnée des princesses Victoria et Maud et du prince Charles de Danemark. On sait que Sa Majesté est la sœur du roi de Grèce.

De brillantes fêtes ont été données en son honneur. Mais c'est surtout l'accueil chaleureux que la population athénienne a fait à la gracieuse souveraine qui l'a particulièrement touchée. En quittant Athènes, Sa Majesté a chargé sir Francis Elliot, ministre d'Angleterre, de transmettre ses remerciements au peuple d'Athènes et du Pirée.

Rapprochement turco-bulgare. — On télégraphie de Constantinople, 15 mai:

Une nouvelle détente entre la Turquie et la Bulgarie se manifeste. Le général bulgare Andréeff, venu ici, est sur le point de repartir avec le général Tévfik pachia pour arranger la question de frontière. L'ancien premier ministre Natchevitch, agent princier à Constantinople, va rentrer à Sofia après deux entrevues avec le prince Ferdinand et des instructions de resserrer l'entente avec la Turquie.

Le budget grec. — M. Gounarakis, ministre des finances, a déposé, le 19 mai, à la Chambre, le budget de l'exercice courant s'élevant en recettes à 119 millions et en dépenses à 116 millions. Les économies réalisées sur le budget précédent sont de 5 millions, visant le second semestre, le premier s'étant presque entièrement écoulé sous le régime du budget présenté par le cabinet précédent.

Le ministre a déclaré que la situation économique impose une grande vigilance et l'obligation de supprimer toute dépense non indispensable.

Il a annoncé que le gouvernement supprimera plusieurs préfectures et tribunaux; il réduira aussi le nombre des députés et proposera des mesures efficaces pour empêcher la contrebande et augmenter les recettes et la production nationale.

L'achat de trente mille fusils Mannlicher est définitif.

Les déclarations du ministre ont produit une impression très favorable.

La conférence Alfred Croiset, sur Athènes. — M. Alfred Croiset, doyen de la faculté des lettres, a fait, dans la série organisée par la *Revue Bleue*,

une conférence sur Athènes. C'est, en réalité, le génie grec que l'éminent helléniste s'est attaché à définir et à montrer dans sa formation et ses effets.

Dès les débuts de la civilisation grecque, ces petites royautés simples et avisées, telle celle d'Ulysse, si différentes des despotismes asiatiques, révèlent la mesure et la douceur de ce peuple. Mais c'est à Athènes que ces qualités se dégagent avec le plus de force, à Athènes qui concilie la grâce d'Ionie et l'énergie dorique, qui concentre tous les rayons pour les réfracter plus lumineux. Près de 600 ans avant notre ère, les lois de Solon, en soustrayant le débiteur insolvable à l'esclavage, affirment la dignité de la personnalité humaine. Ce principe triomphe plus tard dans la démocratie athénienne, qui organise l'absolue liberté.

Cette démocratie est en effet le gouvernement direct du peuple, tel que jamais plus il ne s'est réalisé au même degré. Aucun corps stable de fonctionnaires n'est chargé de maintenir les traditions. Tous les magistrats sont élus pour de brèves périodes, et l'impulsion provient en définitive des citoyens assez éloquents pour entraîner et convaincre l'assemblée populaire. Ainsi livré à lui-même, ce peuple sut comprendre et soutenir des chefs admirables, tels Périclès et Démosthène.

C'est qu'il était tout pénétré d'individualisme et de raison, et d'équité. Avec infiniment de pénétration et de précision, M. Alfred Croiset montre les manifestations de ce même esprit dans les tragédies d'Eschyle, de Sophocle et d'Euripide, dans les comédies d'Aristophane, dans l'histoire de Thucydide, dans la philosophie de Socrate, dans les arts plastiques.

C'est en définitive à l'harmonie et à l'humanité profonde du génie grec, que la civilisation athénienne dut de jeter pendant cent cinquante ans, de la chute des Pisistratides à la défaite de Chéronée (336 av. J.-C.), un incomparable éclat.

Dite avec art, fortement pensée et pleine de fins aperçus, la conférence de M. Alfred Croiset a obtenu le plus brillant succès.

LES DERNIERS CRIMES BULGARES

Trois Grecs, *Jean Alicosta, Georges Alicosta et Elias Mavraki* de Savjak ont été assassinés par les comitadjis près de Koulia. Leurs cadavres ont été retrouvés dans la Strouma, le 10 mai, portant des traces de plusieurs coups de couteau.

Athanase un Grec de Messimeri (près Vodenia) a été assassiné, le 17 mai, par des comitadjis bulgares.

Le curé grec de Guermani, *papa-Nicolaos* et l'ancien instituteur du village *Gennadios* assassinés par les comitadjis.

Christos Seraphim et *Athanase Christou*, de Grammaticon, assassinés par les Bulgares, ainsi que le nommé *Yanni*, de Klouboutsi, pour leur fidélité au Patriarcat.

Athanase Petko et sa femme, brûlés par les comitadjis à Koutokovaini (près Florina).

Le *primat grec* de Jannakovo (près Niaousta) a été assassiné le 18 avril par une bande grecque.

Le *primat grec Stergios Tinas*, de Karatzova, blessé par un Bulgare.

Le 4 mai, en plein Monastir, deux Grecs *Babouki* et *Jaki* ont été victimes d'une tentative d'assassinat.

Basile Mitka, de Belkaméni, arrêté par les Bulgares, le 8 mai, près de Kottori, a été blessé et laissé pour mort. La victime a été transportée à Monastir.

Ibrahim Boulouktzine, un musulman de No

tia a été assassiné à une heure de distance de Guergueli par des Bulgares qu'il a rencontrés sur son chemin.

Le garde Achmet, au service de M. Zimmer, sujet allemand, assassiné près de Gratsko.

La bande bulgare Sisko, d'Ekchissou, a assassiné, près de Banitsa, 4 paysans musulmans inoffensifs, venant de Servia.

LE CRIME DE YENIKIOÏ

Le 5 mai, à 9 heures du soir, une famille tout entière a été égorgée au village de Yenikioï, à une distance de deux heures N.-O. de Dédéagatch. Ce village compte 1.400 âmes à peu près. Voici comment le crime a été commis : cinq partisans du comité ont fait tout à coup irruption dans la maison de Théodore Simipsi, primat du village. Ils le tuèrent ainsi que sa femme ; sa jeune fille, âgée de 17 ans, fut grièvement blessée et laissée pour morte par les assassins. Il est certain que les Bulgares ont voulu, par ce crime, se venger de la victime, qui faisait montre de peu d'enthousiasme pour la Bulgarie et de sympathies assez prononcées pour la Grèce.

Les autorités turques ont arrêté quatre Bulgares, qu'on soupçonne être les auteurs de ce crime, et en recherchent deux autres.

UNE LETTRE INTÉRESSANTE

On a trouvé sur le cadavre du bandit bulgare Yovan (Yvantso) tué par les troupes turques la lettre suivante datée de Guergueli, 30 novembre. Elle ne manque pas de saveur :

Au Voévode Ivantso Karasoulinski

Mon frère Ivan,

Nous sommes d'accord avec toi au sujet des échanges avec les Gréco-manes. Ici nous avons dressé des listes, et nous avons défendu qu'on achète ou qu'on vende à l'avenir aux Gréco-manes. Envoyez-nous un courrier, afin que nous lui donnions ces listes, que vous distribuerez dans les villages, après les avoir scellées avec votre chiffre.

Si vous rencontrez les gendarmes Ango Danef, Grégor Stroumpali, ou les gendarmes à cheval Monté et Karafériali, tuez-les, car ces misérables sont des espions.

Nous avons décidé de faire assassiner un des trois habitants orthodoxes de notre ville, Christo Sekerdji, le directeur de l'école grecque, et Basile Souet. Ceux que vous aurez désignés pour cet assassinat devront se rendre à l'école avec une lettre scellée de votre chiffre.

Nous désirons savoir si ceux qui ont pris les reçus des 40 livres, qu'Ivan Angof a exigés du village de Péno, sont en ta possession. Nous n'arrivons pas à obtenir d'eux ces reçus.

Signé : DIOMID

N. B. Défendez aux paysans de loger dans les auberges tenues par les Grecs. Par exemple, les paysans de Petrovo et de Koinisko ont l'habitude de s'arrêter à l'auberge de Radinali, et les habitants de Leskovits, auprès de Florina, vont à l'auberge de Stoitsi. Les propriétaires de ces auberges sont des espions. Il est préférable de s'arrêter à l'auberge de Mito Kobatsif, parce que c'est par son intermédiaire que nous arrivent les nouvelles.

LES BANDES GRECQUES

Au commencement du mois de mai une bande grecque a attaqué une bande bulgare, composée de 40 comitadjis et qui s'était retranchée dans le village de Galésiani. Les Bulgares ont été mis en déroute, laissant sept morts sur le terrain. Du côté grec, il y eut un tué.

Un autre corps d'armatoles a battu une bande bulgare à proximité de Liparovon. Six Bulgares ont été tués.

Dans la nuit du 31 au 1^{er} mai, un corps gréco-macédonien a attaqué des comitadjis, au nombre de 12, qui s'étaient réfugiés à Negortchani. Un Bulgare fut tué, un autre constitué prisonnier. Les dix autres ont pris la fuite.

Le 3 mai, la bande grecque, commandée par Rebelos s'est rencontrée avec une forte bande de comitadjis, près de Laguéné (Florina). Ceux-ci ont pris la fuite, laissant 15 tués.

A Langada, les Turcs en nombre attaquèrent un corps grec. 11 Grecs et 50 Turcs restèrent sur le terrain. Les Grecs purent se retirer.

Le 5 mai, aux environs de Blatzi, autre engagement entre Grecs et Turcs. 1 officier, 2 sous-officiers et 17 soldats turcs furent tués.

Un gendarme bulgare ayant signalé l'apparition d'une bande grecque à Gradobor, les autorités y expédièrent des troupes.

Selon des renseignements de sources turques une rencontre eut lieu à Strépano, entre deux bandes, l'une grecque, l'autre bulgare. On a trouvé sur les lieux deux morts et deux blessés.

A Négortsa (près Guergueli), durant un engagement entre Grecs et Bulgares, les troupes turques en nombre apparurent. Les combattants se retirèrent. Un blessé bulgare fut trouvé sur le terrain.

Le voli de Monastir a dépêché un escadron à la poursuite d'une bande grecque signalée à Mourshovon et à Prespa.

Les armatoles grecs, faits prisonniers par les Turcs, le 5 mai, sont renvoyés devant le tribunal qui juge généralement les bandits bulgares.

On écrit de Mpnastir au *Bulletin d'Orient* :

Le maréchal, commandant le III^e corps d'armée a reçu des ordres très précis : il doit poursuivre avec la dernière énergie les bandes gréco-macédoniennes ; c'est ainsi que le 27 avril un corps a été attaqué par l'armée turque près de Klissoura : 3 Macédoniens ont été tués, 2 blessés, 5 ont disparu.

Le vendredi 28 avril, les troupes turques ont attaqué, aux environs de Belkaméni, un corps gréco-macédonien, qui cherchait à protéger les villages orthodoxes contre les violences du comité. Les Turcs, très nombreux et très bien renseignés par des émissaires bulgares, entourèrent leurs adversaires et les attaquèrent sur quatre points différents. Une partie du corps gréco-macédonien, sous les ordres de Rébélos, parvint à forcer le cercle ennemi, bien que leur chef fût blessé, l'autre, après un combat acharné, fut dispersée. Plusieurs Macédoniens sont tombés entre les mains des Turcs ; au nombre des prisonniers se trouve le chef Nidas. Les Turcs ont perdu quinze soldats, les Gréco-Macédoniens, un grand nombre des leurs. Les prisonniers ont été conduits à Florina.

De Monastir au *Bulletin d'Orient* :

Le 14 mai, une rencontre a eu lieu entre deux bandes, l'une gréco-macédonienne et l'autre bulgare, près du village de Sétina (Morchovon). Quatre Bulgares ont été tués et sept blessés. Les Grecs, qui n'ont eu qu'un seul mort, n'ont pas pu poursuivre les Bulgares en déroute, à cause de l'arrivée sur les lieux d'un détachement de soldats turcs.

De Salonique au *Bulletin d'Orient* :

Le 9 mai, deux cents soldats d'un bataillon de chasseurs ont été envoyés à Stéfanina, afin d'arrêter des partisans Gréco-Macédoniens qui s'étaient réfugiés dans la forêt d'Achinos, qui se trouve à proximité du village. Les soldats n'ont pas pu joindre les partisans, et le lieutenant-colonel turc, commandant le détachement, dans son rapport aux autorités de Salonique, a dû avouer, qu'il était extrêmement difficile de poursuivre les bandes grecques, à cause du terrain, qui est très accidenté, et des paysans, qui manifestent beaucoup de sympathies pour les Grecs.

LES BANDES SERBES

En Perlepé et Kritsovo, une bande bulgare a été attaquée par une bande serbe. 8 Bulgares blessés, 7 tués.

Une bande serbe a été attaquée, près du couvent de Stoitsé (Cossovo) par les troupes turques. 7 Serbes sont restés sur le terrain. Les Turcs ont perdu 3 soldats et 1 officier.

Près de Koumanovo, une bande serbe de 8 personnes, attaquée par les troupes turques, le 18 avril, a été détruite.

A Koumanovo également, les Serbes, au cours d'une rencontre avec les Turcs, ont perdu 4 hommes ; du côté turc 2 tués.

Un détachement turc a attaqué une bande serbe, à Verek (Perlepé) ; du côté serbe, 2 tués, plusieurs blessés, et 2 prisonniers.

LES BANDES BULGARES

Une bande bulgare ayant attaqué un poste turc, entre Koumanovo et Kratovo, a tué 12 soldats.

Une bande de 19 Comitadjis, attaquée le 27 avril par les Turcs, a été complètement détruite, à Kratova.

Le 14 mai, un engagement eut lieu entre 13 Arnoutes et 20 Comitadjis bulgares. De part et d'autre, il y eut 2 hommes de tués.

La bande Yorantsof, forte de 17 hommes et commandée par deux officiers de l'armée bulgare, a été complètement détruite à Tsira (Kaza de Kicevo).

Une bande de 210 Bulgares s'est embarquée à Varna pour aller, via Bourgas, rejoindre les Comitadjis opérant dans le district de Saranta Ecclissiés.

Deux bandes bulgares fortes de 40 hommes chacune, ont franchi, il y a trois semaines, la frontière bulgare-turque, près d'Ali-Ichelepi. Une autre s'est dirigé sur Dédéagatch.

Les troupes turques ont surpris et tué à Dervent le nommé Nedeltsoff, affilié au comité. Il était porteur d'un Martini et de cartouches.

Au monastère de Rito, grande concentration de bandes se préparant à franchir la frontière.

Yankoff est en route pour la Macédoine à la tête d'une bande très forte, suivant de près les bandes Stoyannof et Protolyerof.

FRÈRES ENNEMIS

En Bulgarie l'opinion publique est vivement émue par les rixes intervenues entre bandes bulgares en Macédoine. Une forte bande, qui avait dernièrement passé la frontière, sous les ordres des officiers de réserve Jordan Stoyannof et Parthénief, partisans du général Tsontchef, a été attaquée près de Melenikon par les chefs de l'organisation intérieure Sandansky, Taso, Tésovali et un certain voévode Antoine Kiosé. Voici dans quelles circonstances :

Stoyannof et Parthénief, qui commandaient un corps de 60 hommes, avaient écrit, sur l'ordre de Tsontchef, une lettre à Sandansky et Tchernapéf, pour solliciter leur concours contre les ennemis communs. Sandansky, qui hait Stoyannof (son ami Tchernapéf l'a blessé, il y a quelques années, auprès de Kustendil), répondit qu'il acceptait la proposition, et il indiqua l'endroit où devait avoir lieu l'entrevue ; mais, au jour dit, les partisans de l'Organisation intérieure reçurent Stoyannof à coups de feu, blessant Parthénief avec sept de ses partisans et en tuant cinq. Stoyannof s'échappa par miracle avec quelques compagnons, dont plusieurs sont déjà revenus à Sofia. Parthénief a été ensuite égorgé par ses ennemis, ainsi que six jeunes gens, qui avaient eu l'audace de protester contre le crime de Sandansky. Celui-ci a enrôlé dans sa propre bande ses prisonniers. Le reste de la bande de Stoyannof a pris la fuite et rejoint plus tard d'autres bandes du comité Tsontchef en Macédoine, qui accourraient au secours de Stoyannof.

Les partisans du général Tsontchef, exaspérés, s'efforcent d'acquiescer la preuve de la complicité de Boris Sarafof avec Sandansky, afin de se venger aussi contre le premier.

Le correspondant du *Temps* à Salonique télégraphie, 29 mai :

On signale plusieurs bandes grecques importantes dans la région nord-ouest du vilayet de Salonique, vers Karaféria, Vodéna, Niaousta. Je vous confirme en outre la disparition complète des bandes bulgares.

Ce correspondant est mal renseigné. Il n'est pas inexact que plusieurs bandes grecques parcourent le nord-ouest du vilayet de Salonique et même la Macédoine entière. Mais, quelque efficace qu'ait été, et que sans doute doive encore être leur action contre les bandits bulgares, il n'est pas dit que celles-ci aient disparu, loin de là.

Nous souhaiterions que la nouvelle donnée par le *Temps* fût authentique. Malheureusement, il n'en est rien, et nous nous demandons à quelle arrière-pensée obéit ce journaliste peu scrupuleux.

BIBLIOGRAPHIE

Le Bluff Macédonien, par M. AL. VAN DEN BRULE (librairie Félix Juven, 1905, prix 5 francs. Ouvrage orné de cent illustrations d'après des documents photographiques).

C'est la question macédonienne à vol d'oiseau. L'auteur n'approfondit pas le problème. Il effleure sans s'attarder à de laborieuses statistiques, à des théories fastidieuses sur les races et les nationalités.

Après avoir signalé le danger d'une descente autrichienne à Salonique, l'activité diplomatique de M. de Müller et encensé Hilmi pacha pour les mérites duquel il n'a pas trop d'éloges, M. Van den Brule attaque le vif de la question, l'antagonisme greco-bulgare. Si peu favorable soit-il aux Grecs, l'auteur reconnaît (page 104) que « le Patriarcat, en dépit du coup terrible qui lui a été porté par la reconnaissance officielle du schisme bulgare, n'en conserve pas moins, jusqu'à ce jour, la supériorité numérique ».

M. Van den Brule fait justice des légendes qui représentent les Macédoniens entraînés spontanément par les comitatdjis dans le mouvement insurrectionnel. Les paysans bulgares eux-mêmes, dit-il, n'ont marché que le « couteau sur la gorge ». (page 128). Il démontre la naïveté de ceux qui croient que les révolutionnaires visaient à l'autonomie et non à l'annexion.

« La Macédoine aux Macédoniens », mais il ne faut pas se méprendre sur ce que peut valoir, dans la réalité, cette belle étiquette, d'apparence si large. C'est la « Macédoine aux Bulgares-Macédoniens », qu'ils pourraient dire avec plus de justesse et de loyauté... » (page 136).

Revenant à la querelle des races, l'auteur reconnaît que la lutte est engagée principalement entre les deux races, la grecque et la bulgare (page 141). Les Hellènes « au lieu de répondre à cette guerre sans merci par une défense appropriée, se sont bornés à étourdir les chancelleries européennes de la tempête de leurs malédictions ». Alors que les Bulgares, gens pratiques, ont agi, le poignard à la main. Ils assassinent « ceux qui se refusent à apprécier les délices de la doctrine exarchiste, mais peut-être vont-ils cesser d'avoir aussi beau jeu, car on signale l'apparition de bandes grecques et même serbes qui se lancent à la poursuite des Bulgares... »

L'auteur ne cache pas ses sympathies pour les Turcs. Sans doute, il n'a pas tort, quand il parle du peuple turc, de rendre justice à ses qualités : sincérité, probité, goût du travail, droiture, bravoure. Mais nous regrettons que M. Van den Brule ait omis d'établir une distinction entre ce peuple et son odieux gouvernement. Nous avons vainement cherché dans son ouvrage des critiques à l'adresse de l'administration ottomane dont tout auteur étudiant la question d'Orient ou l'un de ses aspects ne doit s'abstenir, s'il ne veut pas être suspecté dans sa véridité.

Il s'occupe aussi beaucoup des Koutzo-Valaques roumanisants, pour lesquels il a une prédilection marquée. Il avoue que la grande majorité des Koutzo-Valaques sont hellènes de sentiment. Mais il tient absolument à voir un danger pour nous dans la propagande roumaine; d'ailleurs, il a prêté du génie au fameux Apostol Margariti, parce qu'« il osa s'attaquer à l'œuvre vive de l'hellénisme, l'instruction publique ».

En somme, les préférences de M. Van den Brule vont aux Turcs et aux Roumains.

Il se dégage de la fin de cet ouvrage, cette impression d'ailleurs très juste, que le Turc est tout de même encore très fort en Macédoine et que l'on a tort de l'oublier parfois. Cela est vrai, mais nous n'y voyons pas

une raison pour faire le panégyrique du sultan et de ses fonctionnaires, au contraire.

La Macédoine et sa population chrétienne, par M. D. M. BRANCOFF, 1905. Librairie Plon. Avec deux cartes géographiques.)

C'est bien moins une étude proprement dite qu'un ouvrage statistique qui ne comprend pas moins de quatre-vingts tableaux : statistique de la population, statistique des écoles. Naturellement, ce sont les chiffres de l'Exarchat, et cet ouvrage ne veut prouver qu'une chose, que la Macédoine est bulgare.

Le système de M. Brancoff est très simple : Il supprime les Grecs dans presque toutes les localités où ils sont en majorité; dans d'autres, il les laisse subsister, mais il les classe Bulgares « grécisants ».

Ainsi, à Stroumitza, ville grecque s'il en fut (chef-lieu d'évêché grec, gymnase grec, nombreuses écoles grecques), il y a, nous dit M. Brancoff, 35 Grecs et 4.400 Grécisants! A Nevrocop, 60 Grecs, à côté de nombreux Bulgares se départageant en 288 Grécisants et 1.016 Exarchistes! A Doiran, pas un seul Grec! Mais beaucoup de Bulgares : 6.288 Exarchistes et 1.600 Grécisants. A Monastir, savez-vous combien de Grecs il y a? 100 tout juste, à côté de milliers et de milliers de Bulgares : 8.844 Exarchistes, et 6.300 Grécisants!

A Florina, chef-lieu d'évêché et centre d'instruction grecque, pas un seul, mais pas un seul Hellène; rien que 3.544 Grécisants et 800 Exarchistes, tous Bulgares bien entendu. A Vodena de même! Pas l'ombre d'un Grec; en revanche on y compte 10.000 Bulgares, à savoir 6.280 Grécisants et 3.600 Exarchistes.

A Guevgueli, il y a 4.000 Bulgares, soit 2.240 Grécisants et 1.840 Exarchistes. En fait de Grecs, 15 seulement. Il est vrai que les comitatdjis dans l'espace de quatre ans, ont assassiné plus de 30 Grecs de Guevgueli. C'est sans doute pourquoi, il en reste si peu.

A Serrès, il y en a bien quelques-uns tout de même : 5.005 Grecs, et pas mal de Bulgares : 2.000 Grécisants et 360 Exarchistes!

Tel est le travail de B. Brancoff.

La statistique est généralement chose rébarbative. Celle de M. Brancoff ne manque pas de gaieté. Elle est même très amusante, mais elle risque de vous donner une terrible entorse au cerveau.

Macedonia, par M. H.-A. BOUROFF (Bruxelles, Larin, Paris, A. Pedone, 1905).

Voici un petit volume à la couverture rouge et symbolique, où l'auteur, un Bulgare bien entendu, ainsi que son nom l'indique, nous retrace la vie des héros de l'*Organisation intérieure*.

Ce pince-sans-rire nous raconte que depuis le temps où régnait en Macédoine « Alexandre Makedonsky »... Cet Alexandre Makedonsky, c'est Alexandre, fils de Philippe de Macédoine. L'auteur ne s'attarde pas à de vaines théories sur l'origine bulgare d'Alexandre le Grand, comme l'ont fait ses devanciers dans l'histoire. Il se contente d'accoler au nom de roi de Macédoine une épithète à désinence slave et passe outre.

D'ailleurs, vous ne l'ignorez peut-être pas. L'histoire de la Macédoine antique n'est pas la seule à donner aux Bulgares des titres sur le pays.

La mythologie elle-même s'en mêle, puisque suivant une légende bulgare (que nous sommes surpris de ne pas retrouver dans le volume de M. Bourouff) Orphée lui-même, était un très authentique Bulgare, qui de son vrai nom s'appelait ORPHEN, régna longtemps sur la Macédoine et la Thrace et donna un grand nombre de fils et de filles à la belle *Orphenizza*, une Bulgare également.

La Vérité sur la question Macédonienne, par M. GEORGES VERDÈNE, Imprimerie Centrale de Paris, 18, rue Saint-Sauveur, 1905 (contenant des documents originaux et inédits émanant du cabinet du grand vizir de Turquie, Halil Rifaat pacha, 12 francs.)

Si M. Bourouff prétend qu'Alexandre était bulgare, M. Verdène, sur la foi des proclamations émanant de la Société albanaise *Dritta*, de Bucharest, en fait un Albanais (page 219). D'ailleurs, la Macédoine n'est ni bulgare ni grecque, ni turque : elle est albanaise. Pour nous rendre à cette évidence, dit M. Verdène, nous n'aurons qu'« à consulter la statistique ci-dessous, établie aussi exactement que possible ».

Albanais	2.600.000
Turcs	900.000
Koutzo-Valaques	520.000
Grecs	500.000
Juifs	95.000
Tziganes	25.000
Total.....	4.635.000

Nous ne savons pas du tout dans quelles limites l'auteur fait entrer cette masse énorme, car, dit-il, « personne ne serait capable d'indiquer l'étendue géographique de ce pays, et encore moins d'en fixer les limites ».

D'ailleurs, ce n'est pas tout. Car M. Verdène ajoute

que dans les vilayets de Salonique et d'Andrinople il y a :

Musulmans et Turcs.....	1.298.000
Grecs et Valaques.....	690.000
Bulgares et autres Slaves.....	330.000
Arméniens	35.000
Turcs	198.000
Tziganes	67.000

Nous remercions M. Verdène de la part si large qu'il fait à l'élément grec : 500.000 dans la première statistique et 640.000 dans la seconde, en comptant les Valaques. Total, plus d'un million. Nos prétentions ne vont pas si loin. Nous nous contentons de la moitié.

M. Verdène, lui non plus, n'aime pas beaucoup les Bulgares qui revendiquent la Macédoine. « La Macédoine, affirme-t-il, a cessé d'exister pour devenir l'Albanie. Les prétentions des Bulgares sont donc inexécutables. » L'auteur ne nourrit pas non plus des sympathies turques. Il en veut surtout au Sultan et « à ses fonctionnaires félons et rapaces », en quoi il n'a certes pas tort. Il se prononce pourtant contre l'autonomie. Les rapides conclusions de l'auteur portent sur la nécessité de mettre hors d'état de nuire le Sultan, et sur l'urgence des réformes. Tout ça est parfait, mais ce que nous nous permettons de reprocher à M. Verdène c'est d'essayer de nous faire croire que la Macédoine, et même toute la Turquie d'Europe est albanaise. Pour quelqu'un qui prétend nous dire « la vérité sur la question macédonienne », ça n'est vraiment pas bien.

Ce qu'il y a de plus intéressant dans ce volume, ce sont les documents émanant de la chancellerie turque et des rapports à elle adressés par les valis et autres personnages; ils attestent tous l'invincible horreur que le sultan Hamid professe pour toute réforme, pour toute amélioration de son régime.

REVUE DE LA PRESSE

UNE PROTESTATION DES ÉTUDIANTS SERBES ET GRECS DE SUISSE

Les étudiants serbes de Genève et leurs camarades grecs ont respectivement adressé aux journaux suisses une lettre de protestation dont voici un extrait, que nous empruntons à la *Tribune de Genève*, 9 mai :

Genève, 6 mai.

Monsieur le Rédacteur,

Une société d'étudiants bulgares qui s'appelle à Genève « Société des étudiants macédo-andriano-politains », a publié la semaine dernière dans les journaux suisses une protestation contre les bandes serbes et grecques en Macédoine, et à cette occasion elle a avancé ces assertions : 1° que lesdites bandes serbes sont organisées en Serbie; 2° que ces bandes sont soutenues par le gouvernement serbe et 3° que ces bandes, dans leurs mouvements, sont protégées par les autorités turques.

Les étudiants serbes à Genève, comme réponse à cette protestation, s'empresse de déclarer ce qui suit :

1° Il n'est pas vrai que les bandes serbes qui se trouvent actuellement en vieille Serbie et en Macédoine soient organisées en Serbie et soutenues par le gouvernement serbe. On sait très bien que le gouvernement serbe empêche énergiquement et au dépens de sa popularité dans le pays, tout mouvement dans ce sens sur le territoire du royaume, et aide de son mieux les puissances dans l'application des réformes projetées en Turquie.

2° Ces bandes serbes sont organisées non pas en Serbie, mais en vieille Serbie et Macédoine. Elles ont pour but la défense légitime de la population serbe dans ces provinces contre les cruautés des Albanais et des Turcs et en même temps contre les brutalités et les atrocités des comités bulgares. Ces derniers travaillent moins à délivrer le pays de la domination ottomane et des assassins albanais qu'à faire disparaître tous ces Macédoniens qui ne veulent pas s'appeler des Bulgares. La preuve en sont ces tristes et criminels exploits des bandes bulgares dans les endroits suivants : Vionochigné, Roudari, Koumanovo, Prilep, Djevdjeli, Ochrida, Palanra, Kochani, etc., où les comitatdjis bulgares, à part d'autres crimes et lâchetés, ont massacré les femmes enceintes et les enfants au berceau.

3° Les bandes serbes ne sont point protégées par

les autorités turques. La preuve en est que la plus nombreuse de ces bandes, au cours de sa rencontre avec les troupes turques, et sur la dénonciation des agents bulgares, fut complètement exterminée près de Koumanovo. On sait que cela n'a pas eu lieu une fois seulement, de sorte que cela ne peut servir de preuve pas même aux étudiants bulgares que les Turcs protègent les bandes serbes.

La Société des étudiants macédo-andrianopolitains à Genève qui ne compte que des Macédoniens de nationalité bulgare, n'a pas le droit de parler au nom de tous les Macédoniens en général, donc aussi au nom de ceux qui ne sont pas des Bulgares, mais des Serbes, Grecs, Roumains, etc.

Cette société partage les vues de « l'Organisation intérieure » en Macédoine dont les actes sont contraires et indépendants du but que se proposent les autres nationalités : ces dernières ne demandent que l'application efficace et pacifique des réformes sous le contrôle des puissances, trouvent que ladite « organisation intérieure » fait de son mieux pour empêcher cela, mais quand elle a vu que l'espoir d'une autonomie tant enviée par elle s'est évaporé, elle s'est empressée au moins d'exterminer là-bas à temps tous les hommes notables qui ne sont pas des Bulgares.

Veillez agréer, etc.

Suivent 17 signatures d'étudiants serbes habitant Genève.

Genève, le 7 mai 1905.

Monsieur le rédacteur,

Nous lisons dans le numéro 101 du 1^{er} mai de votre honorable journal, l'écho d'une protestation d'une société d'étudiants qui se disent « Macédo-Andrinopolitains ».

Ces messieurs, il est bon de le dire, sont presque tous des Bulgares, originaires de la principauté se donnant ce nom pour masquer une manœuvre politique.

Ceci dit, le lecteur impartial ne manquera évidemment pas de se poser une question de justice élémentaire :

Qui a commencé ? Qui a déchainé la tempête dans cette malheureuse contrée ? A cette question il a été déjà répondu surabondamment par les documents les plus irrécusables et les rapports officiels des différents pays.

Après cette constatation, qu'aucun homme renseigné et de bonne foi n'ose plus contester aujourd'hui, chacun tirera la conclusion qu'elle comporte.

Les bandes bulgares ont commis dans les cinq dernières années, les actes de violence les plus abominables, dignes de sauvages, contre la population hellénique de la Macédoine, poursuivant systématiquement son affaiblissement et son extermination. Ils ont tué continuellement des instituteurs, des notables, n'épargnant ni les vieillards, ni les femmes, ni les enfants, pour punir ceux qui entendaient conserver leur nationalité hellénique, et terroriser les autres.

Les Macédoniens grecs ayant patienté pendant longtemps, espérant qu'ils seraient protégés par qui de droit, ont fini par décider de se protéger eux-mêmes, comme ils en avaient certes le droit et le devoir, et puisque les bandits bulgares ne comprenaient que la force, il leur a été répondu par la force.

De sorte que ces bandes sont formées par les Macédoniens exclusivement, et ne sont nullement alimentées par les gouvernements grec et serbe, tandis que les bandes bulgares, dont le but est de slaviser la Macédoine, et d'en faire une nouvelle Roumélie Orientale, sont soutenues ouvertement par les panslavistes et le gouvernement bulgare. Cependant cette résistance inattendue, a surpris les Bulgares qui étaient habitués à agir contre des gens sans aucune protection.

Veillez agréer, etc.

Les étudiants hellènes de Genève.

(Suivent une trentaine de signatures.)

UNE LETTRE DE M. DELYANNI

Le *Temps* du 26 mars ayant publié la lettre suivante :

Paris, 23 mai.

Monsieur le rédacteur en chef,

L'article que le *Temps* consacrait avant-hier au

débat macédonien conclut excellemment à la nécessité de faire contrôler sur place les prétentions des nationalités rivales et d'établir ainsi le « cadastre ethnique » de la Macédoine, en chargeant de ce soin une *commission internationale*.

Les Hellènes, soyez-en persuadé, seront les premiers à se féliciter de la réalisation de ce projet que, d'ailleurs, la note austro-russe elle-même n'est pas très loin d'envisager, puisque (paragraphe III) elle prescrit un groupement plus rationnel des nationalités par districts administratifs. Or, ce groupement ne serait possible — et légitime — que tout autant que les divers intéressés seraient consultés.

Reste à savoir quel sera le critérium pouvant servir de base à cet examen. Nous n'en voyons qu'un seul qui soit infaillible : c'est la conscience nationale de chaque individu, tout Macédonien devant être classé dans telle ou telle nationalité, selon qu'il déclarera appartenir à tel ou tel groupe ethnique.

Un mot encore. « Les Grecs, dit le *Temps*, exigent que les réformes ne s'appliquent qu'à deux vilayets seulement — Salonique et Monastir. » Tout au contraire, nous réclamons, conformément à l'article 23 du traité de Berlin, application des réformes à toutes les provinces de la Turquie d'Europe. Mais nous n'entendons pas que sous prétexte d'affranchir la Macédoine, on l'érige en province autonome, en y adjoignant la Vieille-Serbie (Kosovo), pour nous mettre ainsi en état d'infériorité numérique vis-à-vis non des Bulgares, mais des Slaves en général.

Veillez agréer, etc.

A. ADOSSIDÈS.

Il convient de rappeler que c'est M. Delyanni, ministre de Grèce, qui, dans une interview publiée par le *Temps*, avait demandé la limitation des réformes aux vilayets de Salonique et de Monastir.

M. le Ministre de Grèce à Paris, a adressé au *Temps* la lettre que voici :

Paris, 27 mai.

Monsieur le directeur,

Dans le numéro du 26 mai de votre journal, vous publiez, sous la rubrique : « Affaires de Macédoine », une lettre de M. Adossidès, rédacteur en chef de l'*Hellénisme*, que vous qualifiez à juste titre de « document intéressant pour l'orientation future du débat macédonien ».

Je me vois toutefois obligé de relever les quelques lignes dont vous faites suivre cette publication, sous forme explicative, dans lesquelles mon nom se trouve cité. Vous ajoutez, en effet :

« Il convient de rappeler que c'est M. Delyanni, ministre de Grèce, qui, dans une interview publiée par le *Temps*, avait demandé la limitation des réformes aux vilayets de Salonique et de Monastir. »

Ces commentaires tendraient à impliquer que les Grecs eux-mêmes ne se trouvent pas d'accord entre eux sur la solution à donner au problème macédonien. Or, c'est là une erreur profonde, et je tiens à protester contre le sens prêté à mes paroles.

Il y a quelques mois, j'ai eu un long entretien avec un de vos rédacteurs politiques sur les affaires de Macédoine. Loin de me trouver en désaccord avec les autres Hellènes sur la solution à donner à la question macédonienne, je disais précisément à M. Georges Villiers ce que M. Adossidès vient de confirmer une fois encore, et ce que tous les Hellènes et tous les Grecs de Macédoine, qui sont les premiers à consulter, ne cessent de répéter et de ratifier à haute voix. Je n'ai qu'à rappeler brièvement ici mes déclarations d'alors :

« Nous disons que la Macédoine est ethnographiquement hellène. Nous pourrions nous en référer, à cet égard, à l'affirmation connue de lord Salisbury : « La Macédoine et la Thrace sont deux provinces grecques. » Mais nous entendons ne rien avancer qui ne puisse être aussitôt prouvé. Et c'est à la statistique des habitants d'abord, statistique des écoles ensuite, la seconde vérifiant et confirmant la première. De plus, nous reconnaissons en toute sincérité que notre argumentation ne s'applique pas au vilayet de Kosovo (chef-lieu Uskub), dans lequel les Slaves ont des droits historiques et ethnologiques à faire valoir et que nos revendications portent essentiellement sur les vilayets de Salonique et de Monastir. Cette distinction est pour nous, affaire de loyauté et de clairvoyance tout ensemble. Car c'est en prétendant faire un bloc des trois vilayets que les Bulgares justifient leurs ambitions. Si, au contraire, on met de côté, comme le veulent le bon sens et la bonne foi, le vilayet de Kosovo, nous pouvons établir aisément que l'élément bul-

gare représente, dans les deux autres, une minorité d'un tiers par rapport à l'élément grec.

Je n'entendais nullement par là « limiter l'application des réformes aux seuls vilayets de Salonique et de Monastir » et en exclure le vilayet de Kosovo et les autres provinces de la Turquie d'Europe. Je m'élevais seulement contre le projet — bulgare — de faire des trois vilayets une Macédoine factice, constituée en dépit des raisons historiques et géographiques. La suite de mes déclarations précise encore davantage ma pensée. Je disais :

« De ce qui précède, il résulte pour tout esprit non prévenu que les Grecs de Macédoine sont, plus que qui que ce soit, intéressés au rétablissement de l'ordre dans cette province. Nous souhaitons donc le succès des réformes. Et tout ce qui sera tenté pour rendre ce succès plus prompt sera le bienvenu à Athènes. La Grèce demande seulement que, sous couleur de réformes, on ne fasse pas le jeu des ambitions bulgares et que, par suite d'une organisation mauvaise, la Macédoine ne devienne pas, au profit des *comitadjis*, une nouvelle Roumélie orientale. Il suffit de se reporter aux deux Livres bleus de 1903 et 1904, aux Livres jaunes de 1902 et 1903 pour comprendre, d'après les rapports mêmes des diplomates français et anglais, que la fusion arbitraire en un seul bloc de la Macédoine du nord (Kosovo) et de la Macédoine du sud (Salonique-Monastir), ne tend à rien moins qu'à rendre, dans ce conglomérat étrange, l'élément slave prépondérant. Or, cette prépondérance artificielle et inique serait un principe de guerre civile. »

Et j'ajoutais en terminant :

« Tels sont nos vœux, légitimes et modestes. Là où les Slaves sont en majorité, nous acceptons pour la minorité grecque une situation analogue à celle qu'elle a, par exemple, dans certaines villes de la Roumélie orientale. Mais là où nous sommes, nous, Grecs, sans conteste possible, la majorité, nous demandons que nos droits soient également respectés. »

L'interprétation donnée à mes paroles m'impose le devoir de vous demander, monsieur le directeur, de vouloir bien insérer cette rectification, et je vous prie d'agréer, avec mes remerciements anticipés, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

N.-P. DELYANNI.

L'ENTENTE TURCO-BULGARE

Le correspondant du *Temps* à Sofia télégraphie, 22 mai :

On attribue un but politique important au récent voyage mystérieux à Sofia de l'agent diplomatique bulgare à Constantinople, M. Natchevitch, et à ses deux entrevues avec le prince Ferdinand. Il ne s'agirait de rien moins que d'une nouvelle entente entre la Turquie et la Bulgarie, entente qui exclurait ou tout au moins paralyserait toute immixtion des grandes puissances dans les questions macédoniennes. Les négociations en vue de cette entente auraient été poursuivies par M. Natchevitch depuis trois mois déjà avec le représentant du sultan et le ministre de l'intérieur, Memdouch pacha, et des deux côtés on aurait montré, surtout après l'entrevue de Venise, le plus grand désir d'arriver à une entente directe.

Le bruit de cette entente est à signaler surtout parce qu'il est caractéristique de la méfiance aussi bien de la Turquie que de la Bulgarie vis-à-vis de l'action réformatrice des agents de l'Autriche-Hongrie et de la Russie. On sait combien une entente sincère et pratique entre la Turquie et la Bulgarie rencontre de difficultés réelles, sans parler de celles que ne manqueraient pas de susciter les puissances intéressées à leur discussion.

Nous sommes d'autant plus surpris de ne trouver dans cette dépêche aucune critique à l'adresse de la Bulgarie cherchant à s'entendre avec la Turquie que ce même correspondant a, en maintes occasions, flétri l'infamie des Grecs « alliés des Turcs ». Ce qui est permis aux uns serait un crime pour les autres. Mais, au fait pourquoi nous étonner. Ces choses-là dépendent surtout du point de vue auquel on se place.

STATISTIQUES MACÉDONIENNES

Dans la *Lanterne* du 1^{er} mai, M. Paillarès reprenant la réfutation de la thèse de M. Zolotovitz, écrit :

« Les chiffres sont là ! » a déclaré M. Zoloto-

vitz, agent de Bulgarie, à M. Georges Villiers, du *Temps*, pour légitimer et appuyer nos revendications. Ces chiffres ne sont pas, à priori, suspects d'un excès de bulgarisme, car ce sont des chiffres turcs. Il y aurait en Macédoine 1.100.000 Bulgares et 270.000 Grecs.

Hilmi-pacha s'est chargé lui-même de démentir M. Zolotovitz. En effet, la *Correspondance politique* de Vienne, a publié dans son numéro du 13 mars dernier une statistique dressée par l'inspecteur général de Roumélie pour les deux vilayets de Salonique et de Monastir, qui constituent la Macédoine proprement dite.

	Grecs	Bulgares	Musulm.
Vil. de Salonique	373.227	297.317	487.555
Vil. de Monastir	261.283	178.412	480.018
	634.510	385.729	967.573

Puisque M. Zolotovitz invoque le témoignage, et uniquement le témoignage des Turcs, il apprendra que le délégué de la Sublime Porte en Macédoine, celui qui possède les documents officiels les plus sûrs, attribue au parti grec deux fois plus de Macédoniens qu'au parti bulgare. Que nous sommes loin des chiffres communiqués à M. G. Villiers! Le reproche que l'on fit tant de fois aux Hellènes d'enfler leurs chiffres ne doit-il pas s'adresser maintenant aux Bulgares? Voici la répartition que donne l'Hellénisme entre Turcs, Grecs et Bulgares pour les deux vilayets déjà cités :

	Grecs	Bulgares	Turcs
Vil. de Salonique	370.745	189.447	416.902
Vil. de Monastir	279.964	142.715	217.115
	650.709	332.162	634.017

Si l'on note, d'abord, que dans ce tableau ne sont pas compris les Sandjaks de Dibra et d'Elbassan, que les Grecs rattachent avec raison à l'Albanie, et si l'on rapproche ensuite les chiffres de Hilmi-pacha des chiffres de l'Hellénisme, on remarquera qu'il y a très peu de différence entre les deux statistiques. L'écart qui les sépare provient de cette circonstance que les Grecs négligent deux districts. De ce fait, ils retranchent du chiffre turc 330.000 Musulmans. D'autre part, à supposer que les Grecs se soient rendus coupables d'une injustice en attribuant au parti bulgare 332.000 Macédoniens au lieu de 385.000, il faut avouer que cette injustice est de beaucoup moins grave que l'erreur commise par les Bulgares, dont la généreuse impartialité ne donne au parti grec que 270.000 Macédoniens au lieu de 634.000.

Dé même que je suis parvenu à mettre la main sur un rapport adressé en 1886 par un de nos consuls à M. de Freycinet, président du Conseil, ministre des affaires étrangères, de même j'ai su me procurer une longue étude écrite par M. Steeg en vue d'éclairer M. Delcassé sur l'imbroglio macédonien. M. Steeg, qui a la réputation — oh! bien usurpée! — d'une compétence macédonienne, a spécialement examiné le vilayet de Salonique à un triple point de vue : au point de vue *langue*, au point de vue *religion* et au point de vue *politique*.

a) Au point de vue *religion*, les habitants se répartiraient ainsi :

Musulmans.....	470.000
Patriarchistes.....	320.000
Exarchistes.....	222.000
Juifs.....	75.000
Bulgares Uniates... 3 à	4.000
Bulgares protestants....	1.000

b) M. Steeg adopte, comme base de classifica-

tion linguistique, l'idiome parlé dans la famille. Il cite les chiffres de Ratkowsky et de Kintcheff, et il admet, lui, les suivants qui, entre parenthèses, sont identiques à ceux de Ratkowsky. Il s'est contenté, pour montrer peau neuve, d'ajouter ou de retrancher quelques unités par-ci par-là. Il paraît ainsi avoir donné un effort personnel.

Langue turque : 350.000 musulmans.

Langue bulgare : 444 à 464.000 (110.000 pomacs; 210 à 220.000 exarchistes; 120 à 130.000 patriarchistes; 3.000 uniates; 1.000 protestants).

Langue grecque : 180.000 patriarchistes et 4.000 musulmans.

Langue valaque : 25.000 patriarchistes et 3.000 musulmans.

Langue espagnole : 75.000 juifs.

c) Arrivant aux partis politiques, M. Steeg écrit : 1° Que tous les Musulmans, Albanais, Pomacs et Turcs sont profondément hostiles à toute domination chrétienne; 2° Que les Juifs sont très attachés à l'Empire, où ils jouissent d'une grande tolérance, en comparaison surtout du traitement qui leur est accordé en Russie et en Roumanie, qu'ils détestent les Grecs et les Bulgares, dont ils sont les rivaux, sur le terrain commercial, et que, s'ils avaient à choisir une domination chrétienne, ils préféreraient la domination autrichienne; 3° Qu'il y a 350.000 Slaves, exarchistes et patriarchistes, mais qu'il est difficile d'établir une démarcation nette entre les Bulgares et les Serbes. Cependant, rectifie-t-il, d'après un savant allemand, le caractère de la langue est bulgare. La propagande serbe est inutile. Il n'y a ni Serbes ni Serbisants. Les Serbes du vilayet doivent être appelés sans restriction des Bulgares. Cette population slave, se demande M. Steeg, est-elle d'inspiration bulgare? Aspire-t-elle à la constitution d'une grande Bulgarie? Non. Il y a opposition de caractères et séparation d'intérêts entre les Bulgares de Macédoine et les Bulgares de Bulgarie. Les seuls liens qui les réunissent, c'est leur haine commune contre les autres nationalités balkaniques et leur besoin de domination.

Amis lecteurs, que pensez-vous de ces Bulgares qui combattent l'idée d'une grande Bulgarie? Ah! monsieur Steeg, que vous cachez mal vos sentiments intimes! Le quai d'Orsay a-t-il su lire entre vos lignes? Peut-être... enfin... Notre consul, docteur en réformes, développe ce mensonge bulgare que les comités révolutionnaires travaillent à l'autonomie, seulement. Mais il ajoute qu'ils travaillent ainsi, par la persuasion et par la terreur, à grossir les rangs des anarchistes.

Quelle incohérence que l'œuvre de ces comités qui ne *veulent* pas d'une grande Bulgarie, mais qui terrorisent les Grecs et les Serbes, afin de les contraindre à embrasser le bulgarisme. M. Steeg s'empêtre de plus en plus dans une démonstration basée sur l'absurde.

4° M. Steeg veut bien reconnaître que 20.000 Slaves du vilayet de Salonique sont acquis au parti grec ainsi que 20.000 Koutzo-Valaques, champions déterminés de l'Hellénisme. Qui nous révélera pourquoi il y a vingt mille Slaves grecisés, et non 50.000, 60.000? M. Steeg les a-t-il comptés? Où a-t-il puisé ces chiffres? Le parti roumanisant n'a jamais compté, dit-il, plus du tiers de la population valaque dans le vilayet de Monastir; et dans celui de Salonique, il est aussi peu important que le parti serbe. Les Koutzo-Valaques sont des Hellènes *vlahophones*.

En résumé, conclut M. Steeg, il y a trois partis : 1° le parti turc qui comprend a) 470.000 musulmans, dont 110.000 pomacs et b) 70 à 80.000 Juifs; 2° le parti bulgare-macédonien qui demande plutôt une *province autonome* où l'élément bulgare aurait la prépondérance — ah! ah! — comprend 220.000 exarchistes, 4 à 5.000 uniates et protestants, soit 225.000; 3° le parti grec qui comprend 180.000 Grecs, de langue et de religion, 20.000 Valaques, 20.000 Slaves patriarchistes, soit 220.000. En dehors de ces partis restent 50 à 60.000 Slaves patriarchistes qui cons-

tituent, selon l'expression de M. Steeg, une masse *amorphe*. A qui la donnera-t-on, cette masse? M. Steeg répond : un fort contingent doit en être prélevé en faveur des Bulgares. J'admire avec quelle simplicité notre consul résout les plus délicats problèmes. Et s'il me plaît, à moi, de faire cadeau aux Serbes de cette force *perdue, égarée?* Il est vrai que M. Steeg nous a prévenus qu'il n'y a ni Serbes ni Serbisants, bien qu'il soit *difficile d'établir* une démarcation nette entre Serbes et Bulgares. Quel casse-tête!

Je retiens des observations de M. Steeg 1° qu'il y a des Serbes qui sont *Bulgares*; 2° qu'il y a des Bulgares qui sont *Turcs* (Pomacs); 3° qu'il y a des Valaques qui sont *Grecs*; 4° qu'il y a des Bulgares qui sont *Grécomanes*. Par conséquent, nous savons une fois de plus que ni la langue, ni la race, ni la religion, ne sont des critères infaillibles pour marquer la nationalité des individus. Nous savons qu'en Macédoine, un Bulgare, puisqu'il est Turc, témoin le Pomac, est à plus forte raison Grec, et Grec fanatique. Et M. Steeg, malgré son ardente bulgarophilie, est obligé d'avouer qu'il y a au moins 20.000 Slaves qui sont absolument acquis au parti hellénique. Alors, que signifie cette masse amorphe de 50 à 60.000 patriarchistes, sur laquelle il y aurait lieu de prélever un fort contingent en faveur du panbulgarisme? Il n'y a pas, et il n'est pas possible qu'il y ait des Macédoniens qui ne se soient déclarés ni Bulgares, ni Grecs. Ils sont l'un ou l'autre. La vérité est que M. Steeg a rusé et qu'il a essayé de laisser le ministre des affaires étrangères dans cette impression qu'il y a plus de Bulgares que de Grecs, sans préciser davantage. Mais, quand on entreprend de dresser des statistiques, il faut produire des résultats ou avouer son impuissance.

Nous conformant au principe qui a été émis par un autre consul à l'esprit plus clair et plus franc et qui décide que tous les patriarchistes, jusqu'à preuve du contraire, sont Grecs, parce qu'ils se disent Grecs, et prenant les chiffres de M. Steeg pour base, nous dirions qu'il y a, dans le vilayet de Salonique, 225.000 Bulgares et 280.000 Grecs.

Pourtant, je me hâte de déchirer toutes les statistiques pour en jeter les morceaux dans le même panier. Car toutes sont fausses, volontairement ou non. Aucune ne mérite une sérieuse attention. On ne peut avoir que le chiffre des Turcs, d'une manière à *peu près* certaine, parce que les musulmans, seuls, sont soumis à l'impôt personnel et qu'ils laissent ainsi trace de leur existence et de leurs sentiments. Quant aux chrétiens, ils sont insaisissables. On ne sera à même d'apprécier et de compter les forces respectives des Bulgares et des Grecs, qu'en pénétrant dans leurs écoles.

Dans la *Lanterne* du 14 mai, où il propose le plébiscite, M. Paillarès nous explique comment les Hellènes sont bombardés Bulgares :

... J'ai surpris moi-même, sur place, en flagrant délit de faux, toutes les statistiques sur lesquelles « l'actif et patient » agent du prince Ferdinand a cru d'un louable patriotisme de baser sa forte conviction. Aussi, dans les deux villages de Gradobor et Ghirzista que j'ai cités tant de fois aux lecteurs de *La Lanterne* et qui figurent dans les revendications bulgares comme étant *Bulgares*, j'ai découvert des *Grecs*, martyrs de la cause grecque. Toute la famille de Traïko Sterio a été exécutée, suppliciée, parce qu'elle s'obstinait à rester fidèle à l'hellénisme. Lorsque j'ai posé cette question précise aux habitants de Ghirzista, en présence du colonel russe Svirsky, du juge d'instruction, du substitut du procureur et du capitaine de gendarmerie ottomans : Y a-t-il des Bulgares au village? Pas un, me fut-il répondu, d'une voix unanime. Nous sommes tous Grecs, et entendons rester Grecs. Par ces deux exemples, qui se sont

renouvelés tant de fois pendant mes enquêtes, j'ai compris qu'il fallait m'abstenir de prendre au sérieux les statistiques de Sofia, même lorsqu'elles sont adoptées par la science allemande ou russe. De sorte que je n'aurais aucune idée de la répartition des forces bulgares, grecques, roumaines, turques et serbes sur l'échiquier macédonien, si je n'avais, pour fixer mon jugement définitif, le critérium le plus sûr et le plus irréfutable : l'école. En Macédoine, c'est le terrain où doivent indubitablement affluer et se concentrer les partisans de chaque nationalité ! Le Macédonien qui a des aspirations bulgares n'enverra pas ses enfants à l'école hellénique ; cela est d'une telle évidence, qu'il est superflu d'entrer dans une longue démonstration.

D'ailleurs, les agents bulgares que j'ai interrogés moi-même, en Macédoine, ne contestaient pas la supériorité hellénique sur le terrain scolaire. Ils l'attribuaient seulement à l'ancienneté de la civilisation grecque... C'est ce qui explique qu'ils exécutent tant d'instituteurs grecs et qu'ils brûlent tant d'écoles grecques...

LA QUESTION CRÉTOISE

D'Athènes au *Courrier Européen*, 5 mai :

La situation présente n'est et ne peut être que provisoire. Le prince, tout le premier, désire qu'elle prenne fin au plus tôt.

D'abord, comme tout enfant de la grande patrie grecque, il ne peut que partager le désir de tout Crète. Puis, il ne serait pas fâché de reprendre, avec plus d'activité qu'il n'en peut déployer actuellement, un rang d'amiral dans la marine grecque, dont il a déjà eu l'occasion de remplir les charges depuis qu'il est en Crète. Enfin, il a pu se rendre compte de lui-même — ainsi qu'il l'a déjà expliqué à différentes reprises à ses mandataires — que la situation actuelle ne peut durer indéfiniment. On comprend que, dans ces conditions, il ne tienne point personnellement à la conservation du pouvoir.

Il reste maintenant à expliquer comment il se fait que ceux qui se sont révoltés contre le *statu quo*, aient adopté également comme mot d'ordre l'union. Il y a à cela surtout deux raisons, l'une d'ordre économique, la seconde d'ordre politique.

La première date déjà de loin. Lors de l'affranchissement de la Crète (fin 1898), la joie de ses habitants ne pouvait pas être sans mélange. La domination turque n'a nulle part passé sans qu'on s'en soit longtemps senti.

Le Turc a passé là, tout est ruine et deuil !

Or, c'est justement sur des ruines qu'il a fallu élever le nouvel édifice. La question du relèvement économique du pays était, par la force même des choses, une question vitale, d'importance primordiale. Il y a cinq ans, notre cortège du « Parnasse » en Crète était partout salué par les cris enthousiastes de : Vive l'Union ! Vive le roi Georges ! Le sentiment patriotique était sans doute pour beaucoup dans ces acclamations. Mais, on sentait aussi que l'union aurait pour conséquence de permettre à la Mère-Patrie de venir plus facilement en aide à sa fille, dont les ressources forcément restreintes après tant de catastrophes ne lui permettaient pas encore de subvenir facilement à des besoins d'autant plus grands au début. Cette première raison n'a pas perdu de son importance depuis 1900 ; au contraire.

Une seconde raison est venue s'y ajouter depuis. Ce qui s'est passé depuis 1901, a montré les inconvénients d'un régime absolu, auxquels on n'avait pas trop songé dans l'effusion du premier moment. Or, on se dit que l'union aurait pour effet d'étendre à l'île les lois et la constitution du Royaume et d'offrir, dès lors, plus de garanties contre les abus de pouvoir que les personnes en disgrâce ou leurs amis peuvent redouter ; sans compter que cette disgrâce même perdrait sa principale raison d'être avec l'union, puisque nous avons vu que son point de départ était non point sur le but à atteindre (l'union), sur lequel tout le monde est d'accord, mais sur les meilleures voies à suivre.

L'ŒUVRE DE LA MISSION MILITAIRE FRANÇAISE

EN MACÉDOINE

Sous ce titre, la *Nouvelle Revue* du 15 mai publie une étude de M. Paillarès, dont nous extrayons les passages suivants :

L'on accourut en foule à Serrès, des villages les plus lointains et les plus hauts perchés sur les monts, pour y entendre des paroles de consolation et y contempler l'aurore des temps nouveaux. Chacun y dévoila le fardeau de ses peines et de ses douleurs. Chacun sollicita humblement leur aide généreuse. Ce furent dans les bureaux de nos officiers, de longues théories de suppliants.

Le colonel Vérand empila dans sa maison dossiers sur dossiers. Il se livra à des enquêtes, à des interrogatoires et à des confrontations. Il instruisit le procès des oppresseurs, il constata avec une amère surprise que plusieurs plaintes n'étaient pas fondées, que certains faits avaient été manifestement exagérés, et d'autres inventés. Pourtant, il découvrit qu'il y avait réellement trop d'abus et trop d'iniquités, intolérables, du haut en bas de l'échelle gouvernementale. Il découvrit que l'administration ottomane s'entendait à merveille pour pressurer, vider, ruiner et martyriser des milliers d'êtres inoffensifs. Il eut le courage de s'instituer l'avocat des humbles. Les agents civils, les consuls et les autres chefs de mission purent railler cette ardeur, le colonel Vérand passa outre.

Il posa sa lourde main sur les épaules des tyrans de village qu'aucune puissance n'avait su vaincre, et il les terrassa. Il frappa aux portes des valis, des mutessarifs, des caïmakams, et il plaida la grande cause des faibles dont il avait réuni patiemment tous les éléments pièce par pièce. Et il la plaida avec tant d'éloquence, et avec tant de fermeté, que d'un premier effort, il emporta la condamnation des prévaricateurs, des concussionnaires, des égorgés et des incendiaires. Il y eut vraiment quelque chose de changé dans le sandjak de Serrès. Le colonel Vérand fut le gouverneur civil et militaire qui veut tout corriger, tout pacifier, tout améliorer...

Dès que les interventions de nos officiers parvinrent à la connaissance de la Sublime Porte, elles furent vivement désapprouvées et combattues comme portant atteinte à la souveraineté du sultan. Hilmi pacha reçut l'ordre d'entraver l'action indiscrète du colonel Vérand et de lui rappeler que messieurs les officiers européens, au service de Sa Majesté, n'étaient que de simples instructeurs chargés d'enseigner l'art de constituer des brigades de gendarmerie. On profita même de la circonstance pour bien spécifier, à nouveau, qu'ils ne pouvaient exercer aucun commandement direct sur les gendarmes ottomans.

Le colonel Vérand a eu le mérite de connaître rapidement les hommes et les choses d'Orient. Il ne s'attarda pas à balbutier l'a b c de la diplomatie turque. Il ne se laissa ni démonter par les menaçantes injonctions ni séduire par les mielleux compliments. Le vice-roi de Macédoine eut beau multiplier et varier ses feintes et ses passes, il avait trouvé son maître.

Le duel se termina à l'avantage de la mission française. Celle-ci ne s'inquiéta pas des ornières ni des pierres du chemin. Elle poursuivit sa rude besogne courageusement, honnêtement. Oh je ne dirai pas que tout a été amendé et purifié dans l'administration du sandjak de Serrès, mais nos officiers ont été unanimes à constater que le progrès a commencé d'y pénétrer et que l'air y est plus respirable. La surveillance incessante à laquelle ils soumettent les actes administratifs incite les fonctionnaires de tous ordres à la plus grande circonspection. Et c'est ainsi qu'ils contribuent à éloigner l'arbitraire et l'injustice...

La propagande par le massacre et la torture, la propagande par l'incendie et le pillage se développe avec autant d'acharnement dans les zones russe, autrichienne, italienne et française. Le secteur anglais fait exception, sans doute parce que le sandjak de Drama ne compte que des Grecs parmi les chrétiens.

Mais où tend cette propagande infernale ? Pourquoi ces épouvantables tueries ?

C'est que, derrière les gestes fratricides des comitadjis, se trament de louches desseins et d'infâmes complots. C'est que les uns entendent faire de la Macédoine une province autrichienne, les autres une province bulgare.

Mais, quoi qu'il advienne, sur les rives du Vardar, la mission française aura rempli son devoir. Et elle aura sauvé l'honneur national de toutes les

honteuses compromissions. Déjà, les populations musulmanes et chrétiennes reconnaissent ses bienfaits. Elles aiment de plus en plus notre pays. Tandis que je visitais les écoles helléniques à Serrès, à Barakli-Dzumaia, à Nevrecop, à Melnique, etc., j'étais ému jusqu'aux larmes d'entendre les jeunes Gréco-Macédoniens acclamer la France d'une voix ardente et chaude. A Nevrecop même, on apprenait à chanter... la *Marseillaise*.

LA FRANCE AU LEVANT

M. Paillarès poursuit son étude sur les missions catholiques au Levant, dans deux journaux tour à tour, *La Lanterne* et *L'Aurore*, donnant des chiffres, citant des faits, versant de nouveaux éléments au débat qui va s'ouvrir. Voici un document du plus haut intérêt :

La Lanterne, 7 mai :

En 1886, alors qu'il y avait quelque courage à se montrer hostile à la Congrégation, M. Gustave Laffon, consul à Andrinople, écrivait à M. de Freycinet, président du Conseil et ministre des affaires étrangères :

On voit tous les jours circuler dans les rues d'Andrinople des prêtres européens placés sous la protection de la France, portant le même costume que les papas grecs. Le pape, en effet avait autorisé les Pères Résurrectionnistes à emprunter le rite de l'Eglise orthodoxe et la robe de ses prêtres afin qu'ils pussent capturer plus aisément la confiance des populations helléniques. J'avoue que ce fait est d'autant plus regrettable que les populations indigènes non catholiques en profitent pour accuser nos missionnaires de ruse et d'hypocrisie. Ce qui se passe à Andrinople en petit se fait en Macédoine sur une échelle beaucoup plus vaste. Les Bulgares catholiques de cette province, bien que sujets de la Porte, ont trouvé, paraît-il, plus d'une fois le moyen d'exploiter en faveur de leur propagande l'influence de nos autorités consulaires. Un publiciste grec qui connaît bien la Macédoine a écrit sur ce sujet un long et virulent article contre la politique suivie par la France en Orient. Voici en deux mots en quoi consiste le grief que les Grecs formulent constamment contre nous. La France, disent-ils, qui a réduit chez elle les prêtres à l'impuissance (!) les protège dans l'œuvre qu'ils ont entreprise en Orient, et qui tend à nous enlever notre foi et notre nationalité. En Macédoine, pendant que nous nous imposons mille sacrifices pour instruire nos frères dans notre langue et dans notre religion et leur donner ainsi le sentiment de leur nationalité, les missionnaires protégés par la France viennent saper notre œuvre en les convertissant au catholicisme. Et si encore, après les avoir convertis, ils tâchaient au moins de respecter le sentiment national, le mal qu'ils nous font pourrait leur être pardonné, mais malheureusement ils ne se bornent pas à troubler la conscience des populations, ils effacent aussi en elles tout sentiment patriotique, en négligeant complètement tout ce qui se rapporte à l'enseignement de notre langue. En résumé, disent-ils pour quelques centaines d'individus qu'ils parviennent à convertir et qui serviront un jour à la propagation de l'influence autrichienne, ils incitent contre nous des populations entières qui ne demanderaient qu'à nous être dévouées. Heureusement que la France n'est pas représentée en Orient seulement par ses missionnaires. Le patriarche actuel m'a tenu plus d'une fois un langage analogue. Je n'ai pas manqué de le faire connaître au marquis de Noailles (ambassadeur à Constantinople) ainsi qu'à Mgr Rotelli, délégué du Saint-Siège. Je suis heureux d'avoir à ajouter qu'à la suite de cette plainte l'ambassadeur de France et le représentant du Saint-Père ont envoyé à Salonique des recommandations tendant à modérer le zèle de nos missionnaires de manière à ne pas trop froisser le sentiment national des Grecs...

Le Gérant : L. ESPARVIER.

Levallois-Perret. — Imprimerie WELLPÖFF et ROCHE
55, rue Fromont.

L'Hellénisme

ORGANE MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ "L'HELLENISMOS"

ABONNEMENTS :

France UN AN 6 FR.
Union Postale — 8 FR.

DIRECTION A PARIS

42, Rue de Grenelle (VII^e Arrondis.)

Le bureau de l'HELLÉNISME

est ouvert les Lundi, Mercredi et Vendredi
de 10 heures à midi.

SOMMAIRE

Recensement et Referendum.

A propos de plébiscite macédonien : une lettre du général RICCIOTTI GARIBALDI.

Statistique officielle turque.

La Grèce et l'Hellénisme (Suite) : la Crète, Chypre, Samos, par M. N. KASASIS, président de l'Hellénisme.

Les défenseurs des comitadjis, M. MICHEL KEBEDGY.

La révolution arabe et la question d'Orient, par M. A. ADOSSIDÈS.

Le dernier Blue Book. — II : Le conflit des races en Macédoine.

Les Serbes et les Comitadjis bulgares. — Extraits du Blue Book.

Lettre de Chypre : les travaux de l'Assemblée législative, la situation, la question du tribut.

L'Enseignement du français à Smyrne depuis les Capitulations jusqu'à nos jours. — II, par M. J. DELAROCHE, professeur à l'Alliance française.

Théodore Delyannis.

Echos : L'affaire crétoise ; notes sur la question crétoise ; les massacres de Nakytehevan ; le ministère grec ; le contrôle financier en Macédoine ; les Hellènes en Suisse ; les projets de miss Stone ; congrès bulgare-macédonien ; tracasseries bulgares ; le diadoque à Paris ; les Russes au Mont-Athos ; les Hellènes en Egypte ; pour Venise et pour Candie ; affaires de Serbie ; alliance gréco-serbe ? L'Autriche et l'Eglise grecque.

Les derniers crimes bulgares.

Les bandes grecques, serbes, bulgares.

Revue de la Presse : Censure bulgare ; Grecs et Turcs ; la défensive grecque ; le réveil de la nation arabe ; la welpolitik allemande et le monde musulman ; à Boris Sarafov.

Recensement et Referendum

L'hiver dernier Hilmi pacha procédait à un recensement des populations macédoniennes, dont nous donnons plus loin le résultat. A l'heure qu'il est, ce même Hilmi pacha reprend son œuvre d'évaluation et recommence à dénombrer les Macédoniens des différentes nationalités. Pourquoi cette seconde opération succédant à la première ? Est-ce que MM. les agents civils ne seraient pas satisfaits du résultat du premier recensement, qui est loin de confirmer les statistiques fantaisistes de certaines propagandes ? Est-ce qu'une autre influence occulte aurait été exercée sur les autorités turques ? Nous n'en savons rien. Ce qui est certain, c'est qu'il se commet dans l'opération en cours, des abus révoltants qui sont de nature à embrouiller la situation. De Salonique, on nous a déjà signalé ces abus. Mais nous préférons invoquer un témoignage irrécusable, celui de la *Gazette de Francfort* (17

juin) organe indépendant encore qu'assez sympathique aux revendications bulgares.

Rendant compte de la façon dont s'effectue le recensement, le correspondant de ce journal à Salonique dit :

Les commissions ont adopté comme critérium la langue des intéressés et il arrive que des communes de tous les districts protestent contre ce système et refusent de faire de plus amples déclarations devant les commissions ; il en fut ainsi dans le district de Katarina et de Langaza, du vilayet de Salonique. Dans le premier, il y a de nombreux Hellènes parlant valaque. Cette partie de la population s'est de tout temps et jusqu'ici fait inscrire hellène, tandis que par le recensement actuel on la classe « valaque ».

Du train dont on va, on découvrira un nombre plus considérable de Koutzo-Valaques, ce qui ne convient guère aux Hellènes alors que cela paraît plaire à la propagande roumaine. Dans le canton de Langaza on trouve également des villages dont la population parle bulgare et relève du patriarcat. Leurs habitants connaissent le grec qui leur est enseigné à l'école, mais leur langue familière est la langue bulgare (1). La commission les inscrit « bulgares patriarquistes », ce qui provoque les protestations du peuple qui se donne comme gréco-valaque.

L'auteur de ces lignes a eu lui-même l'occasion d'interroger les habitants de différents villages de ce district sur leur nationalité et a toujours reçu la même réponse : de passer pour Bulgare équivalant à leurs yeux à un manque d'égard.

On voit par ce qui précède par quels moyens arbitraires on cherche à nous arracher ces populations et combien peu on respecte leurs aspirations nationales.

Il est hors de doute qu'une pression est exercée sur Hilmi pacha pour l'amener à grossir sur des documents officiels les chiffres des propagandes hostiles à l'hellénisme. Mais personne ne s'y trompera et les nouvelles évaluations des commissions que Son Excellence a sous ses ordres n'auront pas plus de valeur que les précédentes. Pour notre part, nous n'y attachons aucune importance, et si, plus loin, nous publions la dernière statistique de la population macédonienne, dressée par les soins de Hilmi pacha et conforme à notre statistique à nous, ce n'est pas parce qu'elle nous donne raison, mais uniquement parce que nous avons voulu répondre par un document turc réel au document turc imaginaire que M. Zolotovitz exhiba dans une interview fameuse.

(1) Erreur : leur langue familière est un patois, mélange de vocables slaves, grecs et turcs.

En présence d'événements aussi scandaleux que ceux que signale la *Gazette de Francfort*, on ne saurait trop insister sur l'unique solution logique qui puisse être donnée au débat sur les races.

Pas de recensement, mais un referendum, d'autant que ce projet semble devoir recueillir l'adhésion des parties en cause.

A ce propos, nous lisons dans la *Macédoine* du 20 juin :

Dans notre dernier numéro, nous avons adhéré avec enthousiasme à la proposition de M. Georges Villiers. Nous sommes donc d'accord avec l'*Hellénisme*, et le *Temps* se plaît à le constater, souhaitant que « ce consensus puisse fournir une indication précieuse aux chancelleries ».

L'adhésion de notre confrère à la proposition de M. Georges Villiers tendant à ouvrir, par voie de referendum, une enquête sur les races, à moins d'impliquer l'abandon de sa formule : « La Macédoine aux Macédoniens » — ce dont nous le féliciterions vivement, — nous semble quelque peu en contradiction avec cette formule.

En effet, la *Macédoine* préconise la création d'un Etat macédonien et... d'une race macédonienne. Nous ne voyons donc pas quel intérêt elle aurait à rechercher combien il y a de Bulgares en Macédoine et combien de Grecs, etc. Pour notre confrère, il n'y a, il ne doit y avoir que des « Macédoniens », s'il veut être conséquent dans son programme.

Nous constatons la chose ; nous ne la regrettons point ; tout au contraire, partisans sincères d'une entente réparatrice de tant de maux, et féconde en résultats pratiques, nous nous réjouissons de voir que, du moins, sur une question, nos adversaires sont d'accord avec nous.

Une seule divergence :

Nous avons émis l'avis que, pour arriver à classer les diverses populations macédoniennes, par voie de plébiscite, il faudrait : 1° admettre à l'enquête des représentants de tous les intéressés, Grecs, Bulgares, Serbes, Turcs, etc. ; 2° adopter un critérium de nationalité absolument indiscutable, qui, dans l'espèce, ne pourrait être que la conscience nationale de chaque Macédonien.

La *Macédoine* ne se rallie qu'à la seconde partie de cette proposition : elle repousse la première de ces conditions.

Pour ma part, dit son rédacteur en chef, il me paraît des plus légitimes et tout à fait indispensable

que les intéressés, quels qu'ils soient, assistent à l'enquête, en contrôlent l'impartialité et même y participent, soit comme témoins, soit avec voix consultative. Mais quant à diriger cette enquête ou à conclure, les intéressés ne sauraient le faire. On peut assimiler la cause à un procès civil, à une grosse affaire de succession. La Turquie est usufruitière; il s'agit de déterminer, pour le jour où s'ouvrira la succession réelle, les droits des héritiers. Ceux-ci auront à plaider successivement, mais leur place n'est pas au banc des juges.

Nous ne devons point assimiler « la cause à un procès », et la commission d'enquête à un banc où siègeraient des « juges », car nous ne pouvons compter sur leur impartialité et il s'agit précisément d'éviter toute contestation entre les parties en cause, et, de la part des étrangers aussi bien que des autorités ottomanes, le retour de ces actes arbitraires dont il est question plus haut.

Nous cherchons un terrain d'entente pour commencer à fixer nos droits respectifs : nous ne pouvons le trouver que dans une enquête qui aurait un caractère de simple *consultation*. La tâche des enquêteurs devrait consister, — non pas à juger, — mais à interroger les Macédoniens sur leurs aspirations nationales et à enregistrer leurs réponses. Du moment que l'on est d'accord sur le moyen de distinguer, par exemple, un Macédonien bulgare d'avec un Grec macédonien, on écarte toute éventualité de récriminations; on n'a donc, encore une fois, pas à juger, mais à recueillir tout simplement la déclaration de chaque Macédonien, afin de le classer dans tel ou tel groupe ethnique.

Or, pour contrôler ce classement, pour empêcher qu'il ne s'effectue arbitrairement, nous croyons qu'il serait indispensable que les intéressés fussent représentés parmi les enquêteurs.

Nous irons même plus loin : dans une affaire semblable, nous préférerions que cette commission fût composée de représentants autorisés des seuls intéressés, assistés d'arbitres ou plutôt de contrôleurs pris de préférence parmi des nationaux de puissances « neutres » comme la Suisse, la Belgique, la Suède, le Danemark, la Hollande. Ce serait le rêve, mais ce rêve est, hélas ! irréalisable. Et l'on sait pourquoi.

La *Macédoine* n'admet pas non plus la participation de la Porte. « Je ne vois pas, dit son rédacteur en chef, ce qu'elle aurait à voir dans le débat ».

Ne vendons pas la peau de l'ours... Le Turc est encore vivant — et très vivant. Nous aurions grand tort de l'oublier. La *Macédoine* est encore une province turque politiquement et de par sa population musulmane qui est considérable. Vouloir exclure les Turcs d'un recensement, c'est donc compter sans notre hôte et c'est aller au-devant de cruelles surprises. Ce serait tout à la fois injuste, dangereux et inutile. Certes, une enquête minutieuse et impartiale ne doit pas trop sourire à la Porte. Elle ne s'y prêterait que d'assez mauvaise grâce, mais, en tout cas, bien moins difficilement qu'il s'en voulait l'en écarter. Et puis, après tout, n'y est-elle pas obligée, à cette réforme essentielle, de par l'article 3 du programme de Muersztteg ?

Il ne s'agit pas, actuellement, de partager la *Macédoine* — mais de la pacifier. On ne

pourra la pacifier qu'en mettant un terme aux tueries qui n'ont qu'un but : assurer la prédominance à telle ou telle nationalité, et qu'en s'occupant, utilement alors, de doter le pays d'institutions garantissant les droits des peuples comme ceux des individus — sauf à nous unir pour abolir le régime ottoman si cette expérience démontre qu'il est incurable. Mais commençons d'abord par nous compter, — si certaines puissances veulent bien nous le permettre...

Nous sommes, quant à présent, pour l'évolution, non pour la révolution, dans une question où s'entrechoquent des intérêts si divers.

A PROPOS DE PLÉBISCITE MACÉDONIEN et d'entente italo-slave

Nous avons reçu du général Ricciotti Garibaldi, la lettre suivante :

Rome, 15 juin.

« M. le rédacteur en chef,

« La proposition du *Temps* de résoudre les difficultés balkaniques, et plus particulièrement celles de Macédoine, par la délimitation des régions contestées suivant la nationalité de la race qui y prédomine, n'est pas une idée nouvelle : elle a déjà été mise en pratique.

« L'alliance italo-slave (Dalmates, Croates, etc.) qui, il y a trois ans, paraissait être d'une impossibilité absolue, est devenue un fait accompli précisément sur cette base. D'ailleurs, les chefs du mouvement macédonien, tels que Sarafof et d'autres, ont reconnu la justesse d'une telle entreprise, lorsqu'il y a deux ans on la leur a proposée.

« Cette question reçut sa consécration officielle par les déclarations que M. Tittoni, ministre des affaires étrangères, apporta à la tribune — déclarations reproduites dans *L'Hellénisme*, page 19 — quand il a dit que « lorsqu'en vertu de l'article 3 du programme de Muersztteg, on devra procéder à la réorganisation administrative de la Macédoine, les districts où les Albanais sont en majorité aujourd'hui, et qui sont unis à la Macédoine, devront être réunis à l'Albanie proprement dite. »

« Ces affirmations officielles qui marquent un grand pas dans l'œuvre de pacification entreprise dans les Balkans, nous les avons pleinement approuvées dans la lettre de félicitations que nous avons adressée respectivement à MM. Tittoni et Goluchowski (Voir la *Tribuna* du 15 mai), et où nous déclarions que ce n'est que sur une base semblable que l'on peut obtenir l'apaisement dans la Péninsule Balkanique.

« Veuillez agréer l'assurance de la considération de votre dévoué

« RICCIOTTI GARIBALDI. »

Président du Conseil suprême des Albanais d'Italie et délégué plénipotentiaire de la *Fédération irrédentiste italienne*.

Nous sommes bien aises de constater que l'idée qui nous est chère d'une délimitation plus rationnelle des régions balkaniques recueille les suffrages des personnalités aussi autorisées que MM. Tittoni et Goluchowski, encore que ces diplomates se montrent plus particulièrement préoccupés d'appliquer ce principe au profit de la région albanaise qu'en faveur des autres contrées de la Turquie d'Europe, et notamment de la Macédoine, que vise directement et expressément l'article 3 du programme de Muersztteg.

Le précédent de l'entente italo-slave qu'invoque le général Ricciotti Garibaldi est d'un heureux augure. Mais à ce propos, il est peut-être permis de se demander comment le général Ricciotti Garibaldi concilie ses sympathies pour les Grecs — sympathies dont il a donné des preuves éclatantes et jusque sur les champs de bataille, en 1897, — avec les vues des comités slaves cherchant à détacher de nous la nation albanaise à laquelle nous lient des siècles de luttes et de traditions communes.

On se serait cru fondé à espérer que la sauvegarde des intérêts italiens dans la Méditerranée orientale et l'Adriatique, plutôt que de la chercher dans les suggestions de M. Ch. Loiseau et de ceux qui le patronnent, ou qu'il patronne, M. Garibaldi eût peut-être été mieux inspiré en la trouvant dans l'entente et la coopération gréco-albanaise sous le patronage de l'Italie. Une alliance gréco-albanaise sous la haute direction de cette Italie, dont l'action civilisatrice a laissé des traces sur le littoral de la Méditerranée, apparaît autrement naturelle, féconde et conforme aux traditions et aux intérêts des Italiens dans ces mers — intérêts dont la préservation est l'objet des plus vives préoccupations à Rome — que les combinaisons italo-slavo-albanaises dont M. Garibaldi semble être un des partisans les plus convaincus.

Statistique Officielle

M. Zolotovitz, interviewé par M. Georges Villiers, (*le Temps* 18 février), sur les revendications bulgares en Macédoine, lui a livré une statistique de source turque, « peu suspecte de bulgarophilie », et qui prêtait aux Bulgares une écrasante supériorité numérique : 1.100.000 Bulgares contre 270.000 Grecs.

Nous avons vainement cherché cette statistique turque.

En revanche nous avons découvert que, le recensement auquel quelques jours avant l'interview de l'honorable diplomate, avait procédé Hilmi-pacha sous les yeux des agents civils et des représentants des puissances, recensement dont le résultat ne pouvait être secret pour M. Zolotovitz, était loin de donner raison à ce dernier. En effet, voici par quels chiffres se solde ce document officiel, tel qu'il a été publié dans la *Politische Correspondenz* du 13 mars :

Vilayet	Bulgares	Kutze-Walaches	Serbes	Grecs	Musulmans	Israélites	Total
Salonique	207.317	—	—	373.227	487.553	48.270	1.116.369
Monastir	178.412	30.116	—	261.283	480.018	—	949.829
Uskub	172.005	—	167.601	13.452	752.434	—	1.105.492
Total	557.734	30.116	167.601	648.962	1.720.007	48.270	3.171.690

Donc, pour les trois vilayets : Salonique, Monastir, Uskub, il y a, suivant cette statistique :

Grecs..... 648.962
Bulgares..... 557.734
Serbes..... 167.601

c'est-à-dire une majorité grecque absolue sur les Bulgares et les Serbes, pris séparément, dans les trois vilayets.

Si nous nous bornons aux deux vilayets : Salonique et Monastir, qui seuls, selon nous, constituent la vraie Macédoine, nous avons, toujours conformément à la statistique turque précitée :

	Grecs	Bulgares
Vilayet de Salonique .	373.277	207.317
— Monastir....	261.283	178.412
	634.510	385.729
Or, notre statistique à nous donne pour les		
	Grecs	Bulgares
Vilayet de Salonique..	370.745	189.447
— Monastir.....	279.964	142.715
	650.709	332.162

Donc, pour les deux vilajets :

Statistique turque : 634.510 Grecs et 385.729 Bulgares.

Statistique grecque : 650.709 Grecs et 332.162 Bulgares.

L'écart qui sépare les totaux des deux statistiques grecque et turque est, on en conviendra, relativement minime, comparé surtout à l'écart entre ces chiffres et ceux donnés par M. Zolotovitz : 1.100 Bulgares et 270.000 Grecs.

M. Zolotovitz nous a répondu par une statistique turque. Nous lui en opposons une autre, turque également.

M. Zolotovitz a négligé de nous indiquer la source où il a puisé la sienne.

Une fois encore la nôtre est empruntée à la *Correspondance Politique* du 13 mars 1905.

La Grèce & l'Hellénisme

(Suite) (1).

LA CRÈTE, CHYPRE, SAMOS.

Ce n'est pas seulement en Grèce, nous l'avons dit, que fleurit l'idée grecque. L'hellénisme tout entier, libre, irredimé ou établi à l'étranger est possédé par un même idéal national : l'unité de la race. C'est pour faire triompher cet idéal qu'il lutte, c'est à réaliser cet idéal qu'il concentre tous ses efforts. Au dehors, les Hellènes suivent avec une attention soutenue le travail accompli en Grèce en vue d'atteindre à la complète renaissance de la nation.

Un rapide examen de la vie, du sort et des aspirations de l'hellénisme, non encore incorporé dans la patrie affranchie, le révélera dans son action comme dans les efforts qu'il déploie pour se créer une condition politique digne de son passé.

En Crète, d'abord, l'île dont l'âme inquiète a les frémissements des ondes qui baignent ses rives. Elle réclame hautement des peuples comme des chancelleries, la consécration de ses vœux séculaires.

La Crète excite bien des convoitises, attire à elle bien des ambitions. Ce fut déjà là l'obstacle à son union avec la Grèce, lorsque, au commencement du siècle écoulé, fut créé le royaume. Et les inquiétudes qu'à cette époque inspiraient à la Crète les visées de certaines puissances, non seulement subsistent aujourd'hui mais s'accroissent, à mesure que l'action de ces puissances s'affirme de plus en plus dangereuse pour l'avenir de la grande île.

En un moment où une tempête politique souffle sur la Méditerranée, empêchant la réunion de la Crète à la Grèce, quelle peut être la solution du problème ?

Le port de la Sude hante plus que jamais les rêves de telle ou telle politique impérialiste. Point n'est besoin de préciser. Mais personne n'ignore, et le résultat de nos recherches personnelles confirme ce soupçon, que sur l'île, qui se bat pour la consécration d'un vœu séculaire, se concentrent plus d'une ambition. Aujourd'hui, ce n'est plus contre les troupes et les flottes du Grand-Turc que la Crète revendique

ses droits, mais elle ne semble pas les revendiquer avec moins de fermeté, sa devise étant restée la même : *l'union ou la mort*.

Lorsque, dans la journée du 29 mai 1453, Constantinople tombait entre les mains des Turcs, il se trouva une poignée d'hommes, des Crétois, qui plutôt que de se rendre, résolurent de se faire tuer sur les remparts dont on leur avait confié la garde. Le chroniqueur Frantzi nous apprend que, pris d'admiration pour ces braves, Mahomet leur fit savoir qu'ils étaient libres de s'en aller, emmenant leurs armes et leur navire et que c'est à cette seule condition que, quittant leur poste d'honneur, ils se mirent en route pour regagner leur île, dépositaires du patriotisme ancestral. Avec Constantinople, succombait l'hellénisme tout entier : la Crète seule échappait au joug turc. Mais c'est, hélas, une autre domination, la vénitienne, qui pesait sur l'île, domination aussi inhumaine que celle des Turcs, qui devait plus tard lui succéder. Le lion de Saint-Marc est demeuré pour les Crétois le symbole de la férocité des *provveditori* de la sérénissime République. Leurs principes de gouvernement se retrouvent dans la formule suivante qui est de Fra Paolo Sarpi : « Il faut que les gouverneurs de l'île traitent les Crétois comme des fauves : ils ne doivent songer qu'à les dompter. Ces peuples ont une nature criminelle. Un traitement doux nous vaudrait non de la gratitude mais la révolte... Du pain et de la bastonnade : voilà ce qu'il faut à ces gens-là ! La philanthropie, réservons-la pour une meilleure occasion. »

A ce régime se substituait dans la seconde moitié du XVII^e siècle, non sans une longue résistance de la part des Crétois, le régime ottoman qui ne fut pas plus doux que celui-là. La population fut décimée, en partie convertie à l'islamisme, soumise à tous les maux que traîne derrière lui le pouvoir ottoman.

C'est la longue et douloureuse période de l'esclavage qui pourtant n'abat point le moral des Crétois et laisse intact leur amour de la liberté. De loin ou de près, ils participent à tous les soulèvements de l'hellénisme contre le joug turc. En 1770, pendant que le Péloponèse et la Grèce Continentale tentaient de le secouer, la Crète se révoltait, obéissant à l'appel de Daskaloyannis. En 1821, elle prenait plus ouvertement parti pour la cause de l'insurrection. Malheureusement, ses efforts étaient d'avance voués à la stérilité ; elle fut exclue des territoires grecs affranchis.

Depuis lors, elle ne se résigna point. Ses tentatives en vue de se réunir à la Grèce se répétèrent de dix en dix ans : en 1833, 1841, 1858, 1866, 1877, 1889, 1896. L'insurrection de 1866 fut la plus longue, ayant duré trois ans, et la plus sanglante. Et à chaque fois, l'œuvre de destruction recommençait : champs dévastés, maisons rasées ou incendiées, des femmes, des enfants, des vieillards demeurés sans protection, livrés à la misère, à la mort, au déshonneur. Vainement, la Crète comptait sur le respect de ses droits. Si, parfois, son sort pouvait émouvoir les peuples, les gouvernements restaient inflexibles. Les calculs diplomatiques, les intérêts dynastiques, des antipathies politiques, enfin le plus grand sophisme du XIX^e siècle, l'intégrité de l'Empire ottoman, — principe sacro-saint aussi souvent violé qu'invoqué — venaient se jeter au travers des vœux crétois. Mais à chaque fois aussi, ramenée à la servitude, l'île héroïque se préparait à un nouvel assaut contre le despotisme.

Enfin, en 1897, éclatèrent les événements qui aboutirent à cette guerre gréco-turque, sur laquelle plane un mystère non encore entièrement éclairci ; et l'Europe officielle se décidait enfin à doter la Crète d'un régime meilleur et

qui, confié à un prince de la famille royale hellène, semblait promettre qu'il serait fait droit aux légitimes aspirations de l'île, son émancipation, si incomplète qu'elle soit, ayant été et étant de plus en plus considérée préparatoire de son union à la mère-patrie.

La Crète comme la Grèce ne peuvent voir dans la situation transitoire faite à la Crète qu'une étape vers la solution définitive ; d'où l'incessante inquiétude, l'impatience manifestée par le pays à l'égard d'une situation qui ne s'est que trop prolongée. Elle a nécessairement créé aux Crétois de lourdes charges, un luxe de fonctionnaires peu en rapport avec les ressources restreintes d'une île que la longue série de soulèvements et de massacres avait appauvrie, sinon complètement ruinée ; d'où le malaise économique actuel, la difficulté des communications, en raison de l'absence de voies, l'impossibilité, faute de ressources, de contracter des emprunts pour la construction de travaux publics et de développer la production locale. La terre crétoise est riche, mais les éléments font défaut, sous le régime actuel, qui la pourraient féconder.

L'Europe n'a pas voulu comprendre cela. Ce n'était pas tout de soustraire la Crète à l'autorité du sultan. Son union à la Grèce est une nécessité économique en même temps que nationale. La Crète, séparée de la Grèce ne peut se suffire à elle-même, sans compter que la Grèce, si cruellement désavantagée par les puissances, enfermée dans des limites si étroites, éprouve de son côté l'impérieux besoin d'être fortifiée. L'incorporation de la grande île a pour elle une importance d'ordre politique et moral.

Depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, le caractère du Crétois est demeuré invariable. Il constitue un des plus purs vestiges de la race hellène : Zeus et Apollon étaient d'origine crétoise. Il est aussi le plus authentique représentant des vertus grecques. Retraîné dans ses montagnes, il a guerroyé sans relâche contre le Vénitien, contre le Turc, contre tout envahisseur, il s'est toujours trouvé debout pour la suprême défense de la vie hellénique, accourant toujours au premier rang pour combattre l'ennemi. Dorien, dans la plus noble acception du terme, il est l'élément civilisateur par excellence de la Méditerranée grecque.

Le contact où l'île s'est trouvée avec la civilisation italienne, a contribué à lui créer une vie policée qui s'est manifestée, non sans grâce, dans des œuvres épiques et dramatiques. Plus tard, en dépit des maux du régime ottoman et notamment ces dernières années, ces insulaires s'adonnèrent à la culture des belles-lettres et des sciences, si bien qu'ils comptent actuellement une élite intellectuelle. Nul doute qu'à la renaissance qui s'accomplit de la pensée grecque, la Crète n'apporte la contribution la plus large.

Lorsqu'il fut question de l'émancipation de la Crète, des craintes furent conçues qu'un conflit très grave n'éclatât entre les chrétiens et leurs frères musulmans. Ceux d'entre les Crétois qui, au lendemain de la conquête turque, durent embrasser l'islamisme, se sont de tout temps montrés, comme tous les renégats, d'un fanatisme féroce, que menaçait d'accroître encore l'établissement du régime chrétien. L'on sait assez jusqu'où des passions religieuses, comme celles qui, encouragées par la Porte, ont jusqu'en 1897, divisé chrétiens et musulmans crétois, ont pu pousser les uns et les autres, pour comprendre que ces appréhensions ne fussent pas entièrement injustifiées. Elles furent pourtant vaines. Sans doute, lorsque les soldats du sultan eurent disparu pour jamais, des familles musulmanes supportant mal un gouvernement chrétien et aussi par crainte de représailles,

(1) Voir l'Hellénisme d'octobre à février.

poussées d'ailleurs par des émissaires de la Porte, émigrèrent en Turquie. Les autres, ceux qui restèrent, n'ont pas tardé à reconnaître le nouvel état de choses, et à s'en montrer satisfaits. Lorsque, l'an dernier, je visitai la Crète, il m'était particulièrement doux de trouver auprès des maires de Candie et de Rethymno l'accueil le plus empressé, le plus chaleureux. Ils sont musulmans tous deux, parlant, bien entendu, le grec avec la même facilité que moi. Sous l'influence des idées de liberté et de justice, les passions religieuses s'apaisèrent vite, et chrétiens et musulmans, réconciliés, se fréquentent, trafiquent, circulent de compagnie. Il eût été difficile de prévoir que des haines séculaires disparaîtraient si rapidement. La Crète a donné là un excellent exemple de tolérance religieuse, qualité qui, disons-le en passant, est une de la race grecque en général. Qu'on n'aille pas mettre les conflits des Balkans entre Hellènes et les autres peuples, sur le compte du fanatisme religieux. La foi n'a rien à y voir. Ce sont là des conflits de race, uniquement, conflits où l'hellénisme, menacé, a été entraîné nécessairement. Mais il suffit de parcourir l'Orient grec pour s'apercevoir à quel point ce sentiment qui consiste dans le respect des croyances d'autrui y est développé.

La Crète si profondément bouleversée durant plus d'un siècle par une lutte constante contre le Turc, n'a pas dérogé à ces principes. Si bien que l'on peut voir aujourd'hui des musulmans souhaiter eux aussi le rattachement à la Grèce.

La diplomatie s'y oppose pourtant. Elle affecte d'oublier qu'en mettant à la tête de la Crète autonome le propre fils du roi Georges de Grèce, elle a elle-même, légitimé des espérances que le temps n'a fait qu'aviver. L'autre jour encore, le ministre des affaires étrangères d'Italie, M. Tittoni, du haut de la tribune de la Chambre, déclarait que le dernier soulèvement constitue une flagrante ingratitude à l'égard des grandes puissances qui ont dit leur dernier mot, il y a sept ans, en consacrant son autonomie. Et ceci fut dit devant un auditoire composé de tous les représentants d'un peuple libre qui n'a accompli son unité politique et n'a reconquis sa liberté; qu'il y a quelques années à peine, après s'être vu refuser jusqu'au droit d'invoquer sa nationalité. « L'Italie n'est qu'une expression géographique », proclamait le plus fanatique défenseur de la réaction. Mais l'Italie renaît, elle devint une réalité géographique et politique. M. Tittoni est aujourd'hui le représentant le plus autorisé de cette réalité. Mazzini, Cavour, Garibaldi se fussent couvert la face en écoutant les paroles qu'il a prononcées.

Pourquoi ce qui a été vrai de l'Italie ne le serait-il pas de la Crète ?

Les chancelleries veulent le *statu quo*, les Crétois l'union. Et l'on sait avec quelle arrière-pensée d'un côté et avec quelle énergie de l'autre, et quelle légitime intransigeance.

On peut donc s'attendre à tout de la part du vaillant petit peuple, acculé au désespoir.

La population de l'île dépasse à peine à l'heure qu'il est 300.000 âmes. Dans l'antiquité, lors de sa prospérité, le royaume de Minos comptait cent villes et près d'un million d'habitants. Il est certain que sous un régime de paix et de stabilité, la population actuelle peut doubler, peut-être même tripler. On comprend dès lors l'importance de la question pour l'hellénisme, appelé à être puissamment invigoré par le retour de la Crète à la mère-patrie.

* * *

De même que la Crète, Chypre est une parcelle du domaine de l'hellénisme. La dernière guerre russo-turque et le traité de Berlin in-

fluèrent sur son sort. Elle fut concédée à l'Angleterre, en vertu de la convention du 4 juin 1878, en échange des services rendus à la Porte. Depuis lors, cette île grecque, affranchie du joug turc, demeure sous la domination britannique et est gouvernée par des représentants du roi d'Angleterre, nommés périodiquement, avec la coopération de représentants du peuple chypriote.

Lorsqu'en 1879, intervint l'occupation anglaise, Chypre se trouvait dans un état lamentable. Là aussi, comme partout, le régime ottoman avait laissé l'empreinte de son œuvre de destruction. La sécheresse et les sauterelles l'avaient parachevée. Résultat : un exode croissant qui avait dépeuplé le pays ; sa population n'atteignait même plus le quart de la population de l'île. Les émigrants s'en allaient en terre étrangère chercher des moyens de subsistance.

Il faut reconnaître que le gouvernement anglais s'est efforcé d'améliorer la situation de Chypre. Mais ces progrès sont minimes ; ils eussent été autrement considérables, si le département colonial anglais eût déployé plus d'efforts. Nous ne mettons pas cela sur le compte de la mauvaise volonté, mais bien plutôt sur une certaine indifférence de la métropole aussi bien que de ses envoyés, indifférence qui, par certains côtés, fut des plus coupables. C'est la raison du mécontentement des indigènes, mécontentement qui souvent se manifesta assez bruyamment.

Il se trouva des Anglais qui contestèrent à l'île de Chypre son origine et son caractère grecs. Mais on n'a qu'à jeter un coup d'œil sur l'histoire de cette île pour s'apercevoir que dès l'aube de la vie hellénique, la conscience et l'idée grecques n'ont jamais cessé d'être celles des Chypriotes.

La résistance héroïque que Leukosie et Famagouste opposèrent aux Turcs suffit à elle seule à démontrer que le sentiment national est là aussi resté intact. La conquête turque commence en 1570, et l'on peut dire qu'elle dure encore en 1878, année de l'occupation anglaise.

Le jour même où les Anglais venaient prendre possession de l'île, et pendant que d'une part les représentants du peuple souhaitaient la bienvenue à sir Garnett Walseley, l'archevêque de Chypre exprimait l'espérance que la Grande-Bretagne ne tarderait pas à se montrer aussi généreuse pour Chypre qu'elle l'avait été pour les îles Ioniennes, en les concédant en 1863 à la Grèce. Ainsi le premier salut des Chypriotes s'accompagnait de l'expression de leur vœu le plus sacré. Depuis lors, ils n'ont jamais cessé de solliciter leur union à la Grèce. En 1882, ils la demandaient à Gladstone, en 1895, ils la réclamaient encore hautement.

En 1903, la représentation chypriote présidée par l'évêque de Kition faisait parvenir un memorandum en ce sens au ministère britannique des colonies. C'était une réponse au discours que son titulaire d'alors, M. Chamberlain, avait prononcé le 26 mai 1902, pour repousser le vœu de l'union. « On a suggéré l'idée, avait dit M. Chamberlain, de céder Chypre à la Grèce, mais nous ne pouvons conclure nulle entente de ce genre sans rompre des engagements internationaux, et d'ailleurs je crois que si les habitants de l'île étaient consultés, on constaterait qu'à cet égard il n'y a pas dans le pays un désir unanime. Est-il probable qu'en cas de cession, la Grèce pourrait verser annuellement 30.000 livres, puisque cette cession n'entraînerait pas la suppression du tribut à payer à la Turquie ? La seule différence serait que Chypre aurait comme protecteur un Etat pauvre au lieu d'un Etat riche. Une autre difficulté résiderait dans l'opposition de la population musulmane assez considérable. »

Ces déclarations provoquèrent une explosion d'indignation dans l'île tout entière ; des meetings de protestation furent partout organisés. On rédigea un memorandum qui se terminait par les considérations suivantes :

« Si des obstacles au-dessus de nos forces reculent l'échéance si ardemment désirée de notre union, nous pensons pourtant que nos aspirations nationales méritent plus de respect de la part de nos gouvernants. Il est vrai que le peuple chypriote n'est ni puissant ni riche. Mais vous ne devez pas oublier que malgré cela, il a sa part dans l'œuvre de la civilisation et que, dans la sauvegarde de sa nationalité, il s'est montré héroïque. C'est en passant par Chypre que la civilisation chrétienne fut transportée d'Asie en Europe, et nous revendiquons hautement le mérite, d'avoir, à travers la servitude et les persécutions, conservé intacts notre langue, notre foi, notre conscience ethnique. Le joug de l'esclavage ne s'était pas plutôt relâché, lors de l'occupation britannique, que le premier cri du peuple chypriote fut le cri de l'union à la Grèce. Vous savez qu'aussitôt le pavillon turc amené, remplacé par le drapeau anglais, feu l'archevêque de Chypre, Sophronios, recevant le gouverneur anglais, lui dit : « Nous acceptons le changement de régime d'autant plus volontiers que nous comptons voir la Grande-Bretagne aider Chypre, comme elle l'a fait pour les îles Ioniennes, à se rattacher à la mère-patrie. » Ces mots furent prononcés dès l'occupation au nom de toute la population grecque de l'île, par la bouche de son plus haut représentant. Depuis lors, il ne s'est jamais présenté une occasion où cette population n'ait déclaré que pas plus que les richesses de sa protectrice ne l'éblouissent, la pauvreté de la Grèce ne l'effraye, et que son unique désir, son seul rêve est l'union qu'il attend de la part de la grande et généreuse nation anglaise... »

Cet extrait résume toute la question chypriote : elle n'a d'autre solution que l'union.

Depuis la disparition du régime ottoman, la population tend à s'accroître. Cependant, sans nier les avantages relatifs de l'occupation britannique, on peut dire que les Anglais se sont assez peu souciés de renforcer l'œuvre de relèvement du pays, d'encourager ses forces productives et les qualités de ses habitants, goût du travail, esprit d'initiative, sobriété. En fait de travaux publics, on n'en a presque pas à enregistrer. Un député chypriote, auteur d'un intéressant ouvrage sur sa patrie (1) déclare : « L'occupation anglaise avait satisfait le peuple, parce qu'elle mit définitivement fin au régime ottoman ; les espérances données par Sir Garnett Walseley comblaient de joie tous les cœurs, parce qu'on s'attendait à les voir réalisées et qu'elles semblaient annonciatrices d'une ère de prospérité pour l'île. Jamais les Chypriotes ne s'étaient imaginé qu'après 24 ans de domination anglaise, Chypre atteindrait à ce degré de misère et qu'une grande partie de ses habitants se verraient obligée d'aller encore chercher du pain à l'étranger. De l'aveu même de la presse anglaise, trois mille Chypriotes ont déjà abandonné leur patrie et d'autres encore suivront pour ne pas mourir de faim... »

L'auteur, si suspect de partialité qu'il puisse paraître dans ses appréciations, en examinant les raisons du marasme économique de son pays, ne se base que sur des faits et sur des chiffres. L'indigène est imposé dans une proportion aucunement en rapport avec ses ressources.

Le tribut de vassalité que l'île paye à la Turquie atteint 92.686 Lst., après déduction des frais d'administration locale. C'est le principal

(1) *Cyprus under british rule*, par M. GEORGE CHALLI, 1902.

obstacle à la construction de travaux publics dont l'absence se fait douloureusement sentir. Là-dessus, le Conseil législatif est impuissant. « Les représentants du peuple, dit l'auteur précité, n'ont pas le droit de disposer sur les revenus quoi que ce soit en faveur des besoins du pays. Ils ne peuvent pas davantage modifier les lois onéreuses qui constituent une entrave irrémédiable à son développement. Jusqu'à la fin de l'exercice 1901, les recettes ont atteint 4.111.124 livres, les dépenses 2.694.456 ; excédent, 1.416.648. Si cet excédent n'avait pas été affecté au paiement du tribut, l'île se serait trouvée aujourd'hui dans une situation florissante, pourvue de ports, de voies ferrées, de travaux d'irrigation, et débarrassée des lois cruelles qui l'accablent et l'appauvrissent.

La plupart des hauts commissaires qui ont gouverné Chypre, ont leur part de responsabilité de cet état de choses. Ils ont tous plus ou moins fait preuve d'indifférence, d'incurie ou même, du moins certains d'entre eux, d'hostilité à l'égard de leurs administrés. Ils ont cru pouvoir les traiter sur le même pied que les indigènes de l'Afrique ou de l'Australie. Au ministère des colonies, à Londres, on ignore sans doute ces choses. Chypre a été abandonnée à son sort.

Les sommes allouées à son développement intellectuel ne sont aucunement en proportion ni avec l'importance de la population, ni avec les impôts dont elle est accablée. Ici, le gouvernement n'accorde que 4.264 livres, annuellement alors que dans la Guyane anglaise, pour 278.328 habitants, la subvention gouvernementale est de 21.663 livres. En Crète, dont la population n'est pas de beaucoup supérieure à celle de sa sœur Chypre, le budget de l'instruction publique est de 20.000 livres par an. Mais il y a mieux : il y a trois ans l'Angleterre nomma deux Anglais, ignorant complètement le grec, contrôleurs de l'enseignement hellène, ce qui ne contribua pas peu à aliéner à la puissance protectrice les sympathies chypriotes. On voit donc qu'ici aussi, il ne s'agit pas seulement d'une question nationale, mais encore d'un problème économique qu'aggrave l'attitude des autorités. « En dépit de la loi qui prévoit un acquittement des impôts réparti entre plusieurs échéances, l'administration exige qu'ils soient payés en bloc et en une fois, pressurant diversement les contribuables et augmentant chaque jour les taxes. Le choléra, par exemple, est-il à nos portes ? Le gouvernement nous impose des taxes extraordinaires... »

Le système d'imposition sur les céréales est également absurde. On en est encore à la dîme. Il y a mieux. Un prêt pour les graines n'est consenti qu'à raison de 25 0/0 par semestre. Sur l'excédent annuel de 60.000, provenant des recettes, pas un centime n'est affecté à des travaux d'irrigation ; pour cela, on propose de nouveaux impôts. Un tel gouvernement n'est sans doute pas très paternel. L'île se ressent cruellement de ses procédés.

Pourtant les conditions naturelles ne manquent pas qui pourraient la rendre prospère.

Chypre le fut jadis. L'insatiable Rome lui envia ses richesses et au moyen âge, elles hantèrent l'imagination des contemporains. Ses habitants, nous l'avons dit, sont admirablement doués pour donner à leur île l'essor dont elle est susceptible. Dépourvus de cette nonchalance des peuples voisins, leur activité se manifeste sur le littoral de l'Asie Mineure, de l'Égypte où ils s'établissent de préférence, constituant par leur esprit d'initiative et leur culture, un facteur civilisateur. Dans le pays même, et malgré les conditions malheureuses où il s'est trouvé, on remarque un mouvement intellectuel considérable, durant les vingt-cinq dernières années. Mais l'île ne pourra

se développer normalement que du jour où ses vœux seront réalisés.

Un des organes de la presse chypriote inscrit régulièrement en tête de ses colonnes ce mot de Gladstone : « Peu de peuples sont aussi corrompus et tombés aussi bas pour préférer à un gouvernement confié à des hommes de la même race et de la même foi, un gouvernement d'étrangers — étrangers d'origine, de pensée, de sentiment et de religion. » L'Angleterre peut être plus puissante et plus riche que la Grèce, mais le bonheur des peuples comme des individus ne tient pas seulement aux jouissances matérielles : il tient encore et surtout à des satisfactions d'ordre moral et avant tout à l'unité nationale et à l'indépendance.

*
* *

Dans le bassin de la Méditerranée qui, depuis des siècles, est le champ de l'activité hellénique, à côté des deux îles à demi affranchies, une autre vient prendre place, dotée d'une demi-indépendance. C'est Samos, vassale du sultan — dont la suzeraineté consiste à lui donner un gouverneur grec, sujet ottoman — mais en somme libre.

Depuis la plus haute antiquité, Samos est grecque. C'est l'île de Polycrate et de Pythagore qui de tout temps partagea les luttes et les de l'hellénisme.

En 1821, Samos fut des premières à se jeter dans le combat pour la liberté. Mais elle fut, elle aussi, exclue du royaume hellénique, et pourvue, en compensation, d'un régime autonome.

Sa population ne dépasse pas 60.000 âmes. Mais par son extraordinaire activité, par ses étonnantes qualités d'intelligence, elle constitue un élément de premier ordre. Son action se manifeste en particulier en Asie-Mineure où plus de vingt mille Hellènes samiens trafiquent et enseignent : car Samos est un centre important d'intellectualité grecque. L'union à la Grèce contribuerait à accroître sa prospérité. Très voisine du littoral de cette Asie-Mineure qui ouvre de plus en plus son champ d'action à l'hellénisme, elle finirait par donner toute la mesure de sa valeur, en tant que facteur économique et intellectuel.

N. KASASIS.

(A suivre.)

Les Défenseurs des Comitadjis

Le rédacteur en chef de la *Macédoine* est, une fois de plus, mécontent de nous. Il le déclare dans des termes qui lui sont propres et qui accentuent le côté comique de sa colère. Mais pourquoi cette colère ? Parce que nous avons réduit à sa juste valeur sa réputation passablement surfaite de « connaisseur des choses d'Orient » qui lui a servi à en imposer à certains lecteurs crédules. Parce que aussi nous avons eu le tort très grand de démasquer les manœuvres dont il se rend complice, inconscient ou non. Il pense rassurer les naïfs en s'engageant à renier toute l'œuvre accomplie et à se repentir de ses inutiles efforts, le jour où il s'apercevrait qu'il a travaillé à autre chose qu'à l'apaisement des fureurs macédoniennes. C'est sa propre phrase. Mais il ne se demande pas s'il ne serait pas alors trop tard.

Voilà plus de quinze ans que nous prêchons la nécessité de concilier les prétentions rivales des populations macédoniennes et que nous indiquons les bases d'une entente de nature à satisfaire les esprits modérés et clairvoyants. Mais le système du sauveur de la Macédoine est différent : loin de respecter les aspirations na-

tionales de ceux qui n'entendent pas se payer de formules donquichottesques et finir par tomber dans un piège, il vient nous dire tout comme les comitadjis bulgares : « Tu seras avec moi, ou je te supprime ! » Sa manière de discuter démontre évidemment l'excellence de sa recette.

Il semble reconnaître d'ailleurs qu'il n'a pas grand-chose de nouveau à nous dire puisqu'au lieu de continuer la discussion qu'il avait annoncée, il l'interrompt et croit pouvoir se rattraper par des injures qui le caractérisent suffisamment. Mais son intolérance sectaire vaut celle de ses amis et protégés, les comitadjis. Ceux-ci, gens peu aptes aux discussions courtoises, ponctuent leurs arguments de coups de poignard et de coups de fusils. Le rédacteur en chef de la *Macédoine* n'a à sa disposition qu'une plume, et c'est une arme trop légère pour la grosse colère qui est en lui. En tout cas, si celui-ci comme ceux-là ont voulu nous donner un avant-goût de leur Macédoine « pacifiée », ils ont admirablement réussi.

MICHEL KEBEDGY.

La révolution arabe et la Question d'Orient

Il se passe en Arabie des événements de la plus haute gravité qui, bien que se déroulant à l'extrémité de l'empire ottoman, ne laissent pas de créer dans la capitale les plus vives inquiétudes, et en Occident un mouvement d'attention d'autant plus légitime que cette révolution arabe peut avoir des conséquences inattendues et rouvrir, d'un moment à l'autre, la question d'Orient sous un aspect nouveau et redoutable.

Voilà bien longtemps que la révolte s'est emparée de la presqu'île arabique. Depuis vingt-cinq ans, elle avait même pris dans l'Assyr et le Yemen le caractère d'un mal endémique. Les embarras extérieurs de la Porte, les troubles périodiques ou la sourde irritation qui règnent tantôt en Asie-Mineure, tantôt en Turquie d'Europe, n'ont point permis au gouvernement de Stamboul d'expédier en Arabie des renforts suffisants. C'est à peine si le seraskierat se risque, dans les moments difficiles, à distraire des effectifs indispensables sur d'autres points de la Turquie quelques bataillons faméliques, qu'il envoie en Arabie quand il y faudrait en permanence, et sur le pied de guerre, une très solide et très nombreuse armée pour maintenir la puissance du sultan qui n'y est plus qu'un vain mot.

Bien que le padischah porte le titre pompeux de *défenseur des Villes-Saintes, La Mecque et Médine*, et qu'il se proclame souverain de toute l'Arabie, il ne doit pas se faire illusion sur les difficultés qu'éprouvent ses ministres pour faire respecter au-delà du littoral les vains simulacres de son autorité. Il n'est pas jusqu'à la région de Sanaa à Hodeïda et Cheikh-Saïd, la seule du Yémen qui jusqu'à ces derniers temps fût plus ou moins soumise à la domination ottomane, il n'est pas jusqu'aux quelques localités du Hedjaz, telles les Villes Saintes, et aux ports de la Mer Rouge eux-mêmes qui ne menacent d'échapper entièrement au sultan. L'Arabie est en passe de devenir toute indépendante.

Les troupes ottomanes, chargées de la répression de l'insurrection, sont dans un état lamentable : dénuées de tout, manquant d'approvisionnements la plupart du temps et réduites à vivre de razzias, composées le plus

souvent de jeunes recrues qui n'ont même pas appris les rudiments du métier de soldat ou qui étant d'origine arabe gagnent facilement le camp des insurgés — décimées par les maladies ou le climat dévorant, ces malheureuses troupes, dont les effectifs diminuent bon an mal an de 85 0/0, sont impuissantes à tenir tête aux ennemis qui les environnent; elles sont attaquées par les Bédouins jusque dans les villes où elles tiennent garnison, jusqu'aux portes de ces citadelles de carton qu'elles doivent défendre.

Le Yémen a fait en effet une énorme consommation d'hommes. C'est la rançon que le peuple turc a acquittée pour l'odieuse tyrannie que son gouvernement a fait peser sur les Arabes qui sont sous sa domination, notamment ceux de l'Assyrie et de l'Yémen. Le gouvernement turc y envoie de préférence des fonctionnaires tombés en disgrâce. C'est un lieu de déportation déguisée. Aussitôt débarqué, cet être hideux qui s'appelle fonctionnaire ottoman ne songe qu'aux moyens de quitter le plus vite ce lieu d'exil. Il ne se préoccupe plus que d'amasser le plus d'or possible soit pour acheter une puissante protection à Stamboul et se faire transférer ailleurs, soit pour se consoler de la disgrâce qui l'a frappé. Et il n'est point d'exactions, de violences, de cruautés auxquelles il n'ait recours pour rançonner, tondre, écorcher l'indigène.

Le gouvernement ottoman a pratiqué en Arabie plus encore qu'ailleurs cette politique d'abâtissement qu'il croit indispensable pour maintenir sa souveraineté. En essayant de ravalier le niveau intellectuel et moral du peuple arabe et d'étouffer en lui tout sentiment élevé, il a déchaîné les rancunes d'une race qui a conscience de son passé et qui garde de son antique civilisation des traditions de fierté et le goût de l'indépendance. Les atrocités qui ont accompagné la répression de la rébellion de l'Yémen en 1867 ont exaspéré sans rémission la haine qui là-bas divise le sémitisme autochtone et le Turc envahisseur et dont l'origine remonte aux temps lointains où les troupes de Selim II, le *Mest*, firent leur apparition dans le Yémen.

Les luttes intestines des tribus ont seules permis au sultan de maintenir cette équivoque domination. Cette fois cependant la rébellion prend une extension imprévue. Il y a quarante ans, Abdul-Aziz étouffa l'insurrection avec une forte armée. Mais Abdul-Hamid ne peut guère aujourd'hui se permettre pareil luxe, et pour peu que les choses continuent, il est probable que l'Arabie finira par lui échapper entièrement.

Or, ce serait là un très grave événement dans l'Islam. La perte de la suprématie politique entraînerait du coup et irrémédiablement la chute de la suprématie religieuse, du khalifat. Dépouillé du Hedjaz, le padischah serait en effet dépossédé en même temps des Villes Saintes qui deviendraient alors le centre d'un grand empire arabe, le khalifat faisant retour à ses successeurs légitimes, les descendants de la famille du Prophète.

On sait que c'est là une perspective que l'Angleterre envisage avec sollicitude, voire même un projet qu'elle caresse depuis longtemps. Aspire-t-elle à s'emparer de l'Arabie? L'entreprise lui susciterait de grosses difficultés diplomatiques, et lui coûterait beaucoup d'argent; les hommes d'Etat anglais ne l'ignoraient point; mais ils savent que leur politique intelligente à Aden a valu à la Grande-Bretagne les sympathies des populations arabes, et ils seraient certainement bien aises de voir se constituer un empire ou plutôt une confé-

dération arabe qui serait placée sous leur protection, sinon sous leur protectorat.

A Constantinople, on prétend même que les Anglais encouragent vivement les Arabes à secouer le joug ottoman; on va jusqu'à soutenir que les négociants d'Aden fournissent volontiers aux tribus des Remington et des Chassepot, à un prix infime. C'est peut-être vrai. En tout cas ce qu'il y a de certain c'est que l'Angleterre favorise la lutte sourde entre la Mecque et Stamboul et qu'elle est dans les meilleurs termes avec le chérif de la Ville-Sainte.

C'est en vain que Yildiz envoie tous les ans en Arabie et en Syrie des cheiks prêcher l'union panislamique. Les enfants d'Ismaël de la branche sémitique demeurent sourds à toutes ces exhortations, car elles contrarient leurs velléités d'indépendance, la domination panislamique constituant un obstacle à leur affranchissement.

Dès lors, que devient le grand projet panislamique dont rêve Abdul-Hamid?

Il demeure une chimère qui apparaît plus lamentable quand on remonte aux circonstances qui la firent naître et aux conditions dans lesquelles elle fut conçue. On sait en effet qu'au lendemain des premiers désastres qui inaugurèrent son règne, et dans son désir de se compenser la diminution de son prestige de sultan, Abdul-Hamid s'est employé à fortifier le khalifat, à étendre sa puissance religieuse. Abandonnant la politique turque qu'esquissèrent les ministres de Mourad V, il voulut faire de la politique islamique. Midhat pacha avait dirigé tous ses efforts à laïciser le pouvoir et à abolir la théocratie, principale cause de la chute de la Turquie; c'eût été le seul moyen de la relever. En écartant du pouvoir Midhat et en tuant son école, Abdul-Hamid ne se contenta pas de renoncer à la sécularisation du sultanat; il voulut fortifier sa puissance religieuse, versant ainsi dans la plus grossière erreur et, loin de sauver le pays, il ne fit qu'en précipiter la dissolution.

Et c'est au milieu des terribles difficultés où il se débat que ce prince rêve peut-être encore de domination panislamique, de conquêtes universelles, avec un khalifat dédoré, que le monde islamique lui-même, depuis le Maroc jusqu'à Mascate, et de l'Oman à Zanzibar, lui conteste chaque jour et auquel, chose singulière! il n'a même pas droit théologiquement — aucun sultan n'ayant jamais pu réunir les conditions requises pour le détenir de façon légitime, pas même Selim I^{er} qui, le premier, se l'est arrogé, de par le droit du sabre.

Le mouvement insurrectionnel arabe vise non seulement l'indépendance de la presqu'île arabique, mais encore l'affranchissement du monde arabe tout entier qui étend ses ramifications jusqu'en Palestine, en Syrie, en Mésopotamie. Les séparatistes ne font point de distinction entre Arabes musulmans et Arabes chrétiens-catholiques, voire même orthodoxes. Ils ambitionnent — et cette ambition n'est pas sans comporter des illusions — de constituer un immense empire englobant tous les Arabes, sans distinction de religion, et qui s'étendrait de Damas à la Mecque, d'Alexandrette à Bagdad, des rives de la mer Rouge aux bords de l'Euphrate et du Tigre. Ils posent ainsi la question de l'existence même de la Turquie asiatique. Menacé dans sa domination, en Turquie d'Europe, par les chrétiens, sans compter les Albanais, en Turquie d'Asie, par la nation arabe, l'Empire des sultans semble donc devoir traverser une crise terrible où il pourrait bien finir par sombrer.

Pourtant, n'allons pas trop vite. L'Europe qui a déjà opéré tant de miracles, en prolongeant la vie de l'« homme malade », ne manquera pas de se transporter une fois de plus à son chevet, le jour où, en Asie, sa succession semblera s'ouvrir. Trop d'intérêts, et de trop graves seraient mis en jeu pour que l'Europe ne vint pas s'interposer. Et tout d'abord, c'est l'Allemagne qui interviendrait entre Turcs et Arabes, intéressée qu'elle est au premier chef à conserver sa cliente, la Turquie, et, grâce à elle et par elle, son nouveau champ d'expansion, l'Asie-Mineure, où la pénétration germanique se consolide parallèlement à la colossale entreprise en cours d'exécution, le chemin de fer Constantinople-Bagdad-Bassorah qui fonctionne déjà entre Constantinople et Erekli.

Nous avons eu l'occasion de dire ici même combien peu nous croyons au grand avenir que l'on prévoit à l'Allemagne en Orient (1). Mais il serait aussi puéril de s'exagérer les succès de la politique allemande que de les réduire à d'infimes résultats. Et les bénéfices acquis, ceux qu'elle espère acquérir encore, l'Allemagne ne permettra pas facilement que l'on y touche.

Mais c'est ici qu'apparaît le rôle de l'Angleterre. Inquiète de l'expansion germanique en Turquie d'Asie, qu'elle contrecarre de son mieux; voyant de très mauvais œil la ligne de Bagdad qui pousse l'Allemagne vers le golfe Persique et fera une concurrence sérieuse à la voie du canal de Suez, et la construction de cette autre ligne Damas-Hedjaz, — ligne « panislamique » destinée à relier Constantinople, siège du khalifat, avec la Mecque; — intéressée d'autre part à réunir pour son propre compte et sous son étendard à elle, le monde musulman, l'Angleterre semble, ici, une ennemie redoutable pour la Turquie, une rivale non moins redoutable pour l'Allemagne. La Russie, affaiblie et absorbée pour longtemps sans doute, par des préoccupations d'ordre intérieur, ne pouvant songer à jouer un rôle important dans les événements qui se préparent, et sans parler de la France, car on ne voit pas trop aujourd'hui quelle attitude elle pourra prendre éventuellement, il est infiniment probable que c'est surtout entre l'Angleterre, d'une part, protégeant les Arabes et favorisant leurs tendances séparatistes et l'Allemagne, d'autre part, se posant en amie et protectrice de la Turquie, que la bataille s'engagera dans ces contrées lointaines.

Quoi qu'il en doive être, la révolte arabe, phénomène dont la gravité était prévue et annoncée dès longtemps, se produit dans des conditions et s'accompagne de circonstances qui ne peuvent manquer d'attirer et de retenir l'attention de l'Europe. Ces événements n'ont pas seulement une importance locale. Ils peuvent avoir sur la question d'Orient tout entière et dès lors sur la politique européenne une répercussion dont le caractère sérieux n'échappe à personne. Tout le monde y est plus ou moins intéressé. Nous autres Hellènes, nous le sommes assez directement et à des titres divers, et avant tout par la situation qui peut être faite à la Syrie et à la Palestine, deux grands centres de l'Orthodoxie grecque.

Le mouvement séparatiste arabe révèle à l'observateur attentif un fait éminemment intéressant: la phase nouvelle sous laquelle apparaît la question d'Orient.

Au point de vue local, depuis près de cinq siècles, cette question tenait par ses côtés les plus aigus à une guerre tantôt sourde, tantôt

(1) Les Allemands en Turquie: *L'Hellénisme*, novembre, décembre, janvier et février.

ouverte, mais en tout cas perpétuelle entre l'Islam dominateur et la chrétienté conquise. Jusqu'à ces derniers temps, l'histoire ottomane n'a guère enregistré une révolution, un mouvement séparatiste d'un peuple musulman.

Le Coran solidarise les Arabes, Kurdes, Albanais, etc., avec les Turcs pour combattre les peuples chrétiens, impatients de secouer le joug ottoman. L'on peut même dire que c'est à eux, aux troupes recrutées parmi ces populations que la Turquie doit ses plus brillants faits de guerre et aussi les pages les plus sanglantes de son histoire. Et comme prix de leur fidélité à l'Empire ottoman, ces Arabes, ces Albanais, ces Kurdes musulmans jouissaient d'une demi-indépendance. Ils la veulent tout entière maintenant, sans se préoccuper des croyances religieuses, au contraire, en mettant de côté la foi et en ne s'attachant qu'à l'idée de race. Nous ne parlons pas des masses ignorantes et fanatiques, mais des chefs qui les mènent à la révolte. Ainsi les Arabes musulmans sont prêts à s'unir à leurs congénères chrétiens pour abolir le régime turc. Ainsi les Albanais, à quelque confession qu'ils appartiennent, ne rêvent que de l'indépendance de l'Albanie.

De même pour les chrétiens. Jadis, il y a encore un demi-siècle, ils s'unissaient tous contre le Turc. Aujourd'hui, chaque nationalité préférera la domination turque — avec l'espoir de s'en débarrasser un jour — à la convoitise de son voisin et rival.

À l'idée religieuse, c'est donc l'idée de race qui tend à se substituer. C'eût été un progrès si les nations pouvaient modérer leurs ambitions et si le fanatisme nationaliste des peuples ne valait pas leur fanatisme religieux.

A. A.

LE DERNIER BLUE-BOOK

II

Nous avons reproduit dans notre numéro de juin un certain nombre de dépêches des consuls d'Angleterre en Macédoine, ainsi que du représentant de la Grande-Bretagne à Athènes, d'où il ressort : Que les agents des comités bulgares assassinent de façon systématique les Hellènes, les notables en particulier, afin de terroriser l'élément grec et l'entraîner dans le mouvement visant la bulgarisation de ces provinces; qu'ils cherchent par les moyens les plus inavouables, à créer au bulgarisme une supériorité numérique, en faisant signer de force aux villages patriarchistes des adresses d'adhésion à l'Exarchat; que les Hellènes, lassés d'une situation qui ne pouvait que leur inspirer les plus graves inquiétudes, ont fini par armer des corps de volontaires chargés de défendre la vie, l'honneur et les biens de leurs congénères, les villageois en particulier, plus exposés que les citadins aux fureurs des comitadjis; que cette intervention, loin d'être le résultat d'un accord entre l'hellénisme et le régime hamidien, comme les Bulgares ont voulu le faire accroire, inquiétait assez les autorités turques pour que celles-ci prissent des mesures contre les bandes grecques et fissent, à ce sujet, tant à Athènes qu'auprès des chancelleries européennes, des représentations diplomatiques.

De ce côté, le *Blue-Book* ne fait en somme que confirmer ce que nous n'avons cessé de ré-

péter ici. Voici de nouveaux documents qui, sur ces divers points, viendront une fois de plus nous donner raison.

N° 54. — *Le marquis de Lansdowne*
à *M. Townley* (1).

Foreign Office, 4 novembre 1904.

Sir, l'ambassadeur de Turquie me fit aujourd'hui une communication sur le sujet que voici :

Il était notoire que depuis quelque temps des bandes formées en Grèce pénétraient dans certaines provinces européennes de l'Empire ottoman, pour y accomplir leurs desseins. En réponse aux légitimes observations de la Porte, le gouvernement grec essaya de représenter ces bandes comme visant à venger les crimes commis par les Bulgares sur les Grecs. Mais, bien qu'ayant tout d'abord donné au gouvernement turc l'assurance formelle qu'ils arrêteraient la formation de comités et de bandes sur leur propre territoire et qu'ils prendraient les mesures propres à prévenir ces incursions, ils se montrent actuellement incapables de le faire. D'autre part, un comité macédonien, fondé en Grèce, lançait ouvertement des proclamations révolutionnaires et de nouvelles bandes, une dizaine environ, étaient constituées pour rendre le mouvement plus actif.

Tout dernièrement, un officier grec, Paul Melas, faisant partie d'une de ces bandes, a été tué, ce qui avait surexcité les esprits en Grèce. Les journaux reproduisirent son portrait, en costume de brigand (!) et, selon la presse athénienne, le Roi lui-même transmit à sa famille une dépêche de condoléance.

Cet état de choses est non seulement incompatible avec les bonnes relations existant entre les deux États, mais encore contraire aux stipulations formelles des Préliminaires de paix, signés par les plénipotentiaires des puissances et avec l'article 14 du traité de paix conclu par la Grèce. Le gouvernement turc a fait de son mieux pour remédier à ce regrettable état de choses et toute la responsabilité des événements qui pourraient en résulter, devrait naturellement incomber au seul gouvernement grec.

Musurus Pacha dit qu'il a été chargé d'attirer sérieusement mon attention sur la gravité des faits susmentionnés et de me demander de transmettre des instructions à l'envoyé de Sa Majesté à Athènes afin que d'énergiques représentations soient faites à ce sujet auprès du gouvernement grec.

Je suis, etc.

Signé : LANSDOWNE.

Les horreurs qui marquèrent le mouvement « libérateur » bulgare, en obligeant les Hellènes à organiser leur défense, devaient fatalement les amener à user aussi de regrettables représailles, dont la responsabilité incombe tout entière aux premiers agresseurs :

N° 63. — *Le Consul gérant Shipley*
à *M. Townley* (2).

Monastir, 27 octobre 1904.

Sir, j'ai l'honneur de vous annoncer que le crime commis par des révolutionnaires bulgares à Brod et qui fit l'objet de ma dépêche du 12 courant à l'Ambassadeur de Sa Majesté, fut, ainsi qu'on le craignait, suivi d'une série d'excès de la part des membres du parti grec sur des Bulgares exarchistes. Le 19 du courant, un Bulgare du nom de Naoum Kalé, aide pharmacien, fut attaqué et blessé dans les rues de Florina, en plein jour. L'agresseur, un Grec nommé Petros Haji, s'étant échappé pour rejoindre la bande grecque qui, ainsi que je l'ai rapporté dans ma dépêche du 9 octobre dernier

(1) *Blue-Book*, N° 2 (1905) in continuation of « Turkey » N° 4 (1904).

(2) Page 45.

adressée à l'ambassadeur de Sa Majesté, occupe toujours les montagnes de ce district. Deux jours plus tard, suivant des renseignements émanant des autorités ottomanes, un certain nombre de Grecs faisant partie de la bande susmentionnée, pénétrèrent dans le village bulgare exarchiste de Leskovats, situé à deux heures de distance au sud-est de Florina et après en avoir tué le notable, avec quatre autres adhérents du parti bulgare, ils se retirèrent de nouveau sur les montagnes, emmenant un jeune homme dont le sort est encore incertain.

Ce qui est particulièrement décourageant dans la situation actuelle c'est qu'on ne voit point un terme à cette série d'excès auxquels de part et d'autre on semble décidé, les efforts des Grecs de prendre leur revanche sur leurs adversaires devant sûrement rencontrer des représailles de la part de ces derniers, bien plus déterminées que celles que j'ai jusqu'ici rapportées...

J'ai l'honneur, etc.

Signé : H. S. SHIPPLEY.

Voici maintenant quelques exploits bulgares :

N° 65. — *Le consul général gérant du Vallon*
à *M. Townley* (1).

Salonique, 1^{er} novembre 1904.

Sir, j'ai l'honneur d'annoncer que le chef brigand bulgare Apostol (2), encore en liberté, et poursuivant activement sa besogne (*business*). Le 26 du courant, il écrivit aux notables de Goumenidja, les menaçant de mort, s'il ne se déclaraient pas exarchistes.

Le 27 du mois dernier, à Vladovo, trois patriarchistes furent tués par des Bulgares. Le crime était dû à ce fait que les Bulgares, refusant de payer la taxe pour le Hedjaz (3), à laquelle toute personne vendant du bois est obligée, défendirent aux Grecs de le faire, mais ceux-ci, sans obtempérer à ces ordres, continuèrent à vendre du bois. Là dessus, les Bulgares guettèrent et assassinèrent trois d'entre les Grecs.

Dans la nuit du 30 dernier, une bande bulgare, commandée par capitaine Delio, furieuse du résultat d'un engagement qu'elle avait eu le même jour avec une bande grecque, au cours duquel elle perdit 4 tués et 3 blessés, alors que les Grecs semblent n'avoir point eu de pertes, pénétrèrent dans le village de Girchista, près Gevgueli et assassinèrent l'institutrice grecque et six autres personnes.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : H. C. DE J. DU VALLON.

Autre fait d'armes :

N° 76. — *Le vice-consul Théodorides, au consul général gérant du Vallon* (4).

Monsieur le gérant, j'ai l'honneur de vous informer qu'il y a quelques jours, des bandits bulgares tuèrent, dans le district de Djuma Baila, deux gendarmes et l'intendant d'une ferme appartenant aux fils de Husmar pacha, qui refusèrent de verser à la caisse du comité bulgare la somme de L. t. 250 demandée.

Lundi passé, des bandits bulgares assassinèrent le notable Parnaxiotis, membre du conseil administratif de Melnik, parce qu'il n'a pas consenti à démissionner. L'assassinat a eu lieu entre Melnik et Belevesh. Le même jour, les mêmes brigands pénétrèrent dans le village Debren, du même eaza, et assassinèrent deux villageois.

J'ai, etc.

Signé : J. M. THÉODORIDES.

(1) Page 46.

(2) Surnommé le « Tsar de la Macédoine », il fut tué à Smol (eaza de Gevgueli), au mois de mars, toute sa bande ayant péri avec lui.

(3) Il s'agit sans doute de la taxe imposée par le gouvernement turc à ses sujets, chrétiens ou musulmans, au profit du chemin de fer du Hedjaz.

(4) Page 53.

Ce qui est particulièrement à retenir, c'est la circonstance qui motiva l'assassinat du notable grec Panayiotis : refus de quitter le conseil administratif de Melnik. Voulant affaiblir l'hellénisme, les comitadjis bulgares n'entendent pas laisser nos primats occuper des positions influentes leur permettant de sauvegarder les intérêts de leurs congénères.

La suite du *Blue-Book* est relative à divers autres crimes commis tour à tour par les Bulgares, les Grecs, les Serbes, les Turcs, les Albanais, etc. Ils se suivent et se ressemblent, désespérément, et il serait fastidieux de les reproduire. Qu'il nous suffise d'enregistrer quelques rubriques : *Crime grec de Zelenitch*, page 77, n° 98. — *Représailles bulgares contre les Grecs de Sorovitch*, page 81, n° 106. — *Assassinat du maître d'école grec, par les Bulgares de Goumendja*, page 88, n° 11. — *Crimes grecs et bulgares dans le vilayet de Salonique*, page 91, n° 115. — *Crimes bulgares dans le district de Serres*, page 100, n° 125, etc., etc.

Rappelons une fois de plus que c'est sur les comitadjis bulgares d'abord, sur les fonctionnaires turcs ensuite, que doit retomber la responsabilité de ces épouvantables massacres, sur les premiers, parce qu'ils ont voulu terroriser la Macédoine dans l'espoir de la soulever et de la livrer à la Bulgarie; sur les seconds, parce qu'ils ne tentent point de mettre bon ordre à cet état de choses et qu'ils se vendent au plus offrant, ou qu'ils font preuve d'une inconcevable incurie, au moment même où la Macédoine est mise à sang et à feu.

Quant aux insensés qui en sont encore à rêver d'une « Macédoine aux Macédoniens », nous leur dédierons quelques passages du *Blue-Book*, pris au hasard de la lecture :

...Deux Turcs furent assassinés à Kourfali par des Bulgares. A Yenidje, deux Bulgares ont été tués par des Grecs... (N° 115, page 91, dép. de Salonique.)

... Un Bulgare, nommé Angeli, à Boulachni, a été assassiné par des Albanais. A Sopsishta, deux greniers ont été brûlés par des Albanais... A Rabstak, un enfant bulgare de 14 ans, a été tué par la bande de Kiazim. A Butel, des villageois serbes, revenant d'Uskub à Kouchevitsa, furent attaqués par une bande de 30 musulmans de Yezertza, sous le commandement d'un certain Jemalbin-Jobair. Trois personnes furent tuées et une blessée. Dans une ferme de Tabanofiché (Koumanovo) des greniers ont été brûlés et 4 musulmans assassinés. A Solnié, 7 musulmans ont été tués et six blessés... etc., etc. (N° 1-118, page 96, dép. d'Uskub (1)).

...A Mateiza (Koumanovo) un Bulgare a été assassiné par les Albanais. A Zegiantchi (Kochana), Débrali Saadeddin Kehaza a tué son domestique, Psalti Traicha.

A Chelopez, le meunier Simon Hzoft a été tué par des musulmans de Suohevo et Mutilovo, etc., etc. (N° 2-118, page 97, dép. d'Uskub.)

...Le 15 courant, à Lumnitsa (Guevgueli), dix-huit soldats turcs cernés par des Bulgares perdirent six hommes... Il y a quatre jours, dix soldats et quatre Turcs en civil quittèrent Yenidje pour Carajova et on n'entendit plus parler d'eux. On appréhende qu'ils n'aient été assassinés par les Bulgares. (N° 1-124, page 100, dép. de Salonique.)

Et ainsi de suite.

C'est après avoir exaspéré les haines entre

(1) Vieille-Serbie.

les diverses nationalités et réveillé le fanatisme de l'Islam albanais, provoqué les Serbes et voulu exterminer les Grecs, que les Bulgares viennent nous offrir leur joug sous couleur d'autonomie.

Cette autonomie, nous l'acceptons pour la Macédoine, comme nous la souhaitons pour la vieille Serbie, à condition que chacune de ces contrées soit indépendante de l'autre, avec un gouverneur distinct, et aussi à condition qu'on les mette l'une et l'autre à l'abri d'un coup d'Etat de la proximité de la frontière bulgare rendrait tout aussi aisé que celui qui, en 1885, fut dirigé avec succès contre la Roumélie Orientale.

LES SERBES et les COMITADGIS BULGARES

Nous recevons la lettre suivante :

« Genève, 16 juin.

« Monsieur,

« A leur tour, les Serbes se décident enfin à protester contre les massacres des leurs par les « frères » bulgares. Dans le dernier numéro de *L'Hellénisme*, vous avez bien rendu compte de la protestation qu'à ce sujet fit parvenir à la *Tribune de Genève* l'association des Etudiants serbes de notre ville. Mais ce n'est pas la seule que les Serbes aient formulée. Je tiens notamment à vous signaler la lettre qu'un homme de lettres serbe, M. N. Petrovitch a adressé au *Génévois* : c'est un réquisitoire saisissant contre la criminalité bulgare qui bat son plein tant en Macédoine qu'en Vieille-Serbie :

« C'est ainsi que, depuis une année, dit M. Petrovitch, plus d'une centaine de Serbes : prêtres, maîtres d'école, commerçants et agriculteurs, ont été lâchement assassinés par les Bulgares parce qu'ils avaient le seul tort de vouloir rester Serbes et par conséquent de ne pas partager les vues des Bulgares. Elle serait bien longue la liste que nous pourrions dresser de ces innocentes victimes tombées sous les coups des affiliés des comités bulgares !

« Or, il est tout naturel qu'une extermination systématique de l'élément serbe de la part des Bulgares, ait dû provoquer, dans la population même, une réaction, puisque les autorités ottomanes sont impuissantes à la protéger, et nous avons vu se former des bandes serbes, non pas des Serbes de Serbie et sur le territoire du royaume — comme le font les Bulgares et Macédo-Bulgares en Bulgarie, — mais des bandes composées uniquement de Serbes de ces deux provinces martyrisées pour se défendre contre les assassinats, extorsions d'argent et toutes sortes de vexations des comités bulgares. Ces bandes serbes ont déjà purgé tout le Poretch, et les comitadjis bulgares et leur chef Groueff savent dire quelque chose de l'héroïque voivode serbe Mitzko. Donc, les Serbes de Turquie se sont organisés en bandes non pas pour fomenter des révolutions et des désordres, mais pour la protection assurément légitime de leur race livrée à la merci des comités bulgares, des farouches Albanais et des autorités turques.

« Pour ceux qui connaissent comment les choses se passent en Turquie, je n'ai pas besoin d'ajouter qu'il est notoirement faux que les bandes serbes agissent « sous la protection du gouvernement turc ». Le gouvernement turc ne protège personne et laisse faire tout le monde, sachant fort bien que nos chicanes et l'antagonisme des grandes puissances lui prolongent la vie en Eu-

« rope. Comment cette « protection » est exercée, « je n'aurai qu'à citer l'exemple de cette bande serbe à laquelle les Bulgares tendirent naguère « un piège non loin de Koumanovo et qui fut ex- « terminée par les soldats turcs ; ou bien celui « de cette autre bande qui, elle aussi, dénoncée « par les Bulgares, vit tomber dans une rencontre « à Kokochigné une dizaine de ses hommes sous « le fer des oskers (réguliers turcs), tandis que les « autres, qui s'étaient rendus, furent impitoya- « blement massacrés par eux en présence des au- « torités et des officiers turcs.

« De même, il est absolument faux que ces ban- « des serbes puissent être considérées « comme « agents de leur gouvernement respectif » et sou- « doyées par lui, comme le font croire les étu- « diants bulgares dans leur protestation. Le gou- « vernement serbe, au contraire, suit d'un œil vi- « gilant tout mouvement sur son territoire des « nombreux émigrés serbes, venus de Macédoine « et de Vieille Serbie chercher asile en Serbie pour « échapper aux assassinats bulgares et aux yata- « gans albanais ; sa conduite est des plus correctes « envers le gouvernement ottoman et en aucune « manière il ne voudrait empêcher ni compromet- « tre l'application des réformes que tentent d'in- « troduire les puissances dans quelques vilayets « de la Turquie d'Europe ; il entretient enfin des « relations amicales et sincères avec le gouverne- « ment bulgare, même au prix de sa popularité, « les esprits les plus modérés en Serbie étant in- « dignés des cruautés que commettent sans cesse « les bandes bulgares contre les Serbes en Tur- « quie.

« Il n'y a donc, frères Bulgares, pas à protester « et à pousser des cris d'indignation devant l'Eu- « rope : Celui qui sème le vent, récolte la tem- « pête. Faites cesser d'abord ces actes criminels « que commettent tous les jours vos comités en « Vieille Serbie et en Macédoine sur les autres na- « tionalités ; laissez tranquilles ensuite tous ceux « qui ne veulent pas s'appeler Bulgares et passer « sous l'égide de votre exarchat. Approfondissez « enfin sérieusement nos nombreux intérêts com- « muns, et vous finirez par comprendre que, au lieu « de nous exterminer mutuellement pour le plus « grand plaisir du Grand Turc, et de donner ainsi « à l'Europe la preuve que nous ne sommes pas « encore mûrs pour la liberté, nos véritables inté- « rêts consistent dans une entente franche et cor- « diale entre tous les peuples des Balkans, basée « sur la justice, l'égalité et la tolérance réciproque « des nationalités. Le jour où cette entente sorti- « rait du domaine des chimères et deviendrait un « fait accompli, la question de l'Orient européen « même n'existerait plus ; elle serait résolue plus « vite qu'Alexandre le Grand ne mit de temps « pour trancher le nœud gordien — d'un seul trait « de plume... »

Il convient d'ajouter qu'un revirement s'est opéré dans la presse suisse en général, dont les plus importants organes, jadis ardemment bulgarophiles, ont fini par s'apercevoir qu'en défendant trop aveuglément la cause des comitadjis, ils faisaient plutôt fausse route. Aussi les journaux de ce pays se montrent-ils maintenant plus circonspects et réservés et tout au moins accordent l'hospitalité aux légitimes protestations de ceux qui n'ont que trop de raisons de dénoncer la convoitise des politiciens de Sofia.

UN HELLENE.

Pour juger de la situation que le banditisme bulgare a faite aussi aux Serbes, on n'aura qu'à consulter le *Blue-Book*, dont certaines dépêches se rapportent à l'antagonisme bulgare-serbe en Vieille-Serbie.

A Gugushina (casa de Kratovo), écrit en date du 21 septembre (1) 1904, M. Satow, vice-consul

(1) N° 20, page 16.

à Uskub au consul général du Vallon, un prêtre, Yovan, un maître d'école et six d'entre les membres du Conseil des Anciens, furent massacrés par une bande bulgare, composée, dit-on, d'une centaine d'individus, pour avoir refusé d'adhérer à l'Exarchat. Le père du prêtre Yovan avait été précédemment menacé par un journal bulgare comme ayant trahi les Comitadjis, à la suite de quoi il s'est réfugié ailleurs. Une neuvième personne, qui avait été blessée, est morte.

A Koumanovo, un Serbe nommé Natse, a été tué par un maître d'école bulgare. Le meurtre de six Serbes à Rudare (caza de Kratovo) j'en ai fait mention dans ma dépêche du 30 dernier...

Plus loin, d'autres documents attestent le même acharnement contre des Serbes qui refusent d'adhérer à l'Exarchat.

... Le gouvernement serbe, écrit le ministre d'Angleterre à Belgrade, M. Thesiger, au marquis de Lansdowne, en date du 3 novembre 1904 (1), est extrêmement anxieux de voir cesser les meurtres des Serbes par les Comitadjis. On rapporte également que des hommes et des armes ont été expédiés d'ici à la frontière afin de porter secours aux habitants de la Vieille-Serbie, et que les autorités favorisent plutôt qu'elles ne contrecarrent ce mouvement...

Les crimes bulgares appelaient des représailles serbes et l'intervention de bandes serbes.

Voici ce que, à ce sujet, rapporte, à la date du 21 novembre 1904 (2) M. Satow, vice-consul d'Angleterre à Uskub.

Deux bandes serbes composées l'une de soixante, l'autre de quarante hommes, ont fait une apparition à Bozaniçhé, à proximité de la frontière. Vingt d'entre ces hommes arrivèrent à Belakovché (Koumanovo), où ils ont tué un certain Ghino, sa mère, un maître d'école nommé Théodassi et un villageois du nom de Kozman, tous bulgares; après quoi ils se rendirent à Gradichti, où ils ont incendié 9.000 bottes de paille appartenant à un fournisseur nommé Khaïroullah Aga. Le chef de ces bandes est, dit-on, un Yovan Svetanoff. Quelques hommes appartenant à ces bandes ont eu une rencontre avec les troupes, près de Bilach, au cours de laquelle ils ont perdu un homme.

Le consul général de Serbie nie naturellement que ces bandes soient d'origine serbe, mais il admet qu'il se pourrait qu'un certain nombre de villageois serbes du district de Preshovo se soient armés pour se défendre... Je reçois un rapport annonçant que les Serbes de Prichtina et de Ghilan se rassemblent dans le district de Preshovo où ils espèrent obtenir des armes pour se venger des Bulgares...

CHYPRE

La loi sur l'enseignement et la loi sur les antiquités. — Larnaca et Famagouste.

Le tribut chypriote. — Les fonctions publiques. — Spyros Matsoukas.

Larnaca, 27 mai.

L'Assemblée législative de Chypre a terminé ses travaux, après une session assez féconde en résultats. Des projets de loi relatifs à l'enseignement primaire et secondaire, et ceux touchant les antiquités, et autres questions de moindre importance, ont enfin été votés, obtenant immédiatement la ratification royale.

La première de ces lois nous ramène sous le régime de l'ancienne législation sur l'enseignement et assure à cet enseignement des ressources dont la stabilité était indispensable à

son bon fonctionnement. C'était là un des besoins les plus pressants du pays. La loi sur les antiquités était également une de celles que Chypre réclamait depuis de longues années. Jusqu'ici, les précieux vestiges des temps passés étaient à la merci du premier Elgin venu. La nouvelle loi vient enfin faire respecter les monuments de notre histoire, en prohibant l'exode de nos antiquités et tout commerce sacrilège.

Nous pouvons donc nous féliciter d'avoir au moins accompli quelque chose, au cours de cette session la seule, depuis longtemps, qui ne se soit pas terminée par de vaines et stériles discussions. Ce résultat est dû aux heureuses dispositions du nouveau Haut-Commissaire, Sir Charles King Harman, à l'esprit conciliant dont il semble animé contrairement à son prédécesseur de triste mémoire.

Il nous est agréable de rendre hommage aux sentiments de justice de nos gouvernants quelles que soient les questions fondamentales qui nous séparent d'avec eux, telles que nos vues respectives, les leurs tendant à maintenir une domination que le pays repousse, les nôtres nous engageant à poursuivre loyalement mais avec fermeté la réalisation de nos aspirations nationales.

Appréciant l'attitude de Sir Charles, les représentants du peuple ne lui ont point marchandé leur concours dans la tâche qui incombait au Conseil législatif, dont le Haut-Commissaire est le président, et ainsi, grâce à la bonne volonté témoignée de part et d'autre, on est arrivé à s'entendre pour faire aboutir deux réformes importantes, depuis longtemps attendues.

En proclamant la clôture de la session, le Haut-Commissaire a parlé des travaux de transformations qu'exige le port de Larnaca. Ceux du port voisin de Famagouste, ainsi que ceux de chemin de fer qui en sont le complément, sont près d'être achevés. Il est à espérer que ceci ne tuera pas cela et qu'en rendant la vie à Famagouste on ne cherchera pas à anéantir Larnaca (1). C'est là pourtant ce qu'on a dit et répété. Nous aimons à croire que si le gouvernement précédent a poussé si loin la haine de l'hellénisme chypriote, le nouveau Haut-Commissaire s'inspire de vues plus propres à assurer la prospérité de l'île.

Il est pourtant permis de regretter que Son Excellence n'ait rien déclaré de nouveau sur cette terrible question du tribut chypriote qui menace de s'éterniser.

Notre île, vous le savez, acquitte à la Turquie un tribut de 92.686 Lst., obligation qui, aux termes de la Convention du 4 juin 1878, lie l'Angleterre et non point Chypre. Au reste, des écrivains, des orateurs anglais, indignés du sort qui nous est fait, n'ont pas manqué de le dénoncer, comme le faisait tout récemment encore M. Robert Pierpoint, membre de la Chambre des communes, dans un remarquable article publié dans le *Times*. Or, jusqu'ici ces appels sont demeurés sans écho et il ne semble pas que nous puissions nous montrer optimistes de ce côté. Pourtant, la situation est devenue intolérable et menace d'achever la ruine économique qu'a valu au pays l'odieuse dictature de Smith.

(1) « Je me suis laissé dire, — écrivait l'an dernier ici même, M. Gustave Fongères, maître de conférences à la Sorbonne, de retour d'un voyage en Chypre, — que Larnaca était un foyer d'hellénisme assez inquiétant pour les autorités anglaises. On attribue à l'Angleterre l'intention de réduire l'importance de Larnaca, en ressuscitant l'activité du port de Famagouste. Des travaux considérables se poursuivent, en effet dans le port et sur les quais de cette ville morte... » *L'Hellénisme*, mai 1904. En pays grecs, par M. G. FONGÈRES. — N. D. L. R.

La presse chypriote réclame une fois de plus la fin de ce régime d'iniquité que la domination anglaise fait peser sur nous. « Nous pouvions espérer, dit le *Neon Ethnos*, qu'après les déclarations qu'avait faites à ce sujet le Haut-Commissaire, dès les premiers jours de son arrivée parmi nous, nous aurions à apprendre quelque nouvelle agréable sur la suite de ses efforts dans ce sens. Le règlement de la question du tribut ne constitue pas seulement une affaire d'ordre économique; c'est une question de vie ou de mort pour l'île de Chypre qui, à l'heure qu'il est est rapidement menée vers la ruine. » La *Voix de Chypre*, ainsi que d'autres organes, est plus catégorique. Après avoir une fois de plus énuméré les nombreux griefs des Chypriotes, la négligence coupable où sont laissés les ports de Larnaca, de Paphos, la navigation, les communications avec l'étranger, les travaux d'irrigation, « le mécontentement du pays, dit-elle, est plus grand que jamais: alors que l'exercice écoulé, après déduction des frais d'administration, s'est soldé par un excédent affecté au paiement du tribut, et tandis qu'autrefois le Trésor britannique avait à couvrir un déficit de 30, 40, et 60.000 Lst., le Haut-Commissaire n'a même pas daigné, cette fois, annoncer qu'après les profits réalisés de ce chef par le Trésor, le Gouvernement prélèverait quelques milliers de livres, — sur les 220.000 que le malheureux Chypriote a payés l'an dernier, — pour accomplir quelques travaux publics ou faire face à d'autres besoins urgents. »

Parmi les causes de mécontentement du peuple, il en est une autre qui n'est pas des moins importantes. Nous voulons parler de l'éviction systématique de l'élément indigène des fonctions publiques. C'est là une question aussi vieille que la domination anglaise elle-même. Tout étranger au pays, pourvu qu'il soit Anglais, est bon pour occuper un poste dans l'administration et il n'est pas jusqu'aux places inférieures elles-mêmes d'où les Hellènes de Chypre ne soient bannis. Pourtant, si la culture, les capacités, des connaissances spéciales, l'activité, le goût du travail peuvent constituer des titres au choix d'un fonctionnaire, ce ne sont pas les indigènes qui devraient être mis à l'écart.

Sous le nouveau gouvernement, il semble que cette question ait été envisagée. Mais nous voudrions qu'elle le fût plus sérieusement et surtout qu'elle fût enfin tranchée. Nous n'entendons pas créer ici un esprit de bureaucratie et de fonctionnarisme. Mais encore, faudrait-il que Chypre ne fût pas entièrement gouvernée par les étrangers et que l'élément indigène, actif, intelligent, instruit eût sa part de direction des affaires publiques.

Nous ne pouvons tolérer d'être traités sur le même pied que les Cafres et les Zoulous. Que l'on dégrève notre budget que l'on fasse à nos compatriotes une place dans l'administration de l'île et surtout que l'on comprenne bien que nous ne renoncerons jamais à notre vœu le plus sacré: l'union à notre mère-patrie.

Paphos, mai.

Le poète populaire, Spyros Matsoukas, le « Troubadour de la flotte nationale », qui parcourant sans cesse les pays grecs, donne des conférences patriotiques au profit de la Caisse de la flotte, a récemment visité notre île. Il fut partout reçu avec enthousiasme. Riches et pauvres, tout le monde s'est empressé de donner les uns, des sommes importantes, les autres, leur obole.

A. PH.

(1) N° 59, page 43.

(2) N° 85, page 69.

L'Enseignement du Français à Smyrne

en rapport avec les différents groupes de la population depuis les Capitulations jusqu'à nos jours
(Suite) (1).

Ce sont donc les congrégations religieuses qui les premières ouvrirent la voie, et ce n'est que justice de leur en savoir gré.

Certes, il fut un temps où les vocations pédagogiques pour l'étranger, étaient fort rares parmi les laïques, et on en comprend facilement la raison. En effet, qu'est-ce qui pouvait engager un simple professeur, un homme d'école, à tenter pareille aventure : c'est-à-dire à quitter son pays pour les Echelles du Levant, sans aucune facilité pour le voyage, aucune garantie de subsistance à l'arrivée. Mais, depuis, les choses ont bien changé sous ce rapport.

Dès que les voies de communication sont devenues plus nombreuses et plus sûres, dès que, surtout, l'Orient s'est mis à adresser de fréquentes demandes d'instituteurs et de professeurs en tout genre, ceux-ci ont si bien répondu à l'appel, qu'à l'heure actuelle, congréganistes et laïques ne se comptent plus ; ils sont légion de part et d'autre et travaillent à l'envie dans le vaste champ qui s'ouvre devant eux.

A ces nombreux ouvriers de la première et de la deuxième heure, il faut ajouter, comme puissant moyen d'expansion, l'œuvre éminemment nationale et féconde en heureux résultats, que poursuit, dans le monde entier, l'Alliance française, et qu'elle soutient, à Smyrne, à l'aide d'un Comité d'action plein d'activité et de dévouement.

Cependant, il est à regretter que, depuis quelques temps, cette institution si libérale, si indépendante de fondation et d'allure, ait cédé, ici, à un certain esprit de particularisme qui lui fait un peu trop limiter son champ d'opération et de travail. D'ailleurs, que MM. les membres du Comité le sachent bien : ce n'est pas sans étonnement ni sans peine, qu'on a vu disparaître nos cours publics et gratuits du soir, ainsi que nos conférences où l'on vit souvent nos concitoyens étrangers : professeurs, docteurs, érudits, nous honorer de leur concours en mêlant leurs travaux aux nôtres.

Citons encore, comme principal et indispensable élément de succès, le goût marqué, l'empressement grandissant qu'apportent à l'étude de notre langue, les différents groupes de la population. Tous méritent des éloges, des remerciements à cet égard ; mais surtout les Grecs et les israélites : les premiers pour le nombre d'élèves qu'ils nous réservent, les seconds pour l'intensité du travail qu'ils nous accordent, c'est-à-dire, quant à ces derniers, pour le temps qu'ils consacrent à la culture d'une langue dont ils ont fait le canal ordinaire de leur enseignement journalier et de leurs travaux.

Pour s'en convaincre, il suffira de commencer par une visite aux grandes écoles que subventionne l'Alliance israélite, et où nos méthodes et programmes universitaires sont en vigueur. Puis, au sortir de là, il n'y aura plus qu'à aller lier conversation avec les jeunes habitants d'alentour, pour se croire dans un quartier français.

Mais n'anticipons pas sur la marche logique et régulière de notre sujet ; essayons plutôt, à l'aide de documents, de traditions locales, voire même de l'histoire, de nous faire une idée de l'arrivée des Français à Smyrne, de l'installation des ordres enseignants, les seuls dont nous ayons à nous occuper. Suivons-les rapidement dans leur marche et dans leurs œuvres, depuis le commencement jusqu'à nos jours. Ce sera le

meilleur moyen d'introduire et de présenter la seconde partie de ce travail, et la plus importante.

Au risque d'encourir le reproche de nous répéter, nous reproduisons, vu son à propos et sa valeur, une vieille chronique, que nous abrégeons le plus possible.

« Sur la foi des traités et capitulations, les Français attirés en Orient par les avantages qu'il offrait au commerce et à l'industrie, s'y établirent en assez grand nombre, surtout dans les villes et places du littoral, où la résidence et la protection des consuls, les mettaient à l'abri d'un coup de main, d'une exaction et de tout arbitraire.

« En effet, dès 1535 entre François I^{er}, roi des Français et le grand seigneur Suléiman I^{er}, il avait été signé un traité de paix, d'amitié et de commerce, qui portait en substance :

« Art. I. — Liberté pleine et entière, pour les sujets du Sultan et du Roi, de naviguer avec navires armés et désarmés, chevaucher, voyager, venir demeurer et s'instruire aux ports, cités et pays quelconques, les uns des autres, pour leur négoce et pour fait et compte de marchandise...

« Art. VI. — Défense d'inquiéter les Français au sujet de leur instruction et religion, qu'ils ont toute liberté de poursuivre et pratiquer.

« En outre, il était stipulé que les autres nations, comme les Anglais, les Catalans, les Siciliens, les Génois, dont les gouvernements n'étaient pas liés avec la Porte par des traités d'amitié, pourraient naviguer sous pavillon français et trafiquer sous la protection ottomane. » (Hist. Universelle Duruy.)

Dès lors, nationaux et protégés, commerçants français et autres, que l'appât du gain avait amenés en Turquie, songèrent, comme nous le dit le vicomte de la Jonquière, à leurs besoins religieux et à l'instruction de leurs enfants.

Ainsi furent appelés à Constantinople, d'après l'auteur que nous citons textuellement « d'abord les Franciscains et les Dominicains, les plus anciens dans le pays, puis les Jésuites qui vinrent en 1583 à la requête et instance des seigneurs Perrots pour l'effet et l'instruction de leurs enfants ; puis les Capucins en 1613 ; les Récollets en 1742 ; les Lazaristes en 1772 ; plus tard, les Frères de la doctrine chrétienne et les sœurs de charité, en 1840 ; ces deux dernières congrégations ont couvert, depuis, la Turquie de leurs écoles et de leurs hôpitaux. »

Or, ce qui se passait à Constantinople, se reproduisait à peu près à la même époque et dans les mêmes conditions, dans la plupart des Echelles du Levant. Aussi trouvons-nous, aujourd'hui, à Smyrne, les mêmes ordres religieux, les mêmes congrégations, moins les Jésuites, qui n'y firent pas long séjour.

En effet, d'après une chronique assez curieuse, due à la plume d'un père de cet ordre, il est dit, à propos de l'installation des pères de la Compagnie de Jésus, en la ville de Smyrne :

« Ce fut vers la fin de l'année 1623 que la divine Providence voulant pourvoir l'Asie Mineure d'ouvriers évangéliques, fit cette faveur à notre compagnie, de se servir de ses sujets, en un lieu où l'Eglise romaine est si peu connue parmi les Grecs.

« M. Samson Napollon qui exerçait alors la charge de Consul des Français... ayant toujours témoigné beaucoup d'inclination pour notre Compagnie, supplia très instamment l'ambassadeur du Roy, auprès du Seigneur, de lui octroyer deux des nôtres, pour servir à la nation française, de chapelains à Smyrne. Satisfait ayant été donnée aussitôt à cette demande, le P. Canaillac, accompagné du Frère Calora, prirent, sans retard, possession de la chapelle consulaire, au grand contente-

ment de M. le Consul et de tous les marchands français.

« Pour plus grande commodité du Père, M. le Consul voulut qu'il fût logé dans un département de son habitation, et donna ordre qu'il fût pourvu de tout le nécessaire pour l'administration des sacrements et l'entretien et nourriture des nôtres.

« Mais tous ces commencements étaient trop beaux pour durer longtemps. Quelques personnes venues de France trouvèrent bon de troubler ces succès ; et, par le changement du Consul, de faire changer aussi le gouvernement de cette église. En sorte que nos Pères se trouvèrent, en peu de temps, sans école, sans chapelle, sans revenus...

« On a vu nos Pères, dans Smyrne, par la violence du nouveau Consul et de ses adhérents, être obligés de changer de logis, et comme s'ils estoient le rebut des hommes, estre contraints, après plusieurs refus de location, de s'abriter dans un vieux magasin, où un homme n'aurait pas logé son cheval ; on les a vus demander l'aumône et faire l'école dans une pauvre cabane ouverte à tous les vents. »

On comprendra, sans peine, que de pareils débuts ne fussent guère de nature à encourager les Jésuites à persister dans la demeure, aussi quittèrent-ils le pays pour n'y plus reparaitre.

Il n'en fut pas de même des autres ordres et congrégations, venus dans la suite. Instruits par la mésaventure de leurs devanciers, ceux-ci furent plus prudents et moins entreprenants.

Aussi se trouvent-ils tous, ici, aujourd'hui, commodément logés, établis et rentés.

En effet, les autres congrégations surent mieux s'y prendre, en ménageant les craintes et les susceptibilités religieuses des Grecs et des Arméniens, qui, alors, aussi bien qu'aujourd'hui, formaient le gros de la population chrétienne de Smyrne, et que les pères Jésuites considéraient ouvertement, comme des schismatiques ou des idolâtres, qu'il s'agissait de convertir à la vraie foi.

C'est pourquoi, lorsqu'ils furent mis en demeure de quitter le Consulat de France, il ne se trouva personne, parmi les propriétaires grecs et arméniens, qui consentit à leur louer une maison convenable, pour habitation et pour école. Ce fait, à lui seul, vaut toute une enquête.

Et qu'on n'en doute pas : c'est précisément cette attitude de missionnaires *in partibus infidelium*, ce rôle de convertisseurs quand même, que les religieux affectent en Orient, qui leur aliénera, toujours dans une certaine mesure, l'esprit et les sympathies des populations dissidentes. Ici, l'apostolat religieux ne marche pas de pair avec celui de la langue, car ces mêmes populations, qui pratiquent, au fond, une religion à peu près identique, n'ont jamais voulu entendre parler de soumission à l'Eglise romaine. L'antagonisme date de quinze siècles ; les oppositions qu'il a engendrées, les querelles, les malentendus qu'il a fait naître, sont encore assez vivaces pour maintenir debout, entre les diverses orthodoxies qui se partagent le pays, une sorte de muraille de Chine, plus ou moins haute, plus ou moins infranchissable, selon les circonstances et les incidents qui se produisent à tout bout de champ, sans qu'on sache trop pourquoi. Ce qu'il y a de certain c'est que, de part et d'autre, on ne s'aime guère. Voilà ce qui paralyse les relations sociales et même bien souvent les rapports commerciaux... Et finalement, la Société smyrniote se partage en deux camps : les catholiques et les orthodoxes.

Pour ignorer ces choses, il faudrait ne pas être demeuré huit jours dans cette ville.

Dès lors on comprendra facilement que de pareilles dispositions dans les deux camps soient peu propres à concilier aux congrégations reli-

(1) Voir l'Hellénisme du 1^{er} juin.

gieuses, qui sont à peu près seules à enseigner officiellement le français, cette estime, cette confiance entière qu'un père de famille doit avoir pour l'institution à laquelle il abandonne le soin délicat de former l'esprit et le cœur de son enfant. C'est pourquoi les élèves relevant de cultes différents, sont assez rares dans les écoles françaises, malgré tous les avantages que celles-ci peuvent offrir, avantages que les parents, qui se privent eux-mêmes de leurs services, sont les premiers à reconnaître et à regretter.

C'est pourquoi nous ne craignons pas d'affirmer (ce qui d'ailleurs ressort clairement des faits et de l'ensemble de cette étude statistique) que le but de propagande que poursuit, ici, la France n'est qu'imparfaitement atteint par l'intermédiaire exclusif des congrégations.

En effet, en y regardant de près et sans idée préconçue, ni pour ni contre, on reconnaît d'emblée : qu'au point de vue de l'enseignement, les corps religieux qui s'en occupent, répondent avant tout et infiniment mieux aux idées, aux besoins de la population catholique (composée de Français, d'Italiens, d'Autrichiens, de Polonais, etc.), qu'à ceux de la population indigène étrangère à notre langue et appartenant aux cultes dissidents. Peut-on leur en faire un reproche?... Ils sont ce que nous savons tous : religieux d'abord, instituteurs ensuite.

Dès lors, si les congrégations enseignantes ont été appelées et sont maintenues pour le service des catholiques de Smyrne, il y a lieu de leur en savoir gré et de leur voter des remerciements, car elles s'acquittent parfaitement de leur mandat ; mais, dans le cas contraire, si leur enseignement ne peut se faire tout à tous, elles vont souvent à l'encontre de la mission nationale et indépendante, qu'elles ont pris l'engagement de remplir. Pour en juger, il suffira de prendre connaissance de la communication que nous avons reçue sur ce point très grave, très sérieuse et que nous avons placée, sous forme d'appendice, en tête de notre propre travail. Ces quelques pages nettement tracées par la plume de l'une des personnes les mieux qualifiées et les plus marquantes de la colonie grecque de Smyrne, ne laisseront pas de jeter un jour clair et précis sur ce côté si délicat de la question qui nous occupe ; côté qui est toujours resté indécis, tout en passionnant nos concitoyens orthodoxes. Nous en avons des preuves récentes.

Quoi qu'il en soit et indépendamment des faits apportés, on doit savoir que les principales écoles congréganistes, au point de vue matériel, sont confortablement établies ; rien n'y manque, elles respirent même un certain luxe d'organisation et d'aménagement qui fait plaisir à voir et l'on se dit : Ici, le rendement est bon... les affaires marchent... Elles marchent si bien chez la plupart d'entre elles, qu'en vint-on à les priver de la subvention dont elles jouissent, il ne leur conviendrait pas d'abandonner la place et une clientèle acquise par tant d'années de travaux et d'omnipotence.

Quant à l'enseignement, il est aujourd'hui, ce qu'il a toujours été et ce qu'il est partout chez des religieux : traditionnel et méthodique et faitement routiné et pour les livres, traités et manuels à l'usage des élèves, tous doivent porter l'estampille du ministère de l'Instruction publique.

Ajoutons encore (et c'est ici un des côtés saillants de la question, qu'il ne faut pas craindre d'envisager ; *mihi amicus Plato sed mihi major amica veritas*, ajoutons qu'il est parfaitement certain que les congrégations enseignantes répondent si bien aux idées et besoins du gros de la population catholique, pour l'éducation de ses enfants (pour les jeunes filles surtout) que ce serait en vain qu'on tenterait de les en détourner. Voilà pourquoi aucun établissement laïque privé, de quelque importance, n'a pu être

fondé et se maintenir à Smyrne. Que l'on consulte les tablettes que nous aurons l'occasion de publier ici, on n'y trouvera pas une seule école laïque de garçons. Sur huit groupes ayant des écoles, le français et l'italien sont les seuls logés à pareille enseigne et pour la même cause.

Pour ce qui concerne les jeunes filles, trois petites institutions avaient surgi. Mais l'une d'elles, subventionnée jusqu'à l'année dernière par l'Alliance française, vient subitement de disparaître, après de longues années de prospérité dans l'un de nos villages suburbains. Il a suffi que les bonnes religieuses soient venues s'installer dans le voisinage pour que la directrice (une Parisienne diplômée) vît disparaître, une à une, en deux ans... presque toutes ses élèves. C'est au milieu des regrets et des pleurs que cette doyenne de l'enseignement laïque à Smyrne nous racontait dernièrement son odyssee.

Nous pourrions citer encore le récent insuccès du collège franco-grec, qui, après un pénible et laborieux essai d'une année, a dû fermer en laissant un déficit que l'Alliance française a comblé. Il avait suffi d'un mot lancé à propos : *Maçons! Libres-penseurs!*... Et le tour était joué... Et il en sera toujours de même tant qu'il ne s'agira que de petites écoles privées (1).

Mais s'il était question d'une institution nationale, française, relevant directement du ministère de l'Instruction publique, pour son personnel, pour son enseignement et ses programmes et s'adressant plus spécialement à la classe supérieure de la Société Smyrniote... il en serait tout autrement. Que de fois n'avons-nous pas entendu des pères de famille grecs, arméniens, exprimant le souhait, le désir ardent, de voir organiser, ici, un établissement de ce genre.

C'est précisément ce que se tue à nous dire et à nous répéter l'auteur de la note que l'on a pu lire (2), homme d'expérience et de bon conseil s'il en fut.

C'est encore ce qui était régulièrement annoncé et promis ; chaque année, au commencement ou à la fin de l'exercice, au cercle des professeurs attachés à l'œuvre des conférences et cours gratuits « Soyez sûrs, messieurs, disait en cette circonstance, le délégué du Comité d'action, que nous aurons avant peu, comme à Constantinople, un vaste et beau local pour en faire le siège des institutions françaises et dans lequel sera installée une grande école industrielle et commerciale dont le besoin se fait sentir tous les jours davantage. » On ajoutait encore qu'une partie des fonds était déjà acquise et qu'il n'y avait plus qu'à attendre l'arrivée de M. l'Ambassadeur pour obtenir le reste et commencer les travaux... Et l'on se séparait en discutant sur l'emplacement le plus favorable pour une pareille institution... à laquelle la France a tout à

(1) Nous ne partageons pas entièrement sur ce point l'opinion de M. Delaroche. Et nous avons mille raisons de croire que si le gouvernement français se décidait à entretenir de bons instituteurs laïques dans les écoles du pays, grecques, arméniennes et autres, qui accepteraient avec empressement cette offre, le succès couronnerait cet effort. Dans *L'Hellénisme* du 1^{er} octobre 1904, nous soutenions cette thèse. Ce serait, disions-nous, laisser à grands frais la propagande, et lui enlever ce caractère d'agression qui l'a si gravement compromise. Propagées dans les écoles du pays et par des professeurs venant directement de France, la culture et l'influence françaises gagneraient en efficacité. Les maîtres resteraient auprès de générations formées par eux, leur action se prolongerait au delà de la classe et ils veilleraient sur des disciples acquis définitivement aux idées françaises... Bien entendu, nous ne voulons pas dire par là que la France eût été bien inspirée en persécutant les ordres à l'étranger. Ce serait d'autant plus impolitique que, sans parler de l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie elle-même font de la politique religieuse en Orient. Nous croyons tout simplement qu'elle aurait tort de se reposer sur ces seuls religieux du soin de répandre au dehors son influence.

N. D. L. R.

(2) Dans notre dernier numéro.

gagner comme influence et sympathies à acquérir.

Pourquoi attendrait-on davantage?... l'emplacement est tout trouvé : les anciens locaux de l'hôtel consulaire, récemment mis en vente, peuvent fournir, avec un aménagement peu coûteux, un bâtiment scolaire spacieux et commode où se rendraient en foule, les enfants de nos concitoyens indigènes.

Et ne voit-on pas ce qui se produit?... Dans ce moment-ci, nos concurrents les plus actifs et les plus naturels (les choses se passent entre religieux), les Italiens affectent plus de 500.000 fr. à des constructions scolaires et autres, et ils viennent s'établir précisément dans le voisinage du Consulat de France, le quartier le plus central et des mieux habités de Smyrne.

Et les Américains, les Ecossais, si peu nombreux cependant... et dont les collèges prennent tous les jours plus d'importance. Ils n'existent que d'hier et déjà leurs écoles sont plus fréquentées que les nôtres. *Caveant Consules!*... Dès lors, qu'on nous envoie, non pas des mangeurs de prêtre, l'Orient n'en saurait pas gré, il est trop profondément religieux pour cela, mais des hommes vraiment instruits et capables de donner, au nom de l'Université de France, un enseignement libéral et rationnel dans une école nationale française... et l'on verra bientôt de quel côté tourneront la faveur et le succès.

Avant de terminer cette première partie qui n'est, comme nous l'avons déjà déclaré, qu'une préparation à la seconde, nous devons constater deux faits caractéristiques concernant l'enseignement français dans ce pays : le premier, c'est que, depuis son origine jusqu'à nos jours, cet enseignement est resté à peu près exclusivement entre les mains des congrégations et que, sur toute la superficie que peut offrir la colonie française, il n'y a guère eu de place pour l'enseignement laïque et privé ; le deuxième, c'est que, appelés, ici, pour les besoins religieux et instructifs de la communauté française, les congrégations enseignantes sont restées fidèlement attachées à leur mandat, en ce sens qu'elles ont toujours fait plutôt le service de la communauté catholique que le service de la propagande française, et la meilleure preuve que nous puissions en donner, c'est qu'elles ne contribuent que pour un sixième, sur l'ensemble et la totalité des résultats obtenus en faveur de cette même propagande qu'elles devraient d'abord servir.

Ce qui sera prouvé dans la suite d'une façon péremptoire.

Nous sommes donc fondé à dire que les congrégations enseignantes ne sont pas seules, ou à peu près seules (comme certains comptes rendus officiels pourraient le laisser supposer) à travailler à l'expansion d'une langue qui commence à retentir, à être comprise d'un bout à l'autre de la ville.

C'est précisément ce qu'avait remarqué et ce que nous disait, il n'y a pas encore longtemps, un jeune fonctionnaire du Consulat général de France, qui récemment arrivé dans ce pays, assistait, au Lycée pratique, à une séance scolaire de fin d'année.

Enchanté de voir tous ces jeunes Grecs, garçons et fillettes, répondant, dialoguant, chantant, jouant la comédie en français : « Mais c'est charmant, c'est réjouissant, s'écriait M. le vice-consul ; on voit bien qu'ici l'on aime et l'on cultive le français. Aussi, dans la rue, presque tout le monde vous comprend et vous répond. En tout cas, ce n'est pas comme à Bucharest d'où j'arrive et où j'avais beaucoup de peine à me faire entendre sans interprète et à obtenir le moindre renseignement. »

Ce témoignage bénigne a certainement bien sa valeur... et c'est précisément des sources et principes différents du développement de notre

langue, qui tous les jours gagne de proche en proche et se répand au sein d'une population qui ne compte pas moins de 400.000 habitants, c'est de cette expansion des lettres françaises que nous venons entretenir le grand public, ce public d'élite qui s'intéresse aux questions d'écoles et d'influence nationale en Orient ; c'est aussi de la part prise à ce travail par chacun des groupes de notre agglomération et par chacun des modestes ouvriers, quel qu'il soit, qui y contribuent, que nous avons à cœur de témoigner et de faire mention.

On nous a bien compris : notre but en traçant ces lignes (sorte de bilan scolaire annuel) est d'établir : 1° d'une manière synoptique, mais claire et précise, la véritable situation de l'enseignement du français dans ce pays ; 2° de démontrer jusqu'à évidence : qu'à côté de l'élément officiel religieux de propagande, il y a encore un double élément, un élément laïque français et un élément laïque étranger qui travaillent dans le même but : en faveur de la culture française. Ce dernier double élément dont on parle si peu, qu'on ignore, et qui, cependant, soit par ses travaux, soit par les résultats qu'il obtient et que nous allons constater ensemble, mérite bien d'entrer en ligne de compte et de figurer, tant à Smyrne qu'à Paris, dans les comptes rendus officiels, ne serait-ce que pour appliquer ce principe de justice distributive bien connu : *Cui que suum* : A chacun ce qui lui revient.

II

Les écoles de Smyrne et l'enseignement du français en rapport avec les chiffres de la population.

L'enseignement général du français à Smyrne étant tout naturellement greffé sur l'enseignement particulier à chaque groupe, à chaque idiome, on trouvera bon que nous procédions dans cette seconde partie de notre travail, comme dans la première ; c'est-à-dire pour quelques renseignements ethnographiques, qui nous ont paru indispensables à l'intelligence de la situation actuelle des diverses écoles, soit vis-à-vis de l'autorité locale, soit par rapport au chiffre de la population de chaque groupe. On nous comprendra mieux dans la suite ; car les faits et les chiffres eux-mêmes serviront d'explication.

D'ailleurs, on chercherait vainement à se rendre compte de l'ensemble, de la masse des habitants d'une ville comme la nôtre, si l'on ne commençait pas par en étudier les différents groupes et communautés qui la composent.

Et ce qui est vrai de Smyrne, l'est également de toutes les villes turques du littoral méditerranéen ayant quelque importance, Constantinople et les Echelles du Levant : toutes se ressemblent, plus ou moins, au point de vue économique et scolaire.

Or, les différents groupes dont nous avons à nous occuper se sont formés et constitués, les uns, depuis l'époque de la conquête, les autres, depuis celle des capitulations. Voyons comment.

Lorsque Mohammed II, au lendemain de la prise de Constantinople, se vit entouré d'une population indigène si nombreuse, au point que les vaincus étaient une menace permanente pour les vainqueurs, — il chercha à assurer sa conquête, en usant de clémence et de concessions.

« Sois patriarche et que le ciel te protège, — dit-il à Gennadius, qu'il venait de faire couronner de la tiare ; en toute circonstance, — compte sur mon amitié et jouis de tous les droits et privilèges que possédaient tes prédécesseurs ; ni toi, ni les tiens, ne serez inquiétés

dans l'exercice de votre religion, dans vos écoles et dans vos biens. »

Dès lors, gardant leurs propriétés et leur culte, conservant le droit de s'administrer et de s'instruire, les Grecs formèrent un groupe immense, complètement séparé de la race conquérante. Quelques années plus tard, les Juifs et les Arméniens obtenaient les mêmes privilèges. Les quatre premiers groupes, (ou groupes anciens), tels qu'on les retrouve actuellement à Constantinople, à Smyrne et ailleurs, étaient dès lors constitués avec leurs écoles et leurs tribunaux ; leurs lieux de culte et leur administration jouissant ainsi d'une autonomie relative.

Si, durant la conquête, le Turc avait été inexorable et sans pitié, au lendemain de la victoire il se fit tolérant, pacifique, hospitalier à l'excès ; pourvu qu'il ne fût pas inquiété dans l'usage de sa tranquille possession.

Nous avons donc eu tout d'abord à nous rendre compte, aussi bien que possible, de l'organisation scolaire de ces quatre premiers groupes : turc, grec, juif et arménien, réservant ceux qui sont venus se former dans la suite, c'est-à-dire les groupes français, italien, anglo-américain et austro-allemand, pour la fin, ceux-ci étant plus faciles à suivre et à observer que ceux-là.

Pourtant, il en a été tout le contraire ; car c'est précisément parmi eux qu'il s'en rencontre d'un accès plus étroit, d'une pénétration moins commode (1).

Parmi ces groupes, le premier de tous, le précurseur, pour ainsi dire, c'est le groupe Français qui date de 1535, soit du traité d'alliance conclu entre François I^{er} et Suleyman I^{er} comme nous l'avons dit, plus haut.

De nos jours, on ne se fait pas une idée de l'importance et de la valeur de cet acte qui fit tomber la barrière, jusque-là infranchissable, qui s'élevait entre le monde chrétien et le monde musulman. L'un et l'autre se regardaient comme des ennemis naturels et irréconciliables, entre lesquels il ne pouvait exister d'autres rapports que ceux de la haine et de la guerre à outrance. Cet état de choses durait depuis de longs siècles ; lorsque, grâce à la France, cette barrière tomba ; et, comme elle a tant de fois rempli ce rôle dans le monde de la civilisation, quand elle l'eût franchie, les autres nations passèrent à leur tour.

En effet, dans cet acte mémorable, et pour ce qui se rapporte plus spécialement à notre sujet, il était dit en substance :

ARTICLE PREMIER. — *Liberté pleine et entière pour les sujets du Sultan et ceux du roi, de venir demeurer et s'instruire, aux ports, cités et pays les uns des autres pour leur négoce, ainsi que pour fait et compte de marchandise.*

De plus, il était stipulé que les autres nations européennes, comme les Anglais, les Catalans, les Siciliens, les Génois, etc., dont les gouvernements n'étaient point liés avec la Porte, par des traités d'amitié, *pourraient naviguer sous pavillon français et trafiquer sous la protection de la France ; dans tous les pays soumis à la domination Ottomane.*

On le voit, la Nation Contractante n'avait pas songé qu'à elle seule. Et, dès lors, avec ou après les Français, vinrent d'abord les Anglais, puis les Catalans ou Espagnols, puis les Génois ou Italiens ; et, peu à peu, toutes les autres nations qui, avec l'assentiment formel ou tacite de la Turquie, ont établi, dans ce pays, des consulats et hissé leur drapeau. Et parmi celles

(1) Nous devons des remerciements à toutes les personnes qui ont bien voulu nous fournir des informations, et nous prêter leur concours ; surtout à M. K. Yannikis, professeur au Lycée Hellénique, docteur en sciences, dont les excellents travaux descriptifs et statistiques, sur les écoles grecques de Smyrne, ont été, pour nous, d'une très grande utilité.

qui s'y sont le plus fortement implantées, en y couvrant des temples et des écoles, nous avons précisément les groupes dont il fallait tout spécialement nous occuper, comme donnant à cette notice une importance particulière. En effet ils vont nous permettre d'établir, dans cette petite république ou confédération des langues qu'offre Smyrne, et parmi les principales nations qui, se disputant l'empire du monde, s'y trouvent représentées, une étude comparative de propagande d'un véritable intérêt politique et statistique.

On ne s'étonnera donc point de nous voir donner tant d'importance à la population et apporter tant de soins à en obtenir le chiffre aussi exact que possible. Attendu que le nombre des écoliers devant tout naturellement se trouver en rapport avec celui des habitants, nous obtenons ainsi, un véritable contrôle.

A la suite de ces huit groupes principaux, ayant églises, écoles et tribunaux, viennent se placer huit autres de moindre importance, et sans écoles. Nous n'aurons donc que fort peu de chose à en dire. Tous, cependant, ont leur drapeau et leur consulat dont les ressortissants ont été fidèlement comptés ici.

Il reste encore un ramassis, un pêle-mêle d'habitants qu'il est bien difficile de dénombrer, de recenser. Il est formé, en majeure partie, de Turcs-Crétois réfugiés, d'Albanais, de Bulgares, de Yourouks, d'Arnauts et autres races, ou tribus demi-nomades, qui arrivent de tous côtés, peu à peu, et finissent par s'établir sur un des points extrêmes du large périmètre de la ville ; et y forment de petits hameaux, des villages, des bourgs qui, avec le temps, se soudent à la ville et que dans leurs excursions, promeneurs et chasseurs ont soin d'éviter.

Enfin, on doit encore ajouter une catégorie toute particulière de gens que le hasard, les circonstances de la vie ont jetés de ce côté ; gens qui pourraient fort bien prendre place par droit d'origine dans l'un des groupes indiqués ; mais qui ayant négligé, à leur arrivée, la formalité de l'inscription, ne sont ressortissants, en réalité, à aucune autorité, à aucune administration, et dont les noms ne figurent par conséquent sur aucun registre. L'hospitalité légendaire de la Turquie semble aller, sur ce point, jusqu'à l'excès ; et cet excès, se traduit par un nombre relativement élevé de concitoyens marrons.

Quoi qu'il en soit, conformément à notre programme et au titre de ce travail, nous sommes parti, non sans quelque appréhension, à la recherche du chiffre exact, autant que possible, de la double population que nous devons étudier : population scolaire et population civile.

Population civile et scolaire de Smyrne.

Il y a plus d'un demi-siècle que toutes les géographies évaluent, avec un ensemble remarquable, à 150.000 habitants la population de Smyrne, bien que la seconde ville de l'Empire Ottoman en compte certainement plus du double.

Grâce à un concours heureux de circonstances, grâce surtout à une administration plus large, plus libérale, ce principal centre d'activité et d'affaires de l'Asie-Mineure, prend chaque jour, et sous tous les rapports, une importance plus grande.

C'est de ce mouvement incessant que les géographes, quelque peu soucieux de l'exactitude des renseignements qu'ils fournissent, doivent tenir compte, en revisant, de temps en temps, au moins, leurs chiffres et indications. Nous allons leur en fournir une bonne occasion.

Il va sans dire qu'un homme d'école ayant eu à s'occuper du double recensement dont il

s'agit, a dû commencer, tout naturellement, par le côté qui l'intéressait le plus, c'est-à-dire par les écoles ; puis, quand il a vu que celui-ci tirait à sa fin, il a songé à l'autre, et s'est adressé, tout naturellement aussi, pour la population civile, à l'autorité compétente et locale, pour en obtenir les chiffres et renseignements nécessaires. Après plus d'un mois d'attente et d'instances, nous avons fini par obtenir de qui de droit la communication suivante, que nous conservons en la reproduisant avec l'exactitude la plus fidèle.

Etat de la population de Smyrne

NOVEMBRE 1904	
1 ^o Sujets ottomans.....	72.420
2 ^o Grecs.....	58.206
3 ^o Israélites.....	17.446
4 ^o Arméniens.....	5.913
5 ^o Catholiques.....	800
6 ^o Protestants.....	403
7 ^o Latins.....	1.400
8 ^o Divers.....	51.520
TOTAL.....	207.808

Au reçu de ce document dont les appellations et les chiffres répondaient si peu aux nôtres, c'est-à-dire aux données que nous avions déjà recueillies par ailleurs, notre surprise fut extrême. Comment allions-nous pouvoir faire accorder des informations si différentes ?

Et pendant que nous nous posions ce problème, un autre, pour nous, avait été résolu, dont la solution ne nous causait pas moins d'étonnement : Le record de la propagande française à Smyrne, n'était point tenu par le groupe français. Nous allions de surprise en surprise, et la seconde était encore moins réjouissante que la première. L'idée nous vint alors d'abandonner un travail ingrat qui allait nous mettre en désaccord avec l'autorité locale et la colonie française.

Dans notre embarras nous nous rendîmes auprès d'un Turc de marque qui, s'intéressant aux choses d'école et d'instruction, avait bien voulu nous procurer des renseignements très utiles pour notre travail, surtout concernant les écoles turques de jeunes filles, dont nous ne connaissions que très imparfaitement l'organisation et le nombre.

Ayant mis sous les yeux de notre interlocuteur la double classification que nous tenions en main : celle que nous venions de recevoir et celle que nous avions rédigée nous-mêmes, puis lui ayant fait part de notre perplexité, il examina attentivement ces deux feuilles et nous dit : « Selon mon opinion, j'estime que la différence que l'on remarque entre ces deux énumérations est plus apparente que réelle ; car elle existe plutôt dans les termes que dans les choses. En effet, les chiffres de l'une ne s'appliquent qu'à la ville et aux sujets du Sultan, tandis que l'autre comprend toute la population de Smyrne et de la banlieue. Quant à ces désignations de catholiques, protestants, latins, si, comme vous le dites, elles sentent un peu le moyen âge, et les capitulations, c'est un reste de style administratif, un pur souvenir ; mais elles prouvent, au moins, que la Turquie est conservatrice et qu'elle respecte, même dans les termes, ses vieilles conventions. Seriez-vous, par hasard, de l'école de ces politiciens français qui, depuis quelque temps, proposent de faire bon marché des privilèges du protectorat ?... Ah ! si c'eût été notre gouvernement qui les eût dénoncés le premier, quelle levée de boucliers cela n'eût pas excitée ! Croyez-moi, passez sur les mots ; et terminez votre travail, dont j'attends une copie que vous m'avez promise. »

Après ces explications et ces paroles encourageantes, que nous restait-il à faire ? sinon à suivre le conseil qui nous était donné, en repre-

nant notre travail, et, pour être consciencieux, à donner tels quels, nos deux extraits de recensement : celui qui nous avait été remis et celui que nous avions dressé nous-même. Quant au groupe qui l'emportait pour la culture du français, nul ne pouvait trouver à redire à ce qu'on le fit connaître, quel qu'il fût. D'ailleurs, dans l'un et l'autre cas, le public jugerait.

Population civile et scolaire de Smyrne⁽¹⁾

(Ville et banlieue)

GROUPES PRIMITIIFS	avec écoles		Elèves pour le Français Propagande
	Population civile des groupes	Population scolaire Enseignement national	
1 ^o Groupe Ottoman.....	100.000	7.680	2.180 Paslat 3
2 ^o — Grecs & Hellènes.....	210.000	11.247	3.757 Les 1/3
3 ^o — Israélite.....	10.000	2.363	1.903 Les 4/5
4 ^o — Arménien.....	10.240	1.130	410 Les 1/3 après
<i>Groupe des modernes avec écoles :</i>			
1 ^o Groupe Français.....	4.100	2.682 Français catholique	894 Les 1/3 latines
2 ^o — Italien.....	9.000	1.073	538 Les 1/2
3 ^o — Anglo-Américain.....	2.720	1.945	1.290 Les 2/3
4 ^o — Austro-Allemand.....	3.828	300	230 Les 3/4 après
<i>Sans écoles :</i>			
1 ^o Groupe Persan.....	550		
2 ^o — Russe.....	320		
3 ^o — Hollandais.....	330		
4 ^o — Belge.....	28		
5 ^o — Suédois-Norvégien.....	40		
6 ^o — Arabe-Carholique.....	900		
7 ^o — Espagnol et Portugais.....	35		
8 ^o — Roumain.....	90		
9 ^o — Divers.....	20.000		
	498.187	29.300	11.192 Les 2/5

⁽¹⁾ Par communication officielle.

Et voilà comment après plus d'un mois d'interruption nous nous sommes remis à la besogne.

Maintenant, si l'on jette un regard attentif sur ces colonnes de statistique générale, dont les données sont aussi exactes et précises qu'il a été possible de les obtenir en six mois de patientes recherches, on se rendra facilement compte de la corrélation qui existe entre les deux premières colonnes et, jusqu'à un certain point, avec la troisième et la quatrième. Rien n'est absolu, ici ; ce ne sont que des approximations ; mais elles sont telles, qu'il est impossible, à qui que ce soit, d'en infirmer d'une manière sérieuse la portée et les conclusions qui en découlent naturellement.

Il est donc un fait acquis à la géographie statistique : c'est que la ville de Smyrne n'a pas moins de trois cent mille habitants et que les faubourgs et villages qui l'entourent, en comptent, pour le moins, cent mille.

Il est également certain que l'affluence de la jeunesse dans les écoles augmente de jour en jour, car celles-ci comptent plus de vingt-neuf mille écoliers aujourd'hui ; lorsque, il y a 15 ans, à notre arrivée, elles en enregistraient, tout au plus, la moitié.

Ce n'est pas sans intention que nous nous sommes servi de cette expression « l'affluence de la jeunesse », bien qu'elle ne soit pas pleinement justifiée en l'espèce ; car dans l'ensemble de nos écoles, la fréquentation, comparative-ment au chiffre de la population, ne dépasse pas le 1/14^e ; tandis que, dans les centres plus cultivés, elle atteint jusqu'à 1/10^e, parfois même au 1/8^e. Mais on doit tenir compte des éléments disparates qui composent notre agglomération, dont une partie notoire est encore réfractaire à toute instruction.

(1) Afin de conserver à ce dénombrement général le caractère qui lui convient, c'est-à-dire celui d'une étude comparative de propagande, de culture française entre les différents groupes de la population, nous mettrons en regard le nombre d'habitants et d'écoliers de chacun de ces groupes et celui de ses élèves apprenant le français.

Quant à la 3^e colonne, à celle qui relate et proclame la culture du français et sa propagation parmi les indigènes, rien n'est plus réjouissant que de voir ces onze mille cent vingt-deux écoliers, acquis à l'étude et à la pratique de notre langue, et s'avancant serrés, sur huit rangs, dont la profondeur se mesure, ou sur l'importance numérique du groupe auquel chacun d'eux appartient, ou sur l'attrait et le besoin (1).

Classement des différents groupes par le nombre

- 1^o Groupe grec prépondérant :
 - Hellènes et raïas : 11.247 écoliers, dont le 1/3 soit 3750/0 sont inscrits pour le français.
 - Ottoman : 7.680 écoliers, dont le 1/3 soit 2.180 sont inscrits pour le français.
 - Israélite : 2.363 écoliers, dont les 4/5 soit 1903 sont inscrits pour le français.
 - Anglo-américain : 1815 écoliers, dont les 2/3 soit 1.280 sont inscrits pour le français.
 - Français : 2.682 écoliers, dont le 1/3 soit 894 sont inscrits pour la propagande.
 - Italien : 1.073 écoliers, dont le 1/2 soit 538 sont inscrits pour le français.
 - Arménien : 1.130 écoliers, dont le 1/3 soit 410 sont inscrits pour le français.
 - Austro-allemand : 300 écoliers, dont les 3/4 soit 230 sont inscrits pour le français.

I. — On remarquera que sur 2.682 élèves fréquentant les écoles françaises, toutes religieuses, 894 seulement, soit le 1/3 se trouvent portés à l'actif de la propagande, comme indigènes ; les autres étant inscrits dans les registres scolaires, sous la désignation de catholiques, relèvent tout naturellement de l'enseignement national ordinaire.

II. — On doit savoir qu'à Smyrne, dans bien des cas, le nom de catholique sert à désigner indifféremment les français, les italiens, les autrichiens, même les polonais, s'ils appartiennent à l'église-romaine.

III. — Enfin, si dans le groupe anglo-américain qui ne compte que 2.720 habitants, on trouve 1.815 élèves, ce qui pourrait paraître disproportionné, il faut l'attribuer à l'œuvre très active, ici, de la propagande protestante, qui entretient et subventionne plusieurs grandes écoles, où l'on enseigne, à bon compte, l'anglais, le français, l'allemand, le commerce, etc., aux grecs, aux israélites et aux arméniens, qui en forment le principal contingent.

Passons maintenant à la seconde partie : au classement des groupes par le travail.

Classement des groupes par le travail.

Jusqu'à présent, comme nous l'avons dit nous-mêmes, cette étude statistique est restée dans les généralités et les approximations ; maintenant, stricte dans son allure, elle ne s'appuiera plus que sur des renseignements officiels et des détails minutieux. Ces renseignements, ces détails nous sont fournis par les administrations civiles ou scolaires, par les éphories, les directeurs, les chefs d'institution, les professeurs, nos collègues qui ont bien voulu s'associer, pour ainsi dire, à notre œuvre, à notre enquête, soit en approuvant ou en échangeant, soit en remplissant eux-mêmes les formulaires ou questionnaires que nous avons eu l'honneur de leur présenter et qui, étant ainsi établis, accompagnent le texte.

L'enseignement du français à Smyrne en rapport avec les différents groupes de la population :

Population du groupe X

- 1^{re} question : Elèves fréquentant l'école ?
- 2^e — Elèves apprenant le français ?

(1) Afin de mieux nous rendre compte de la situation relative des groupes, nous les classerons par rang d'importance et de mérite : importance et mérite qui seront établis, d'abord sur le nombre, ensuite sur le travail.

- 3° — Heures affectées à cet enseignement par jour et par élève dans une semaine.
- 4° — Professeurs français donnant cet enseignement.
- 5° — Professeurs étrangers donnant cet enseignement.
- 6° — Ecole subventionnée ou non.
- 7° — Ecole payante ou gratuite.

Lesdits formulaires ont donc été présentés à qui de droit, et nous en avons gardé les réponses originales pour y recourir au besoin.

Afin de procéder avec méthode et de saisir, dans son ensemble, la marche de l'enseignement dans notre agglomération, nous indiquerons d'abord, à l'aide d'un tableau synoptique, le nombre des écoles de chaque groupe, soit pour son enseignement national, soit pour l'enseignement du français.

Tableau synoptique des écoles pour l'enseignement en général et pour la propagande française.

Groupe	ENSEIGNEMENT NATIONAL respectif				ENSEIGNEMENT du français propagande			
	Écoles de garçons subventionnées avec gratuité relative	Écoles de filles subventionnées avec gratuité relative	Écoles de garçons payantes	Écoles de filles payantes	Écoles subventionnées différenciellement gratuites	Écoles de garçons enseignant le français	Écoles de filles enseignant le français	Ensemble
Groupe grec	23	10	11	7	61	14	14	28
— Ottoman	19	8	7	1	35	10	7	17
— Israélite	2	6	4	1	13	9	6	15
— Anglo-Américain	3	4	2	1	14	6	5	11
— Français	2	4	1	1	20	7	13	20
— Italien	2	4	1	1	7	3	5	7
— Arménien	2	4	1	1	6	3	4	3
— Austro-Allemand	2	4	1	1	4	3	4	4
Subv. et gratuite relative garç.	63	32	32	8				
— — — filles	35	30	30	30				
Écoles payantes de garçons			33					
— — — de filles				30				
Subvent. ou entièrement gratuite				8				32
Ensemble des écoles de Smyrne	139	139	139	139	139	139	139	139

Et maintenant encore, en présence de ces nombreuses ruches scolaires, actives, laborieuses, dont il faut, il est vrai, retrancher une vingtaine dirigées par les congrégations religieuses, en présence donc de ces 85 écoles laïques, indigènes, s'occupant chaque jour, avec soin, de notre langue, de notre littérature, et fournissant ainsi le spectacle le plus évident de la propagation du français... qui donc peut se croire autorisé à dire, soit ici, soit ailleurs, et surtout en haut lieu : « Qu'en dehors de la propagande « congréganiste » rien ne se fait pour le français qui vaille la peine d'être cité ?... Pour tenir un pareil langage, ou il faut être sourd et aveugle, ou il faut ne vouloir ni voir, ni entendre ; ce qui est encore pis. Mais les chiffres comme les faits se passent de tout témoignage et de tout commentaire.

Pour nous, il nous suffit de savoir qu'à Smyrne, parmi nos concitoyens : les Grecs, dans 28 écoles ; les Ottomans, dans 17, dont 7 de jeunes filles ; les Israélites, dans 15 ; les Anglo-Américains, dans 11 ; les Italiens, dans 7 ; les Arméniens, dans 3 ; les Austro-Allemands, dans 4, enseignent et étudient notre langue, pour que nous ayons la sincérité de le reconnaître et le devoir de leur en tenir compte.

Toutefois, le nombre, la quantité ne fait pas tout, il y a encore l'intensité du travail, c'est-à-dire le temps consacré par chaque groupe à l'étude de notre langue, qu'il importe aussi de connaître ; ce qui nous fournira la preuve la plus manifeste, la plus concluante de la culture et du mérite de chacun.

Pour arriver à ce résultat, nous avons donc préparé et mis en circulation, ainsi que nous l'avons dit plus haut, de petits bulletins ou questionnaires dont les annotations nous ont apporté en retour, tout simplement, la solution cherchée.

A cet effet, il a suffi de multiplier pour chaque école le nombre d'élèves étudiant le français, par celui des heures consacrées chaque jour et chaque semaine, à cette étude ; puis d'ajouter à ce produit celui de 4 semaines pour le mois et celui de 10 mois pour l'année scolaire ; et il en est résulté la somme annuelle des leçons reçues par l'ensemble de l'école. Cette somme a été réunie aux autres sommes des autres écoles du groupe. Chaque groupe a pris son rang de concours ; et finalement il en est encore résulté le tableau comparatif suivant :

État général et comparatif de la culture française à Smyrne, entre les différents groupes de la population.

Classement des groupes par l'intensité du travail en rapport avec le nombre

Groupe	Moyenne approximative des heures enseignées dans une semaine par un élève	L'ensemble des élèves du groupe	Résultante annuelle ou produit des heures multiplié par 10 mois de leçons par l'année scolaire	Échelle proportionnelle
1° Groupe Israélite	23	1.903	1.701.500	1/3
2° — Grec	6	3.737	861.000	1/5
3° — Français	30	891	737.760	1/6
4° — Ottoman	5	2.180	412.560	1/11
5° — Anglo-Américain	7	1.280	363.200	1/12
6° — Italien	12	538	248.240	1/17
7° — Arménien	9	410	142.800	1/32
8° — Austro-Allemand	13	230	127.200	1/36
		11.192	4.604.360	

Nota. — La moyenne des heures de travail portée en première colonne est dite approximative, comme ayant été relevée sur l'ensemble des écoles de chaque groupe. Quant à la résultante annuelle, on doit la considérer comme exacte et rigoureuse, car elle a été prise sur chaque école en particulier et additionnée avec l'ensemble du groupe dont elle exprime le total des leçons reçues dans l'année scolaire. Les tables et opérations auxquelles ces différents calculs ont donné lieu, accompagnant ce mémoire, comme pièce justificative, on peut donc les consulter et vérifier toutes choses.

On peut regarder ce dernier tableau synoptique comme résumant, à lui seul, toute la situation ; car établi sur des renseignements positifs, des calculs minutieux et exacts, il nous montre l'étendue réelle et la marche réjouissante et progressive de la culture française, dans ce pays ; les élèves sont comptés, les heures d'étude nombrées jour par jour, semaine par semaine, mois par mois, dans chaque école, dans chaque groupe, pour en arriver au total de l'année et établir d'une manière comparative le mérite et l'application de chacun des concurrents.

C'est ainsi que nous voyons le premier rang occupé par les Israélites, le second par les Grecs, le troisième par les Français, le quatrième par les Ottomans, et ainsi de suite. Les uns l'emportent par le temps consacré à cette étude et par le nombre, les autres par l'un des deux ; tous s'y appliquent également, car ils ont compris la beauté et l'utilité de la langue française.

Mais cette vaillante et nombreuse phalange qui compte onze mille élèves et plus, ne marche pas seule et d'elle-même, elle a nécessairement besoin pour la guider, pour l'entraîner dans la carrière d'une élite, nombreuse aussi, de maîtres et de maîtresses dont il n'est pas indifférent de connaître le nombre et l'origine.

Ce qui nous a encore été indiqué par les petits bulletins d'enquête mis en circulation et qui se trouvent sommairement reproduits ci-dessous :

Maîtres et maîtresses enseignant le français dans les écoles de Smyrne.

	D'origine française		D'origine étrangère		Ensemble
	Écoles de garçons	Écoles de filles	Écoles de garçons	Écoles de filles	
1° Groupe français : religieux et laïques	34	61	15	9	142
2° — — — laïques	8	8	8	3	71
3° — Grec	11	12	26	22	30
4° — Ottoman	2	8	19	15	24
5° — Anglo-Américain	11	0	3	1	43
6° — Israélite	3	4	21	10	18
7° — Italien : religieux	3	4	3	8	9
7° — Arménien	2	1	2	4	12
8° — Austro-Allemand	3	3	4	2	
	94	94	91	74	355

Il y a environ 195 chinois laïques et 160 congréganistes (1). Ces dernières uniquement dans les groupes français et italien. Nous nous servons du mot *chaire* comme plus exact, car il arrive souvent que la même personne enseigne dans deux et trois écoles.

(1) Quant aux chaires congréganistes, toutes sont occupées par leur professeur qui ne double ou ne cumule pas l'emploi.

Telles sont les notes et renseignements qu'après plus de six mois de patientes recherches, nous avons pu obtenir sur l'enseignement et l'étude du français à Smyrne. Puisse ce travail en précisant la marche et les progrès de notre langue dans ce beau pays, contribuer à sa propagation.

Quant au rang attribué par ces mêmes notes, aux différents groupes de la population qui ont été mis ainsi en comparaison et, pour ainsi dire, en concours, on nous a fait remarquer que les résultats que nous avions constatés et signalés étaient plutôt des faits matériels que formels ; c'est-à-dire : que ni le nombre des élèves, ni celui des heures de travail ne constituaient vraiment la science et le mérite. Nous en convenons, et ceux qui étaient particulièrement visés par cette observation fort judicieuse en conviennent également ; aussi ont-ils répondu qu'ils étaient tout disposés à continuer l'épreuve en se soumettant à un concours public dès qu'on leur en ferait la proposition, dans les conditions voulues. A bon entendeur, salut ! Il ne nous reste plus maintenant qu'à résumer et à conclure.

(A suivre.)

J. DELAROCHE,
Professeur à l'Alliance française.

Théodore Delyannis

M. Théodore Delyanni, président du conseil, a été assassiné le 14 juin par un certain Yerakaris, une brute dégénérée qui a voulu se venger de la fermeture des maisons de jeux ordonnée par M. Delyanni.

Dans le monde grec, ce crime abominable a soulevé une émotion énorme. Athènes a fait au vieil homme d'Etat des funérailles splendides.

Depuis plus d'un demi-siècle, il représentait la Gortynie, son pays d'origine, au Parlement grec où il avait pris, dès le premier jour de son entrée, une situation prépondérante. Il avait débuté, en 1838, au ministère de l'intérieur où il s'éleva jusqu'aux fonctions de secrétaire général (sous-secrétaire d'Etat), dès 1859.

Bien que favorable au roi Othon, il conserva son poste sous le gouvernement provisoire.

Élu à l'Assemblée constituante, il y acquit une grande considération et fut nommé ministre des affaires étrangères.

M. Delyanni était né à Nauplie, en 1826. Sa famille joua un beau rôle pendant la guerre de l'indépendance et plusieurs de ses membres se distinguèrent depuis dans la carrière diplomatique où il entra lui-même, pour peu de temps, comme ministre de Grèce à Paris, à la fin du règne de Napoléon III, en 1867, au moment de l'insurrection crétoise. L'empereur le tenait en grande estime et le consultait quelquefois sur la situation générale de l'Orient et sur celle de la Grèce en particulier.

Il rentra en Grèce lorsque, vers 1867, les légations furent supprimées pour des raisons d'économie. Depuis lors, M. Delyanni n'avait pas quitté le Parlement hellénique dont il était l'une des plus intéressantes figures. Il ne manquait pas une seule séance, prenait note des moindres incidents et dirigeait son parti avec une incomparable habileté. Il était disert, parfois éloquent, et pouvait tenir la tribune deux ou trois jours de suite sans éprouver, malgré son grand âge, la moindre lassitude.

La figure du vieil homme d'État était des plus connues et des plus caractéristiques et le monde parlementaire grec gardera le souvenir de ce premier ministre et de son légendaire chapeau haut de forme, toujours rempli de papiers, de documents et de notes qu'il promenait avec lui de son banc à la tribune.

Ses facultés de travail étaient énormes.

Ceux qui l'ont vu à l'œuvre dans des moments de crise nationale, se souviennent de son activité.

Toute la matinée dans sa chambre à coucher, il prenait un léger repas à la fin duquel il expédiait les affaires les plus urgentes, puis se rendait à la Chambre où les séances se prolongeaient quelquefois jusqu'à onze heures. La séance levée, il se rendait au ministère des finances où il prenait un biscuit renforcé d'un verre de bon cognac et allait souper vers deux ou trois heures du matin. M. Delyanni poussait le scrupule professionnel jusqu'à lire d'un bout à l'autre tous les papiers soumis à sa signature. Il en corrigait de sa main les fautes de grec et jusqu'aux fautes d'orthographe. Cela ne l'empêchait pas d'être au courant de tout, de lire des journaux français et tous les journaux grecs, sans en excepter les feuilles les plus insignifiantes des provinces. Et cette lecture finie, il rédigeait les articles de tête du *Proia (Matin)*, son organe officiel, où ne paraissait pas une ligne qu'il n'eût lue avec la plus scrupuleuse attention.

M. Théodore Delyanni aurait fait un admirable professeur de droit constitutionnel ou de droit public. Le droit administratif n'avait pas de secrets pour lui. Il écrivit d'ailleurs un *Traité de jurisprudence hellénique*.

Avant d'arriver à la présidence du conseil (il fut, pour la première fois, chef du gouvernement en 1885), il avait été tour à tour ministre des affaires étrangères, de l'instruction publique et des finances.

À la mort des premiers épigones qui remplacèrent sur la scène politique les hommes d'État des guerres de l'indépendance, M. Delyanni se posa en antagoniste de feu Tricoupis, qui faisait alors l'admiration de la Grèce et de l'hellénisme.

On croyait M. Tricoupis affermi pour de longues années au pouvoir lorsque les électeurs de 1885 vinrent lui montrer, à sa grande stupéfaction, que M. Delyanni savait pétrir la pâte électorale. Le parti Tricoupis fut presque anéanti.

M. Delyanni vint au pouvoir malgré le roi, qui avait des préférences marquées pour M. Tricoupis, avec une écrasante majorité. M. Tricoupis se recueillit quelque temps, puis commença contre lui la plus vive opposition. Le coup de main qui donna

la Roumélie orientale à la Bulgarie fut exploité habilement dans l'intérêt de sa politique. M. Delyanni, qui voyait l'équilibre oriental rompu au détriment de la Grèce, s'émut, et toute la Grèce avec lui. Il réclama, en compensation, la ligne frontière qui avait été attribuée à la Grèce par le congrès de Berlin. Les puissances restèrent sourdes à ses sollicitations.

Il arma, dans l'espoir de les intimider et surtout parce qu'il voyait la Serbie, aussi mal partagée que la Grèce, en train de partir en guerre contre la Turquie. L'opinion, travaillée par les tricoupiques, le poussait dans cette voie. Il y entra résolument et mobilisa, ce qui était énorme pour la Grèce, une armée de soixante-dix mille hommes. La Turquie et les puissances s'alarmèrent de ces préparatifs. Ces dernières exercèrent sur lui une pression diplomatique très violente pour l'engager à désarmer. Il résista à toutes les pressions, à toutes les menaces, et ne démissionna que le jour où toutes les puissances — à l'exception de la France — proclamèrent le blocus des côtes et des îles de la Grèce, blocus effectif, exécuté par une cinquantaine de navires de guerre.

M. Delyanni revint au pouvoir en 1890, avec une majorité aussi écrasante que celle de 1885. Il eut à lutter contre d'insurmontables difficultés financières créées par l'administration tricoupique et contre les embarras provenant de la hausse du change survenue à la suite du rétablissement du cours forcé. Cette hausse épouvanta le roi, qui demanda sa démission à M. Delyanni. Celui-ci refusa de la donner, en ajoutant que la Constitution donnait au souverain le droit de casser les ministres lorsqu'ils avaient cessé de lui plaire. Le roi dut le renvoyer. M. Delyanni organisa alors une démonstration parlementaire à la tête de la majorité qui le suivit à la Chambre. Une émeute était à redouter. Le bon sens l'emporta et la paix intérieure ne fut pas autrement troublée.

Au ministère intérimaire qui remplaça le cabinet Delyanni succéda encore M. Tricoupis. Il ne resta pas longtemps au pouvoir et fut renversé par une émeute organisée sous forme de démonstration au Champ de Mars. Un ministère intérimaire le remplaça. Il fit les élections qui donnèrent encore une écrasante majorité à M. Delyanni.

Il s'agissait de relever le crédit de la Grèce. M. Théodore Delyanni s'y employa de son mieux.

Il avait même réussi à faire en quelques mois de réelles économies qui furent le véritable trésor de guerre de la campagne contre la Turquie. À la suite des massacres de la Canée, la Grèce s'émut et l'opinion força le gouvernement à marcher au secours des Crétois. Une expédition fut organisée. Les troupes grecques occupèrent la Crète au nom du roi Georges. L'Europe promit à la Grèce de faire de la Crète une principauté autonome si elle rappelait ses troupes. M. Delyanni aurait peut-être accepté, mais l'opinion exigeait l'annexion. Pendant ce temps, la Turquie se préparait à la guerre et les puissances bloquaient le corps d'expédition en Crète. La guerre finit par éclater.

Les Turcs arrivèrent devant les Thermopyles où ils furent arrêtés par les puissances, après que le ministère Delyanni eut été renversé par une émeute qui faillit emporter aussi la royauté. M. Delyanni (le parti de l'opposition étant familièrement nommé le parti du Cordon), surnommé le « Cordonarque », rentra dans l'opposition.

M. Delyanni devait revenir bientôt au pouvoir et retrouver la popularité qui l'avait un instant abandonné. À la suite d'élections qui faisaient rentrer quatre-vingt-deux de ses partisans à la Chambre, il redevenait président du conseil le 3 décembre 1902.

Mis en minorité le 25 juin 1903, il cédait la place à son adversaire M. Théotokis qui, lui-même, le 3 juillet suivant, était remplacé par M. Ralli.

M. Delyanni reprenait le pouvoir le 27 décem-

bre 1904. Il avait été au cours de sa longue et laborieuse existence vingt-quatre fois ministre et quatre fois président du conseil.

Son nom restera associé à toute la politique grecque de ces cinquante dernières années dans laquelle il joua un rôle prépondérant.

M. Delyanni est mort sans laisser aucune fortune. La Chambre sera sans doute appelée à voter une pension en faveur de ses deux nièces qui vivaient avec lui.

Une messe de *Requiem* a été chantée le dimanche 18, à l'église grecque de la rue Bizet, par les soins de la légation de Grèce, pour le repos de l'âme de M. Théodore Delyanni. Elle a été entourée d'une grande solennité rehaussée encore par la célébration de la fête de la Pentecôte orthodoxe. Toute la colonie grecque de Paris y assistait.

Au premier rang on remarquait :

Le Prince héritier de Grèce, accompagné du colonel Palli, son aide de camp ; M. Bourée, ambassadeur ; comte de Reventlow, M. Milenko Vesnitch, M. Delyanni, le personnel de la légation, etc., etc.

L'archimandrite Mgr Germanos Vassilakis officiait, assisté du diacre Petsalis. Les chœurs étaient dirigés par M. Spathis, maître de chapelle.

ÉCHOS

L'affaire crétoise. — Les puissances « protectrices » continuent à insister pour rendre les Crétois heureux malgré eux. Cette sollicitude vient de se manifester sous forme d'une attaque dirigée contre les insurgés de la part des détachements internationaux.

Les troupes russes ouvrirent les hostilités. Le 30 au matin, elles marchèrent sur Kolymbari avec un canon. Comme elles approchaient de Platonia, les insurgés essayèrent d'entraver leur marche. Les troupes ouvrirent alors le feu et simultanément les canonnières russes se trouvant au large d'Agia Marina, Platonia fut occupé. Puisse cette victoire consoler le Tsar de ses revers en Mandchourie ! Les troupes françaises ne montrèrent pas moins de vaillance. Le *Kléber* canonna le 30 les insurgés au moment où ceux-ci allaient occuper Kalyves. Les Italiens, eux aussi ont voulu avoir leur part de gloire. Ils débarquèrent de l'infanterie de marine avec deux canons de croiseur. Ils sont en route pour l'intérieur.

Les insurgés se sont pourtant emparé de Kissamo, de Castelli et ont obligé les garnisons à battre en retraite ; ils ont occupé Kalyves, évacué par les Anglais ; à la Sude, ils ont pris le fort Izeddin qui sert de prison politique. D'autre part le chef Kakousis a chassé les Russes d'Argyropolis où il a installé un corps d'insurgés.

Les Thérissiotés reçoivent constamment des renforts. Après la prorogation de la Chambre beaucoup de députés se sont mis en rapport avec eux et les anciens conseillers Jamalakis et Voréadès se sont mis à leur disposition.

Les conseillers actuels du Prince Georges ont de leur côté donné leur démission qui n'a pas été acceptée.

Le consul d'Angleterre a, en présence de ses collègues, invité le conseiller financier Koundouros à s'expliquer. Celui-ci a répondu que la situation actuelle de l'île y rendait tout gouvernement impossible et que la seule solution était l'union à la Grèce. Son intention est de se rendre dans la campagne, d'arborer le drapeau révolutionnaire, d'organiser un gouvernement et de laisser les villes aux Européens.

Le conseiller pour les affaires extérieures,

M. Kriaris, a fait une réponse identique. Tous les Crétois sont résolus, a-t-il dit, à obtenir justice de la part de l'Europe ou à périr.

On s'attend à une mêlée générale entre les insurgés et les troupes internationales. Il faut sans doute que beaucoup de sang coule encore avant que l'île aussi héroïque que malheureuse voie se réaliser son désir d'être réunie à la Grèce.

* *

Notes sur la question Crétoise : C'est le titre d'une brochure due à la plume de M. ALEXANDRE PATERNOSTRO, un ardent philhellène, et qui vient d'être publiée à Naples. M. Paternostro dénonce la conspiration du silence de la presse italienne sur les affaires de Crète.

L'auteur fait l'histoire de l'insurrection actuelle et démontre que les Crétois ne céderont pas ; que l'union à la Grèce est l'unique solution, qu'il est honteux que l'Italie, pays de liberté et de libéralisme traditionnel, dont la renaissance historique se base sur le principe des nationalités, contrecarre les vœux des Crétois.

Examinant ensuite le problème balkanique, M. Paternostro préconise un rapprochement de l'Italie avec les Roumains et les Grecs, « l'élément sur lequel pivote la question d'Orient », afin de combattre le panslavisme et le pangermanisme. Il critique vivement la politique italienne actuelle. « Nos gouvernants, dit-il, réussissent seulement à détruire le prestige de l'Italie en Orient, et les sympathies italiennes. Tandis qu'à Pétersbourg, comme l'a dit Bovio, on étudie le problème panslaviste tout entier, et, à Berlin, tout le problème pangermanique, à Rome on ne songe même pas au problème latin... »

* *

Les massacres de Nakhytchevan. — Il semble que c'est au milieu des plus effroyables catastrophes et dans une tempête de malédictions, que le tsarisme se soit promis de sombrer.

Les hétécombes de Mandchourie, les boucheries de Pologne, les crimes perpétrés contre les Israélites, les attentats dirigés contre le peuple russe lui-même, ne lui suffisaient pas : il lui fallait encore les Arméniens.

Après Bakou, Nakhytchevan. C'est le massacre organisé par le gouvernement russe et exécuté, avec son assentiment, par les Tartares et autres musulmans du Caucase. Et nous assistons à cette chose incroyable : dix millions de musulmans fanatisés, armés presque par la pieuse et orthodoxe Russie, pour anéantir un million et demi d'Arméniens.

Naturellement, Abdul-Hamid favorise le mouvement, par les émissaires secrets qu'il entretient à Bakou, à Tiflis, foyers de panislamisme.

La Russie officielle n'y voit que du feu. Ce qu'elle veut, c'est l'extermination des Arméniens. Naguère encore ce peuple, sur qui pèse la inexorable fatalité, n'avait à choisir qu'entre la russification — en Russie — et le massacre — en Turquie. Aujourd'hui, il n'a même pas cet embarras de choix. Là comme ici, il est condamné à périr.

Dans l'espace de quinze jours, la province d'Erivan, Nakhytchevan et les villages environnants, le district de Sapukhan, Zankizour, Sounkoulary, Badamlu, Hadjivar, Djagrakh, ont été livrés au feu et au fer. Il y eut massacres, viols, vols, pillages.

Les Arméniens de la région d'Erivan sont complètement ruinés ; leurs habitations ont été démolies ou incendiées ; le bétail a été emmené et les récoltes détruites ; les églises et les écoles ont été saccagées.

A Bakou, les musulmans s'agitent de nouveau. On a trouvé des proclamations invitant les sunnites et les chiïtes à s'unir pour une lutte com-

mune. Une dépêche assure que les Kurdes de Perse ont franchi la frontière pour prêter main-forte à leurs coreligionnaires. La situation apparaissait extrêmement grave.

C'est le prince Louis-Napoléon qui a été chargé du rétablissement de l'ordre à Erivan.

* *

Le ministère grec. — Par suite du refus de M. Roma de prendre la direction du parti delyanniste et de constituer le nouveau ministère, M. D. Ralli a été chargé de former ce cabinet.

Ce n'est pas sans difficultés que M. Ralli y a réussi. La crise a duré plusieurs jours et les pourparlers ont été laborieux.

Sauf M. Mavromichalis, ministre de la guerre dans le précédent cabinet, les autres delyannistes n'ont pas voulu entrer dans la nouvelle combinaison.

M. Ralli, présidence, finances, intérim des affaires étrangères ;

M. Mavromichalis, guerre, intérim de l'intérieur ;

M. Boudouris, marine ;

M. Christopoulos, justice ;

M. Kalliphornas, instruction et cultes.

La solution de la crise procure un grand soulagement.

* *

Le contrôle financier en Macédoine. — Malgré les pressantes démarches des ambassadeurs d'Autriche et de Russie, intervenant en leur propre nom et au nom des autres puissances, pour faire accepter par la Porte le projet de contrôle financier, le gouvernement du sultan a fini par décider d'opposer à ce projet un refus pur et simple.

On pouvait s'y attendre. Mais on peut s'attendre également à un retour offensif de la diplomatie européenne.

* *

Les Hellènes en Suisse. — On vient d'instituer à l'Université de Berne une chaire pour l'enseignement indépendant et complet du droit international, public et privé. Le gouvernement a confié cet enseignement à M. Michel Kebedgy, docteur en droit de l'Université de Paris, associé de l'Institut de droit international, membre de la Cour permanente d'arbitrage, qui appartient au corps enseignant de l'Université de Berne depuis neuf ans et est professeur en titre depuis cinq ans, chargé de plusieurs cours spéciaux de droit international. L'arrêté de nomination est motivé : « en reconnaissance de l'activité pleine de succès (erfolgreich) déployée jusqu'ici ».

Nous sommes particulièrement heureux de voir le gouvernement fédéral apprécier à leur juste valeur les services rendus à l'Université de Berne par notre distingué compatriote que nous félicitons vivement.

Les étudiants hellènes de Suisse se sont réunis cette année à Vevey, sur les bords du lac Léman, le dimanche de la Pentecôte. Une excursion à Glion a heureusement terminé la journée. Le succès de cette réunion patriotique a été digne de celui des années précédentes. Les participants étaient venus assez nombreux de Genève, Lausanne, Zurich, Neuchâtel, Berne, Bâle et Lugano.

* *

Les projets de miss Stone. — Tout le monde se rappelle la missionnaire américaine qui, il y a quatre ans, fut capturée — ou s'était fait arrêter — par une bande bulgare affiliée au comité de l'organisation intérieure, et ne fut remise en liberté que quand la Turquie eût acquitté une ran-

çon considérable. La somme servit, d'ailleurs, on le sait, à grossir le trésor de guerre bulgare.

Au lendemain de sa libération miss Stone s'en alla en Amérique. Les agences de conférences s'en emparèrent, comme bien on le pense, et lui firent parcourir les Etats Unis. Miss Stone a eu du succès ; elle a gagné beaucoup d'argent. Et voici qu'elle se propose, dit-on, de retourner à Monastir pour y finir ses jours, et vivre, en attendant, dans le voisinage de ses anciens ravisseurs à qui elle doit et sa célébrité et sa fortune.

Les sommes que la pieuse évangéliste a gagnées dans son pays, elle veut les affecter à la fondation d'un collège de garçons à Monastir. Nous ne savons pas si ce collège sera américain ou autre chose. Mais nous nous demandons si, dans tous les cas, les Bulgares ne l'inscriront pas à leur actif pour prouver une fois de plus leur supériorité scolaire en Macédoine. En tout cas, ils auraient bien le droit de revendiquer pour eux la future institution de miss Stone. Encore qu'assez indirectement, ils sont les artisans de la fortune qui servira à édifier cet établissement d'éducation. Espérons que sur le programme ne figurera point un cours de brigandage.

* *

Congrès bulgare-macédonien. — Des délégués de l'organisation intérieure macédonienne et les principaux chefs de bande doivent prochainement se réunir en un congrès secret. On conférera sur la situation actuelle et l'attitude que l'organisation aurait à prendre vis-à-vis des bandes serbes et surtout contre les bandes grecques.

Le congrès s'occupera aussi d'une réorganisation de l'organisation intérieure, ainsi que de la question de sa représentation pour les rapports avec l'étranger.

Jusqu'ici, ses représentants étaient Tatartchef et Matof, qui résidaient à Sofia ; mais ils ont donné leur démission, et c'est l'ex-président du comité de Salonique, Gavarnof, qui a pris provisoirement en main leurs fonctions. A côté de lui, un nommé Doref, chef et inspecteur des dépôts d'armes cachées à la frontière turco-bulgare, représente l'organisation. Il est l'intime du chef Damian Groupel.

* *

Tracasseries bulgares. — A Kavakly (Bulgarie), la colonie grecque a été en butte, ces temps derniers, à mille tracasseries de la part des autorités bulgares. Entre autres exploits que la police a accomplis, signalons la confiscation du cachet du syllogue grec *Elpis* et de quelques récépissés de cotisation.

On suppose que ce trait de génie de la police bulgare est dû à la campagne anti-grecque de la *Nova-Epocha*, qui accusa cette association de subventionner l'*Hellénisme*.

Non seulement nous ne comptons pas un abonné à Kavakly, mais nous ignorons jusqu'ici complètement qu'il y eût en cette localité un syllogue *Elpis*.

* *

Le diadoque à Paris. — Le président de la République et Mme Loubet ont offert le 28, à midi et demi, un déjeuner en l'honneur du prince royal de Grèce.

Son Altesse, accompagnée de M. Delyanni, ministre de Grèce à Paris, et de ses aides de camp, a été reçue avec les honneurs réglementaires, par M. Mollard, directeur du protocole, le lieutenant-colonel Meaux Saint-Marc et le commandant Brione, commandant militaire du palais. En haut du perron, le général Dubois a salué le prince et l'a conduit auprès du président de la République, dans le salon des Ambassadeurs. Les invités

étaient réunis dans les autres salons, décorés de fleurs et de plantes vertes.

La table, de cinquante couverts, était dressée dans la grande salle à manger du rez-de-chaussée.

Le président de la République avait à sa droite Mme Delyanni et à sa gauche Mme Maurice Rouvier. Mme Emile Loubet avait à sa droite le prince royal de Grèce et à sa gauche M. Delyanni.

Son Altesse après un court séjour à Paris est rentrée à Berlin et de là s'est rendue en Angleterre.

*
* *

Les Russes au Mont-Athos. — On mande de Salonique au *Journal des Débats* qu'une rixe sanglante eut lieu au Mont-Athos entre moines grecs et russes. Il y eut plus de 80 blessés et des troupes turques ont été expédiées en toute hâte pour rétablir l'ordre.

Ce n'est là qu'un incident de la guerre sourde, longue et tenace que l'hellénisme a à soutenir contre le panslavisme sans cesse envahissant.

C'est en 1830 que la Russie jeta pour la première fois son dévolu sur la Montagne Sacrée. Depuis lors, le panslavisme n'a cessé de lui livrer des assauts, en s'efforçant d'évincer le monarchisme grec, pour faire du Mont-Athos une forteresse russe.

Grâce à l'appui de la Porte ottomane, aux moyens dont elle dispose, à l'argent qu'elle prodigue, la diplomatie moscovite s'est emparée d'un grand nombre de monastères, jadis grecs, où elle envoie sans relâche des théories de moines qui ne sont, dit une légende, que des soldats déguisés, pionniers infatigables de la grandeur russe dans le monde orthodoxe. Le Mont-Athos est en train de devenir une citadelle russe, un camp retranché d'où les soldats du Tsar se lanceraient à la conquête de la Turquie d'Europe et des mers qui baignent ses rives.

*
* *

Le voyage de l'Exarque bulgare. — Après avoir longtemps hésité, le gouvernement turc vient d'accorder à l'Exarque l'autorisation de voyager, pour rétablir une santé compromise. Cette autorisation a été obtenue grâce à l'intervention d'influences diplomatiques.

Mgr Joseph se rendra successivement à Vienne et à Paris, pour y consulter des sommités médicales. Il ira très probablement à Vichy. S. B. est accompagné de son neveu, le docteur Matef. En son absence, c'est Grégoire, évêque bulgare de Monastir, un terrible intrigant, qui gèrera les affaires de l'Exarchat.

Bien que Mgr Joseph ait renouvelé à la Porte l'assurance qu'il ne s'occupera pas de politique, pas plutôt arrivé à Sofia, qu'il a commencé à faire diverses déclarations sur la situation en Macédoine. Interviewé par un rédacteur de la *Vetchna Posta*, l'Exarque a déclaré que le bulgarisme est très menacé en Macédoine.

*
* *

Degiorgis pacha. — Le commandant de la gendarmerie macédonienne s'est rendu le 8 juin à Constantinople pour remercier le sultan du *Nichan-ı İftikar* en brillants que Sa Hautesse lui a accordé.

Le pacha italien fut en même temps élevé au grade de général de division.

A en croire le *Bulletin d'Orient*, ces marques de bienveillance sont la récompense d'une proposition de Degiorgis pacha tendant à interdire « l'accès de la gendarmerie macédonienne aux chrétiens ».

Le bruit avait pourtant couru de la démission de Degiorgis, par suite de la non-acceptation de plusieurs propositions par lui formulées. Ce bruit semble controuvé. En tout cas, le sultan a été plein de prévenances pour le pacha et a consenti à combler l'insuffisance de la gendarmerie en puisant le contingent nécessaire parmi les recrues de l'armée.

Degiorgis pacha est parti pour Salonique, après avoir été reçu par Abdul-Hamid en audience de congé, le 27 juin.

*
* *

Les Hellènes en Egypte. — Deux faits se présentent à l'observation du voyageur en Egypte, la prépondérance numérique des Hellènes et leurs étroites relations économiques avec le pays. La statistique de 1897 ne mentionne que les sujets hellènes, qui forment le tiers de la population européenne en Egypte. Sur 112,547 étrangers 32,208 sont sujets Hellènes. Les Grecs venant de Turquie sont considérés comme sujets ottomans. Ce qui ne les empêche pas d'être d'excellents Hellènes, au contraire. Et comme le nombre des Grecs de Turquie s'est considérablement accru depuis 1897, on n'exagère rien en portant à 110,000 le nombre des Hellènes de Grèce et de Turquie établis en Egypte. Ils forment donc les neuf dixièmes de la population européenne de ce pays.

L'importance de l'hellénisme dans les différentes villes se manifeste par celle de la situation dans l'enseignement. C'est ainsi que la communauté grecque d'Alexandrie possède un gymnase avec une école de commerce et une école supérieure de filles. Ces écoles sont fréquentées par 1.762 élèves des deux sexes. L'enseignement y est donné par 43 professeurs. En outre, de nombreux parents envoient leurs enfants terminer leurs études en Grèce et à l'étranger, et pour se perfectionner dans les langues étrangères, bien que le français soit admirablement enseigné dans les écoles grecques.

Ces écoles, les hôpitaux, les théâtres, etc., sont entretenus par de généreuses contributions personnelles. A Alexandrie se publient trois quotidiens grecs et un quotidien français est publié par des Hellènes. La fortune des Hellènes d'Alexandrie est évaluée à deux milliards.

Au Caire, la population grecque compte à peu près 20,000 habitants. Elle entretient une grande école de garçons et un grand pensionnat de demoiselles dans lesquelles l'enseignement est donné par 30 professeurs. Cette année, la communauté a fondé une nouvelle école et des écoles maternelles. Au Caire paraissent deux quotidiens et un périodique en langue grecque. A Elmansour, sur une population de 53,000 habitants on compte 14,000 Hellènes. La même proportion existe dans toutes les autres parties de ce district.

La destruction de la puissance du Mahdi par les Anglais ouvrit à l'hellénisme un nouveau stade d'action dans toute la haute Egypte. Au Soudan et dans toutes les autres régions où ils s'établissent ils n'oublient jamais leur nationalité, quel que soit le pays d'Orient d'où ils proviennent, et ne négligent rien pour conserver leur langue et leur nationalité.

*
* *

Pour Venise et pour Candie. — C'est le titre d'une brochure, dédiée aux *valorosi di Candia*, de M. Roberto Galli, député, qui tout récemment encore prononçait à la Chambre italienne un vibrant discours en faveur de l'union de la Crète à la Grèce.

M. Galli consacre la première partie de son travail aux questions intéressant Venise. Puis, s'adressant aux Crétois il leur dit :

« Comme aux jours des plus grands malheurs, ainsi qu'aux plus heureux, je soutiendrai votre union à la Grèce. Quant à vous n'oubliez pas que le calme est la vertu des forts et que le secret de la victoire est dans votre concorde... »

M. Galli déclare que les puissances ont manqué à leurs engagements envers les Crétois à qui elles avaient permis de croire que l'union de leur pays à la Grèce se ferait bientôt. Il rend hommage à la droiture aussi bien qu'à l'activité et aux talents du prince Georges qui n'a cessé de supplier les puissances d'exaucer les vœux des Crétois qui ne voient de salut que dans leur union à la mère patrie.

D'après M. Galli la prospérité toujours croissante de la Grèce rend aux Crétois l'union encore plus désirable. Voici un passage qui sert pour ainsi dire d'introduction à son plaidoyer :

« J'ai lu un rapport très remarquable du délégué britannique à la commission financière internationale où sont décrits les notables progrès de la Grèce. Des industries nouvelles ont surgi partout; des régions, jadis désertes, sont conquises par une agriculture florissante; la marine marchande ne craint plus de concurrents sur la mer Noire et aux bouches du Danube; le port du Pirée voit autant de pyroscaphes, tant pour le tonnage que pour le nombre pour être inférieur par son importance à Marseille mais supérieur à Trieste. »

*
* *

Affaires de Serbie. — La Serbie à la veille des élections. La lutte électorale s'annonce chaude : les partis s'agitent déjà. Le parti progressiste, présidé par M. Novakovitch, étant désorganisé, et le parti nationaliste ayant comme chef M. Ribartz n'étant pas important, la bataille s'engagera surtout entre les deux groupes du parti radical — qui forment 90 % des électeurs — les radicaux extrêmes ou indépendants, aujourd'hui au pouvoir et ayant pour chef le président du cabinet actuel M. Stojanovitch, et les modérés présidés par M. Pachitch.

Les premiers aspirent à un élargissement des droits populaires et parlent même de suffrage universel. Les radicaux modérés désirent, comme les progressistes sous Novakovitch, une augmentation des prérogatives royales et une limitation de la compétence de la Skoupechtina par la création d'un Sénat. Le roi serait assez disposé à une modification constitutionnelle, mais il trouve le moment mal choisi. C'est de la Skoupechtina sortie des élections que dépendra cette réforme.

Quant à pronostiquer ce que sera cette Assemblée, cela est impossible. A côté des deux anciens groupes radicaux, des progressistes, des libéraux et des nationalistes, il s'est formé deux nouveaux groupements : les patriotes, qui sont surtout opposés aux conspirateurs et aux régicides, et le groupe paysan, fondé depuis peu. Si celui-ci obtient quelques mandats, il procurera aux vieux partis de désagréables surprises.

La lutte électorale roulera tout d'abord sur la question de l'emprunt, mais aussi sur la question d'une révision de la Constitution.

Le ministère Stanojevitch a ordonné des essais comparatifs en vue de l'armement avec les canons à tir rapide. Des essais analogues avaient été commencés, puis interrompus sous le précédent ministère.

La nouvelle que le sultan s'est déclaré disposé à la conclusion d'un traité de commerce en forme avec la Serbie cause une certaine satisfaction.

Depuis longtemps on désirait en Serbie le remplacement de l'ancien traité de commerce avec la Turquie, en tous sens fort onéreux pour la Serbie, par un traité plus approprié à la situation ac-

tuelle. La Porte ayant enfin accédé à ce désir, des négociations, vont s'ouvrir à Constantinople. Le ministre de Serbie à Constantinople, M. Simitch, assisté du directeur des douanes Kukitch et de l'inspecteur Josimovitch comme experts, est chargé des négociations, qu'on espère devoir être assez faciles.

* *

Alliance serbo-grecque? — A en croire le journal serbe *Odjek*, des pourparlers se poursuivent entre Belgrade et Athènes pour la conclusion d'une alliance serbo-grecque qui ne tarderait pas à être un fait accompli. M. Argyropoulo, ministre de Grèce à Belgrade, après une longue entrevue avec le roi Pierre, aurait quitté cette ville à Athènes, porteur du traité.

Notre confrère ajoute que le cabinet de Rome appuie ce projet.

Nos renseignements ne nous permettent ni de démentir, ni de confirmer cette nouvelle.

* *

L'Autriche et l'église grecque. — L'approbation par le saint-synode du patriarcat œcuménique des statuts des diocèses orthodoxes de la Bosnie et de l'Herzégovine est un succès pour la diplomatie autrichienne qui, depuis longtemps, travaillait pour établir dans les deux provinces occupées la prépondérance du gouvernement austro-hongrois aussi bien en matière religieuse qu'elle l'était déjà en matières politique, financière et administrative. Elle marque en même temps la fin de la crise patriarcale qui s'était dernièrement élevée entre le patriarche Joachim III et un certain nombre de membres du saint-synode qui ne voulaient pas se ranger de son avis en ce qui concerne le mode d'élection des métropolités des deux provinces et le droit suprême de sanction reconnu à l'empereur François-Joseph.

Le patriarche a eu raison de ses adversaires. Les évêques dissidents ont dû céder leurs sièges dans le synode à d'autres prélats. Aussitôt réunis, les nouveaux membres, avec les anciens restés fidèles au patriarche, ont voté les statuts en question. Ceux-ci se composent de 284 articles ayant trait à l'administration ecclésiastique, à la juridiction ecclésiastique, aux monastères, aux écoles et à toutes autres affaires ecclésiastiques des quatre diocèses établis dans les deux provinces occupées par l'Autriche. Il y avait surtout douze points qui divisaient les métropolités de ces diocèses et le parti laïque. Parmi ces douze points, les principaux étaient : le mode d'élection des métropolités et leur rémunération. Les autres points rentrent dans les affaires ecclésiastiques intérieures qui ne présentent pas assez d'intérêt général pour les énumérer ici. Il est donc décidé pour le premier de ces deux points que le mode d'élection des métropolités se fera conformément à la convention actuellement en vigueur entre le patriarcat et le gouvernement austro-hongrois, et quand à la rémunération, elle sera faite par le gouvernement.

En outre, et en vertu même des statuts, chacun des quatre diocèses possédera une commission ecclésiastique et une commission scolaire. De plus les quatre diocèses ensemble auront deux commissions supérieures, l'une ecclésiastique et l'autre scolaire. La première servira de cour d'appel, le saint-synode du patriarcat œcuménique servant de cour de cassation. La deuxième devra s'occuper de l'enseignement en général.

Telles sont, *grosso modo*, les dispositions arrêtées en vue d'établir d'une manière définitive dans les deux provinces occupées par l'Autriche-Hongrie les lois qui devront régir à l'avenir les diocèses orthodoxes de ces deux anciens vilayets de la Turquie.

LES DERNIERS CRIMES BULGARES

Constantin Gavaliatsos, un grec de Goldoropi (Castoria) a été assassiné le 30 mai par une bande bulgare, après avoir été torturé sous les yeux de son fils âgé de 15 ans. La victime s'était rendue coupable du crime terrible qui consiste à ne pas embrasser la cause bulgare.

Les frères *Basile* et *Anastase Sotiriou*, coiffeurs, et *Elia Tassis*, cordonnier, ont été attaqués et blessés, à Monastir, faubourg d'Idragara, par des comitadjis bulgares. Les criminels ont réussi à prendre la fuite.

Le 25 mai, on a trouvé, auprès de Kossinovo, deux orthodoxes de Stromnitsa conducteurs de chevaux, qui avaient été tués à coups de fusil par les Bulgares.

Aux environs de Vodéna, on a assassiné trois paysans.

Le 22 mai, une bande de Bulgares, à la tête desquels se trouvaient le secrétaire de l'officier russe de Jénitsa, Angoura, ainsi que son cuisinier, a maltraité des orthodoxes ; le sous-officier de police de Jénitsa, qui est un Grec et qui était intervenu, a été blessé à coups de revolver. On a saisi trois des promoteurs de cet attentat.

Cinq paysans orthodoxes, qui se rendaient de Jénitsa à Goumentsa, sont tombés dans une embuscade bulgare ; un des paysans parvint à s'échapper et à avertir les autorités de Jénitsa. Un détachement se mit aussitôt à la poursuite des partisans bulgares, les atteignit, en tua deux, en prit cinq, et délivra trois des paysans, qui étaient solidement garrottés. Le cinquième fut retrouvé ligoté dans la maison du cozambachi du village de Litovoï. Celui-ci a été arrêté.

Un paysan turc, du village de Stip, qui se rendait à Salonique, avec sa femme, fut attaqué par une bande bulgare, qui le blessa et emmena sa femme. Un détachement donna la chasse aux partisans, en tua quatre, mais ne put délivrer la prisonnière.

Auprès du village de Messiméri, des environs de Vodéna, la bande bulgare de Handzi a assassiné deux primats grecs et un charbonnier, qui se rendaient aux champs. Les Grecs se plaignent de l'indifférence montrée par l'officier russe de Vodéna à cette occasion.

Dans la nuit du 17 mai, une bande bulgare sous les ordres de Tchernapéef, est entrée dans le village de Kato-Valdeftsa, auprès de Stromnitsa, et s'est présentée devant les maisons de deux paysans patriarchistes, Tasko et Géorgi. Ceux-ci étant absents et leurs maisons fermées, les Bulgares se mirent à tirer dessus. Ces coups de feu donnèrent l'alarme à la garnison de Stromnitsa ; les Bulgares, en entendant l'appel du clairon, s'enfuirent, sans attendre l'arrivée des soldats.

Le 23 mai, des Bulgares ont attaqué la suite de l'archevêque grec de Vodéna, qui se trouvait à Jénitsa ; un sergent de ville, qui accourait à son secours, a été fort maltraité ; une patrouille a pu arrêter cinq coupables, parmi les promoteurs de cette agression.

Le bandit Sandansky (ou Sandatof) terrorise toute la région de Mélénikon, descendant, ces temps derniers, jusqu'à Démirtzi-Kolé, auprès de Démir-Hissar. D'autre part, les habitants de Mélénikon ont demandé qu'on renforçât la garnison tout à fait insuffisante de leur ville, car Sarafof, qui a juré d'incendier Mélénikon, se trouve auprès

de Kresna en train de renforcer sa bande, très considérable.

Huit Zinzares, qui parcouraient les villages pour y trouver du travail, ont été tués par les Bulgares, auprès de Ménélikon, et quatre Turcs, auprès de Pétritsi.

Traiko, de Birnik, est entré, ces jours-ci, dans le village de Skotzivié, à la tête de sa bande, avec le dessein de tuer le garde-forestier *Petros Dimos*, connu pour ses sentiments hellènes. Les partisans bulgares, brisant la porte de sa demeure, entrèrent, mais ne trouvèrent plus Petros, qui avait eu le temps de se sauver par une lucarne ; les Bulgares, pour se venger, rouèrent de coups sa vieille mère et son frère, qui ont été transportés ici dans un état lamentable.

Le 12 juin, une bande bulgare, sous le commandement de Tané, de Tornitsovon et de Tséli, de Patéli, entrant dans ce dernier village, a réuni les primats schismatiques, dont la fidélité au comité paraissait douteuse. Cinq primats ont été emmenés et égorgés en dehors du village ; ce sont : *Itso Liapéra*, *Basile Pëo*, *Georges Zoré*, *Itso Liari* et *Christos Dellio*.

LES BANDES BULGARES

Dans le village de Guirmen, du caza de Névrocop, une bande bulgare, composée de huit individus a été entièrement détruite.

Le 5 juin, Sandansky (ou Sandatof) avait mis à mort, auprès du village de Katountsa, trois meuniers, dont deux étaient des orthodoxes de Démir-Hissar et l'autre, un musulman de Pétritsi.

Le 10 juin, cette même bande, composée de 30 comitadjis fut attaquée, une première fois, par un détachement turc à Soungarovon ; trois Bulgares furent tués ; puis, poursuivie par l'armée, la bande se trouva cernée dans un bois et perdit huit hommes tués, dont on a retrouvé les cadavres. Mais comme les paysans n'ont vu sortir du bois que quatre partisans, ils présumant que les autres ont également trouvé la mort, ou qu'ils sont tout au moins blessés.

Le détachement turc a eu deux tués et quatre blessés.

Le 12 juin, les autorités de Jénitsa ayant appris qu'une petite bande de quatre partisans, sous le commandement de Votoftsef, de Bozets, se cachait dans la maison de Tkona Athanassiou, dans le village d'Ikisler, envoyèrent aussitôt sur les lieux un détachement, qui tua trois des Bulgares et blessa le dernier, qui parvint à s'enfuir. Parmi les tués, se trouve vraisemblablement le chef de la bande. Les Turcs ont trouvé dans la maison d'Athanassiou trois fusils Mannlicher, un fusil Gras, deux bombes et un grand cachet.

Les Turcs annoncent que l'armée a détruit, à Kirvla, une bande de sept partisans bulgares, sous les ordres de Stoyan, de Banitza, qui se cachait dans une maison du village. Les partisans, ainsi que leur chef, furent tous tués. La maison, dans laquelle s'étaient réfugiés les Bulgares, et la maison voisine, ont pris feu. Les Turcs ont perdu deux soldats tués et un blessé.

Une rencontre a eu lieu, auprès de Bilonik, entre les troupes turques et une bande bulgare, qui, sous les ordres de Dimko, de Mogila, dévaste, depuis des années, les environs de Monastir. Le combat a duré cinq heures. Cinq partisans ont été tués, quinze se sont enfuis ; les Turcs n'ont eu qu'un tué et deux blessés. Durant le combat, les Bulgares avaient fait usage de bombes et les Turcs de canon.

Lundi dernier, le tribunal extraordinaire a jugé

treize paysans schismatiques de Péetrovo. Les prévenus avaient assassiné le prêtre orthodoxe et trois primats de ce village, dans la nuit du 11 décembre. Quoique les charges fussent suffisamment établies, pour amener une condamnation, les inculpés ont cependant été acquittés à la majorité des voix.

La mise en liberté de ces individus, qui sont de dangereux organes du comité bulgare, a fait une impression déplorable sur les populations orthodoxes de la région.

LES BANDES GRECQUES

Mort de trois officiers grecs.

Deux officiers grecs, le capitaine Moraïtis, et le lieutenant Phrangopoulos, qui avaient quitté l'armée pour prendre sous les pseudonymes de Co-dras et Zogras, le commandement de corps d'armatoles ont trouvé la mort. Il y a quelques jours les corps qu'ils commandaient détruisirent deux bandes bulgares et tuèrent leurs chefs Lazeros et Anton. Attirée par le bruit de la fusillade, une forte colonne arriva sur les lieux. Les Helléno-macédoniens, qui croyaient n'avoir à faire qu'à des Bulgares, furent fusillés presque à bout portant par les Turcs. Leurs chefs tombèrent et le sous-officier Kotroyannis se suicida après avoir tué un officier et deux soldats, pour ne pas tomber vivant entre les mains des Turcs.

Auprès du village de Patatsin, de la circonscription de Vodéna, une nombreuse bande bulgare s'est heurtée à un corps gréco-macédonien. Le combat a duré plusieurs heures. Au bruit de la fusillade, les autorités turques envoyèrent trois détachements sur les lieux; les combattants purent se retirer.

Le 13 juin, auprès de Golésiani, un corps gréco-macédonien a attaqué une bande bulgare. Le chef des Macédoniens, Acritas, ayant appris, qu'une bande bulgare très considérable se trouvait entre Guermanovon et Golésiani, se dirigea rapidement vers cet endroit, divisant son corps en trois détachements. Les deux détachements de moindre importance occupèrent des positions très avantageuses, qui leur permettaient d'empêcher les entrées et sorties du village de Kousanova. Acritas, avec le détachement le plus considérable, marcha sur le village même. A dix heures du matin, on vit apparaître une forte bande de soixante Bulgares; le combat s'engagea alors entre les Bulgares, tous armés de fusils Mannlicher, retranchés dans les maisons du village et dans l'église, et les deux petits détachements grecs, que les Bulgares avaient tout d'abord seuls aperçus. Le corps grec principal, après une fusillade d'une heure, chargea. Trois Grecs tombèrent; l'un était un habitant de Niaousta. Les Bulgares se retirèrent alors, emportant sept blessés sur des mulets. On constata, le surlendemain, en se rendant sur les lieux du combat, que les Bulgares avaient perdu quarante des leurs.

Les Bulgares ont eu en tout une centaine de partisans engagés, les Gréco-Macédoniens, cinquante-sept.

Ces temps derniers, la bande bulgare de Mitro-Vlacho est apparue sur les flancs de la ligne montagneuse de l'est de Zélovon. Un petit corps gréco-macédonien, voyant que les Bulgares se dirigeaient sur le village, marcha contre eux et ouvrit le feu. Vingt soldats turcs et deux officiers de la garnison de Tyrnovon, après avoir averti les garnisons de Pisodéri et de Popli, marchèrent dans la direction de la fusillade. Les combattants se séparèrent aussitôt.

L'armée, sans tenir compte de la prière des Zélovites qui espéraient qu'elle allait poursuivre les Bulgares de Mitro Vlacho, se mit au contraire à pourchasser le petit corps gréco-macédonien, qui avait fait sa jonction avec un autre corps d'une

trentaine d'hommes. Un combat acharné s'engagea bientôt. Les soldats turcs étaient au nombre de quatre-vingts. Cinq d'entre eux furent tués et trois blessés. Le combat dura jusqu'à la nuit, et les Turcs furent contraints de se retirer.

Le lendemain, les Gréco-Macédoniens, apprenant que la bande de Mitro Vlacho s'était retirée dans le village de Boukovik, se mirent à sa poursuite; mais, arrivés au village, ils apprirent que Mitro et Kyrsakof venaient d'en sortir après s'être approvisionnés. Les Grecs marchèrent à la hâte vers le bois qui se trouve au N.-E. du village, pensant que les Bulgares s'y cachaient. En effet un combat acharné s'engagea bientôt qui dura plusieurs heures. Kyrsakof a été blessé.

Le correspondant de la *Gazette de Cologne* à Salonique donne dans une longue correspondance des détails intéressants sur la rencontre qui eut lieu le 17 mai à Vassilikan (Salonique) entre Grecs et Turcs. C'est, dit-il, un véritable combat qu'il s'agit, le plus important qui ait été livré cette année en Macédoine.

Une bande grecque de 46 hommes a été attaquée par les Turcs, infanterie et cavalerie, par deux fois, sans succès.

Le 17, des renforts étant arrivés (les Turcs étaient au nombre de 800) après une fusillade qui a duré de 4 heures jusqu'à minuit, les Grecs ont réussi à s'échapper laissant 12 tués. Les Turcs ont fait retomber leur colère sur le village grec Clissali qu'ils ont attaqué de divers côtés.

BANDE SERBE

Le 12 juin, un détachement turc, ayant appris qu'une bande serbe se cachait dans le village de Pétralitsa, voisin d'Egri-Palanka et non loin de la frontière bulgare, se rendit sur les lieux et mit le siège devant Pétralitsa; le combat dura toute la journée; les Serbes, qui étaient une soixantaine, se défendaient à coups de fusils et avec des bombes de dynamite. Quarante partisans furent tués, le reste put s'enfuir.

Les Turcs ont perdu deux officiers et neuf soldats tués, un officier et onze soldats blessés; presque tous ont été atteints par la dynamite.

Quant aux quinze ou vingt survivants serbes, ils jouèrent de malheur; le surlendemain du combat, ils se heurtèrent à un autre détachement turc qui en tua douze.

REVUE DE LA PRESSE

CENSURE BULGARE

Le *Courrier de Sophia* (21 juin), nous reproche d'avoir signalé l'analogie qu'il y a entre la censure ottomane et la censure bulgare qui, le mois dernier, a interdit l'entrée dans la principauté des journaux grecs.

Le gouvernement du Sultan interdit l'entrée de la Turquie à presque tous les journaux, « *L'Hellénisme* » compris, et si la presse des autres Etats y pénètre, ce n'est que grâce aux Postes étrangères sur lesquelles la Porte n'a aucun droit de contrôle et qui peuvent ainsi introduire les écrits et même les pamphlets les plus désagréables à la censure impériale. La comparaison que fait « *L'Hellénisme* » entre les Ministres bulgares et ceux du Padichah, tombe donc d'elle-même.

Notre confrère se trompe. La Porte se réserve le droit d'interdire tout journal mal pensant et les postes étrangères sont tenues de se conformer à l'ordre qui leur est transmis à ce sujet par le canal de leur ambassadeur respectif. D'ailleurs, en fût-il autrement, que la comparaison que nous avons établie entre les ministres du prince Ferdinand et ceux de son suzerain n'eût rien perdu de sa valeur, puisqu'elle ne porte pas sur la façon dont fonctionnent les cabinets noirs de Stamboul

et de Sophia, mais sur l'esprit qui y règne et le libéralisme qui caractérise cet esprit. Il ne s'agit pas de savoir si les journaux qui déplaisent au sultan entrent ou n'entrent pas en Turquie, mais si le régime bulgare est plus libéral que le régime turc ou que le régime russe, sur lesquels décidément il prend exemple, quoi qu'en dise le *Courrier de Sophia*.

Pobedonoszeff arrête à la frontière toute feuille imprimée et la jette au pilon ou tamponne de taches noires tous les passages susceptibles de nuire à l'œuvre d'abêtissement du peuple russe.

Abdul-Hamid fait dresser par sa commission de l'index une liste des ouvrages interdits, des journaux à interdire.

Le cabinet Petrof fait mieux que cela: Il barre l'entrée en Bulgarie à tous les journaux, revues, périodiques grecs, quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent. C'est un système qui vaut, n'est-il pas vrai, les deux autres.

GRECS ET TURCS

Un de nos confrères athéniens, le *Progrès*, ayant pris violemment à partie les Turcs, — les Turcs en général, le peuple comme son gouvernement — « un mal, a-t-il dit, dont on ne peut guérir et qu'il faut à toute force supprimer en Macédoine comme ailleurs », M. Ahmet Riza fait retomber sa colère sur nous. Voici sur quel ton il vient nous chanter pouilles, dans le *Mechveret* du 1^{er} juin:

... Nous laisserons aux lecteurs le soin de tirer de ces faits la conclusion qui s'en dégage et, à titre documentaire, nous reproduisons plus loin un édifiant extrait de *L'Hellénisme*, de l'organe même de la fameuse Ligue dont la mission consiste, nous l'avons démontré, à combattre les intérêts et l'indépendance des Turcs. Quel tact, quelle gratitude de la part d'une race qui prétend être la plus morale de toutes!...

... Voici maintenant le passage de *L'Hellénisme* auquel nous faisons allusion:

« Les Turcs sont, à certaines conditions près, éminemment tolérants quant à l'exercice du culte et au développement de l'instruction des peuples chrétiens soumis à leur joug.

« D'une façon générale, ils respectent également les droits des communautés comme ceux de l'individu. Leur administration seule et leur odieux fonctionnarisme sont la cause de tous les maux qu'on leur reproche. Mais, du moins, un peuple, une race peut, sous le joug turc, conserver ce qui constitue pour une nation le bien le plus précieux, son individualité et son existence nationale: foi, langue et coutumes.

« Mais sait-on quel est en Bulgarie le sort d'une race étrangère aux maîtres du pays? L'expérience est faite. Nul respect pour la conscience nationale, pour l'usage de la langue, pour l'usage du culte, pour le droit de propriété — de propriété communautaire notamment, — nulle garantie de liberté individuelle; et il en fut ainsi du jour même où, sous l'égide des Russes, le peuple bulgare fut émancipé. A l'égard des Hellènes et de leurs communautés, il n'est d'autre loi, d'autre règle, d'autre justice que l'arbitraire. »

D'une part, M. Riza nous accuse de perfidie et nous prête les plus noirs desseins; d'autre part, il nous octroie un brevet de véracité. D'ailleurs l'extrait qu'il cite prouve précisément le contraire de ce que M. Riza voulait démontrer. Nous combattons le gouvernement turc, c'est entendu, et M. Riza serait mal venu à nous le reprocher. Mais nous n'en voulons nullement au peuple turc que loin de confondre — comme le font certains fanatiques aveugles ou de prétendus libéraux — avec son odieux gouvernement, nous l'en avons toujours distingué: ce qui n'implique pas que nous devions partager la chimère nationaliste de M. Riza, qui ne comprend pas qu'on soit Grec ou Arménien ou autre chose, du moment qu'on est sujet de la Porte. Il veut par exemple, et pour ne parler que de nous,

que les 5 millions d'Hellènes établis en Turquie, renonçant aux traditions de leur passé et aux droits que leur confère le présent, se façonnent une âme turque et n'aient d'autre idéal que le sien propre. Nous lui répondons que c'est là chose impossible.

En vain! Car pour fonder la Turquie de demain, M. Riza veut prendre exemple sur le régime tsariste. M. Pobedonoszeff a fait du panslavisme, qui d'ailleurs ne lui a pas réussi. M. Riza fait du panottomanisme, ça ne lui réussira pas davantage, il peut en être certain.

LA DÉFENSIVE GRECQUE

Mme Adam (Juliette Lamber) la « grande Française », qui a tant de fois élevé la voix en faveur de l'hellénisme, consacre dans la *Parole française* du 21 juin, à la cause des Grecs Macédoniens, les lignes suivantes :

En Macédoine, la situation s'aggrave chaque jour pour les Grecs. Les voilà coupables aujourd'hui, semble-t-il, de s'être organisés pour se défendre. La haine bulgare a doublé contre eux dans la proportion de la résistance qu'ils mettent à se laisser piller, tuer, mutiler et convertir!

Les amis de la Grèce ont, dès la première heure des troubles et des crimes des bandes bulgares, souhaité pour les Grecs macédoniens une « organisation intérieure ». Elle est aujourd'hui réalisée, à la grande fureur des comitadjis et au grand scandale des soldats turcs qui ne reconnaissent plus leurs trop faciles victimes.

C'est une façon pour les Grecs de se faire compter que de s'armer et de s'unir, puisqu'on ne cesse de découvrir des arguments nouveaux pour nier leur nombre. Turcs et Bulgares sont bien forcés d'additionner les bandes grecques comme bandes grecques. Il y a donc des Grecs en Macédoine!

Les Grecs macédoniens font entendre hautement leur voix dans le journal *L'Hellénisme*. Toutes les faces de la question macédonienne, si compliquées, y sont étudiées avec une clarté, un sens du juste, une logique vraiment supérieurs : pas de phraséologie, pas même de sentimentalisme, à peine de l'indignation pour les violences et les crimes commis, mais un enregistrement des faits, une surabondance de preuves qui obligent l'esprit le plus prévenu à conclure dans le sens de la cause grecque en Macédoine.

L'Hellénisme ne demande qu'une chose : la consultation sincère, garantie par la présence d'une commission européenne, des populations macédoniennes, un relevé précis du nombre des Bulgares et des Grecs, et la création de cadastres administratifs correspondant à ce relevé.

LE RÉVEIL DE LA NATION ARABE

M. Gervais Courtellemont, dont on connaît la compétence en cette matière, publie dans le *Temps* (23 et 27 juin) deux articles sur la révolution arabe et ses dangers, engageant la France à ne pas se désintéresser de ces questions.

Sur le mouvement séparatiste, M. Courtellemont dit :

Il n'est pas douteux un instant que les militants du parti national arabe organisent actuellement un grand complot qui aurait obtenu, à ce qu'ils prétendent, l'adhésion des comités nationalistes séparatistes arméniens, kurdes, albanais, bulgares, serbes et hellènes, ainsi que celle, plus affirmée et plus active encore, des comités de l'indépendance arabe de Syrie et de Palestine.

Cette conjuration ne tend à rien moins qu'à mettre en question l'existence même de l'empire ottoman; elle vise son démembrement et sa division en un certain nombre de petits royaumes européens et asiatiques correspondant aux divers groupes ethniques disparates qui le composent. Mais l'action première des comités, secrets pour la plupart, consiste à préparer et à provoquer la défection en masse des troupes de race arabe qui constituent l'élément le plus important en nombre et en qua-

lité de l'armée turque : corps d'armée de Damas et de Bagdad, troupes d'élite de même origine et de même valeur militaire que ceux qui furent les héros de Plevna.

Le réveil de la nation arabe, si indignement opprimée, était un phénomène inévitable. L'explosion des haines accumulées, à laquelle nous assistons aujourd'hui, ne doit surprendre personne, et rien au monde ne pourra probablement contenir ses effets. Cependant les précédents historiques nous autorisent à penser que les révolutionnaires d'aujourd'hui n'atteindront que partiellement leur but et que leur rêve de constituer un grand royaume arabe englobant la Syrie, la Palestine et l'Arabie proprement dite est irréalisable.

Mais d'autre part, il paraît certain que si la Turquie est abandonnée à ses propres ressources, il lui sera bien difficile, en raison de la défection des troupes arabes, de s'opposer à la proclamation d'indépendance d'un certain nombre de provinces d'Arabie qui vont essayer de se constituer en petits royaumes autonomes.

Sur ce même sujet, on adresse de Beyrouth à *L'Arménie* (1^{er} juillet), une lettre d'où nous détachons ces lignes :

Il convient de remarquer, tout d'abord, que trois mouvements ont lieu en même temps :

- 1° Au Yémen et dans l'Hedjaz, question du khalifat.
- 2° En Arabie centrale, lutte d'influence.
- 3° En Syrie, Palestine et Mésopotamie, soulèvement contre l'oppression turque.

Les divers chefs sont en relations étroites entre eux. Leur idée maîtresse est de lever au sultan le titre de khalife, de commandeur des croyants, titre auquel il n'a aucun droit.

Il est utile d'affirmer, à ce propos, que l'information fantaisiste, lancée dernièrement, de confier cette dignité au vice-roi d'Égypte est inexacte. Les Égyptiens sont de race berbère et non arabe. Cette distinction d'origine suffirait à elle seule à écarter la candidature du vice-roi, qui est lui-même d'origine albanaise.

Le sultan expulsé de l'Hedjaz, sans aucune autorité religieuse, n'aura plus d'influence sur les Arabes. Ceux-ci n'éprouveront aucun scrupule à chasser le Turc de la Syrie, de la Palestine et de la Mésopotamie. Ils constitueront un gouvernement distinct. Tout semble, d'ailleurs, presque prêt pour arriver à ce résultat.

Enfin, l'Arabie centrale sera peut-être réunie en confédération indépendante, ainsi qu'elle avait paru l'être, il y a une vingtaine d'années.

LA WELPOLITIK ALLEMANDE ET LE MONDE MUSULMAN

Sous ce titre, la *Revue* (ancienne *Revue des Revues*) du 1^{er} juin publie un très intéressant article de M. Alexandre Ular. La politique allemande en Turquie et au Maroc, etc., y est soigneusement étudiée sous tous ses aspects, et notamment au point de vue de l'antagonisme anglo-allemand.

M. Ular nous explique comment Guillaume II entend « diriger le panslavisme turc » et « être quelque chose comme un Haroun-El-Raschid virtuel » ; comment le Kaiser se pose en réconciliateur entre les deux sultans, khalifes rivaux, le Grand-Turc et l'Empereur du Maroc ; comment s'opère l'infiltration allemande en Asie-Mineure, etc., etc. Sur l'habileté et la mesquinerie des moyens mis en œuvre, il y a pas mal de passages intéressants. En voici un qui concerne plus directement les sujets *giaours* de la Porte.

Dans les questions financières on laissa prudemment à l'Angleterre et à la France l'avantage de se rendre antipathiques. Dans les affaires des Balkans, l'Allemagne fit le mort. Dans les affaires d'Arménie, elle alla jusqu'à réprimer des manifestations qui auraient pu assimiler, aux yeux du Sultan, les Allemands aux Français et aux Anglais. A quelques rares exceptions près, la presse allemande fit le procès des Arméniens, vanta les qualités des Turcs, et prouva presque la nécessité des massa-

ces. Le gouvernement condamna énergiquement les tentatives de quelques sentimentaux qui proposaient d'ouvrir des souscriptions en faveur des victimes arméniennes. Et quand éclata la guerre gréco-turque, on triompha des victoires du Sultan comme des victoires allemandes, obtenues par l'état-major de Berlin et par les canons d'Essen. On étouffa les sympathies qu'une partie du peuple allemand montrait par pure tradition universitaire — pour les Grecs, sous l'avalanche de démonstrations « scientifiques » qui établissaient que les Grecs modernes n'ont aucun lien racial avec les Grecs anciens, qu'ils ne sont que le produit hybride d'Albanais et de Slaves, et que, par conséquent, les Occidentaux qui, au nom d'Homère et de Platon, vilipendent les Turcs, se couvrent d'un inflexible ridicule...

O mânes de Fallmerayer, vous devez tressaillir d'aise!

A BORIS SARAFOF

M. G. Verdène, l'auteur de la *Vérité sur la question macédonienne*, a adressé à Boris Sarafof une longue lettre — en réponse aux attaques dont il a été, paraît-il, l'objet de la part de ce dernier, — publiée dans *L'Européen*, 10 juin :

La Macédoine, ancienne province grecque, qui devint plus tard le royaume d'Albanie, appartient depuis de longs siècles à la Turquie. La population ethnique de cette province est incontestablement descendante des anciens Macédoniens de Philippe et d'Alexandre le Grand.

Sa langue nationale est d'origine pélasgique, ce qui suffirait à prouver l'authenticité de sa généalogie.

Cette origine de la majorité de la population macédonienne est justement la cause de la haine séculaire que lui voue l'élément bulgare.

Depuis la chute de Plevna, l'orgueil bulgare, subitement décuplé par le succès des armes russes, osa jeter sur la Macédoine, un œil de convoitise. En même temps qu'ils assouvissaient un antagonisme irréductible, les Bulgares espéraient donner à leur Principauté les vastes territoires de la province turque.

C'est pour cela, et pas pour autre chose, que les comitadjis bulgares luttent, en Macédoine, sous prétexte de révolution!

Si vraiment les Bulgares combattent pour la liberté, pourquoi ne se sont-ils pas déjà fondus, mêlés, avec l'important élément révolutionnaire turc?

Pourquoi la grande société macédonienne (ou albanaise) « Drita » et le Parti Jeune-Turc, ont-ils une telle horreur des révolutionnaires bulgares?

Dans le principe de la liberté, la religion ne joue qu'un rôle effacé! C'est plutôt pour éviter toute atteinte à la conscience individuelle qu'on la tolère.

Que M. Sarafof me dise donc pour quelle raison les Bulgares s'attaquent aux disciples du patriarche œcuménique de Constantinople, pour quel motif, ils cherchent, au moyen de l'assassinat et du terrorisme, à gagner à l'exarchisme les malheureuses populations macédoniennes!

Est-ce là la lutte pour la liberté?

Entre le brigandage bulgare en Macédoine et la soi-disant passivité des révolutionnaires turcs, il est, je crois, préférable de tolérer cette passivité, qui nécessairement cédera à la force du progrès.

Certes, les Macédoniens luttent pour la liberté, mais, dans leurs rangs, il n'y a pas de Bulgares.

Ces derniers luttent, mais pour qui???

L'histoire nous l'apprendra.

La langue nationale de la Macédoine, dit M. Verdène, est d'origine pélasgique. Or, Grecs et Albanais sont également d'origine pélasgique. N'oublions pas que M. Verdène nous a dit dans son livre que la Macédoine n'est autre chose que l'Albanie.

Le Gérant : L. ESPARVIER.

Levallois-Perret. — Imprimerie WELLPÖFF et ROCHE 55, rue Fromont.